

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

LE  
MERCANTILISME  
EN ESPAGNE

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT  
SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

*sera présenté et soutenu le vendredi 22 Novembre 1929 à 2 heures*

PAR

HENRI BÉRINDOAGUE

DOCTEUR EN DROIT  
(SCIENCES JURIDIQUES)

---

*Président : M. AUGUSTE DESCHAMPS, Membre de l'Institut*

*Suffragants* { MM. JEAN LESCURE } *Professeurs*  
                                RENÉ MAUNIER }

---

PARIS

IMPRIMERIE UNION, 13, RUE MÉCHAIN

1929



**THÈSE POUR LE DOCTORAT**  
**SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES**

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation  
aux opinions émises dans les thèses ;  
ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.**

LE  
MERCANTILISME  
EN ESPAGNE

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT  
SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

*sera présenté et soutenu le vendredi 22 Novembre 1929 à 2 heures*

PAR

HENRI BÉRINDOAGUE

DOCTEUR EN DROIT  
(SCIENCES JURIDIQUES)

---

*Président : M. AUGUSTE DESCHAMPS, Membre de l'Institut*

*Suffragants* { MM. JEAN LESCURE } *Professeurs*  
                    { RENÉ MAUNIER }

---

PARIS

IMPRIMERIE UNION, 13, RUE MÉCHAIN

1929



## BIBLIOGRAPHIE

AMADOR DE LOS RÍOS (José) y ROSELL (Cayetano). — *Historia de la Villa y Corte de Madrid*, Madrid, 1864, 4 vol.

ASSO (Ignacio de). — *Historia de la economía política de Aragón*, Zaragoza, 1798.

BAROZZI (Nicolo) e BERCHET (Guglielmo). — *Relazioni degli Stati Europei lette al Senato dagli Ambasciatori Veneti nel secolo decimosettimo raccolte ed annotate da...* Serie I Spagna, vol II. Relazione di Spagna di Pietro Venier, Ambasciatore a Carlo II dall'anno 1695 al 1698.

BUCKLE. — *History of Civilization in England*.

CADALSO. — *Cartas Marruecas*, Barcelona, 1756.

CAMPANELLA (Th.). — *De Monarchia Hispanica Discursus*, Hardervici, 1640.

CANGA ARGÜELLES. — *Diccionario de Hacienda, con aplicación á España*, 2<sup>e</sup> éd., Madrid, 1833-1834, 2 vol.

CAPMANY Y MONTPALAU (D. Antonio de). — *Memorias históricas sobre la marina, comercio y artes de la antigua ciudad de Barcelona*, Madrid, 1779.

CAROLEU. — *América, historia de su colonización e independencia*, Barcelona, 1894-1895, 4 vol.

CLEMENCIN (D. Diego). — «Elogio de la Reina Católica Doña Isabel», *Memorias de la Real Academia de Historia*, tome VI, 1807.

COLMEIRO (Don Manuel). — *Historia de la economía política en España*, Madrid, Lima, 1863, 2 vol.

— *Biblioteca de los economistas españoles de los siglos XVI, XVII y XVIII*.

COLMENARES. — *Historia de Segovia*.

COXE (W.). — *L'Espagne sous les rois de la Maison de Bourbon*. Traduction française de Don Andrés Muriel, Paris, 1887, 6 vol.

- DESDEVISES DU DEZERT (G.). — « Les Institutions de l'Espagne au XVIII<sup>e</sup> siècle », extrait de la *Revue Hispanique*, tome LXX, New-York-Paris, 1927.
- « La Richesse et la Civilisation espagnoles au XVIII<sup>e</sup> siècle », extrait de la *Revue Hispanique*, tome LXXIII, New-York-Paris, 1928.
- FERRER DEL RIO (Antonio). — *Historia del reinado de Carlos III en España*, Madrid, 1856, 4 vol.
- FORBONNAIS (F. Véron de). — *Considérations sur les finances d'Espagne*, Dresde, 1753.
- GALLARDO FERNANDEZ (D. Francisco). — *Origen, progresos y estado de las rentas de la Corona de España*, Madrid, 1805, 7 vol.
- GASSO. — *España con industria fuerte y rica*, Barcelona, 1816.
- GOURY DU ROSLAN. — *Essai sur l'histoire économique de l'Espagne*, 1889.
- HAEBLER. — *Die wirtschaftliche Blüte Spaniens in 16 Jahrhundert und ihr Verfall*, Berlin, 1888.
- HUET. — *Mémoires sur le commerce des Hollandais dans tous les états et empires du Monde*, Amsterdam, 1718.
- HUMBOLDT (Al. de). — *Essai politique sur le royaume de la Nouvelle-Espagne*, Paris, 1811, 5 vol.
- LA FUENTE (D. Modesto). — *Historia General de España*, Madrid, 1861, 15 vol.
- LARRUGA (D. Eugenio). — *Memorias políticas y económicas sobre los frutos, comercio, fábricas y minas de España*, Madrid, 1785-1800, 45 vol.
- *Historia de la Real y General Junta de Comercio, Moneda, y Minas, y Dependencias de Estrangeros, y Colección integra de los Reales Decretos, Pragmáticas, Resoluciones, Ordenes y Reglamentos que por puntos generales, se han expedido para el gobierno de los Comercios, y Manufacturas del Regno. Compuesta en virtud de Reales resoluciones ó consultas de la misma Junta*, Madrid, 1789, 11 vol. ms.
- LA VAUGUION (Comte de). — *Mémoire de M. le Comte de La Vauguion sur ce qui s'est passé pendant son ambassade en Espagne en 1682 et 1683*, ap. manuscrits français de la Bibliothèque Nationale.
- MARVAUD (Angel). — *L'Espagne au XX<sup>e</sup> siècle*, 2<sup>e</sup> éd., 1922.
- MIGNET. — *Négociations relatives à la succession d'Espagne sous Louis XIV*, 4 vol.
- MOUNIER (André). — *Les faits et les doctrines économiques en Espagne sous Philippe V, Geronimo de Uztáriz (1670-1732)*, Th. Bordeaux, 1919.

- MOREL-FATIO (A.). « Les Allemands en Espagne du xv<sup>e</sup> au xviii<sup>e</sup> siècle », extrait de la *Revista de Filología Española*, Madrid, 1922.
- NOVÍSIMA RECOPIACIÓN DE LAS LEYES DE ESPAÑA, Madrid, 1805, 5 vol. Supplément 1829.
- OLMEDA. — *Derecho público de la paz y de la guerra*.
- ORTIZ Y SANZ (D. J.). — *Compendio de la historia de España*.
- PÉREZ (F. Diego). — *Pragmáticas y leyes de los Reyes Católicos*.
- PHILIPPSON. — *Die Austreibung der Moriskén*.
- PULGAR (Hernando del). — *Crónica de los Reyes Católicos*.
- RANKE. — *Fürsten und Völker von Süd-Europa im 16 und 17 Jahrhundert*, Berlin, 1837.
- REBENAC (Comte de). — *Mémoire du Comte de Rebenac sur son ambassade d'Espagne, du 20 mai 1689*, ap. manuscrits français de la Bibliothèque Nationale.
- ROBERTSON. — *Histoire de l'Amérique*. Traduction française d'après la 1<sup>re</sup> édition, Amsterdam, 1779, 4 vol.
- RODRIGUEZ VILLA. — *Patiño y Campillo*, Madrid, 1882.
- ROUSSET DE MISSY. — *Histoire du Cardinal Alberoni*, 1719.
- ROSSEUW SAINT-HILAIRE. — *Histoire d'Espagne*, Paris, 1844-1852.
- SAYOUS (André E.). — « Les changes de l'Espagne sur l'Amérique au xvi<sup>e</sup> siècle », extrait de la *Revue de l'Économie politique*, novembre-décembre, 1927.
- « Les procédés de paiement et la monnaie dans l'Amérique espagnole pendant la première moitié du xvi<sup>e</sup> siècle », extrait de la *Revue Economique internationale*, novembre 1927.
- SEMPERE Y GUARINOS (D. Juan). — *Biblioteca española económico-política*, Madrid, 1801-1821, 4 vol.
- ULLOA (D. Bernardo de). — *Restablecimiento de las fábricas y comercio español*, Madrid, 1740.
- *Rétablissement des manufactures et du commerce d'Espagne*, Amsterdam-Paris, 1753. Traduction française et notes par Plumart de Dangeul (d'après Barbier).
- UZTÁRIZ (D. Gerónimo de). — *Teórica y práctica de Comercio y de Marina*, 2<sup>e</sup> éd., Madrid, 1742.
- *Théorie et pratique du Commerce et de la Marine*, Paris, 1753. Traduction française et notes par Forbonnais.
- WEISS (Ch.). — *L'Espagne depuis Philippe II jusqu'à l'avènement des Bourbons*, Paris, 1844, 2 vol.
- WIRMINGHAUS (A.). — *Zwei spanische Merkantilisten (Geronimo de Uztáriz und Bernardo de Ulloa). Ein Beitrag zur Geschichte der Nationalökonomie*, Iena, 1886.



## INTRODUCTION



## INTRODUCTION

Le mercantilisme est né de cette croyance universelle que l'or et l'argent sont les facteurs prépondérants de la puissance des nations, que la suprématie politique et économique appartient à l'État qui sait le mieux les attirer et les retenir.

Il apparaît très tôt en Europe, et s'y manifeste d'ailleurs avec des caractères différents, suivant les lieux et suivant les époques.

Dans le Nord-Est, il inspire, dès le <sup>xiii</sup>e siècle, la violente tyrannie, qui perpétue au profit de la Ligue Hanséatique, pendant près de cinq cents ans, le monopole de tout le négoce de ces régions. La Ligue n'épargne, dans ce but, aucun effort, aucun sacrifice ; elle ne recule même pas devant le péril de guerres acharnées et sanglantes, avec le Danemark, la Norvège et la Suède ; elle prétend fermer la Baltique aux navires des autres nations et persiste dans sa lutte pour la domination commerciale tant qu'elle conserve un souffle de vie.

Dans le bassin de la Méditerranée, les Républiques Italiennes sont possédées du même esprit. Nous les voyons semer les discordes, user de représailles, intriguer auprès des Gouvernements neutres pour supplanter un pavillon, se venger par la force des dommages subis, et se rendre odieuses entre elles et au monde entier par leur ambition et leur cruauté.

Leur exemple se propage par toute l'Europe, et si le mercantilisme ne s'implante pas dans la péninsule ibérique plus

tôt qu'en France ou en Angleterre, il y pousse, du moins, des racines vivaces, dès que l'Espagne, maîtresse des meilleures mines du monde, croit devoir rechercher sa sécurité dans une politique tendant au monopole des métaux précieux.

L'emprise mercantiliste, dans ce pays, coïncide avec le réveil du sentiment national incarné par la royauté. La vie économique y avait été jusque là soumise successivement à l'influence romaine, visigothique, puis féodale (1).

Sous la domination romaine, l'économie de l'Espagne fait partie du système commun de l'Empire. Les impôts exorbitants, les fréquentes altérations de la monnaie, les lois annonaires, l'insécurité des personnes et des propriétés et tous les autres excès d'un gouvernement cupide et cruel répandent une lumière sinistre sur la vie du pays, à cette époque (2).

Lorsque la monarchie militaire et religieuse des Goths s'affirme, le système économique — si toutefois il mérite ce nom — perd quelque chose de sa rudesse primitive; le sentiment de l'indépendance personnelle, très vif chez ce peuple, inspire des lois et des mesures plus douces, qui modèrent l'autorité des rois, organisent la justice, protègent l'agriculture et l'élevage, introduisent la police des eaux, concèdent des privilèges aux marchands étrangers et assurent ainsi les bases d'une société civile plus avancée en bien-être et plus cultivée.

Durant la période où domine le pouvoir féodal, la lutte pour la liberté commune se réfugie au sein des municipalités.

(1) Cf. COLMEIRO: *Biblioteca de los economistas españoles*, pp. 36 et 39.

(2) Cf. MALCORRA y ARANZA (D. Antonio Zacarías de): *Del comercio de los romanos, desde la primera guerra de Cartago hasta Constantino el Magno*. — Valence, 1798.

Les terres appartenant à la couronne passent aux mains des Ricos-Hombres, des églises et des monastères, des municipalités, des corporations et des particuliers. L'agriculture est sacrifiée à l'élevage, l'industrie obtient droit de cité dans les villes les plus importantes du royaume, le commerce s'établit dans les places maritimes, et des traités de réciprocité sont signés avec les puissances étrangères. Les restrictions législatives n'ont d'autre but que d'obtenir l'abondance des approvisionnements et de tout ce qui est nécessaire à la guerre contre les Maures. L'autorité, enfin, présume assez d'elle-même pour ne pas craindre d'user d'arbitraire à l'égard d'un peuple qui n'a pas encore conscience de sa force, lorsqu'elle fixe les prix, règle les journées de travail, réduit ses dettes ou détermine la valeur de la monnaie.

Vers la fin du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle s'ouvre une ère nouvelle. Une succession d'événements vient, en peu d'années, bouleverser la politique et l'économie : le mariage de Ferdinand d'Aragon et d'Isabelle de Castille (1469) assure l'union des deux États les plus puissants de la péninsule (1) ; — la féodalité est écrasée, un pouvoir fort créé ; — la conquête de Grenade, réalisée l'année même de la découverte du Nouveau Monde (1492), met fin à la guerre contre les infidèles, à la lutte héroïque, marquée par des succès éclatants et des revers effroyables, qui a opposé, pendant sept siècles, les Maures aux Castellans et aux Aragonais et imprimé au caractère espagnol ses traits les plus remarquables : sombre fanatisme, qualités militaires,

(1) La mort de Henri IV, survenue en 1474, et l'avènement d'Isabelle, — la mort de Don Juan II d'Aragon (1479) et l'avènement de son fils Ferdinand V, permirent aux deux royaumes d'agir de concert. Avant le règne de Ferdinand et d'Isabelle, les différents États de la Péninsule ont chacun leur histoire ; avec lui commencent les intérêts communs et l'histoire générale du pays.

culte de l'honneur, préjugés nobiliaires, dédain du travail, manque de sens pratique, héroïsme ; elle entraîne l'incorporation au royaume de Castille de la région la plus fertile et surtout la mieux cultivée de toute l'Espagne, la seule où existât une véritable industrie ; elle donne aux Rois Catholiques la possibilité d'intervenir d'une manière active dans les affaires de l'Europe. Bientôt, par la voie des conquêtes et des mariages, la royauté ibérique débordera sur les Pays-Bas et l'Italie ; ce seront les vastes entreprises, les visées de domination européenne de Charles-Quint et de Philippe II, et aussi les dépenses excessives, les difficultés financières inextricables, les impôts écrasants ; mais l'unité politique, dès lors en partie réalisée, prépare la voie de l'unité économique (1). Celle-ci s'élabore, du reste, en dehors de tout esprit de système.

La science économique est, en effet, dans l'enfance et chemine dans l'ombre, guidée par des moralistes, des théologiens ou des juristes ; elle n'a point encore distingué et révélé les origines de la production, les ressorts du crédit et les causes de la décadence ou de la disparition de la fortune publique. L'empirisme est le seul maître. A ses côtés le mercantilisme se développera tout naturellement.

Il s'est formé de bonne heure, sous l'impulsion des circonstances extérieures et l'observation juste ou fausse des faits. Il apparaît dans plusieurs ordonnances du XIII<sup>e</sup> et du XIV<sup>e</sup> siècles. Certaines pragmatiques de Ferdinand et d'Isa-

(1) L'œuvre de centralisation ne cessera, toutefois, de se heurter au particularisme des différentes provinces ; celui-ci est attesté par les résistances de la Catalogne, de la Navarre et des Provinces Basques, leur opiniâtreté à défendre leurs « fueros », et, de nos jours encore, par le réveil du régionalisme (Cf. Angel MARVAUD : *L'Espagne au XX<sup>e</sup> siècle*. 2<sup>e</sup> éd. 1922, p.p 5, 17, 112 et sq.).

belle en présentent des traces plus nettes. Au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, il se manifeste dans les contradictions de la politique économique de Charles-Quint et de Philippe II. Au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, lorsque l'Espagne déchoit de sa grandeur, il s'implante dans les conseils du Gouvernement. A l'avènement de Philippe V, il est sans contradicteur et trouve peu après, dans l'ouvrage d'Uztáriz (1), son expression la plus complète. Mais, bientôt, le principe de la réglementation commence à s'affaiblir; les nouvelles théories, celle des physiocrates, celle de la liberté préconisée par Adam Smith, franchissent les Pyrénées et influent sur la politique du Gouvernement et les tendances des économistes. L'un deux, J. A. Ortiz, publie, en 1794, la traduction espagnole des *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (2).

(1) *Teórica y práctica de Comercio y de Marina*. — 1<sup>re</sup> éd. 1724.

(2) Notons, ici, qu'un siècle et demi auparavant, en 1623, un Français, Emeric Crucé, écrivant dans un pays dont tous les rouages étaient protectionnistes, avait déjà tracé la voie dans laquelle Smith devait glorieusement s'engager.

Considérant la liberté du commerce comme un élément de la paix générale, il avait eu soin de donner à son livre intitulé : *Un plan de paix générale et de liberté du commerce au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle*, un sous-titre : *Le Nouveau Cynée*, afin d'indiquer par là qu'il entendait reprendre devant les « Princes souverains » de son temps, le rôle que Cyneas avait jadis essayé devant Pyrrhus, roi d'Épire; il nous reporte ainsi à cet épisode d'une philosophie si profonde, que Plutarque a relaté (Édition Didot, t. I, p. 466 et sq.) et dont Montaigne, avec son incomparable bonhomie, a fait ressortir toute la leçon : « Quand le Roy Pyrrhus entreprenoit de passer en Italie, Cyneas son sage conseiller, luy voulant faire sentir la vanité de son ambition : Eh bien ! Sire, luy demanda-il, à quelle fin dressez-vous cete grand'entreprise? — Pour me faire maistre de l'Italie, respondit-il soudain. — Et puis, suivit Cyneas, cela faict? — Je passeray, dict l'autre, en Gaule et en Espagne. — Et après? — Je m'en iray subjuguier l'Afrique. — Et en fin? — Quand j'auray mis le monde en ma subjection, je me reposeray et vivray content et à mon aise.

« Pour Dieu, Sire, rechargea lors Cyneas, dictes-moy à quoy il tient que vous ne soiez dès à présent, si vous voulez, en cet estat? Pourquoi ne vous logez-vous, dès cette heure, où vous dites aspirer, et vous

Cette rapide esquisse permet de voir que le mercantilisme, au moins dans ses manifestations les plus nettes, embrasse, dans l'histoire économique de l'Espagne, une période de près de trois cents ans dont l'origine peut être placée au début du règne des Rois Catholiques et le terme vers la fin du XVIII<sup>e</sup> s., au moment de la réaction du *Laissez-faire*, sans que d'ailleurs les limites ainsi assignées à son influence aient un caractère rigoureux.

Notre tâche n'est évidemment point de présenter toute l'économie de l'Espagne, au cours de cette longue période, mais, en suivant l'ordre historique, de dégager, de l'ensemble des actes du Gouvernement, des faits et des écrits, d'abord au Moyen âge et sous les Rois Catholiques, puis sous les Princes de la Maison de Habsbourg et ceux de la Maison de Bourbon, la pensée mercantiliste.

espargnez tant de travail et de hasard que vous jettez entre deux? » (*Essais*, livre I, ch. XLII).

La doctrine de Crucé établissait l'existence de sources de richesses multiples et préconisait un libre échange à peu près intégral ; elle voulait un commerce dépourvu d'entraves, à l'intérieur comme à l'extérieur, et il n'y a point de paradoxe à affirmer que, dans le *Nouveau Cynée*, se trouve un avant-propos des « Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations » (Cf. Pierre LOUIS-LUCAS : *Un plan de paix générale et de liberté du commerce au XVII<sup>e</sup> siècle. — Le Nouveau Cynée d'Emeric Crucé (1623)*. Th. Dijon, 1919, pp. 82, 127, 148, 188).

**LIVRE PREMIER**

**LE MOYEN AGE**  
**LES ROIS CATHOLIQUES**



## CHAPITRE PREMIER

### LE MOYEN AGE

Au moyen âge et au seuil des temps modernes, l'Espagne pourvoit aux nécessités de l'économie, sans suivre une ligne de conduite déterminée, car les sources de la richesse publique sont mal connues. Dans les ordonnances touchant les douanes, les prohibitions, la navigation, dans les lois somptuaires, dans celles qui réglementent les arts et métiers ou la vie corporative, il ne faut donc point chercher la mise en œuvre d'une doctrine. Toutefois, il n'est pas sans intérêt de rappeler, ici, celles de ces institutions qui peuvent le mieux faire revivre la physionomie de l'économie espagnole, en cette période, et qui, bien que ne relevant pas toutes directement du mercantilisme, en préparent l'éclosion et sont comme une ébauche des traits qui caractériseront plus tard ce système.

Les règlements relatifs aux douanes ne distinguent pas les articles d'importation et d'exportation ; l'Espagne moins industrielle que la France, l'Angleterre, l'Italie et les Pays-Bas, mais favorisée par la nature, demandait à l'étranger des objets manufacturés en échange des produits de son sol. Aussi bien, la distinction importait peu, car les droits de péage ou *leudas*, exigés dans les ports, grevaient également les marchandises nationales et les marchandises étrangères ;

on n'envisageait pas la protection de l'industrie, mais le droit de souveraineté sur la terre et l'avantage du fisc (1).

Les prohibitions d'importation et d'exportation existent, dès le <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle. Nous en trouvons un témoignage dans une lettre que Pierre III d'Aragon écrivait, en 1279, à Alphonse X, roi de Castille et de Léon, pour lui rappeler que, depuis des temps reculés, les marchandises des deux royaumes entraient et sortaient librement, sans entraves d'aucune sorte, et pour l'inviter à lever certaines prohibitions récentes et à ramener les choses à leur état antérieur, pour l'avantage réciproque de leurs sujets (2).

Il y eut des prohibitions d'importation relatives au vin, au sel et à la fausse monnaie.

Aux Cortès de Valladolid de 1351, les *procuradores* pré-

(1) Alphonse X fit établir pour les royaumes de Léon et de Castille le premier tarif des droits auxquels étaient soumises les marchandises, qui entraient par les ports de Santander, Castroudiales, Laredo et S. Vicente de la Barquera, et dans lequel étaient aussi indiquées les marchandises admises en franchise. Plus de cent cinquante articles ne payaient rien ; parmi ceux-ci, les peaux pour doublures, les cuirs tannés et travaillés, les tissus de chanvre, de lin, de coton et de soie, les métaux précieux en lingots ou transformés en objets manufacturés, les vitres, le cristal, les gommes, les aromates et les matières tinctoriales, divers fruits étrangers et les troupeaux sur pied, sauf les chevaux. Au nombre des articles taxés, on relève diverses marchandises et denrées de consommation courante, qui supportent un droit égal au trentième de leur valeur, lorsqu'elles viennent par mer, et entrent franches de droits par la voie de terre ; la pelleterie paye 4 maravédís, par charge ; la cire, les tissus grossiers de laine, un demi-maravédís, par charge ; les chevaux, un maravédís par tête ; les cuirs de grande dimension, un denier, la pièce, et les petits, trois deniers, la douzaine ; les draps étrangers, différents droits, dont le maximum ne dépasse pas un demi-maravédís, la pièce ; et les métaux communs, un quart de maravédís ou quatre deniers et demi, le quintal. (COLMEIRO, *Historia de la Economía Política en España*, t. I, p. 336).

(2) CAPMANY y MONTPALAU (D. Antonio de) : *Memorias históricas sobre la marina, comercio y artes de la antigua ciudad de Barcelona*. Madrid 1779, t. II, p. 7.

présentèrent au roi une supplique exposant les très graves préjudices subis par les districts frontières de Navarre et d'Aragon, par suite de l'entrée du vin de ces royaumes et tendant à l'interdiction de ce commerce. Le roi en décida ainsi, mais seulement pour lesdits lieux et royaumes (1).

En 1390, Jean I<sup>er</sup>, aux Cortès de Guadalajara, étendit la prohibition au Portugal et à tous les autres royaumes, sous des sanctions sévères, et qui allaient jusqu'à la peine de mort, en cas de récidive (2).

L'exemple de la Castille fut suivi. A Saragosse, en 1398, le roi D. Martin, assuré que les abondantes récoltes de vin d'Aragon le dispensaient de recourir à d'autres sources pour se procurer ce qui était nécessaire à la consommation locale, rendit une ordonnance interdisant l'entrée du vin provenant de toute ville, bourg ou lieu quelconque non soumis à son autorité. Cette disposition fut confirmée par Fernand I<sup>er</sup>, à Saragosse, en 1414, et Jean II, à Catalayud, en 1461 (3).

La conformité dans les termes des deux prohibitions de Castille et d'Aragon, et l'identité des peines, sauf la peine capitale, applicable aux marchands fraudeurs, dénotent qu'une mesure particulière, en faveur de certaines contrées vinicoles, fut le principe d'une règle de commerce générale

(1) « Parce qu'ils disent qu'ils sont eux-mêmes gros producteurs de vins, et que la plupart d'entre eux n'ont pas d'autre marchandise dont ils puissent vivre, et que, lorsqu'ils recueillent le vin, et n'ont personne pour l'emporter ou l'acheter, leur seule ressource est de le jeter, vu qu'il ne se conserve pas d'une année à l'autre; que, par suite, certains cessent de travailler les vignes, qui se perdent, et que les districts sous ma souveraineté se dépeuplent et s'appauvrissent, tandis que ceux d'Aragon et de Navarre s'enrichissent... ». Orden. de peticiones, pet. 24 (Cf. COLMEIRO, *op. cit.*, t. I, p. 381).

(2) Orden. de las sacas (Cf. COLMEIRO, *op. cit.*, t. I, p. 382).

(3) For. reg. Arag. De prohibitione vini extranei.

et absolue. On ne trouve pas, ici, la moindre trace de ces repré-sailles commerciales, qui seront si souvent de mode dans les siècles postérieurs, mais bien un esprit latent de protection à l'agriculture, qui s'immisce dans la police des approvisionnements (1).

(1) Ce même esprit s'était déjà manifesté dans les ordonnances municipales.

Le commerce de l'Espagne, au moyen âge, et, principalement dans les premiers siècles de la restauration chrétienne, était sous la protection des municipalités ; l'autorité royale ne descendait pas alors jusqu'aux détails du gouvernement ; il en fut tout au moins ainsi jusqu'au XIII<sup>e</sup> siècle.

Rien de plus fréquent dans les ordonnances municipales que l'interdiction d'entrée dans les villes du pain et du vin du dehors, tant que les fruits de leur propre récolte n'auraient pas été épuisés : système absurde, soit que l'on considère l'intérêt que présente l'abondance des approvisionnements, soit que l'on envisage la prospérité du commerce opprimé de chaînes pesantes, qui rendaient impossible la circulation intérieure de la richesse.

De même, il était commun d'interdire la sortie des articles de première nécessité, en fondant la prohibition sur la crainte des famines et disettes. De la sorte, chaque Conseil arrêtaient les productions du sol et empêchait les échanges, le nivellement des prix, le développement de la consommation et tous les avantages d'un trafic intérieur libre, actif et apte à suivre le mouvement croissant ou décroissant des marchés.

Cette protection limitée des municipalités fit place, vers le XIII<sup>e</sup> siècle, à celle beaucoup plus étendue que lui accorda le pouvoir royal.

Le Recueil des Lois de Castille (*Las Leyes de Partida*) présente toute la pensée d'Alphonse le Sage, en ce qui concerne le commerce, « Les terres et les lieux où les marchands ont coutume d'apporter leurs marchandises sont par là même les plus riches, les mieux pourvus et les mieux peuplés, et c'est pourquoi l'on doit à tous beaucoup de bien-être ». « Les marchands doivent s'acquitter de leur profession avec loyauté, parcourir les chemins fréquentés et payer les droits établis ; ne point se grouper ou se coaliser pour imposer un certain prix de vente, au détriment des acheteurs ; leurs biens, leurs marchandises, leur personne seront à l'abri de tous risques sur mer et sur terre ; ils prendront part avec une entière liberté aux foires et aux marchés, y rempliront leurs engagements, ou bien les alcaldes ou les chefs des foires les y contraindront ». Telles sont, en résumé, les lois protectrices du commerce, applicables aux Maures, aux juifs et aux

Le sei fut l'objet d'une double prohibition : dès l'époque d'Alphonse XI (1), il est interdit de le faire passer de Castille en d'autres royaumes, et de ceux-ci en Castille. Comme article de première nécessité, la porte de sortie lui est fermée, et la porte d'entrée lui est également fermée, comme revenu de la couronne.

En ce qui concerne la fausse monnaie, la prohibition est juste et utile (2).

Il y eut aussi des prohibitions d'exportation.

A l'inverse de ce que conseilleront et pratiqueront plus tard les partisans de l'école mercantiliste, dont la politique économique consiste à faciliter l'exportation et à rendre difficile l'importation de toutes sortes de marchandises et fruits, au moyen âge, les prohibitions frappent de mort le commerce, non pas à l'entrée, mais à la sortie des marchandises.

Nombreuses étaient les choses dites prohibées — les *cosas vedadas* —, parce qu'en effet il était défendu de les exporter du royaume, en Castille, comme en Aragon et en Catalogne, avec quelques différences toutefois qui inclinent la balance de la liberté économique en faveur de ces derniers.

Diverses ordonnances des Cortès défendaient d'exporter de Castille : chevaux, mules, vaches, moutons, porcs, chèvres, lapins et en général toute chair vive ou morte ; pain et légumes ; bois, armes, sel, cire et soie ; or, argent, et billon en monnaie et tout avoir monnayé, sauf de légères exceptions (3).

chrétiens, aux nationaux comme aux étrangers, antérieurement éparses dans les *fueros* municipaux et dès lors réunies en un code qui contient le droit commun et permanent de la Castille, au moyen âge (Cf. Loi 4, titre VII, part. V).

(1) Orden. contra los malhechores hecho en las Cortes de Valladolid de 1351.

(2) Orden. de peticiones hecho en las Cortes de Toro de 1371.

(3) Cortès de Valladolid, de 1307, 1312, 1351 ; de Toro de 1371 ; de Burgos, de 1377 ; de Guadalajara, de 1390 ; de Cordoba, de 1455.

L'Aragon, cependant assez riche en blé pour approvisionner normalement les marchés de Castille, de Navarre, de Catalogne et de France, ne pouvait exporter son grain qu'en vertu d'une franchise *quando ha franqueza de exit* et les prohibitions d'exportation y étaient très fréquentes, même lorsque les récoltes dépassaient la moyenne ; encore, pendant qu'elles étaient en vigueur, les députés du royaume, avaient-ils la faculté d'accorder ou de refuser des dérogations. Le roi et son lieutenant pouvaient, en vertu d'un droit ancien, interdire la sortie des armes, des chevaux, de l'huile, du chanvre, du suif ; l'usage plus ou moins discret de ce droit ne fut pas d'ailleurs sans susciter des difficultés entre le vice-roi et les députés (1).

La Catalogne jouissait de plus de liberté dans son commerce extérieur, bien que toujours sous certaines restrictions. D'ordinaire l'achat et la vente, l'importation et l'exportation de tous produits et objets manufacturés étaient libres ; mais, en cas de guerre, tout commerce avec l'ennemi était interrompu, et, en temps de disette, la sortie des céréales était prohibée jusqu'à la future récolte, sans préjudice des « lettres de grâce » dont le roi se réservait l'usage moyennant versement d'une somme d'argent. Une interdiction de sortie permanente pesait sur les chevaux, les armes, le fer, la poix, le suif, le goudron, le bois, le lin, les agrès de navires (2), que les Catalans entendaient réserver à l'usage de leur armée et de leur marine militaire et marchande.

Toutes ces prohibitions se fondaient sur le désir de maintenir le pays approvisionné et préparé pour la guerre contre

(1) Asso : *Historia de la Economía Política de Aragón*, ch. IV, Obs. VII.

(2) *Const. de Cathal* : Lib. IV, Tit. XXV. — Cf. COLMEIRO, *op cit.* t. I, p. 385.

les Maures et d'éviter les famines et les disettes. Leur efficacité dut être minime, à en juger par la répétition des lois et la rigueur des peines, qui passèrent de la simple amende à la saisie, puis à la peine de mort et à la perte des biens, tandis que l'audace des fraudeurs et contrebandiers, forts de l'indulgence de l'opinion et de la complicité parfois effective des grands, allait sans cesse croissant, au point qu'ils se formaient en troupes armées pour se défendre contre la police royale envoyée à leur poursuite (1).

En ce qui concerne la marine marchande, les procédés de protection chers au mercantilisme ont été de bonne heure familiers à l'Espagne.

L'an 1227, Jacques I<sup>er</sup>, en Aragon, prescrit que les marchandises indigènes des négociants de Barcelone, qui faisaient alors le commerce avec Beyrouth et Alexandrie, soient chargées sur des navires de Catalogne à destination des ports de l'Orient, et, à leur défaut seulement, sur des navires étrangers (2).

En 1398, Henri III, après avoir entendu les doléances des habitants de Séville et de Cadix, au sujet des étrangers

(1) Cf. Orden. contra los ladrones e malhechores hecho en las Cortes de Valladolid de 1351; Orden. de las sacas hecho en las Cortes de Guadalajara de 1390, etc...

La législation sur les *cosas vedadas* a toujours été maintenue; la liste en augmente encore au XVIII<sup>e</sup> siècle.

(2) CAPMANY : *Memorias Históricas*, tome I, part. II, L. I, ch. I. — Toutefois pour ne pas éloigner les navires étrangers du port de Barcelone, au préjudice du commerce local, on excepta de cette réglementation, en 1268, les navires chargés par les patrons pour leur compte (JOVELLANOS : *Consulta sobre el fomento de la marina mercante*).

Sans doute le privilège créé par Jacques I<sup>er</sup> fut-il révoqué ou suspendu, puisque Alphonse V le renouvela en substance, en interdisant, par l'édit de 1454, à toute embarcation étrangère de prendre charge dans les ports de sa souveraineté (Cf. CAPMANY : *Memorias Históricas*, tome I, part. II, p. 234 et tome II, p. 279).

qui ne voulaient pas faire usage pour leur commerce des navires construits en Espagne, mais seulement de ceux de leur pays, ordonne que les marchands étrangers génois, catalans, français ou anglais, chargeant en l'une de ces deux villes ou tout autre port de ses royaumes, devront utiliser les navires espagnols de préférence à ceux des étrangers (1). Nous verrons les Rois Catholiques développer encore cette politique.

Des lois somptuaires nous aurons peu à dire. Elles furent édictées, soit dans un but moralisateur, soit dans l'intérêt de l'ordre social, ou encore pour remédier à la rareté de certains articles de commerce ; de même qu'à Rome, leur efficacité fut minime et elles tombèrent successivement dans l'oubli.

Ferdinand III, aux Cortès de Séville de 1250, prétend fixer des limites aux frais de noces (2). Alphonse le Sage, aux Cortès de 1252, interdit l'usage des ornements coûteux dans les vêtements, dans les armes et les harnachements ; il renouvelle la prohibition, en 1256 (3). Les Cortès de Valladolid de 1258 (4) restreignent les frais de table, fixent le nombre des plats, spécifient la qualité des aliments ; le législateur descend à mille minuties sous prétexte de modérer l'excès de luxe dans les vêtements des écuyers, dans les harnachements, dans les noces et dans les funérailles. Même poursuite vaine contre toutes les formes de luxe, dans les mesures prescrites par Alphonse XI, aux Cortès de Burgos de 1338 (5), d'Alcala

(1) CORNIDE (D. José) : *Memoria sobre la pesca de la sardina en las costas de Galicia*. Madrid, 1774, p. 70.

(2) COLMENARES : *Historia de Segovia*, ch. XXI, § XIV.

(3) Cort. cit. Ord. 4, 5, 6. Ordenanzas de Sevilla sobre comestibles y artefactos.

(4) Cort. cit. Ord. 3, 4, 13, 14, 15, 22, 24.

(5) Cort. cit. Ord. 10, 11, 12, 13, 14.

de (1348), par D. Pedro, aux Cortès de Valladolid de 1351 (2). Jean 1<sup>er</sup> aux Cortès de Burgos de 1379 (3) entend modérer l'excès de la toilette, non point, comme ses prédécesseurs, parce que nuisible à la richesse publique ou dangereuse pour les mœurs, mais pour des raisons de police et de bon gouvernement qui conseillent la distinction des ordres et des classes ; aux Cortès de Soria de 1381 (4), il détermine le nombre des jours de deuil selon la qualité et le degré de parenté avec le défunt.

Nul mercantilisme n'inspire donc ces mesures et nous ne les citons que parce qu'elles précèdent historiquement celles que prendront, à leur suite, les Rois Catholiques et leurs successeurs, non plus seulement pour les motifs que nous venons d'exposer, mais aussi dans une pensée d'utilité économique conforme à cette doctrine.

Les arts et métiers n'étaient pas très honorés, au moyen âge. Alphonse X, en Castille, ferme la porte de la chevalerie à ceux qui les exercent (5), et, en Aragon, Pierre IV ordonne que les forgerons et tanneurs qui voudront obtenir dans la

(1) Cort. cit. Ord. 78 et suiv.

(2) Cort. cit. pét. 29.

(3) Cort. cit. ord. 1, 2, 3, 4, 5.

(4) Cort. cit. Ord. 2.

Les rois d'Aragon, soit par crainte de nuire à la prospérité des arts mécaniques, soit par manque de confiance dans la vertu des lois somptuaires, fermèrent les yeux aux exemples de l'histoire et les oreilles aux conseils des moralistes. Il faut arriver au xvi<sup>e</sup> siècle, pour trouver dans les *fueros* des dispositions analogues à celles prises en Castille (Cf. Asso : *Historia de la Economía Política de Aragón*, ch. II).

(5) Loi 2, tit. XXI, Part. II. — Parmi les causes pour lesquelles se perd l'honneur de la chevalerie, l'on compte « l'exercice public du commerce » « et de tout vil métier manuel pour gagner de l'argent », le chevalier n'étant pas un captif.

Loi 25, tit. XXI, Part. II (Cf. COLMEIRO, *op. cit.*, t. I, p. 309).

cité des charges électives, devront abandonner un an auparavant leurs professions (1).

Ainsi se répandit en Espagne la funeste opinion que le travail de l'industrie était le propre des gens du peuple et l'oisiveté l'unique manière de vivre compatible avec les privilèges de la noblesse et de l'*hidalguia*.

En Catalogne, au contraire, les arts mécaniques étaient tenus en si grande estime, que non seulement ceux qui s'y adonnaient occupaient un bon nombre des charges dans le gouvernement municipal de Barcelone, mais que la coutume s'introduisit même de rendre ces charges perpétuelles dans les familles (2).

Les arts mécaniques commencèrent à y fleurir, au <sup>xiii</sup>e siècle, dès que le Comte de Barcelone, Raymond IV, eut accordé aux personnes de condition simple les privilèges connus sous le titre de *Charta Universitatis*, de manière à les élever et à les opposer à l'insupportable arrogance des barons.

Mais, d'une manière générale, l'on peut dire qu'avant le <sup>xiii</sup>e siècle, l'industrie espagnole ne prend naissance qu'avec difficulté et au hasard, sans attirer l'attention du gouvernement suprême.

C'est à cette époque seulement que les préoccupations réglementaires se manifestent dans les actes du pouvoir royal ; cette sorte de tutelle de l'autorité trouve son fondement dans l'état encore rudimentaire de l'industrie.

Dans les premières lois qui furent données à la ville de Salamanque par le Comte Raymond, lorsqu'il l'eut reconquise sur les Maures, et dans les ordonnances municipales rendues

(1) Asso : *Op. cit.*, ch. 111, p. 259.

(2) CAPMANY : *Memorias Históricas*, t. I, part. III, introd. et ch. I.

sous Alphonse VII et son fils Ferdinand II, on trouve quelques dispositions pour réglementer la fabrication des clous et des ferrures (1).

Un mémoire de l'an 1200 des drapiers de la ville d'Albaracin, siège principal de l'industrie de la laine en Aragon, mentionne l'existence d'ordonnances pour le travail et la teinture des draps et aussi la concession de certains privilèges aux drapiers de Tarazona.

Le Fuero de Caceres octroyé par le roi Alphonse XI de Léon, en 1229, prévoit une amende de dix maravedis portée contre tous orfèvres, feronniers ou autres artisans qui travailleront dans le district de Caceres sans mandat du Conseil (2). Celui de Cuenca, confirmé par Alphonse le Sage, en 1256, soumet à la peine du faux-monnayeur les orfèvres dont les vases ou autres objets d'or ou d'argent seront incrustés de pierres fausses (3). Celui de Molina, complété sous Blanche, en la Seigneurie de Molina, en 1263 et 1272, parle des cardeurs, mégissiers, fabricants de tuiles, charpentiers, tisserands, d'autres métiers encore, et contient des règlements pour empêcher les malfaçons et perfectionner la main-d'œuvre (4). A mesure que l'industrie grandit, les règlements se multiplient et entrent dans plus de détails. Le Fuero de Plasencia, d'origine incertaine, mais confirmé et augmenté par Ferdinand III, Alphonse X et Sancho IV, contient diverses dispositions concernant les maréchaux-ferrants, forgerons, charpentiers, maçons, orfèvres, cordonniers, mégissiers, tailleurs, tisserands et maîtres de tuileries et briqueteries. Plus moderne, il pousse le système réglementaire jus-

(1) Fuero de Salamanque II. 42 et 43.

(2) Fuero cité., tit. «De Aurifices».

(3) Fuero cité. Tit. «De los falsarios».

(4) Fuero cité. «De cardas, de los pellejeros», etc.

qu'à des minuties justifiées pour l'époque ; c'est ainsi qu'il taxe le prix des articles et détermine la durée de l'ouvrage, le temps dans lequel il doit être livré et punit les fautes, manque de soin, ou fraudes quelconques du fournisseur (1).

Jacques le Conquérant avait concédé, en 1249, aux fabricants de draps de couleur de Jaen, Lérida et Huesca la permission de teindre les étoffes dans leurs maisons, s'ils ne voulaient pas les apporter à la chaudière de teinture royale, mesures qui attestent le souci de supprimer les matières tinctoriales nuisibles et la distinction entre les fabriques privilégiées et les non privilégiées.

Au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, l'industrie se fortifie et s'organise selon les usages et les coutumes qui prévalaient dans toute l'Europe, à cette époque.

La préoccupation du législateur est d'assurer l'abondance et le bon marché de toutes choses, en fixant le prix du travail des artisans. Les Cortès de Daroca, de 1311, interdisent les monopoles et confréries organisés par les mégissiers, tailleurs, bouchers, forgerons, armuriers, peintres, couteliers, merciers, chiffonniers et tous autres artisans comme nuisibles à l'intérêt général et contraires à la juridiction royale (2).

Par là, nous voyons apparaître le rôle important joué par la vie corporative. Elle a existé de bonne heure en Espagne.

Si l'on considère que les institutions les plus simples n'acquiescent leur plénitude et un certain degré de perfection que par l'œuvre du temps, il semble que les corporations ont dû exister, au moins en un état de rudesse primitive, bien avant le <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, car, dès cette époque, elles sont nombreuses,

(1) COLMEIRO : *op. cit.* T. I, p. 302.

(2) For. regn. Arag. lib. IV, « Ut monopolia et confratiae inter ministrales de caetero non fiant ».

constituées et organisées, dans leurs lignes essentielles, selon les principes qui ont prévalu depuis : celle des drapiers de Tarazona, auxquels Jacques I<sup>er</sup> permit de placer les armes royales sur leurs enseignes, passe pour l'une des plus anciennes du royaume. A Barcelone, on connaissait les corporations des cordonniers et marchands de galoches, en l'an 1200, — celle des tailleurs de pierres et maçons en 1211, — des fabricants de futaines ou tisseurs de futaines ou cotonnades, en 1255. Dans la composition du Grand Conseil Municipal des Cent Notables, institué par privilège de Jacques I<sup>er</sup>, entraient, dès 1257, des membres de tous les métiers constitués en corps et immatriculés, et parmi ceux-ci, en dehors de ceux qui viennent d'être cités, les potiers, drapiers et teinturiers de laine, tonneliers, forgerons, etc. (1).

Les corporations ne cesseront de se développer ; les artisans qui n'étaient pas ainsi groupés se jugeaient offensés, ils importunaient le Gouvernement de leurs requêtes pour obtenir l'autorisation de se former en association, et c'est ainsi, qu'au seuil du xvi<sup>e</sup> siècle, presque tous les arts et métiers auront leurs lois, leurs enseignes et leurs magistrats.

Au début, l'autorité royale s'abstient d'intervenir dans la technique des opérations de l'industrie, elle considère la concession aux corporations de certains privilèges utiles, comme suffisante à sa protection ; la police des arts et métiers n'a guère que des visées d'ordre politique et religieux.

Avec le temps, les ordonnances intéressant les corporations abordent la réglementation du travail, elles entrent dans une multitude de détails, qui tendent au développement et à l'amélioration d'une industrie encore dans l'enfance, et à la protection du consommateur contre les fraudes.

(1) Cf. COLMEIRO, *op. cit.*, I, ch. XXXVI.

Au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, les corporations forment un corps respectable ; leurs réunions périodiques, leurs fonctions religieuses, leurs monts de piété et jusqu'à leur organisation militaire — car elles ont leur propre drapeau autour duquel se groupent les artisans, en cas de guerre — entretiennent l'esprit de communauté. Mais leur gouvernement intérieur touche de près à la tyrannie. Jalouses de leurs privilèges, elles sollicitent du pouvoir royal l'exclusion des marchandises étrangères, sous le prétexte qu'elles sont nuisibles au développement des fabriques du royaume, en réalité avec le secret désir de s'emparer d'un injuste monopole et, par là, est attisé le feu du système prohibitif.

Telle est dans son ensemble la physionomie de l'économie au moyen âge. Déjà y apparaissent, bien qu'un peu vagues, quelques traits de mercantilisme. Ceux-ci vont s'accroître sous Ferdinand et Isabelle.

## CHAPITRE II

### LES ROIS CATHOLIQUES

FERDINAND 1479-1516 ET ISABELLE 1479-1504

L'organisation politique créée par les Rois Catholiques aboutit à placer entre leurs mains l'autorité absolue. Leur législation a pour principe une intervention constante et minutieuse du pouvoir royal dans toutes les relations économiques (1). — et elle même est de l'essence du mercantilisme. Elle a ses préjugés qui lui viennent d'un long passé et qui sont d'ailleurs conformes aux opinions communément admises.

Les interdits de l'importation et d'exportation, que nous trouvons sous leur règne, furent pour la plupart dictés

(1) Les préparatifs du troisième voyage de Christophe Colomb méritent, à cet égard, d'être cités. Le roi et Isabelle, après avoir décrété l'envoi aux Indes de 150 personnes, soldats, marins, artisans d'or, travailleurs, et domestiques, et même de 50 femmes à sa suite, déterminent, même dans les détails, les conditions de leur vie économique : chacun aura tant de lie, par semaine, en plus de sa solde ; celle-ci sera payée et pourra faire éventuellement l'objet d'avances contre reçus ; des pièces de petite monnaie seront frappées spécialement à cet effet ; chacune des personnes engagées aura la faculté d'acheter à l'administration, au prix courant, les objets dont elle aura besoin ; l'argent sera circuler de cette façon et, revenu entre les mains des gens de la reine, servira à payer les salaires et autres entretiens (Cf. André R. Fournier, *Les procédés de paiement et la monnaie dans l'Amérique Espagnole pendant la première moitié du XVI<sup>e</sup> siècle. Revue Economique Internationale*, Vol. IV, N<sup>o</sup> 2, novembre 1927, p. 264).

non par le désir de fonder la richesse de la nation sur l'accumulation des métaux précieux, mais par une survivance de l'esprit qui animait la politique commerciale du moyen-âge, de sorte que toutes ou presque toutes se réfèrent aux choses que les Cahiers des Cortès, depuis le XIII<sup>e</sup> siècle, désignent comme prohibées : les *cosas vedadas*.

La pragmatique de Grenade de 1499, qui défend l'exportation des chevaux, est dans sa lettre et dans son esprit, la répétition et la confirmation de l'ordonnance rendue aux Cortès de Guadalajara de 1390, et fait partie du système adopté pour conserver à l'armée une cavalerie.

Celle de Ségovie de 1494, qui interdit l'importation dans le royaume des draps, pièces de brocart, étoffes de satin, brodées de fils d'or ou d'argent, robes confectionnées avec ces étoffes, est une loi somptuaire.

L'interdiction d'entrée de la soie en écheveaux, fils ou cocons de Naples ou de la Calabre, se fonde sur ce qu'elle est si grossière que l'on ne peut faire avec elle qu'un travail défectueux ou mauvais, alors que les soies fines et bonnes se trouvent en abondance en Espagne ; d'où ressort son caractère de règlement industriel (1).

Si nous considérons, maintenant, les mesures prises par les Rois Catholiques en matière de prohibitions d'exportation de l'or et de l'argent, nous verrons que certaines furent inspirées par des considérations d'ordre public, d'autres par un certain esprit mercantiliste. Pour la clarté de notre argumentation, nous remonterons à l'origine de ces prohibitions.

Les premières prohibitions d'exportation de l'or et de l'argent semblent remonter au milieu du XIII<sup>e</sup> siècle. Les

(1) Diego PEREZ : *Pragmáticas y leyes de los Reyes Católicos*. Fol. 113 120, 124.

Cortès de Valladolid de 1307 et de 1312 parlent en général des *cosas vedadas segun uso y costumbre*, des choses dont l'exportation est interdite selon l'usage et la coutume. Les Cortès de Burgos de 1315 énumèrent au nombre des *cosas vedadas* l'or, l'argent, tous avoirs monnayés, en se référant aux ordonnances d'Alphonse X et de Sancho IV (1). Ces prohibitions sont confirmées aux Cortès de Carrion de 1317, de Valladolid de 1351, de Toro de 1371, de Burgos de 1377 et de Soria de 1390.

Aux Cortès de Cordoba de 1455, les procureurs représentèrent que les sorties d'or, d'argent et de monnaie appauvriisaient le royaume et enrichissaient à ses dépens les étrangers; que, par suite, il y avait lieu d'aggraver les peines contre les fraudeurs. Henri IV ajouta à la saisie la confiscation de tous les biens et ordonna que le coupable fût traduit devant lui pour être châtié avec toute la rigueur de la justice (2).

L'opinion était contraire à l'exportation des métaux précieux et se manifestait par moments avec violence; comme la fraude ne cessait point, le peuple accusait le Gouvernement de faiblesse et de paresse. Ainsi les Cortès de Madrigal de 1476 supplièrent les Rois Catholiques de ne pas permettre la sortie de « ce peu de monnaie d'or, d'argent et de billon qui était resté dans le royaume, de peur que tous ne fussent pauvres », et que quiconque aurait l'audace infernale de faire sortir de l'or et de l'argent fût frappé de mort.

Ferdinand et Isabelle fermèrent alors les oreilles à la demande indiscrete des procureurs, et se contentèrent de rappeler à l'observance des lois et ordonnances anciennes (3).

(1) Cort. cit. pét. 16.

(2) Cort. cit. pét. 20.

(3) Cort. cit. pét. 20.

Mais ils se montrèrent moins pitoyables, aux Cortès de Tolède de 1480, où ils édictèrent, enfin, la peine de mort, depuis longtemps réclamée, contre ceux qui pour la première fois feraient sortir du royaume une somme d'or ou d'argent équivalente à 6.300 réaux : pour une somme moindre, la même peine serait appliquée, s'il s'agissait d'un cas de récidive (1).

On a voulu parfois prendre prétexte de l'ordonnance de Tolède pour accuser les Rois Catholiques d'avoir instauré en Espagne le culte de l'or et de l'argent. Cette assertion apparaîtra mal fondée si l'on se reporte à la situation politique de l'époque. Lorsque Ferdinand et Isabelle publièrent cette fameuse ordonnance, la couronne royale était encore vacillante sur leur tête ; ils avaient présente à l'esprit cette pénurie de métaux précieux dont la Castille avait souffert aux temps misérables et désastreux d'Henri IV, et aussi les supplications ardentes des Cortès de Madrigal ; ils ne cédèrent que devant la nécessité, pour conserver l'approvisionnement de monnaie indispensable aux opérations du commerce et comme s'ils avaient craint qu'on les accusât un jour d'avoir été les auteurs ou les complices de la misère du peuple (2). Ainsi l'ordonnance de Tolède de 1480 a-t-elle profondément le caractère d'une loi d'ordre public.

Il n'en est pas de même de celle de 1491 qui la confirma, bien qu'elle ne fasse pas mention expresse de la peine de mort et ne se réfère qu'en termes vagues aux peines contenues dans les lois du royaume. Nous y trouvons, en effet, une manifestation très nette du système prohibitif. Elle fut rendue dans les circonstances suivantes. Les Rois Catholiques avaient

(1) Cort. cit. orden. 83.

(2) Aussi bien ne retrouve-t-on point trace d'une seule exécution pour ce délit.

appris que de nombreux marchands étrangers, et principalement anglais, venaient vendre leurs étoffes et leurs marchandises à Fontarabie, à Saint Sébastien et dans d'autres ports de la Seigneurie de Biscaye et de la Côte Cantabrique, et qu'ils remportaient le montant de leurs ventes en or et en argent ; que de même beaucoup d'habitants de la ville de Victoria et des provinces d'Alava et de Biscaye faisaient passer d'importantes sommes d'argent dans les royaumes de France et de Navarre pour y effectuer leurs achats et les ramener en Espagne. Devant l'alternative d'interdire le commerce avec les étrangers, ou de tolérer la sortie de la monnaie, ils imaginèrent l'expédient d'obliger les négociants à exporter la contrevaleur de leurs ventes en produits du royaume et non en argent (1) ; de plus, et en cela ils n'innovèrent point, mais se bornèrent à prendre à leur charge l'observation des lois anciennes, ils défendirent l'exportation de l'or et de l'argent en lingot, poudre ou monnaie, de la vaisselle d'or et d'argent et d'un grand nombre d'objets de luxe dans la fabrication desquels ces deux métaux étaient utilisés (2).

La loi de 1499, qui interdit aux étrangers d'exercer le

(1) PEREZ, *op. cit.*, fol. 122, 123.

Les dispositions de cette loi furent confirmées en 1498 et 1503. Malgré la plus grande liberté commerciale dont jouirent toujours les États d'Aragon, il y eut des interdictions d'exportation des monnaies d'or et d'argent qui se succédèrent en vain de 1441 jusqu'en 1570 (Asso : *Op. cit.*, ch. V).

(2) Une série de dispositions destinées à parer aux fraudes accompagnent cette interdiction. Au moment du départ, l'Espagnol, voyageur ou marchand, doit faire connaître à l'alcalde ou au corrégidor l'argent qu'il emporte. A la frontière, il lui faut déclarer devant l'alcalde du trafic (*alcade de las sacas*) et trois autres témoins, d'où il vient, où il va, combien de temps il pense être absent et enfin quelle somme il a sur lui. La déclaration est mise par écrit, afin de fournir un témoignage contre le déposant, si par hasard il avait menti. Toute infraction à la loi est punie, suivant l'importance de délit, de la confiscation des biens ou même de la mort.

métier de changeur (1) apparaît aussi entachée de mercantilisme ; on craint qu'ils n'abusent d'une telle position pour enrichir leur pays au détriment de l'Espagne. Cette même crainte fait interdire aux juifs expulsés d'emporter avec eux de la monnaie. Ils ont été obligés de troquer leurs biens immobiliers contre des objets mobiliers, en subissant une perte énorme : « une maison contre un âne, une vigne pour un peu de drap ou de linge » écrit Bernaldes ; ils ont pu aussi se munir de lettres de change (2).

(1) Nov. Recopilación de las Leyes de España. Loi 6, tit. XVIII, liv. V.

(2) LAFUENTE : *Historia General de España*, IX, p. 410. — Les Lettres de Change furent sans doute utilisées dans une large mesure pour éluder les lois qui interdisaient les exportations d'argent. Capmany affirme, qu'au XIII<sup>e</sup> siècle, l'on trouve déjà des documents relatifs à l'exercice de la profession de changeur, à Barcelone ; ce commerce était alors aux mains des juifs, ainsi que le dénotent différentes pragmatiques de Jacques I<sup>er</sup> sur cette matière (*Memorias históricas sobre la marina, comercio y artes de la antigua ciudad de Barcelona*. Madrid, 1779, tome I, lib. II, ch. IV).

En Espagne, au moment de la découverte de l'Amérique, la lettre de change ordinaire remplissait d'une façon assez complète ses fonctions modernes d'organe de paiement, de recouvrement et de crédit ; le trafic intensif et relativement perfectionné des lettres de change sur l'étranger avait fait naître et se développer les changes, au sens que nous donnons actuellement à ce terme (Cf. André-E. SAYOUS : *Les changes de l'Espagne sur l'Amérique au XVI<sup>e</sup> siècle*. — *Revue de l'Économie Politique*. Novembre-décembre 1927).

Voici la traduction du texte italien d'une lettre de change tirée, au début du XV<sup>e</sup> siècle, des Flandres sur Barcelone et publiée par Capmany (*op. cit.*, t. I, p. 212) :

« A François de Prato et Cie, à Barcelone.

« Au nom de Dieu, le 28 Avril 1404. Payez par cette première de change, selon usance, à Pierre Gilberto et Pierre Olivo mille écus à 10 sous barcelonais par écu ; lesquels mille écus pour change avec Jean Colombo à 22 « grossi » par écu ; et placez à notre compte. Que Christ vous garde.

« Antoine QUARTI, de Bruges ».

Colmeiro (*op. cit.* II, p. 305, note 1) donne cet exemple, datant de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, de tirage d'une maison d'Anvers sur sa propre maison, en foire d'Espagne (l'original est en espagnol) :

Poursuivant la politique instaurée par leurs prédécesseurs, les Rois Catholiques prirent des mesures pour accroître la marine, dont le développement est intimement lié à celui du commerce et de l'industrie. Dans le but de s'assurer, en cas de guerre, des navires de haut bord, ils concèdent, en 1495, par la pragmatique d'Alfaro, une prime de 10.000 maravédís par 100 tonnes à tous les propriétaires constructeurs de navires d'un tonnage de 600 tonnes et au-dessus. Cette pragmatique fut renouvelée et confirmée par celle d'Alcala de 1498. Pour les frets et chargements, ils donnent également la préférence aux navires nationaux de 600 tonnes et au-dessus sur tous les navires étrangers même de plus fort tonnage (1).

Le 3 septembre 1500, ils rendent, à Grenade, la pragmatique qui interdit aux marchands espagnols ou non, de confier à des navires étrangers le transport par mer, des marchan-

« A Anvers, le 16 Janvier 1596. — 1.500 ducats.

« Ne l'ayant pas fait par les précédentes, vous payerez par cette troisième de change, en paiements de la plus prochaine foire de Juin, à Simon et Cosme Ruiz mille cinq cents ducats, à raison de 375 maravédís pour chaque (ducat) en réaux de compte hors banque ou en banque à cinq pour mille, et au cas de prolongation, desdits paiements, vous payerez, à la fin de juillet, sans les cinq pour mille, pour valeur reçue de Martin Perez de Barron, et placez (ladite somme) à notre compte. Christ avec tous.

« François-Pierre de MALUENDA.

« A François-Pierre de Maluenda. — 3<sup>e</sup> Foire de Juin ».

(1) Ce monopole avait le double inconvénient de ruiner les petits armateurs et de ralentir les transports, car il était parfois difficile de compléter le chargement de ces grosses unités.

A cette époque, les navires de plus fort tonnage jaugeaient 600 tonneaux. En 1608, les navires de fort tonnage étaient de 500 tonneaux, les moyens de 400, les plus faibles de 250 à 300 tonneaux. En 1662, les unités marchandes importantes variaient de 500 à 700 tonneaux, bien qu'il y en eût de 800 et 850 pour la navigation sur l'Océan ; au commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle, la capacité des navires de la flotte s'établissait entre 800 et 1.000 tonneaux (UZTÁRIZ : *Teórica y práctica de Comercio y de marina*. Ch. LXVIII).

disés et des vivres, lorsqu'il se trouve dans le port d'expédition un bateau espagnol, et ce, sous peine de perte du navire et du chargement, sans préjudice d'autres pénalités ; cette pragmatique porte également interdiction de vendre, sans licence royale, une embarcation grande ou petite à un étranger, même pourvu d'une lettre de naturalisation (1).

Comme l'Angleterre, — dotée, dès 1382, d'un acte de navigation maintes fois remanié aux <sup>xv<sup>e</sup></sup> et <sup>xvi<sup>e</sup></sup> siècles et qui devait conduire à celui promulgué par Cromwell, en 1651, renouvelé et étendu par Charles II, en 1660, — l'Espagne s'efforçait de réaliser, dès lors, au profit de son pavillon, l'exclusivité du trafic maritime intéressant le commerce national (2).

(1) Nov. Recopilación. Lois 4 et 5. Tit. VIII, liv. IX.

PEREZ, *op cit.*, p. 124.

Cette prudence ne pouvait qu'être funeste aux chantiers nationaux, privés de leurs clients étrangers ; aussi la réglementation fut-elle, sur ce point, fréquemment éludée.

D'autres mesures sont dignes de tout éloge : la suppression du droit de bris, l'ordre de restituer au légitime propriétaire toutes les épaves d'un naufrage, la défense de réclamer des droits de douane ou autres au navigateur qui relâchait dans un port sans y débarquer ses marchandises. Ces prescriptions, inspirées par l'humanité et la justice, étaient en même temps propres à attirer vers les côtes espagnoles les marins des pays moins favorisés.

Sous une impulsion aussi vigoureuse et grâce encore au concours de circonstances qui donnèrent pour un moment à l'Espagne l'empire de l'Océan et de la Méditerranée, la marine prit un essor extraordinaire. Au commencement du <sup>xvi<sup>e</sup></sup> siècle, l'Espagne comptait mille vaisseaux marchands.

(2) Les pragmatiques de Ferdinand et d'Isabelle concernant la navigation ne furent pas rigoureusement observées, comme en témoignent les suppliques des *procuradores* aux Cortès de Valladolid : de 1523 (pét. 39 et 84) pour en réclamer l'observation ; celles de 1548 (pét. 204) pour protester contre le non-paiement de la prime à la construction des gros navires, et la vente à des étrangers, par des procédés détournés, de navires de fort tonnage, construits dans les provinces de Biscaye et de Guipuzcoa ; celle de 1555 (pét. 77) pour signaler des abus préjudiciables au commerce dans l'application du droit de préférence réservé au pavillon espagnol en matière de fret.

Les lois somptuaires des Rois Catholiques rappellent celles qu'édicèrent leurs ancêtres, au cours du moyen âge ; mais tout en étant la continuation de la politique traditionnelle de l'Espagne, elles offrent quelques particularités dignes de remarque.

Le luxe excessif des robes, vêtements, parures et caparaçons était l'occasion pour beaucoup de dissiper leurs revenus, de vendre ou d'engager leurs biens pour satisfaire leur appétit de luxe ; en outre, la plus grande partie des brocarts et étoffes d'or venait de l'étranger. En conséquence, les Rois Catholiques rendirent à Ségovie, le 2 septembre 1494, une pragmatique interdisant, jusqu'à la fin de 1496, l'importation — sauf dans le cas où ils sont destinés aux ornements des Églises — des draps, pièces de brocart, étoffes de satin brochées de soie et d'or ou d'argent, tissus en fils d'or, des vêtements confectionnés avec ces étoffes, des broderies de fils d'or ou d'argent ; la confection de robes de ce genre en Castille ; la dorure ou l'argenture sur fer, cuivre ou laiton, d'épées, poignards, éperons, caparaçons, ou l'introduction de ces mêmes objets, à l'exception de ceux provenant des territoires mauresques d'outre-mer.

La pragmatique de Ségovie fut prorogée deux fois, d'abord pour les années 1497 et 1498, puis les années suivantes jusqu'en 1503 inclusivement.

Ils rendirent une autre pragmatique semblable à Grenade, en 1499, à la demande des *procuradores* aux Cortès de Tolède de 1498, et en 1500 et 1501, y ajoutèrent diverses déclarations et additions.

Ils interdirent également les frais exagérés de noces, baptêmes, messes commémoratives, cadeaux, et limitèrent

la durée des deuils et les frais de deuil et funérailles (1).

On notera que l'idée des Rois Catholiques en rendant la pragmatique de Ségovie n'est pas de constituer un droit permanent, mais seulement un droit temporaire et transitoire, comme si la confiance leur manquant pour l'établir d'une façon ferme et durable, ils se fussent proposés de sonder l'opinion publique par des essais successifs.

On observera aussi, enveloppée dans une réformation de l'habillement, la pensée de corriger les habitudes de dissipation, de protéger et d'encourager les fabriques et le commerce et d'empêcher la sortie des métaux précieux. Sans nier le caractère somptuaire de ces lois, on doit reconnaître qu'il n'est pas d'une pureté absolue et qu'un certain esprit mercantiliste s'y mêle à l'enseignement moral.

Plusieurs des traits de la politique industrielle et commerciale de la reine Isabelle ne seraient pas désavoués par les plus purs partisans de cette école.

Pénétrée de la pensée que la Castille devait avoir, pour être florissante, une industrie prospère qui donnerait naissance à un commerce lucratif, elle chercha par des voies parallèles à favoriser la création et le développement des manufactures de drap dans cette province, qui produisait la laine en abondance : d'une part, en favorisant l'élevage des troupeaux par le renforcement des privilèges de la Mesta (2), en

(1) PEREZ, *op. cit.*, f. 113 et 39.

Les pragmatiques rendues de 1493 à 1515 restèrent lettre morte. Les Cortès de Valladolid de 1518, pét. 45 ; de la Corogne, de 1520, pét. 11 ; de Valladolid, de 1523, pét. 53 ; de Madrid, de 1528, pét. 118 ; de Valladolid, de 1537, pét. 13, 14 et 109, présentent une suite ininterrompue de plaintes contre l'abus des toilettes, des parures, et l'excès des dots.

(2) EL HONRADO CONCEJO DE LA MESTA, importante association d'éleveurs constituée sur la base des lois protectrices et des règlements avantageux concédés par Alphonse XI, en 1347, fut confirmée dans

réglémentant minutieusement la production indigène et en réorganisant les corporations dont elle fixa rigoureusement toutes les conditions ; d'autre part, en frappant de droits élevés les draps étrangers. Son œuvre industrielle ne reçut son couronnement qu'après sa mort, dans les ordonnances de 1511, qui consacrent le double système de la réglementation du travail et de la protection de l'industrie nationale. Les articles manufacturés étrangers sont totalement prohibés ou

tous ses droits, en échange de quelques subsides, par Ferdinand et Isabelle, en 1487. Ceux-ci, il est vrai, mirent à sa tête un membre de leur Conseil (1500) ; mais l'association gagna en force ce qu'elle perdit en indépendance. L'an 1511, elle fit rassembler par le jurisconsulte Palacios Rubios les diplômes et les chartres que les rois lui avaient octroyés et elle eut soin, à cette occasion, d'améliorer sa situation, sans égards pour l'utilité commune. Ce fut le code de ses privilèges, que les souverains n'hésitèrent pas à sanctionner. Elle possédait pour ses troupeaux le monopole de la libre circulation à travers les royaumes de Castille. La *Cabaña Real*, tel est le nom que l'on donne à l'ensemble des troupeaux de la Mesta, comptait, selon un recensement rapporté à l'année 1477, et rendu possible, grâce à l'existence des *puertos de travesío* dans les gorges de Castille, où le bétail nomade passait à un certain moment et où il devait acquitter par tête un impôt appelé *servicio y montazgo*, 2.694.032 têtes (Cf. COLMEIRO, *op. cit.*, II, p. 164). Une législation sévère protégeait la Mesta contre la colère des paysans ; elle obtint de la faiblesse royale la défense de défricher et d'enclorre les propriétés. C'était un véritable gouvernement muni d'un conseil, de tribunaux de première instance et d'appel. Ce puissant corps administratif, non content de conserver intacts les droits de la compagnie privilégiée, travailla sans cesse à les étendre (Cf. COLMEIRO, *op. cit.*, II, p.p. 99 et 59). Son action fut toujours funeste à l'agriculture. Toutes les tentatives pour sortir de cette situation furent vaines (Cf. Cortès de Madrid, de 1567, pét. 31 ; Cordoue, 1570, pét. 14 ; Madrid, 1573, pét. 9). Le droit d'entourer sa terre d'une haie ou d'un mur, attribut essentiel de la propriété, qui eut pour avocats notamment Cicilia, en 1777, Jovellanos, en 1784, Floridablanca, en 1789, Perez Quintero, en 1798, n'a été reconnu et proclamé en Espagne qu'aux Cortès de Cadix du 8 juin 1813. Les traits essentiels de la Mesta subsistaient encore en 1832, à en juger par la description d'un voyageur (A year in Spain by an American, 1832, cité par ROSSEEUW SAINT-HILAIRE : *Histoire d'Espagne*, I, p. 20, note 1). — Voir aussi D. Fernando Cos-GAYON : *La Mesta (Revista de España)*, t. IX (1869), p.p. 329-366 et t. X (1869), p.p. 5-39.

bien ne peuvent franchir la frontière qu'à la condition d'être conformes aux prescriptions réglementaires et d'acquitter certains droits (1). Les documents statistiques pouvant permettre de noter avec précision la marche ascendante de l'industrie, à cette époque, font malheureusement défaut.

L'on pourrait être tenté de rapprocher de l'œuvre industrielle d'Isabelle la Catholique, sa préoccupation de pourvoir ses sujets de pain à un prix modéré et uniforme, citer l'édit de 1502 qui taxait le boisseau de froment à 110 maravédis, et le boisseau d'orge ou de seigle à 60 maravédis, la farine et le pain devant se vendre au même prix, augmentés des frais de mouture et de cuisson, et voir dans cette mesure une conception mercantiliste ; mais ce serait trahir la pensée qui l'inspira. Isabelle, imbuë des idées régnantes au moyen âge, n'avait en cela d'autre but que d'assurer le bonheur de ses sujets, en leur fournissant le pain à un prix modéré et uniforme. A la suite de récoltes déficitaires, la taxe disparut, dès avant la mort de la reine, en 1504 (2).

Toutefois les intérêts de l'agriculture n'ont pas échappé à la perspicacité des Rois Catholiques. Pour apprécier la valeur de la protection qu'ils lui donnèrent, il faut se représenter le misérable état dans lequel Henri IV leur avait légué le pays : un demi-siècle de factions, de luttes intestines, d'anarchie

(1) PEREZ : *Pragmáticas y leyes de los Reyes Católicos*, cité par COLMEIRO, *op. cit.*, t. II, p.p. 237, 238.

Parmi les pétitions particulières présentées à Ferdinand le Catholique par les *procuradores* du Conseil de Burgos, aux Cortès tenus en cette ville, en 1512, il en est une qui envisage la nécessité et la convenance de révoquer cette prohibition comme nuisible aux propriétaires de navires et à la nation en général, et avantageuse seulement à quelques fabricants de draps. C'est une précoce protestation de partisans de la liberté commerciale à l'égard de toute politique de monopole (Cf. COLMEIRO, *op. cit.*, II, p. 318).

(2) PEREZ, *op. cit.*, fol. 131. — Pragm. de Madrid de 1502.

féodale, avaient, en certains points, transformé la campagne en désert; les villages et les routes étaient à la merci des malfaiteurs de tout rang (1).

Par un ensemble de mesures appropriées, Ferdinand et Isabelle contribuent grandement au renforcement du droit de propriété et au développement des ressources agricoles du pays. Ils organisent un système de police vigilante, prêt à frapper sur tous les points, à toutes les heures, — la Sainte Hermandad — à l'exemple de ces ligues, de ces *fraternités*, qui, dès le <sup>xiii</sup>e siècle, groupaient tous les habitants d'une même cité ou associaient plusieurs cités dans une action commune pour courir sus aux brigands; ils confirment les ordonnances d'Alphonse XI et de Jean II, qui avaient déclaré exempts de saisie les bêtes de somme, les instruments de culture et les fruits de la terre, si ce n'est en faveur du roi, du seigneur de la localité et du propriétaire de l'héritage (2); ils envoient des juges pour enquêter sur les limites des terres, forêts, prairies et cours d'eau usurpés par quelques municipalités, seigneurs et autres personnes de moindre rang, avec pouvoir de faire remettre en possession les véritables propriétaires; ils publient les ordonnances de 1480, 1493 et 1496, qui avaient pour objet d'assurer la mise en œuvre d'une politique de reboisement, d'établir des règles pour la conservation et le développement des forêts, la taille, le déracinement et la coupe des arbres, le défrichement et l'échardonnement des terres incultes (3); enfin ils donnent leurs soins

(1) HERNANDO DEL PULGAR: *Crónica de los Reyes Católicos*, part. II, ch. LI.

(2) Ord. d'Alcala, loi 2, tit. XVIII. — Cortès de Madrid de 1435, pét. 41.

(3) PEREZ, *op. cit.*, loi 70, fol. 57. — Nov. Recopilación, loi 1 tit. XXIV, liv. VII.

à la conservation des travaux d'irrigation anciens et à leur extension (1).

En 1501, au lendemain de la découverte de l'Amérique, Isabelle la Catholique établit, par l'institution de la *Casa de Contratación*, le monopole de Séville pour le commerce avec les Indes Occidentales. Se conformant à la tradition, elle l'organise sur le modèle de celui que possédait déjà Cadix pour le négoce avec les pays de la côte occidentale d'Afrique et pose ainsi le fondement du système qui prévaudra longtemps dans l'exploitation des colonies du Nouveau Monde. La *Casa de Contratación de Indias*, chambre et tribunal de commerce, exerçait sa juridiction sur tous les marchands, facteurs et marins, et veillait à la perception des droits royaux et au respect des règlements de la navigation entre la Métropole et les colonies ; elle fixait tous les ans la quantité et la nature des marchandises qu'il convenait d'importer dans les colonies ; le droit de trafiquer avec les Indes était interdit aux étrangers, et parmi ceux-ci il faut compter les Aragonais et les Catalans, mais il n'était même pas accordé sans restriction à tous les Castillans ; les marchandises à destination des Indes ne pouvaient être embarquées qu'à Séville et les navires qui transportaient en Espagne les produits du Nouveau-

(1) En 1488, ils demandent à la Municipalité de Murcie l'élargissement du lit du Rio Seguro, afin de prévenir les dommages causés par ses débordements fréquents ; en 1493, ils autorisent la ville d'Ecija à « saigner » le Guadajenil et ils édictent différentes mesures ayant pour objet la conservation des travaux d'irrigation des Maures ; en 1496, ils approuvent le contrat passé entre la ville de Legroño et un prêteur qui devait lui avancer l'argent nécessaire à la construction d'un barrage d'irrigation, en utilisant les eaux de l'Ebre ; et enfin, en 1501, nous les voyons prescrire une enquête sur la rupture du barrage du Rio Seguro et ordonner que les mesures nécessaires soient prises pour sa réparation (CLEMENCIN : *Elogio de la Reina Doña Isabel* illust. IX, p.p 246, 248, 256).

Monde étaient obligés d'aborder et de déposer leur cargaison dans le même port. Ces marchandises devaient être inscrites sur les registres de la *Contratación*, sous peine de confiscation. Les registres de Séville devaient être envoyés aux Indes et ceux des Indes à Séville, pour empêcher toute fraude. Le privilège ainsi conféré à une seule ville ne pouvait que devenir funeste au commerce de l'Espagne.

Nous trouvons encore un trait de l'esprit mercantiliste dans les lois spéciales concernant les étrangers.

De bonne heure, mettant à profit le peu d'inclination des Espagnols pour le commerce, les étrangers s'étaient assuré une situation prépondérante en Espagne. Dans le premier tiers du xve siècle, différentes maisons allemandes de Cologne, Constance, Regensbourg et Augsbourg avaient des représentants à Barcelone. Lorsqu'au milieu de ce même siècle, Valence acquit autant d'importance que Barcelone, nombreux furent les négociants allemands qui s'y rendirent.

En 1484, les Rois Catholiques obligés de recourir à la main-d'œuvre étrangère pour développer l'industrie espagnole concédèrent aux ouvriers venus des autres pays une exemption complète d'impôts pendant dix années.

L'influence des étrangers n'avait cessé de croître ; elle donna naissance à un mouvement de xénophobie attesté par la loi de 1499 défendant aux étrangers l'exercice du métier de changeur (1) ; cette loi avait d'ailleurs pour objet principal de rendre impossible ou pour le moins très difficile la sortie des métaux précieux. Le second mariage de Ferdinand le Catholique avec Germaine de Foix amena dans le pays une colonie française, qui se trouva être la plus favorisée, vers la fin du règne. Aussi comprend-on l'opposition mani-

(1) Nov. Recopilación, Loi 6, tit. XVIII, liv. V. — Voir *supra*, p. 29.

festée à l'égard des étrangers en diverses occasions. Les Procuradores aux Cortès de 1515 obtinrent qu'ils fussent exclus des charges municipales et que le commerce des articles de première nécessité, comme la farine, le pain, la viande, leur fût interdit (1). Les Cortès demandèrent en outre que l'on remît en vigueur une loi qui défendait aux étrangers de se livrer à des opérations commerciales en Espagne, pendant plus d'une année. Ferdinand s'y refusa en montrant que, dans ce domaine, les étrangers étaient indispensables (2).

Aussi bien jouaient-ils, dès lors, dans l'économie espagnole un rôle également important comme banquiers de l'État.

Celui-ci avait pour principales ressources budgétaires :

1<sup>o</sup> Les droits sur l'importation et l'exportation (*aduanas, almojarifes*) ;

2<sup>o</sup> Les droits sur la circulation (*montazgo, portazgo*) ;

3<sup>o</sup> Les droits sur la consommation ou les échanges (*alcabalas* (3), *diezmos*) ;

4<sup>o</sup> Les revenus du domaine (*salines, mines*) ;

5<sup>o</sup> Les aides extraordinaires (*servicio, moneda, moneda forera*) ;

6<sup>o</sup> La Croisade : contribution pour la guerre sainte (*bulle de la Santa Cruzada*) ;

7<sup>o</sup> Les Tierces Royales (*tercias reales*) : 2/9 des dîmes ecclésiastiques.

L'État se réservait, en outre, le monopole des mines et des salines.

(1) Nov. Recopilación, Loi 2, tit. III, liv. VII.

(2) Cortès, tome IV, pét. 30 (1515).

(3) Au temps d'Isabelle, l'alcabalda avait un siècle d'existence. Établi comme expédient passager, il dura autant que la monarchie espagnole.

Mais plus d'une fois ces différentes sources de revenus se montrèrent insuffisantes. Pour soutenir la lutte qui fut engagée contre les musulmans de Grenade et qui dura dix ans, Isabelle dut recourir aux expédients, tels les emprunts forcés et en particulier l'aliénation des impôts (1); elle fit appel aux banquiers génois et donna ses bijoux en gage dans les villes de Valence et de Barcelone. Pendant la guerre du Portugal, sa détresse avait été si grande qu'elle avait dû se résoudre à mettre la main sur l'argenterie des églises. Tous ces procédés se retrouveront chez ses successeurs. Quant aux impôts, leur nombre ne cessera de s'accroître.

Malgré l'étendue de ces charges, la Castille eut sous les Rois Catholiques, son heure de prospérité. La paix intérieure favorisait le travail; la richesse publique s'était accrue et fournissait aux contribuables le moyen de s'acquitter. Les revenus de la couronne montaient d'un mouvement rapide. L'impôt rapportait, en 1474, 885.000 réaux; en 1477, 2 millions 390.708 réaux; en 1482, 12.711.591 réaux; enfin, en

(1) L'aliénation des impôts entre les mains d'étrangers, qui avançaient au Gouvernement Espagnol les fonds dont il avait besoin, ouvre l'histoire des *juros*. La créance, gagée par les impôts se trouvait mobilisée par la remise de titres de rente (*juros*) qui constituaient le prêteur créancier privilégié de l'État, jouissant d'un véritable droit de priorité sur les impôts ainsi aliénés par avance. Ces titres étaient négociés à des taux variables: suivant les époques, mille maravédís de rente sur les impôts valaient 10, 15 ou 20.000 maravédís, ce qui représentait un placement à 10, 6,66 ou 5 %. L'acquéreur pouvait transmettre son titre par droit héréditaire *por juro de heredad*, d'où le nom de *juros* donné aux créances et celui de *juristas* aux créanciers. C'est en vain qu'Isabelle la Catholique exprimera, dans son testament la volonté formelle que, dans l'avenir, de pareilles aliénations ne soient pas consenties, et que les *juros* déjà existants soient rachetés par ses successeurs. Non seulement ceux-ci poursuivront les aliénations d'impôts pour pallier à l'état lamentable du trésor, mais ils suspendront le paiement des intérêts sur les *juros* ou en réduiront le taux (Cf. COLMEIRO, *op. cit.*, cap. LXXXIX, t. II, p. 578 et sq.).

1504, 26.283.334 réaux (341.733.597 maravédis, 8 millions 543.339 francs) (1).

A la mort de Ferdinand (1516) les principaux traits de l'organisation économique de l'Espagne apparaissaient ainsi :

Agriculture de peu d'importance, sauf en Andalousie et à Valence ; ailleurs prédominance de l'élevage des troupeaux ;

Industrie favorisée par le pouvoir et en voie de développement, mais réglementée à l'excès ; entraves à l'introduction des marchandises étrangères ;

Marine organisée sur des bases protectionnistes tendant à assurer la prééminence du pavillon national ;

Politique financière basée sur l'interdiction d'exportation des métaux précieux ;

Politique coloniale conçue dans un esprit de monopole au bénéfice de la mère patrie, et en particulier d'une province, la Castille, et d'une cité, Séville.

(1) CLEMENCIN : *Elogio de la Reina Doña Isabel*, dans les *Memorias de la Real Academia de Historia*, t. VI, p. 147-149. — GOURY DU ROSLAN : *Essai sur l'histoire économique de l'Espagne*, p. 335.

**LIVRE II**

**LES PRINCES  
DE LA MAISON DE HABSBOURG**



## CHAPITRE PREMIER

CHARLES-QUINT 1516-1555 ET PHILIPPE II 1556-1598

Ni Charles-Quint, ni Philippe II, premiers successeurs des Rois Catholiques, ne sont des pionniers du mercantilisme, encore que leur politique coloniale et leur politique de domination européenne — qui ont tant contribué à étendre et à enraciner la méthode des représailles commerciales (1) — semblent leur assigner un rôle important parmi les initiateurs de ce système. Toutefois, ainsi que l'a établi Haebler (2), il convient, du point de vue économique, de reconnaître que

(1) Le droit maritime entre puissances belligérantes qui prévalait alors et l'exemple des autres nations nullement scrupuleuses dans l'usage et l'abus de cette arme à deux tranchants leur offrait des excuses (Cf. COLMEIRO, T. II, p.p. 328 à 331). Il existe dans le traité de Madrid du 14 janvier 1526, une clause de caractère mercantile de la plus haute importance qui prouve que Charles-Quint était moins attaché au système prohibitif que François I<sup>er</sup>.

L'art. 27 de ce traité dit que les draps fabriqués en France « pourront entrer librement, être vendus et répartis dans les royaumes et possessions de l'Empereur et que les draps fabriqués en « Catalogne, Roussillon, Cerdagne et autres lieux de la Couronne d'Aragon » ne pourront être vendus, ni introduits en France ». Ainsi nulle réciprocité. Tout ce qui put être obtenu, ce fut le droit d'introduction et de transit des draps « mais non pour les débiter et les vendre en France, mais seulement pour les vendre hors de la juridiction dudit Roi très chrétien ».

(2) HAEBLER : *Die wirtschaftliche Blüte Spaniens in 16 Jahrhundert und ihr Verfall*, Berlin, 1888.

dans l'ensemble des mesures parfois contradictoires de ces deux souverains, Charles-Quint a témoigné de plus de libéralisme que son successeur immédiat.

Bien des raisons l'expliquent : Charles-Quint était né et avait reçu son éducation dans les Pays-Bas, pauvres d'industrie, dépendant de l'étranger pour les produits manufacturés et pratiquant nécessairement un régime de liberté commerciale ; il avait gardé à leurs habitants une sympathie et une confiance particulières. D'autre part, il exerçait son autorité sur des pays si nombreux et si différents les uns des autres par leurs richesses, leurs lois et leurs idées, qu'il est bien compréhensible qu'il n'ait pas cherché à protéger un système administratif, qui aurait nui notablement aux territoires étrangers qui se trouvaient aussi sous son sceptre.

Philippe II, né en Espagne, conseillé par des Espagnols depuis son enfance, maître de territoires moins étendus et ne possédant d'ailleurs pas une connaissance aussi profonde des qualités particulières de ses différents sujets, s'est assimilé plus facilement les conceptions du peuple espagnol ; il a suivi, par moments, les tendances mercantilistes de la Nation, aussi inconsciemment que Charles-Quint avait accepté les idées de liberté commerciale prévalant dans les Pays-Bas, et sacrifié tous les autres intérêts de la monarchie aux convenances particulières de l'Espagne.

L'un et l'autre ont été les témoins des phénomènes économiques nouveaux, des transformations profondes et rapides qui se sont accomplies sous leurs yeux, mais ils n'en ont point mesuré les conséquences.

Du moins, les deux premiers monarques de la Maison de Habsbourg ont-ils donné à l'Espagne la grandeur politique jusqu'au milieu du xvi<sup>e</sup> siècle. Leurs successeurs Philippe III et Philippe IV sont aussi incapables de la conserver que de

conjurant la détresse financière et économique, qui atteint son point le plus douloureux sous Charles II. Latente au xvi<sup>e</sup> siècle, la ruine publique éclate et s'étale au xvii<sup>e</sup> siècle.

Les considérations économiques ont peu de poids sous Charles-Quint; elle perdent presque tout crédit sous Philippe II; les richesses nationales sont mises par eux au service d'une cause purement politique et religieuse — grandeur de la Maison d'Autriche et triomphe de l'Église — et ces richesses s'épuisent ainsi progressivement.

\*  
\* \*

C'est sous Charles-Quint, après la conquête du Mexique, du Pérou et du Chili par Cortez, Pizarre et Almagro, que l'Espagne, dont les premières colonies en Amérique avaient été fondées sous le règne d'Isabelle et de Ferdinand, prit véritablement possession du sol américain. Un vaste mouvement d'émigration s'établit vers le Nouveau Continent, *la bella retirada* comme devait l'appeler le langage populaire (1). Aux colons d'Amérique, uniquement préoccupés d'amasser l'or et l'argent, la mère-patrie doit fournir le pain, le vin, l'huile et les vêtements (2); d'immenses débouchés s'offrent

(1) PEÑALOSA y MONDRAGON (Fr. Benito de) : *Las cinco excelencias del Español*. L. V, ch. xxii. — L'agriculture et l'industrie se trouvent ainsi privées d'un grand nombre de bras, au moment où elles vont être forcées de satisfaire à des demandes chaque jour croissantes.

(2) Le trafic des Indes jouit, au début, d'une certaine liberté et les navires s'y rendaient isolément. La crainte des corsaires qui infestaient les mers amena Charles-Quint, en 1526, et Philippe II, en 1561, à adopter et à réglementer la navigation de conserve (Cf. COLMEIRO, II, p. 403). Tous les ans, deux escadres sortaient du port de Séville pour approvisionner le Mexique et le Pérou. On les appelait la flotte et les galions. Les galions fournissaient les marchés de la Terre Ferme et les royaumes du Pérou et du Chili. La flotte était destinée au com-

à la production castillane, réduite jusqu'alors aux limites d'un petit marché régional et en modifiant radicalement les conditions ; simultanément l'agriculture, la culture de la vigne et de l'olivier, l'élevage des troupeaux, l'industrie du drap et de la soie prennent un développement extraordinaire (1) ; la Castille devient le fournisseur de ses colonies et celles-ci lui envoient, par contre, des métaux précieux en abondance. La quantité d'or et d'argent arrivant chaque année en Espagne détermine la dépréciation de la monnaie, tandis que l'offre, inférieure pendant longtemps à la demande, augmente la valeur de toutes choses.

La première de ces causes, renforcée artificiellement par l'interdiction d'exporter les métaux précieux, produit des conséquences excessives et désastreuses ; les prix des sub-

merce avec la Nouvelle-Espagne et les provinces voisines. Les deux escadres étaient convoyées par des bâtiments de guerre qui les préservaient des attaques des pirates et des corsaires. Les commerçants du Pérou et du Chili devançaient les galions à Porto-Bello, avec les produits de leurs mines et d'autres marchandises précieuses, destinées à être échangées contre les articles manufacturés de l'Espagne. Le marché restait ouvert, en cette ville, pendant quarante jours. Le cours des marchandises était fixé par les députés espagnols et américains de telle sorte que la cargaison entière des galions absorbât tout ce qu'avaient apporté les commerçants du Pérou et du Chili. Aucune liberté ne régnait dans ces transactions, mais une absolue bonne foi présidait aux échanges (Cf. ULLOA, 2<sup>e</sup> partie, p. 100). Pendant ce temps, la flotte abordait à Vera-Cruz où les négociants américains avaient transporté à l'avance les produits de la Nouvelle-Espagne et des provinces qui en dépendaient.

La Vera-Cruz, en relation avec Acapulco sur la côte occidentale, recevait par ce port les produits des Philippines et d'Asie. Les transactions s'y effectuaient d'après les mêmes principes que sur le marché de Porto-Bello. Les deux escadres se rejoignaient ensuite à la Havane et revenaient ensemble en Europe. Enfin, par permission spéciale du Gouvernement, des navires isolés, vaisseaux de registre (*registros*), quittaient Cadix pour l'Amérique, habituellement Buenos Aires.

(1) En 1545, les colonies avaient commandé une si grande quantité de marchandises, qu'on jugea impossible de les fournir avant six ans (ROBERTSON : *Histoire de l'Amérique*, t. III, p. 464, note).

sistances, de la main-d'œuvre, des matières premières, de tous les frais de production, en un mot, atteignent un taux inconnu dans les autres régions de l'Europe et facilitent la concurrence écrasante faite par les nations étrangères à l'industrie nationale, sur qui pesaient, en outre, les entraves et les minuties des règlements, alors que les produits étrangers en étaient complètement affranchis. Les plaintes des Cortès quant à la hausse des prix (1), sont, à cet égard, significatives : les premières datent de 1518 et de 1520 ; elles se renouvellent en 1523. 1525, 1528 et 1532. Personne ne s'avise de proposer le seul remède efficace, qui serait de répandre en Europe cet or et cet argent dont la surabondance dans la Castille toute seule y a déterminé une dépréciation anormale de la monnaie (2).

(1) La hausse ne fut point brutale, mais lente et progressive.

Les Rois Catholiques taxèrent le boisseau de froment à 110 maravédís (Pragm. de Madrid de 1502 : Pragm. de los Reyes Católicos, fol. 131) ; — Charles-Quint à 240 (Pragm. de Madrid de 1539) ; — Philippe II éleva la taxe à 11, puis à 14 réeaux (Pragm. de 1558, 1566, 1568, 1571, 1582, etc...) ; — Philippe III l'établit à 18 et Charles II à 28 (Pragm. de 1609, loi 10, tit. XIX, lib. VII, Nov. Recopilación ; Santayana, Gobierno político de los pueblos, I, ch. vi) ; — de sorte, qu'en un siècle environ, le prix du blé ne cessa de monter, depuis 110 jusqu'à 952 maravédís, tandis que celui des autres céréales subissait une hausse proportionnelle (Le maravédís était l'unité monétaire castillane ; 34 maravédís formaient un réal ; 20 réeaux valaient

*Suite page 50.*

(2) Aux causes de hausse qui viennent d'être signalées, il faut ajouter les taxes excessives et vicieuses, qui sont d'ailleurs en partie un legs du passé, et apportent les plus graves désordres dans la vie économique du pays.

Parmi les principales ressources du revenu public, à cette époque, nous trouvons des droits sur l'importation et l'exportation, des droits sur la circulation, des droits sur la consommation ou les échanges.

Les droits d'entrée et de sortie s'appellent *aduanas* (douanes), « *almojarifazgos* » en Andalousie, « *diezmos* » (dîme) en Castille. La circulation est taxée comme l'importation. Le percepteur royal attend les troupeaux transhumants, à certains passages des montagnes,

*Suite page 50.*

En présence du développement du commerce des Indes, Charles-Quint voulut supprimer le monopole de Séville, mais ce projet souleva les plus vives protestations aux Cortès de la Corogne de 1520, et il dut l'ajourner (1). En 1529, il promulgua une loi permettant la sortie de navires de registre des ports de la Corogne, Bayonne de Galice, Avilès, Laredo, Bilbao, Saint Sébastien, Malaga et Carthagène, en imposant seulement, sous peine de mort et de confiscation de biens,

*Note 1 (suite)*

1 ducat ; 21 réaux 1 écu — l'écu n'était qu'une monnaie de compte. Un *cuento* de maravédís désignait un million de maravédís).

Comme il était naturel, le prix des matières premières s'éleva également. Les laines étaient, au milieu du xvi<sup>e</sup> siècle à des prix excessifs (Cf. Pragm. de Toro, 1552) ; la soie atteignait 15 ou 16 réaux par livre (Cortès de Madrid de 1552, pét. 128) ; la garance et le pastel, disaient les fabricants, étaient plus chers, et les étoffes qui valaient, jusqu'en 1522, 500 ou 550 maravédís la vare, coûtaient, en 1537, 4 ducats, soit trois fois plus (Cortès de Valladolid de 1537, pét. 116). Les procuradores aux Cortès de Madrid de 1598 exposaient dans leurs doléances qu'une vare de velours, qui valait, 12 ans auparavant, 3 ducats, s'élevait alors à 48 réaux, etc... (Cort. cit., pét. 24).

*Note 2 (suite)*

pour lever le *montazgo*. On paye pour franchir un port, pour passer un pont. La consommation et les échanges sont soumis à l'impôt de l'*alcabala*, droit de 10 % qui est perçu à chaque opération et quelqu'en soit le nombre sur toutes les transactions mobilières et immobilières, grandes ou petites, qu'il s'agisse de ventes ou d'échanges.

Charles-Quint et Philippe II augmentent sensiblement le nombre des impôts par la création des services ordinaires et extraordinaires (le « *servicio* » était une aide que les Cortès votaient au prince pour son entretien personnel et les besoins extraordinaires de son gouvernement) ; — des *almorifazgos* des Indes ; du subside (*subsídio ordinario de galeras*) — somme fixe et annuelle destinée à soutenir la guerre contre les infidèles ; — de l'*excusado* (*subsídio del excusado*) dîme de la maison la plus imposée dans chaque province, après les deux premières ; de la rente des laines ; des dîmes des ports secs entre la Castille et le Portugal ; de la rente du repeuplement, à Grenade, et de l'impôt des *millions*, — ce dernier créé en 1588, en vue de faire face aux dépenses contractées par la couronne pour armer l'Invincible Armada.

(1) Cort. cit., pét. 5.

l'obligation de passer, au retour, par Séville ; mais cette condition était si dure et si onéreuse, que le commerce jugea préférable de ne pas faire usage de la liberté stérile qui lui était ainsi octroyée. Par là, du moins, Charles-Quint a-t-il témoigné d'une clairvoyance digne de remarque. Les Indes devinrent, du fait de ce monopole, le patrimoine d'une seule ville du Royaume, et les Provinces Intérieures de l'Espagne de même que celles du littoral de la Mer Cantabrique et de la Méditerranée, dont les marchandises étaient grevées des droits de douane intérieurs, des taxes municipales, des droits de port et du fret ne purent bénéficier que faiblement du commerce avec l'Amérique.

En matière réglementaire, Charles-Quint fut amené à amender, en les assouplissant, les principes minutieux des ordonnances rendues à Séville, en 1511, car l'expérience avait déjà prouvé l'impossibilité d'enserrer l'industrie dans des règles étroites sans entraver ses progrès. Telles furent les motifs des ordonnances rendues à Tolède, en 1528, — à la suite des instances des Procuradores, aux Cortès de Tolède de 1525. Les amendements que les représentations des Cortès appelèrent encore, aux Cortès de Valladolid de 1537, attestent cependant une diminution sensible dans la qualité des draps ; sans doute les fabriques assurées de débouchés importants se souciaient-elles peu des exigences réglementaires. Les Cortès de 1542 se plaignaient encore des malfaçons des fabricants ; ceux de 1548 de l'impossibilité où étaient les manufactures de fournir des étoffes à bas prix, par suite de la prohibition de travailler les draps avec un nombre de fils moindre que les 1800 (*dieziochenos*), selon les ordonnances de 1528, et suppliaient que l'on pût introduire des draps étrangers, ce qui fut accordé.

De nouvelles ordonnances publiées à Bruxelles, en 1549,

renforcèrent les règlements destinés à assurer la bonne qualité des draps fabriqués, et établirent contre les délinquants des peines allant jusqu'à la confiscation des biens. Il n'apparaît pas, cependant, qu'aucune amélioration en soit résultée, puisqu'il fallut édicter à Madrid, en 1552, de nouvelles ordonnances qui n'eurent pas plus de succès (1).

Philippe II, réglemente également la fabrication des étoffes de soie dans ses pragmatiques de 1590 et 1593 (2).

D'une manière générale, Charles-Quint et Philippe II vivent, en matière économique, sur les traditions de l'âge antérieur.

C'est ainsi qu'ils reprennent aveuglément à leur charge le système des lois somptuaires. Les pragmatiques rendues de 1493 à 1515 étaient restées lettre morte. Les Cortès de Valladolid de 1518, de la Corogne de 1520, de Valladolid de 1523, de Madrid de 1528, de Valladolid encore, en 1537, apportent à Charles-Quint une suite ininterrompue de plaintes contre l'abus des toilettes, des parures et l'excès des dots.

Il édicte, en cette année 1537, de nouvelles règles pour la réforme de l'habillement, puis il y a un moment de silence, rompu finalement par les Cortès de Madrid de 1552, avec leurs plaintes habituelles, renouvelées à Valladolid, en 1555 ; on s'y élève contre l'excès des dots, l'orgueil et la vanité des personnes se servant de voitures ou de litières ; un rayon de lumière traversa cependant ces ténèbres, lorsque les *procuradores* à ces mêmes Cortès, obéissant à l'impulsion d'une idée juste, demandèrent la révocation des pragmatiques concernant les vêtements, parce que « l'expérience avait démon-

(1) COLMEIRO, *op. cit.*, t. II, p.p. 240-241. — Nov. Recopilación lib. VI, tit. XIII-XVII.

(2) UZTÁRIZ, cap. LXXXIII. — Nov. Recopilación, lib. V, tit. XII.

tré le peu de résultats qu'on en avait obtenu et, par contre, les nombreuses vexations auxquelles leur mise en pratique avait donné lieu » (1). Mais le luxe ne cesse de se propager.

Le nombre des lois somptuaires et des pétitions des Cortès concernant la question du luxe, leur répétition constante et rapprochée pour le même objet, sous Philippe II (2), attestent l'extension du mal, et l'inefficacité des mesures demandées ou prescrites (3).

Le régime douanier des deux souverains s'inspire avant tout de considérations de caractère fiscal et des nécessités d'une police des approvisionnements.

Au lieu de favoriser l'exportation et de paralyser l'impor-

(1) Cortès de Madrid de 1552, pét. 131 ; Valladolid, 1555, pét. 74, 88 et 108.

(2) 1560. — Cortès de Tolède, pét. 39 contre le luxe excessif des vêtements ; pét. 95 contre l'excès dans les dépenses pour la cire.

1563. — Cortès de Madrid, pét. 6 pour que l'on modère les dépenses des laquais ; pét. 105 celles des banquets et repas.

1563. — Pragmatique de Philippe II contre l'excès et le désordre des vêtements.

1565. — Pragmatique de Philippe II contre l'excès de laquais et d'écuyers.

1573. — Cortès de Madrid, pét. 37 contre l'excès des dots ; pét. 72 pour que l'on ne puisse dorer, ni argenter le fer, le bois, etc., sinon pour l'usage du culte ; pét. 80 contre les excès dans l'habillement ; pét. 113 contre les voitures ; pét. 114 contre les vêtements.

1578. — Cortès de Madrid, pét. 6 contre les voitures et carrosses : on en interdit l'usage sinon avec quatre chevaux.

1586. — Cortès de Madrid, pét. 50 contre l'excès des laquais ; pét. 62 contre celui des vêtements.

1588. — Cortès de Madrid, pét. 8 pour que l'on revienne aux voitures à deux chevaux, dont on fait l'éloge ; pét. 52 contre l'excès dans les costumes et vêtements.

1593. — Pragmatique de Philippe II visant la modération dans l'habillement.

(3) La maladie du luxe avait aussi gagné l'Aragon. Aux Cortès de Monzon, de 1547, la question de la réforme de l'habillement fut abordée, et dans celles de 1553, un *fuero* vise la modération des dépenses excessives pour les vêtements d'hommes et de femmes et les harnachements (Cortès cit. Vieda y prohibición de vestidos).

tation, ils facilitent d'ordinaire l'entrée des marchandises et des produits et mettent des obstacles à leur sortie. Variées sont les choses que les lois ne permettent pas d'exporter du royaume, peu nombreuses celles qu'il est interdit d'introduire, et très rares les circonstances où l'on rencontre une parole ou encore où l'on surprend une pensée mercantiliste, et alors, presque toujours, la prudence de Charles-Quint ou de Philippe II réprime et refrène le zèle indiscret des *procuradores* aux Cortès.

Parmi les marchandises dont l'exportation était prohibée, on compte les graines, le bétail, les cuirs, les maroquins bruts et travaillés, toutes les peaux, la soie, l'or et l'argent (1) et en général, les *cosas vedadas* du passé.

Ces prohibitions se fondaient sur des motifs très différents. Les *procuradores* aux Cortès cheminaient en aveugles dans les questions économiques et obéissaient à l'impulsion d'une calamité passagère, d'une plainte intéressée ou d'une préoccupation vulgaire et funeste au bien commun (2).

(1) Quelque considérable que fût l'importation des métaux précieux d'Amérique, il régnait un accord unanime de l'opinion publique pour ne pas laisser l'or et l'argent se répandre à l'étranger ; cette préoccupation constante se manifeste dans les revendications formulées, en 1522, par les communes insurgées.

En 1552, Philippe II stipule que toute somme en espèces, confiée à un tiers pour la sortir du royaume, sera perdue pour le propriétaire au profit de celui qui était chargé de l'exporter, si celui-ci la déclare aux juges ordinaires, et sans que d'ailleurs le dénonciateur puisse être recherché pour cause de connivence : en outre, il ordonne que celui qui dénoncera et prouvera qu'un autre a sorti des espèces du Royaume recevra le tiers de l'amende payée par le délinquant (Cf. UZTÁRIZ, *op. cit.*, 1<sup>re</sup> partie, ch. XVIII, p. 132, 133 (Trad. Forbonnais).

(2) Si la viande coûte davantage, dit une pétition de 1525, cela tient au grand nombre de veaux que l'on tue. En conséquence les *procuradores* sollicitent et obtiennent de Charles-Quint une pragmatique rendue cette même année, à Tolède, la *Pragmática de las terneras* par laquelle il interdit « de tuer les veaux dans les boucheries pendant le temps qu'il lui plaira, sous peine d'amende ou de bannissement » (Cf. COLMEIRO, II, p.p. 179, 323 et sq.).

Ce ne furent pas des buts de protection et d'appui au commerce qui les déterminèrent à importuner les rois de leurs pétitions pour obtenir l'interdiction d'exporter le pain et la viande, sinon la vaine crainte que le nécessaire vînt à manquer pour la subsistance des populations, ou le louable désir de remédier à la cherté des subsistances, surtout dans le voisinage des ports (1).

Leurs instances aux Cortès de Castille et d'Aragon contre la sortie des cuirs et maroquins n'avaient d'autre fondement que d'éviter le manque de chaussures ou d'autres objets confectionnés en ces matières (2) ; et quand ils présentèrent une supplique tendant à interdire l'exportation des draps à destination du Portugal, ils invoquèrent l'utilité d'assurer l'abondance et le bon marché des vêtements (3).

L'établissement d'un droit de sortie sur les laines par la seule volonté de Philippe II, en 1558, fut simplement un expédient fiscal (4).

Aussi bien les rois se contredisaient-ils en imposant d'une part, que l'on observât les anciennes ordonnances contre

(1) Cortès de Valladolid de 1518, pét. 81 ; La Corogne, 1520, pét. 61 ; Valence, 1523, pét. 51 ; Tolède, 1525, pét. 21 ; Madrid, 1528, pét. 35 ; Ségovie, 1532, pét. 45 ; Valladolid, 1548, pét. 153 ; Madrid, 1552, pét. 157 ; Valladolid, 1558, pét. 34.

(2) Cortès de Madrid, de 1528, pét. 70 ; Madrid, 1534, pét. 113 ; Valladolid, 1537, pét. 56 ; Valladolid, 1548, pét. 151 ; Monzon, 1553, Prohibition et défense de sortie des cuirs.

(3) Cortès de Madrid, de 1552, pét. 145 ; Valladolid, 1558, pét. 59.

(4) Cortès de Valladolid, de 1558, pét. 9.

Philippe II, lancé à la poursuite d'un idéal politique hors de proportion avec les forces de la monarchie, légifère sans souci des intérêts économiques, il ne voit guère dans le pays qu'il gouverne qu'une matière imposable ; il lui faut constamment accroître ses ressources. C'est dans cet esprit, qu'il introduit, en 1559, le système des monopoles de la couronne, destiné à prendre plus tard une très grande extension au détriment des consommateurs ; qu'il se réserve la vente exclusive de l'or, de l'argent, du mercure ; qu'en 1564, il étend son

l'exportation des choses prohibées et en concédant, d'autre part, des dispenses ou des licences (1).

Les Cortès se contredisaient en se plaignant, un jour, du peu de justice et de la mauvaise perception des *alcaldes* commis aux exportations ou en demandant parfois de nouvelles prohibitions, et en proclamant, le lendemain, que « les marchandises qui sont nécessaires à l'Espagne doivent entrer et sortir selon les besoins, parce que cela convient ainsi au négoce de ces royaumes et à l'augmentation des revenus royaux », ou en exposant l'utilité « d'exporter du drap et des soies tissés parce qu'il y a là un commerce avec lequel l'argent peut entrer du dehors » (2).

Les Rois Catholiques avaient exclu de leurs royaumes la soie de Naples et de Calabre. Ferdinand et Jeanne étendirent la prohibition à celle de Calcutta, de Turquie et de Barbarie et Charles-Quint la confirma, soit de son propre mouvement, soit en cédant à la demande des *procuradores* (3). Dans ces lois, l'intention véritable de leurs auteurs n'est pas claire, quoique l'on puisse soupçonner qu'ils n'étaient pas sans défiance à l'égard d'un négoce qui, du fait qu'il s'approvisionne de matières premières au dehors, permet la sortie de l'or et de l'argent. Cependant, il n'est pas non plus très conforme

droit de monopole à un article de consommation usuel, le sel ; qu'il use souvent de ce procédé funeste consistant à abandonner, moyennant argent comptant, le revenu des impôts, pendant une ou plusieurs années, aux financiers étrangers, suivant en cela une politique qui fut aussi celle d'Isabelle et de Charles-Quint.

(1) Cortès de Madrid, de 1528, pét. 35 ; Madrid, 1534, pét. 112 ; Madrid, 1552, pét. 18 et 159.

(2) Cortès de Madrid, de 1528, pét. 84 ; Valladolid, 1555, pét. 81 ; Valladolid, 1558, pét. 59.

(3) Pragm. de Valladolid, de 1514 et de Tolède, de 1525 ; Cortès de Valladolid, de 1523, pét. 53 ; Ségovie, 1532, pét. 46.

à la doctrine mercantiliste de se refuser à recevoir des matières premières pour les travailler.

La disposition contraire à l'admission des tissus de bourre de soie présente plus d'apparence de protection, car elle se fonde sur l'avantage de les fabriquer avec les soies de Castille, de Grenade et de Valence et sur la diminution de la fabrication résultant des importations de l'étranger (1).

La politique de protection inspire également les *procuradores*, lorsqu'ils font remarquer aux Cortès de Valladolid, de 1555 (2), que de grandes sommes d'argent sortent d'Espagne, par suite de l'énorme importation de tissus de France et de Flandre, à l'encontre du bien général du royaume, et que, par suite, il y a lieu de favoriser la culture du lin afin d'assurer au pays un bénéfice usurpé par les étrangers (3).

\*  
\* \*

De ces tendances contradictoires, aucune règle d'ensemble ne se dégage. Les préjugés et les incertitudes qui s'y manifestent laissent seulement présager le triomphe d'autres idées.

La science économique hésite encore à formuler quelques principes, sous la plume de moralistes, de théologiens et de jurisconsultes, guidés par le souci du bien public.

Gristobal DE VILLALON, LUIS DE ALCALA, SARAVIA DE LA CALLE, Tomas DE MERCADO fournissent d'abondantes indications sur la grandeur de Séville, les marchés d'Espagne,

(1) Pragm. de Tolède, de 1525 ; Cortès de Valladolid, de 1537, pét. 84.

(2) Pét. 126, p. 37.

(3) Cortès de Valladolid, de 1555, pét. 126.

de France, d'Italie et de Flandre, les usages commerciaux (1) ; Domingo DE SOTO, Juan DE MEDINA, Miguel de GIGINTA, un médecin, Cristobal PEREZ DE HERRERA, apportent à l'examen du problème du paupérisme et de la police de la mendicité les trésors de leur foi et de leur érudition (2) ;

(1) VILLALON (Cristóbal de) : *Provechoso tratado de cambios y contrataciones de mercaderes, y reprobación de usura*. Valladolid, 1542.

ALCALA (Luis de) : *Tratado de los prestamos que pasan entre mercaderes y tratantes...* Tolède, 1543.

SARAVIA DE LA CALLE VERONENSE : *Instrucción de mercaderes...* Medina del Campo, 1544.

MERCADO (Fr. Tomás de) : *Tratos y contratos de mercaderes y tratantes...* Salamanque, 1569.

Cet ouvrage réimprimé deux fois à Séville, en 1571 et en 1587, traduit en italien et publié à Brescia, en 1591, démontre bien l'importance que l'on donnait, à cette époque, aux métaux précieux. Écrit, après que l'auteur eut fréquenté assez longtemps les milieux commerciaux qui trafiquaient avec l'Amérique, il présente un intérêt tout particulier, pour l'étude des relations de l'Espagne avec le nouveau-monde et celle des foires de Burgos et de Medina del Campo.

(2) SOTO (Fr. Domingo de) : *Deliberación en la causa de los pobres*. Salamanque, 1545.

MEDINA (Fr. Juan de) : *La caridad discreta practicada con los mendigos, y utilidades que logra la república en su recogimiento*. Valladolid, 1757. Ce livre fut publié, la première fois, sous le titre suivant : *De la orden que en algunos pueblos de España se ha puesto en la limosna para el remedio de los verdaderos pobres*. Salamanca, 1545, par Juan de Junta.

GIGINTA (Miguel de) : *Tratado de remedio de pobres*. Coimbre, 1579. *Exhortación a la compasión de los pobres*. 1581.

*Cadena de oro del remedio de los pobres*. Perpignan, 1584.

*Atalaya de caridad*. Saragosse, 1587.

PEREZ DE HERRERA (Cristóbal) : *Discursos del amparo de los legítimos pobres, y de la reducción de los fingidos*. Madrid, 1598. Ses écrits les plus importants au point de vue économique appartiennent au début du XVII<sup>e</sup> siècle ; nous les mentionnons plus loin (Cf. p. 78) ; il s'y montre imbu des préjugés mercantilistes de ses contemporains.

Il est à noter que c'est le XVI<sup>e</sup> siècle qui a vu éclore le plus d'écrits sur cette matière et que la misère n'est devenue intolérable et générale qu'au siècle suivant. Depuis la fin du XV<sup>e</sup> siècle, la richesse s'était même accrue, mais, à partir des dernières années du XVI<sup>e</sup> siècle, elle s'était déplacée.

Ce déplacement se traduisit par la diminution de la population

COVARRUBIAS Y LEIVA, le prince des jurisconsultes d'Espagne, étudie le système monétaire et disserte sur l'autorité du roi, en ce qui concerne la monnaie, la légitimité de l'intérêt, les changes (1); le P. Pedro RIVADENEIRA — à l'exemple du Cardinal Reginaldo Polo, en Angleterre, d'Inocencio Genuiletto, en France des Jésuites Possevino, Lucchesini et Muti, en Italie — oppose aux enseignements du *Prince* de Machiavel, paru en 1532, une doctrine empreinte d'une élévation que l'on chercherait en vain chez le politique florentin (2); toutefois, les écrits de ces divers auteurs relèvent plus de la morale que de l'économie politique (3).

des villes du centre et par l'accroissement considérable de celle des ports de mer situés sur l'Atlantique, phénomène qu'implique le développement du commerce maritime avec le Nouveau-Monde.

Entre 1594 et 1646, Tolède tombe de 10.933 à 5.000 habitants; Burgos de 2.665 à 600; Medina del Campo de 2.760 à 650; Valladolid de 8.112 à 3.000; tandis que de 1530 à 1646, Cadix passe de 490 à 1.492 habitants; Séville de 6.334 à 18.000; La Corogne de 545 à 1.369.

(1) COVARRUBIAS y LEIVA (D. Diego de): *Veterum numismatum collatio cum his quae modo expenduntur, publica et regia auctoritate recussa, auctore...*, 1550.

(2) RIVADENEIRA (P. Pedro): *Tratado de la religión y virtudes que debe tener el príncipe cristiano para gobernar y conservar sus estados*. Madrid, 1595. Traduit en latin et publié sous ce titre: *Princeps christianus adversus Nicolaum Machiavellum, cæterosque hujus temporis politicos*. Ambers, 1603.

(3) Citons encore: l'Apologue de Luis MEXIA sur la paresse et le travail (*Appólogo de la ociosidad y el trabajo*), intitulé Fabricio Portundo, publié à Alcalá de Henares, en 1546, ouvrage qui, sous la forme du roman, traite, du point de vue philosophique des grands avantages du travail et des dangers de la paresse, et dans lequel se trouvent, à côté d'utiles avis pour honorer et favoriser le travail des laboureurs, des artisans et des marchands, la démonstration des bénéfices que l'industrie humaine procure aux nations.

Réserveons, enfin, une mention spéciale au Répertoire de tous les chemins d'Espagne de Pedro Juan VILLUGA (*Repertorio de todos los caminos de España*. Ms., 1547), le seul document qui permette de se former une idée de l'état des communications de l'Espagne au xvi<sup>e</sup> siècle, et, à ce point de vue, très important.

Déjà, cependant, Luis ORTIZ (1), Pedro de OUDEGHERSTE (2), Gaspar PONS (3), inféodés à la doctrine commune,

(1) ORTIZ (Luis): *Memorial al Rey para que no salgan dineros de estos reinos de España*. 1558.

Luis Ortiz avait acquis son expérience des affaires dans les fonctions d'Intendant de Castille. Attaché au principe que la vraie richesse de l'Espagne réside dans l'abondance de l'or et de l'argent, il défend les lois somptuaires, dans l'espoir que si on les observe, il se consommera moins de métaux précieux et que l'on pourra ainsi en empêcher la sortie du royaume, vu l'horreur qu'inspire à tous l'achat des marchandises étrangères. Il suit, à cet égard, l'opinion courante. Mais ses vues sur le développement de l'industrie nationale, l'utilisation des eaux pour les travaux d'irrigation, la construction des routes, le reboisement des forêts, le désamortissement des terres, dépassent l'horizon économique assez borné de l'époque.

(2) OUDEGHERSTE (Pedro de): *Proposición para la fundación de erarios públicos y montes de piedad*. 1591.

Oudegherste, né à Lille, s'était adonné à l'étude des questions intéressant le gouvernement des nations. Ayant fait un long voyage à travers l'Europe, il avait été frappé des maux qui affligeaient les peuples et il crut qu'il était possible de les atténuer, dans une mesure sensible, en fondant des *erarios públicos* (maisons du trésor public) et des monts-de-piété. Il avait soumis son projet au roi d'Espagne, qui en avait confié l'examen au Conseil des Flandres; il s'en était ouvert également à Luis Valle de la Cerda, alors commissionné au service du roi, en cette région, et avec qui il s'était lié d'amitié. Oudegherste ramène à quatre points principaux les avantages de son système: avoir un trésor permanent, extirper l'usure, retenir l'argent dans le royaume, libérer le gouvernement de ses dettes. Il mourut, en 1591, sans avoir vu se réaliser sa pensée, mais Luis Valle de la Cerda, devait s'en faire quelques années plus tard l'ardent protagoniste.

(3) PONS (Gaspar): *Medios propuestos*. 1595.

Auteur de divers projets et mémoires présentés à la commission de ministres nommée par Philippe II, vers 1595, pour rechercher les mesures propres à améliorer l'état des finances royales, Gaspar Pons croit, comme Luis Ortiz, à l'efficacité des lois somptuaires. La commission, dont les réunions se tenaient chez le Marquis de Poza, après avoir examiné et amendé les propositions de Pons, conseilla entre autres mesures la modération dans l'usage des bijoux, de l'argenterie, dans le nombre des domestiques, dans l'habillement, les meubles et décorations intérieures; elle alla même jusqu'à interdire la fabrication de certains draps et de certaines étoffes de soie fine, mesures qui n'assurèrent ni la réforme du luxe, ni l'augmentation des revenus de la couronne et qui n'eurent d'autre effet que de ruiner un certain nombre de fabriques et d'ateliers.

qui considère la sortie de l'or et de l'argent comme un péril, Juan de ARRIETA (1), dont la théorie bizarre fait reposer la décadence de l'Espagne sur l'emploi de mules au lieu de bœufs dans les travaux du labourage, laissent pressentir la floraison des *políticos* et des *arbitristas* qui, au siècle suivant, vont se disputer la faveur royale, en proposant *le remède unique* pour le maintien du prestige et de la fortune de l'Espagne, depuis un certain temps sur son déclin, et permettre au mercantilisme de s'affirmer.

\*  
\* \*

Fait digne de remarque, les vues les plus judicieuses sur la situation de l'Espagne, dans les dernières années du règne de Philippe II, et sur les réformes qu'elle devrait réaliser pour son salut, se trouvent, peut être, dans une lettre adressée, en 1598, à ce prince, par un moine de Calabre, doué de génie et d'un véritable don de sagacité prophétique (2). Du fond d'un cachot, sans livres, ignorant tout du monde dont le séparaient dix ans de captivité, il prédit toutes les calamités réservées par le destin à la monarchie espagnole, mais lui offre la domination universelle pour prix des réformes qu'il préconise.

L'isolement et l'orgueil de l'Espagne, telles sont, selon lui, les causes principales de sa ruine. D'un coup d'œil, il voit les fléaux qu'engendrera cette fierté solitaire. « Ne souffrez pas, écrit-il, que les races se détériorent faute de croisements et

(1) ARRIETA (Juan de) : *Despertador que trata de la gran fertilidad, riqueza, baratura, armas y caballos que la España solía tener, y la causa de los daños y falta, con el remedio suficiente*. Madrid, 1578.

(2) Dans ses *Memoriales* (1600), GONZALEZ DE CELLORIGO, tout en payant parfois son tribut aux erreurs de l'époque, présente également avec bonheur des idées neuves et claires sur le travail, l'or et l'argent, l'agriculture, l'industrie, les fonctions et l'utilité de la monnaie, la population, etc... (1<sup>o</sup> *De la política necesaria y util restauración à la república de Espana y estados de ella y desempeno universal de estos reinos*; 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> *sobre moriscos*).

d'alliances ; favorisez les mariages qui feront pénétrer le sang espagnol dans les veines étrangères ». Si cette fusion n'est point réalisée (1), les Espagnols auront beau être braves et faire la guerre au monde, ils périront dans le combat ; leurs pertes ne se répareront pas : leurs armées ne se renouvelleront pas ; leurs bataillons amoindris finiront par s'éteindre ; l'agriculture et le commerce avilis ne nourriront plus l'État ; les nations voisines hériteront du monopole de sa richesse. « Déjà, dit le philosophe, les arts et la vie languissent abandonnés en Espagne, et aucun peuple ne peut prospérer, sans les manufactures, le labourage et le commerce ».

Il signale au roi la mauvaise répartition des charges fiscales ; les pauvres en supportent tout le poids, car les nobles s'en déchargent aux dépens des bourgeois, les bourgeois aux dépens des artisans et des agriculteurs ; et ce sont les riches qui précisément ne payent rien. Il propose l'établissement d'un impôt équitable, peu onéreux à la classe pauvre et convenablement distribué. Il taxe légèrement, comme

(1) Il n'est pas exact de dire que cette fusion avec les autres peuples n'existait pas ; l'émigration, facilitée par les expéditions à l'étranger, avait pris de l'extension dans les pays que les succès militaires avaient conquis à la domination du roi d'Espagne ; nombre de fonctionnaires civils et militaires s'étaient établis dans les possessions espagnoles, en Italie, dans les Flandres et même sur les côtes d'Afrique, et beaucoup y avaient formé souche ; une importante immigration, provoquée par l'affaiblissement de la population et la nécessité de pourvoir aux besoins du travail des manufactures et du commerce, méprisés par la nation, avait, d'autre part, permis, dans une certaine mesure, la fusion des races ici préconisée par l'écrivain. Dès le commencement du xvii<sup>e</sup> siècle, on estimait à plus de 100.000, le nombre des Français ou des habitants d'origine française répandus en Catalogne (*De regis Hispaniæ regnis et opibus commentarius*, Lugduni Batavorum 1629, p. 105).

Dans cet appel à Philippe II, ce qui est en jeu, sous l'artifice des termes, c'est l'instauration d'une politique libérale, compatible seulement avec un régime de paix et de justice.

choses très nécessaires, l'huile, le vin, la viande ; son imposition la plus considérable pèse sur les objets de luxe, les cartes à jouer, le tabac, les lieux d'amusements publics.

Il rejette la capitation et il établit l'assiette principale de l'impôt sur la valeur des propriétés foncières. Il veut que le roi prête aux pauvres sans usure, contre gage, selon les principes des *Monti di Pieta*, et qu'il thésaurise l'argent de ses sujets en leur rendant loyalement compte du capital et de l'intérêt, ce qui ressemble fort aux Caisses d'Épargne. Il recommande l'entretien d'une flotte puissante, car, dit-il, « la clef de la mer est la clef du monde » ; l'encouragement des manufactures et des ateliers, « préférables aux mines d'or et d'argent » ; la fondation de comptoirs et d'écoles maritimes sur tous les points importants du globe, aux Canaries, en Sicile, à Saint-Domingue, au Cap ; un vaste code uniforme ; peu de pouvoir accordé à la seule naissance ou à la fortune ; d'énergiques aiguillons de gloire et d'honneur ; un grand but offert aux ambitions.

Mais celui qui donnait de si sages conseils ne fut pas entendu ; en vain avait-il adulé pour convaincre et caché la critique sous le masque de l'utopie. Lorsqu'il sortit de sa prison, il ne trouva d'asile qu'en France, où l'amitié de Gabriel Naudé, fondateur de la bibliothèque Mazarine, adoucit ses dernières années. Aussi bien, passait-il encore pour un rhéteur inutile, lorsque Louis Elzevir ornait l'édition de 1640 de son ouvrage d'une préface où il raillait ce moine « qui voulait tout juger, tout réformer, tout arranger à sa guise, et présenter des lois au genre humain, ce génie ardent, qui ne respirait que les plus grands desseins et les plus étrangers à sa vocation ! » L'homme, dont l'esprit s'élevait ainsi au-dessus de la confusion et de l'état embryonnaire et tout empirique

de la science économique de l'époque, c'était l'auteur de la *Cité du Soleil*, Thomas CAMPANELLA (1).

Comme le laissait entendre le clairvoyant italien, l'Espagne offrait alors le douloureux spectacle d'une puissance qui s'affaiblit : population en décroissance, agriculture gravement éprouvée, industrie amoindrie, commerce languissant, finances déplorables.

La population est réduite et clairsemée. Colmeiro admet qu'elle pouvait s'élever, à la fin du moyen âge, à 10.000.000 (2). L'édit rendu à Grenade, le 31 mars 1492, qui condamnait à l'exil tous les Juifs qui refuseraient de recevoir le baptême, lui avait fait perdre un nombre considérable de ses habitants les plus actifs, l'un des meilleurs soutiens de son industrie et de son commerce ; les Juifs portèrent aux négociants français du Languedoc la connaissance des relations commerciales avec les États barbaresques ; l'Espagne perdit ainsi le monopole du commerce qu'elle avait longtemps détenu sur les côtes africaines (3). Elle s'était encore appauvrie d'un grand nombre d'hommes valides sur les champs de bataille de l'Europe (4) ; enfin l'émigration causée par les difficultés

(1) Th. CAMPANELLAE : *De Monarchia Hispanica Discursus*. Hardervici, 1640.

(2) COLMEIRO, *op. cit.*, I, p. 239.

(3) Colmeiro évalue à 160.000 le nombre des Juifs qui aimèrent mieux partir pour l'exil que de renoncer à leur religion (*op. cit.*, I, p. 249).

(4) La lutte soutenue contre les Maures n'avait pas abouti pour les Espagnols à une période de paix. L'unité politique à peine réalisée, l'Espagne était intervenue dans les conflits qui agitaient l'Europe. A l'intérieur, le pays avait connu des troubles civils sanglants, comme la révolte des *comuneros*, avec Juan de Padilla, sous Charles-Quint, et celle de l'Aragon, avec Antonio Perez, sous Philippe II. A l'extérieur, les princes de la Maison d'Autriche, soit par raison d'État et ambition de famille, soit par zèle religieux pour la défense de l'orthodoxie catholique contre les hérésies, avaient entretenu des guerres qui avaient épuisé le royaume dans toutes ses richesses, surtout dans sa population.

de la vie dans la mère-patrie sous un régime fiscal intolérable, d'un côté, la coutume des majorats (1), privant les fils puînés

(1) Les majorats étaient des biens transmis par voie héréditaire au fils aîné ou à la fille aînée, ou, à leur défaut, au plus proche héritier. Ces biens ne pouvaient être partagés, vendus, faire l'objet de donations, échangés, donnés en gage, ou aliénés d'une manière quelconque, si ce n'est en vertu d'une permission royale rarement accordée. Ils étaient soustraits aux créanciers, qui ne pouvaient en saisir que les revenus, déduction faite des aliments nécessaires au possesseur. Dès le <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, on trouve des exemples de majorats fondés en vertu de lettres et privilèges royaux, tels le majorat de Magan, institué, en l'an 1260, par Garcia Ibanez, *Alcalde Mayor* (maire) de Tolède, avec licence d'Alphonse X, celui constitué par Sancho IV, en 1291, à son *Camarero mayor* (intendant général), Juan Mathe. Ils furent, à l'origine, une institution politique pour fortifier et accroître la puissance de la noblesse. Ferdinand et Isabelle en sanctionnèrent l'usage par les célèbres *Leyes de Toro* de 1505, qui permettaient à tout sujet au-dessus du rang de paysan d'ériger en majorat ses biens tant mobiliers qu'immobiliers et d'acquérir ainsi le privilège de *hidalguia*, c'est-à-dire la qualité de gentilhomme. On sait que la nation se divisait en deux classes : les chrétiens des montagnes, qui avaient, les armes à la main, reconquis sur les Maures le sol de la patrie, et les chrétiens des plaines, qui s'étaient soumis à la domination musulmane : les *hidalgos* et les *pecheros*. La législation était exclusivement favorable aux *hidalgos*. « Il faut les favoriser, disaient Ferdinand et Isabelle, car c'est avec eux que nous gagnons les batailles ». La loi protégeait l'*hidalgo* contre son créancier : on ne pouvait lui enlever, pour cause de dettes, ni sa maison, ni son cheval, ni sa mule, ni ses armes, ni sa liberté. Il était exempt de la torture et, mieux encore, de payer l'impôt. Les *pecheros*, au contraire, cultivaient la terre, soutenaient les manufactures, et supportaient le fardeau des charges publiques. La qualité de gentilhomme interdisait d'ailleurs, sous peine de déchéance, l'exercice de toute profession se rattachant au commerce et aux manufactures. Les *pecheros* recherchèrent naturellement avec ardeur toutes les occasions de parvenir aux prérogatives de l'*hidalguia*. Lorsqu'un marchand possédait un revenu de 500 ducats, il se hâtait de faire du capital un majorat pour son fils. Ses frères, réduits à l'indigence, rougissaient de reprendre le métier de leur père et, plutôt que de se soumettre à une discipline ou à un travail, aimaient mieux grossir le nombre de ces chevaliers errants, affamés et déguenillés, dont les romans picaresques nous ont laissé des portraits fidèles. Les Cortès de Madrid de 1552 s'élevèrent contre ces majorats constitués en faveur de petits propriétaires (Cort. cit., pét. 106) Le droit de créer des majorats, limité sous Charles III, fut définitivement aboli sous Charles IV, en 1789.

de toute part à l'héritage immobilier de leur père, de l'autre, avaient donné naissance à un fort courant vers la Flandre, l'Italie et surtout les colonies d'Amérique (1). En 1564, le nombre des habitants de l'Espagne n'est plus que de 8.000.000. L'édit prononçant l'expulsion des Mauresques, promulgué en 1609, par Philippe III, abaissera ce chiffre à 7.500.000 et produira sur l'économie espagnole les plus funestes conséquences (2) : disparition de l'agriculture en Andalousie et à Valence, anéantissement presque complet de l'industrie sucrière, et affaiblissement des autres industries, privés d'une main-d'œuvre peu coûteuse et d'ouvriers excellents, sobres et économes.

(1) SANCHE DE MONCADA (1619) : *Synopsis de los reyes de España*, disc. II, ch. 1; FERNANDEZ NAVARRETE (1626) : *Conservación de Monarquías*, disc. VIII; PELLICER DE OSSAU (1639) : *Comentarios impediti por los enemigos de esta monarchia* (in SANCHE, *Edic. esp. cont. por.*, t. III, pp. 123 s.); SANCHEZ FAJARDO (1746) : *Ensayos políticos*, LXVI, s'accorderont pour déclarer que l'émigration aux Indes dépouillait le pays.

A ces causes d'affaiblissement des forces productrices du pays, il faut encore ajouter l'exode dévorant de la sue main-d'œuvre et la mortalité due à la mauvaise nourriture, à l'insécurité provenant du manque d'eau potable ainsi que des épidémies et des guerres.

(2) De cette époque, date le décroissement des montagnes, l'abandon des canaux d'irrigation.

Les Maures étaient en possession presque exclusive d'un grand nombre de manufactures de l'Espagne. Le secret de la fabrication du papier fut perdu avec eux, les Juifs en perdant, et l'importation de cet article en Espagne et aux Indes fut par leur supporte plus de 500.000 piastres par an (Ch. VALLERON, *Parlons papier* in *Commerce y de Marina*, disc. LXXXV). La Castille et l'Aragon conservèrent alors une ense passant qui amena la ruine de la Banque des Dépôts de Valence et de la Banque de Barcelone. De plus, les Mauresques ayant, par esprit de vengeance, répandus dans la circulation une grande quantité de fausses monnaies, des disettes monétaires se produisirent.

Enfin, l'une des sources les meilleures et les plus sûres des revenus du Trésor fut ainsi tarie, car les Maures payaient très exactement les contributions qui leur étaient dues (Ch. VALLERON, *L'Espagne depuis le règne de Philippe II jusqu'à l'envahissement des Bourbons*, t. I, pp. 317 ss.).

L'agriculture dépérit. Bien des causes y concourent : la rareté de la main-d'œuvre, la taxation du prix du blé, l'imposition excessive du sol et de ses produits, — l'absence de tout commerce intérieur des grains dû à l'état défectueux des voies de communication, les abus et les empiètements de la Mesta, sous le couvert de ses privilèges, enfin le régime presque universel de la grande propriété créé, d'une part, à la faveur des donations qui ont accru démesurément les biens fonciers ecclésiastiques (1) et, d'autre part, sous l'influence de la législation des majorats, qui a permis aux grands de se constituer ce qu'ils appellent leurs États, *sus Estados*, états où ils ne résident point, qu'ils n'exploitent point, non seulement par mépris ou par négligence, mais aussi par ignorance, et dont ils gaspillent les revenus en dépenses de luxe et de jeu.

L'industrie décline. Les produits manufacturés de l'Espagne, laines de Tolède, maroquins de Cordoue, soieries de Séville, draps de Ségovie, avaient joui d'une juste renommée et avaient été recherchés sur les principaux marchés de l'Europe, jusqu'au milieu du xvi<sup>e</sup> siècle ; vers cette époque, l'Espagne, non seulement n'envoie plus au dehors ses draps, mais elle doit en demander à l'étranger pour sa propre con-

(1) Selon le P. MALDONADO, les trois quarts du sol espagnol appartiennent à l'Église. (*Discurso del perfecto privado por el P. M. Fr. Pedro Maldonado, confesor del duque de Lerma*, cité par COLMEIRO, II, p. 158).

Les *procuradores* aux Cortès de Madrid de 1607 et de 1611 (pét. 37 et pét. 24), se lamentent de l'état misérable de l'agriculture et de l'élevage et demandent que l'on y porte remède, afin que les habitants ne s'en détachent point comme ils le font. Bien avant eux, Juan de ARRIETA, en 1578 (*Despertador*, dialogue 1), et plus tard GONZALEZ DE CELLORIGO, en 1600 (*Memorial I*), Pedro de VALENCIA, en 1608 (*Discurso sobre el acrecentamiento de la labor de la tierra*), avaient jeté un cri d'alarme, que le Conseil de Castille, dans la consultation de 1619, fera encore entendre. (Cf. FERNANDEZ NAVARRETTE, *Conservación de Monarquías*, p. 8).

sommutation (1). Le premier indice de la décadence des fabriques apparaît dans les plaintes présentées par les *procuradores* aux Cortès de Valladolid de 1537 (2), où ils s'élèvent à la fois contre la hausse subie par les draps de Ségovie, depuis 1533, en dépit de leur fabrication moins bonne, et contre les malfaçons dont ils sont l'objet, plaintes renouvelées aux Cortès de Valladolid de 1542 (3), de 1548 (4), de 1552 (5) et de 1555 (6).

Le commerce dédaigné, exercé en partie par les étrangers et en partie par les *Maranos*, descendants des juifs convertis, souffre, en outre, de la banqueroute érigée en système sous Philippe II et des graves ébranlements du crédit qui en ont été la suite (7).

(1) Cf. COLMEIRO, II, p. 188 et sq.

(2) Cort. cit., pét. 75.

(3) Cort. cit., pét. 15.

(4) Cort. cit., pét. 169.

(5) Cort. cit., pét. 144.

(6) Cort. cit., pét. 80, 86, 89.

Philippe III, aux Cortès de Barcelone de 1599, devra encore réformer les ordonnances relatives à la fabrication des draps.

La décadence des fabriques sera de nouveau mise en lumière aux réunions du Conseil de Castille qui, de 1617 à 1620, auront pour mission de rechercher des remèdes à la détresse intérieure du pays.

(7) *Decreto* du 15 septembre 1574, suspendant le paiement des intérêts dus aux créanciers de l'État; banqueroute de 1595; aliénation aux Fugger d'Augsbourg pour une période de 10 ans, des revenus des grandes maîtrises.

Charles-Quint, pour soutenir ses guerres, s'était également adressé aux Fugger d'Augsbourg et leur avait concédé des revenus sur les grandes maîtrises de Santiago et d'Alcantara : ces revenus étaient, en partie, les mines d'Almaden et de Guadalcanal. La première mention où l'on trouve le nom des Fugger est la pétition 141 des Cortès de Valladolid de l'an 1552, qui réclame contre les privilèges accordés à cette famille allemande. Mais les rois d'Espagne n'en tinrent pas compte et, à partir de Philippe II jusqu'à Philippe IV, les Fugger s'établirent en Espagne où ils jouirent de grands privilèges, au point qu'ils nommaient les juges de la ville d'Almaden. Les Fugger les plus connus sont : Marc et Christophe Fugger, nés en 1564 et en 1566, et dont la mémoire a été conservée dans la rue de Fucar, qui existe

Le système fiscal est d'ailleurs devenu vexatoire au point de paralyser toute l'activité économique. La charge principale est l'*alcabala* ou droit du dixième prélevé sur toutes les marchandises vendues ou échangées ; certains impôts spéciaux sont établis sur la fabrication de la soie et du sucre à Grenade ; la Castille est enserrée d'une ligne de douanes : au nord, on perçoit, à la frontière des provinces basques, les *diezmos del mar* ; à l'est et à l'ouest, aux frontières d'Aragon et de Portugal, les *diezmos de los puertos secos* ; au sud, dans les ports d'Andalousie, les *almojarifazgos*. En 1588, le service des *millions* est créé pour faire face aux dettes contractées en vue de l'armement de l'Invincible Armada. Le Gouvernement tire d'autres ressources de divers monopoles et des grandes maîtrises des trois ordres militaires ; il jouit de deux contributions sur les biens du clergé, le *subsidio* et l'*excusado*. Une grande partie de ces revenus est engagée aux créanciers de l'État.

En dépit des prohibitions légales, des tributs payés par les provinces conquises (1) et des envois abondants des mines

encore aujourd'hui à Madrid. Ils moururent avant 1632 et Philippe IV fit un nouvel arrangement avec Juan Jacome Holzapfel et Juan Christoval Eberlin, héritier de Marc et de Christoph Fugger, daté de Barcelone, 17 mai 1632 (Cf. A. MOREL FATIO : *Les Allemands en Espagne du XV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle*, extrait de la *Revista de Filologia Española*, Madrid, 1922, p. 288, 289).

Sur les Fugger, consulter : KONRAD HAEBLER : *Die Geschichte der Fugger'schen Handlung in Spanien*, Weimar, 1897, et les deux ouvrages de TOMÁS GONZALEZ, archiviste de Simancas : *Registro y Relación general de minas de la corona de Castilla*, Madrid, 1832, 2 vol., et *Noticia histórica documentada de las celebres minas de Guadalcanal, desde su descubrimiento el 1555 hasta que dejaron de labrarse por cuenta de la Real Hacienda*, Madrid, 1831, 2 vol.

(1) Au commencement du règne de Philippe II, le royaume de Naples lui rapportait un million de ducats, le Milanais 400.000, la Sicile 250.000, les Pays-Bas 1.250.000. En temps de guerre, ces impôts étaient doublés. (RANKE : *Fürsten und Völker von Süd-Europa im 16 und 17 Jahrhundert*, t. I, p. 334 et sq.).

de l'Amérique (1), l'or et l'argent s'échappent par mille fisesures pour payer l'excédent, qui devient considérable et anormal, des importations sur les exportations, pour faire face à la solde des troupes, au paiement des sommes d'intérêts dus aux banquiers étrangers et enfin à la corruption largement pratiquée dans la politique internationale (2).

(1) S'il faut en croire MONCADA (*Riqueza firme y estable de España. Disc. 3, 1619*), il serait entré en Espagne deux mille millions de piastres, depuis la découverte des Indes Orientales, en 1492, jusqu'en 1595, ce qui, sur cet espace de 103 ans, représente environ 20 millions par an. Uztáriz admet ce chiffre. Les deux écrivains ajoutent qu'une somme au moins égale fut importée en Espagne par contrebande et sans être enregistrée. (Uztáriz, *op. cit.*, ch. III).

(2) Pour entretenir des partisans en France, en Angleterre, en Irlande, en Allemagne, en Suisse, en Italie, Philippe II prodiguait des sommes considérables ; on a calculé que les dépenses extraordinaires de son règne s'élevèrent à 600 millions de ducats. (Cf. *Économies royales de Sully*, t. III, p. 253).

## CHAPITRE II

PHILIPPE III, 1598-1621

Une telle situation appelait un Gouvernement fort, des réformes profondes. Or, c'est l'heure où l'autorité suprême, si activement et jalousement exercée par les souverains espagnols du xvi<sup>e</sup> siècle, va être abandonnée par leurs successeurs, Philippe III, Philippe IV et Charles II, aux mains de favoris, de ministres sans scrupules, incapables ou effacés : le duc de Lerme, le duc d'Olivarès, le comte d'Oropesa.

Le pays ne connaîtra plus qu'une politique d'expédients financiers, prolongement de celle qui avait prévalu dans les dernières années du règne de Philippe II, alors que le caractère absolu de l'autorité royale s'étant accentué, les Cortès n'avaient plus été en mesure d'exercer d'influence sur les affaires de l'État.

Dès le début de son règne, Philippe III, et surtout son favori, le Duc de Lerme, n'éprouvent point les scrupules qui avaient retenu Charles-Quint et Philippe II dans le souci d'une certaine correction en matière monétaire. Les monnaies qui, suivant l'expression de Saavedra, devraient être maintenues pures comme la religion, furent falsifiées par ordre du Roi (1). Traitant l'Espagne tel un royaume fermé de toutes

(1) UZTÁRIZ, *op cit.*, II<sup>e</sup> partie, cap. CIV.

parts et sans relations avec les nations voisines, le Gouvernement émit, en 1603, pour 6.320.440 ducats de monnaie de cuivre, en lui attribuant une valeur double de sa valeur réelle ; il réalisa ainsi un bénéfice apparent de la moitié de cette somme. Mais la fraude devint manifeste aux yeux de tous ; le trouble s'insinua dans les relations d'échanges ; les manufactures cachèrent leurs marchandises, le travail fut interrompu, et l'on éprouva, au sein de la paix, les nécessités de la guerre la plus désastreuse (1) ; l'étranger ajouta encore à l'embarras général en inondant l'Espagne de pièces de cuivre de mauvais aloi, qu'il échangea contre de l'or et de l'argent. On aboutit ainsi, au moins momentanément, à une circulation de cuivre ; il y eut, dans le seul royaume de Castille, pour environ 128 millions de cette monnaie à cours forcé, qui ne pouvait manquer de tomber en discrédit ; les ventes et les achats devinrent tellement rares, que les revenus de l'État s'en ressentirent (2).

(1) OLMEDA : *Derecho público de la paz y de la guerra*. T. 1<sup>er</sup>, p. 137.

(2) Joannis MARIANAE *Tractatus de monetae mutatione. Coloniae agrippinae*, 1609. — Dans cet écrit, le Jésuite MARIANA (1536-1623) faisait ressortir les funestes conséquences de cette espèce de banqueroute. Il y soutenait que les rois n'ayant pas le droit de taxer leurs sujets sans leur consentement n'ont pas non plus celui d'altérer les monnaies sans leur autorisation. « Le roi jouit de la prérogative d'altérer la forme extérieure des monnaies, mais à la condition de respecter leur valeur... Si, en cas de nécessité extrême, il obtient de ses sujets l'autorisation de l'amoindrir, il ne peut le faire qu'à deux conditions : la première, que ce soit pour un temps très court et ne dépassant pas la période de nécessité ; la deuxième, que ses sujets soient indemnisés quand cette nécessité disparaît. La monnaie a deux valeurs, l'une, intrinsèque et naturelle, qui dépend du poids et de la pureté du métal, et dans laquelle il est permis de comprendre le coût du monnayage, puisque celui-ci ne se fait pas pour rien ; l'autre, qu'on peut appeler légale et intrinsèque est fixée par le prince... Dans les États bien gouvernés, on s'assure les services que doit rendre la monnaie, en faisant exactement coïncider ces deux valeurs ».

Mariana n'a pas découvert ces principes, qui se trouvent déjà dans Saint Thomas d'Aquin, dont il avait pendant cinq années expliqué les doctrines à l'Université de Paris ; mais il fallait du courage

Cette mesure avait d'ailleurs été précédée d'opérations non moins condamnables : augmentation du nombre des fonctions et mise en vente de celles-ci ; révision des titres de propriété et vente des biens dont les investitures avaient été trouvées défectueuses ; vente des terres abandonnées. Le Duc de Lerme faisait argent de tout. Il obtient des Cortès, en 1600, la concession d'un service de 18 millions, payables en dix ans, destiné à rétablir l'ordre dans les finances et à racheter les *juros*, mais sous la condition formelle que la vente des fonctions et des domaines cessera ; l'engagement n'est point tenu et les subsides ne parviennent pas à destination(1).

De même, il publie un édit enjoignant aux églises, aux établissements religieux et à tous les habitants du royaume de faire enregistrer leur vaisselle d'or et d'argent dans un délai de dix jours. Chacun comprend qu'il s'agit d'une spoliation ; l'opposition est unanime et, malgré un bref du Pape Clément VII autorisant le roi à prendre l'argenterie du clergé, sous condition d'en restituer la valeur dans les huit ans, celui-ci oppose une résistance si opiniâtre que l'édit reste lettre morte (2).

pour les rappeler publiquement en Espagne, au début du xvii<sup>e</sup> siècle. Sa sévérité lui valut un emprisonnement d'une année dans le couvent de San Francisco, à Madrid.

« Rien n'épuise plus le pauvre peuple, écrivait encore le moine Juan MARQUEZ, dans son *Gobernador Cristiano* (Salamanque, 1672), que l'altération de la monnaie ou les variations de son cours légal... Riches et pauvres en éprouvent un dommage infini, car si la valeur de la monnaie, qui est la commune mesure des choses, peut être modifiée, personne n'a plus la certitude de ce qu'il possède... Le dommage est le plus grand pour les petites gens qui, l'ayant acceptée comme bonne, perdent une partie du fruit de leurs labeurs, lorsqu'on découvre qu'elle a été altérée » (Lib. II, ch. xxxix).

C'est seulement après l'avènement de la Maison de Bourbon que sera rétablie une circulation monétaire droite et honnête.

(1) HAEBLER, *op. cit.*, p. 135.

(2) WEISS (Charles) : *L'Espagne depuis le règne de Philippe II jusqu'à l'avènement des Bourbons*. T. II, pp. 173, 174.

Philippe III ne réussit pas davantage dans deux essais fiscaux, l'un ayant pour but d'étendre à la Biscaye l'impôt des *millions*, l'autre de conférer, moyennant une énorme donation, aux Maures et aux descendants des juifs convertis, les mêmes droits qu'aux autres sujets espagnols (1).

Toutes les formes d'exploitation financière du pays sont mises en œuvre : en 1604, la Castille fait à la couronne un don plus ou moins volontaire, l'Aragon lui consent une remise de ses dettes envers les villes de Berja, Tarazona et quelques autres et lui donne un secours de 30.000 écus, réunis entre diverses universités et chapitres (2).

Ces revenus d'origines variées sont gaspillés par la Cour dont le luxe contraste avec la misère croissante du peuple (3). Les noces de Philippe III avec Elisabeth de France coûtèrent 950.000 ducats. Le duc de Lerme s'enrichit, pendant son ministère, au point de pouvoir dépenser 300.000 ducats aux

(1) HAEBLER, *op. cit.*, p. 136.

Entre temps, le duc de Lerme, dans le but de porter un coup mortel au commerce des Provinces-Unies, leur interdit tout trafic avec l'Espagne, en frappant leurs marchandises ou celles chargées sur leurs navires et à destination de ce pays d'une majoration de droits de 30 %. C'était poursuivre, non plus par les armes, mais sous la forme économique, la guerre contre les Pays-Bas. Cette mesure provoqua de la part de l'Angleterre, de la France, et des Hanséates des représailles immédiates qui forcèrent le Gouvernement à l'abroger, en 1604 (HAEBLER, *op. cit.*, p.p. 79 et 80).

(2) C'était là d'ailleurs un expédient accrédité depuis longtemps : la Castille avait déjà fait des dons de même nature à Charles-Quint, en 1526, pour la récupération de la Hongrie, et à Philippe II, en 1596 et 1597, pour faire face aux nécessités de la guerre (COLMEIRO, *op. cit.*, II, p. 582).

(3) Cependant, comme sous le règne antérieur, des lois somptuaires se succèdent pour refréner le luxe :

1600. — Pragmatique de Philippe III visant la modération dans l'habillement.

— Autre pragmatique visant la modération dans les meubles, dans l'ornementation et les frais des maisons.

noces du roi, 400.000 à l'occasion de l'entrée d'Élisabeth de France en Espagne, 1.152.283 à fonder des couvents et des églises (1). Suivant Moncada, il ne restait pas, en 1619, au-delà de 200 millions de pesos en Espagne, la moitié en argent monnayé et le reste en vaisselle et en bijoux (2). L'argent était devenu si rare que le taux de l'intérêt s'éleva jusqu'au tiers de la somme prêtée (3).

Le souci d'une opération fiscale avantageuse ne fut certainement pas étranger à la promulgation de l'édit qui prononça l'expulsion des Maures. Mais le fanatisme religieux y joua le rôle principal. Purifier le sol de l'Espagne de la présence des Maures, tout le haut clergé le souhaitait : « quand ce but devrait coûter de grandes peines et tout l'or et l'argent qu'il y a dans les Indes, cela serait bien employé » disait, dans un mémoire présenté au roi, Juan de Ribera, archevêque de Valence (4).

Soumis sous Philippe II à un régime exceptionnellement rigoureux, avides de reconquérir leur liberté religieuse, les Maures avaient noué avec les ennemis de l'Espagne, notamment avec Henri IV, le Sultan de Turquie et celui du Maroc, des intelligences qui vinrent à la connaissance de Philippe III

— Autre pragmatique permettant l'usage des voitures à deux chevaux.

1602. — Pragmatique sur l'habillement.

1607. — Cortès de Madrid, pét. 13, contre l'excès dans les costumes et vêtements ; pét. 14, pour permettre les voitures ; pét. 40, pour interdire l'emploi de l'or et de l'argent dans les ornements.

1611. — Pragmatique limitant l'usage des voitures.

— Autre pragmatique sur les costumes et vêtements.

(1) RANKE, *op. cit.*, t. I, pp. 390 et 391.

(2) MONCADA : *Restauración política de España*. Disc. 3, ch. I.

(3) CAMPOMANES : *Educación popular*, t. I, p. 417.

(4) *Vida y virtudes del venerable Siervo de Dios Don Juan de Ribera*, por el R. P. F. Juan XIMENEZ, Rome, 1734, cité par BUCKLE : *History of civilization in England*, II, p. 60, note 138.

et du duc de Lerme et furent le motif déterminant de cet édit de 1609, dont nous avons démontré les conséquences néfastes pour l'économie espagnole (1).

Moins de huit années plus tard, les plaintes s'élevèrent si nombreuses et si vives, que le roi dut réunir, de 1617 à 1620, de grands conseils de ministres chargés de chercher les remèdes réclamés par la détresse du pays. Les décisions prises dans ces réunions n'eurent pas une importance considérable pour les intérêts nationaux ; elles attestent surtout l'emprise des idées mercantilistes. L'abolition de la taxe du blé, quelques mesures tendant à diminuer les abus et les empiétements de la Mesta servirent les intérêts de l'agriculture (2) ; mais, en ce qui concerne l'industrie, l'accentuation du système protecteur fut pratiquement sans effet, vu la disproportion entre la production et la consommation, l'impossibilité pour l'industrie, écrasée d'impôts, de profiter de la protection douanière que l'on voulait lui octroyer et l'impuissance du Gouvernement à enrayer la contrebande. L'exportation du minerai de fer est interdite, en 1619, — comme condition du service de *millones* concédé par les Cortès de Madrid de 1617 (3) — dans le double but d'empêcher la fabrication des armes chez les ennemis de l'Espagne et d'établir une barrière à l'introduction d'une quantité de marchandises étrangères. La prohibition d'introduction des soies en écheveaux de l'Inde, de la Perse et de la Chine, rendue à l'instance des Cortès de Madrid, en 1619, et d'ailleurs conforme aux lois établies en leur temps par les Rois Catholiques et confirmée par Charles-

(1) PHILIPPSON : *Die Austreibung der Morisken*, II, ch. II. — Voir supra p. 66.

(2) Cf. COLMEIRO, *op. cit.*, II, p. 175.

(3) Condition 19 du service de *millones* cité.

Quint, se fonde également sur une pensée mercantiliste (1).

La politique coloniale est inspirée, au moins en apparence, des mêmes principes. En 1614, Philippe III rend un édit prononçant la peine de mort et la confiscation des biens contre tous ceux qui introduiront des marchandises étrangères en Amérique (2) ; en réalité, cette condamnation ostensible n'a d'autre but que de sauvegarder la dignité du Gouvernement à l'extérieur ; sachant le pays incapable de suffire aux demandes des colonies, ne se souciant pas de proclamer hautement sa détresse, il aime mieux masquer ainsi un consentement tacite, mais non désintéressé, au commerce de contrebande et se ménager, en outre, un moyen de représailles, en excluant du commerce des Indes toute nation dont il aurait à se plaindre.

\*  
\* \* \*

La convocation de la junte des ministres, en 1617, avait fait surgir de nombreux écrits sur les matières économiques. C'est à cette époque que virent le jour les mémoires ou dis-

(1) « L'introduction de ces soies » — dit la cédule royale datée de Lisbonne, 21 juillet 1619, — « tourne au désavantage particulier des royaumes de Grenade, de Murcie et de Valence où l'industrie de la soie est pratiquée, car la production de la soie en Espagne est si importante, qu'elle suffit largement aux besoins et que l'on peut même en exporter une grande quantité et faire entrer en échange l'or et l'argent. Il est évident que les producteurs se verront encouragés dans leurs travaux par l'interdiction d'importation des soies étrangères et par la considération de la grande valeur de leurs produits. Il en résultera un avantage pour le pays, où non seulement cette industrie occupera la population pauvre, mais aussi empêchera la sortie de l'or, qui cause de graves préjudices ». Cependant il est à noter que l'importation des tissus de soie, et passementeries n'est pas prohibée, à la condition que la qualité en soit reconnue bonne par les maîtres de l'art nommés pour procéder à leur examen.

(2) ULLOA : *Rétablissement des manufactures et du commerce d'Espagne*. 2<sup>e</sup> partie, pp. 189 et 190.

cours de Cristóbal PEREZ DE HERRERA, Sancho de MONCADA, Damian de OLIVARES, FERNANDEZ NAVARRETE.

Cristóbal PEREZ DE HERRERA s'adressant aux Procureurs des Cortès du Royaume, réunis à Madrid, le 9 février 1617, expose, dans son mémoire, la nécessité de développer l'agriculture et l'élevage par des moyens appropriés ; — de soutenir le commerce en réduisant les impôts, en le protégeant contre l'usure et en interdisant l'entrée des marchandises étrangères ; — d'augmenter la population en favorisant les mariages, en limitant les admissions dans les ordres religieux et en attirant en Espagne des étrangers ayant le goût du travail ; — de mettre un terme à la fondation des majorats et d'arrêter la sortie de l'or et de l'argent, etc... Ce grand ami du bien public est aussi un fervent défenseur des méthodes mercantilistes (1).

Dans ses *Discursos*, parus à Madrid, en 1619, et réimprimés, en 1746, sous le titre de *Restauración Política de España*. Sancho de MONCADA attribue la faiblesse du royaume au commerce des étrangers, qui retiraient les matières premières et l'argent pour toujours et portaient la prospérité du pays à l'ennemi : il disait que toute médecine était inutile au malade, si d'abord, on ne conservait son sang, en fermant les portes ou les ports par où il s'échappait ; que l'on ne devait pas per-

(1) PEREZ DE HERRERA (Cristóbal) : *A los Caballeros Procuradores de Cortes del Reino que por mandado del Rey N. S. se juntaron en 9 de Febrero de este año de 1617 en esta villa de Madrid, Corte de S. M., en razón de muchas cosas tocantes al buen gobierno, estado riqueza y descanso de estos Reinos, el Doctor...* — Madrid 1617.

L'importance suprême d'avoir l'or et l'argent en abondance est aussi l'argument essentiel d'un écrit d'ALAMOS Y BARRIENTOS, qui appartient aux premières années du règne de Philippe III : « *Discurso al Rey N. S. del estado que tienen sus reinos y senorios y los de amigos y enemigos, con algunas advertencias sobre el modo de proceder y goberarse con los unos y con los otros* (Ms).

mettre la sortie des matières premières, afin de conserver dans le royaume l'énorme bénéfice du travail ; que l'entrée des produits étrangers fomentait la paresse des Espagnols et les appauvissait, « car on a vu par expérience que les républiques ayant vécu jusque là dans la pauvreté, ont acquis des richesses en travaillant les matières premières, comme cela a été le cas pour la France, la Flandre, Gênes et Venise, tandis que l'Espagne, riche en matières et en produits, s'est appauvrie pour ne les avoir pas travaillés » ; et enfin, que le moyen efficace de rendre effectives les prohibitions serait : « d'établir dans les ports un tribunal de juges séculiers qui procéderaient par voie d'inquisition, suivant la méthode du Saint-Office contre ceux qui feraient de la contrebande ou exporteraient les produits interdits, en jetant la honte sur les coupables et en les condamnant irrémissiblement à mort (1) ».

Mettons à part la rigueur et la cruauté avec laquelle Moncada prétendait réprimer et châtier la contrebande, suivant des principes dignes d'un austère professeur de théologie du xvii<sup>e</sup> siècle, plein de foi dans le salut de l'Espagne par la voie de la prohibition et désespérant de rencontrer « comme commissaires des ports, des hommes auxquels l'or ne fût pas capable de dessiller les yeux », et fixons-nous sur sa doctrine.

(1) *Restauración política*. Disc. I : « Riqueza firme y estable de España. »

L'idée n'était pas nouvelle : en 1589, Philippe II voyant que son autorité était insuffisante à empêcher la sortie des chevaux du royaume d'Aragon, dirigés vers la France avec qui l'Espagne était en guerre, fit en sorte que les coupables du délit de contrebande fussent poursuivis et châtiés par la main rigoureuse de l'Inquisition (*Historia de las alteraciones de Aragón*, por el señor Marques de Pidal, tome I, p. 456).

La ville de Medina del Campo présenta à Philippe III, en 1606, une supplique tendant à faire déclarer, cas d'Inquisition, l'exportation de la monnaie.

De quelque côté qu'on la considère, elle exalte la passion des métaux précieux, qui déjà commençaient à être estimés comme l'unique richesse ferme et stable des peuples ; le système des portes ouvertes et des portes fermées — ouvertes à l'exportation des produits et des articles nationaux et fermées à l'entrée de ceux de l'étranger ; l'encouragement au travail national, en défendant la vente des matières premières et en écartant la compétition des marchandises étrangères ; le système de tout fabriquer dans le royaume, bien qu'en d'autres pays, les artisans fussent plus diligents que les Espagnols et les marchandises plus belles, plus nouvelles et meilleur marché ; l'oubli complet des bénéfices de l'échange, et, en un mot, le désir aveugle d'asseoir la politique commerciale sur un régime circulatoire dans lequel l'or et l'argent courraient du dehors au dedans pour permettre de les thésauriser et de jouir de leur perpétuelle abondance ; — c'était là l'épidémie qui avait, par contagion, gagné non seulement l'Espagne, mais aussi toutes les nations de l'Europe.

Damian de OLIVARES, dans le mémoire qu'il présenta à l'Assemblée réunie sur l'ordre de Philippe III, en 1620, dans le but de vérifier la cause de la ruine des fabriques et des métiers d'Espagne florissants au xvi<sup>e</sup> siècle, ne se montre pas moins ardent défenseur de la cause prohibitioniste. « Le permis d'entrée des marchandises étrangères, dit-il, est la racine d'où vient une destruction si lamentable. Je prétends, continue-t-il, que cette opinion suivant laquelle l'on doit faire le commerce avec l'étranger, pour que, de cette manière, les marchandises abondent dans le royaume, est une idée du démon même dont sont possédés ceux qui la soutiennent, pour détruire un royaume que Dieu a maintenu si catholique et si chrétien. Majesté, chez nous sont entrées des mites qui vont rongéant notre propre vêtement, et des sangsues

qui nous épuisent, sans que nous le sentions, jusqu'à ce que nous en mourions » (1).

Avec un sens plus exact des sources de la richesse publique, FERNANDEZ NAVARRETE, chapelain de la Cour de Philippe III et Conseiller de l'Inquisition, déclare dans sa *Conservación de Monarquías* (1626), que les manufactures suffisent à assurer la prospérité d'un pays, en ajoutant à la valeur primitive des produits naturels celle du travail humain ; et, à l'appui de sa thèse, il cite la France, l'Italie et les Pays-Bas « qui sont des pays riches quoiqu'ils ne récoltent ni or, ni argent ».

Avant eux, il n'avait point manqué d'esprits pénétrants pour présenter des avis conformes à la raison d'état, ainsi qu'à la grandeur et à la prospérité du royaume : Martin GONZALEZ DE CELLORIGO, l'un des plus remarquables politiques de son époque, avait exposé que la décadence des royaumes et possessions de l'Espagne devait être attribuée au dédain de la loi naturelle du travail ; il avait affirmé que la faiblesse des républiques était née d'avoir placé la richesse dans l'or et l'argent, au lieu de poursuivre la richesse véritable et certaine que procuraient l'agriculture et l'industrie (2) ; — Juan MARQUEZ, fondant la richesse naturelle des peuples sur les terres et les troupeaux, s'était attaché à démontrer que leur utilité n'est pas relative comme celle de la monnaie, mais absolue, parce qu'elle naît de leur substance même (3) ; — Pedro de GUZMAN avait écrit que le travail est le prix universel et la monnaie courante avec laquelle s'achètent toutes

(1) Cf. COLMEIRO : T. II, pp. 334 et 335.

(2) GONZALEZ DE CELLORIGO (Martin) : *Memoriales*, 1<sup>o</sup> De la política y útil restauración á la república de España y estados de ella y desempeño universal de estos reinos. 1.600 pp. 1 et 21.

(3) MARQUEZ (Juan) : *El Gobernador Cristiano*, - Salamanque, 1612, lib. II, ch. XXXIX. Juan Marquez apparaît ainsi comme un précurseur des physiocrates.

choses ayant une valeur ; qu'ainsi tout lui obéit, comme à l'argent, et que, par suite, il domine tout et n'est dominé par rien (1).

Rappelons, enfin, que dès le début du règne de Philippe III, Luis VALLE DE LA CERDA, fidèle continuateur de la pensée de Pedro de OUDEGHERSTE, avait présenté aux Cortès générales de 1598, terminées en 1601, un mémoire proposant la fondation d'*erarios públicos* et de monts-de-piété. Ce mémoire fut accueilli avec tant de faveur par les *procuradores*, que dans le procès-verbal des sessions de ces Cortès adressé au roi et relatif au service de *millones*, ils posèrent comme condition la création d'*erarios públicos* et de monts-de-piété, suivant le plan présenté par Luis Valle de la Cerda (2), clause qui fut reproduite dans le procès-verbal des sessions des Cortès de 1603 (3).

« Les *erarios*, dit Valle de la Cerda, sont des *maisons du trésor public* destinées à recueillir, garder et distribuer l'argent qui y sera apporté par diverses voies ».

Elles devaient donner de l'argent à intérêt au roi et aux particuliers sur hypothèques suffisantes, à raison de 6 % l'an, et le recevoir de tous détenteurs de capitaux qui voudraient le leur confier, moyennant les sécurités et privilèges qui seront indiqués, en leur payant 5 % à terme et 3 % en dépôt perpétuel. Elles devaient également se charger des dépôts volontaires et de tous les revenus du roi et du royaume, et les tenir à la disposition de leurs propriétaires.

En même temps que ces *maisons du trésor*, on instituerait des monts-de-piété qui prêteraient de l'argent sur gages, et

(1) GUZMAN (Pedro de) *Bienes del honesto trabajo y daños de la ociosidad, en ocho discursos*. Madrid, 1614. Disc. 1,5, 6.

(2) Document cité, accord premier.

(3) Document cité, condition 8.

qui recevraient cet argent à 6 % des *erarios*, pour le prêter à 6½ ou 7 %.

On espérait que le roi et le royaume fourniraient la dotation ou le capital primitif des *erarios*, en faisant un grand effort pour l'obtenir à intérêt ou en leur consignant à perpétuité leurs revenus les plus certains, les mieux établis et les plus liquides. Tout l'argent oisif de la Nation, comme les rentes royales et celles des villes, les séquestres de justice, biens de défunts, revenus de dépôts et consignations, amendes, etc., etc., entreraient dans les caisses des *erarios* à titre de dépôt gratuit.

Le crédit des *erarios* serait solidement établi, le roi et le royaume s'obligeant à répondre de tout ce qui y entrerait et de toutes les opérations qui seraient traitées avec elles. Les maisons du trésor public seraient exemptes de tout *alcabala*, taxe ou contribution quelconque : l'argent, les valeurs et rentes qui y seraient déposés avant l'accomplissement d'un délit ne pourraient être confisqués et seraient susceptibles d'être frappés d'hypothèque privilégiée au bénéfice de tout ayant-droit.

La principale et plus importante opération des *erarios* consisterait à prendre l'argent à 5 % et à le donner à 6 % et l'on pensait y adjoindre le commerce des changes à l'intérieur et hors du royaume. Les bénéfices grossissaient avec les désirs ; on espérait des monceaux d'or de la circulation de l'argent oisif, des facilités plus grandes données au commerce, de l'emploi et du remploi des fonds qui iraient toujours en augmentant, et de l'accroissement du mouvement qui était réparti entre les foires et les banques.

Les avantages publics seraient d'extirper l'usure, de ranimer l'agriculture, les arts et le commerce, de libérer la couronne de ses dettes, de soulager les peuples, de faciliter les

relations entre les hommes d'affaires, et enfin, d'obtenir sans frais ni travail la restauration de la monarchie (1).

La première difficulté à surmonter pour fonder les *maisons du trésor* était de les doter d'une manière convenable. Valle de la Cerda demandait au roi et au royaume qu'ils fissent un grand effort pour mener à bonne fin une œuvre aussi sainte : mais les nécessités de la Couronne étaient trop pressantes, et les sujets, déjà trop appauvris pour supporter les charges ordinaires, étaient encore plus incapables d'offrir un concours quelconque.

Valle de la Cerda avait pleine confiance dans l'acceptation universelle des *erarios* et il tenait pour assuré qu'à peine leurs portes ouvertes, les gens accourraient en foule pour y verser leur argent.

Ses idées, combattues discrètement par Lison y Biezma (2), ardemment par Juan de Zúñiga et le Marquis de Estepa (3), reprises, sous le règne de Philippe IV, par Gerónimo de Zevallos, Fernandez Navarrete, Gerardo Basso, Martinez de la Mata et, sous le règne de Charles II, par Castillejo et Juan de Castro, devaient rester pratiquement sans résultat (4).

(1) VALLE DE LA CERDA (Luis) : *Desempeño del patrimonio de S. M. y reinos sin daño del Rey y vasallos, y con descanso y alivio de todos por medio de los erarios públicos y montes de piedad*, Madrid, 1618.

(2) LISON Y BIEZMA (D. Mateo) : *Discursos y apuntamientos en que se tratan materias importantes del gobierno de la Monarquía, y de algunos daños que padece y su remedio*. 1662.

(3) COLMEIRO, *op. cit.* T. II, p. 507.

(4) Gerónimo de ZEVALLOS voit dans les « erarios » (maison du trésor public) un élément de crédit pour le gouvernement et un moyen de subvenir aux charges publiques sans faire appel à la fortune des particuliers (*Arte real para el buen gobierno de los reyes...* Tolède 1623, docum. III).

Fernandez NAVARRETE pense qu'elles faciliteront la circulation

de l'argent oisif et la suppression de l'usure (*Conservación de monarquias*. Madrid, 1626, disc. XI).

Gerardo BASSO les considère comme un instrument utile pour l'absorption de la monnaie de cuivre (*Arbitrios y discursos políticos*. Madrid, 1627, p.p. 4 et 59).

MARTINEZ DE LA MATA remarque surtout les facilités qu'elles procureront pour assurer l'approvisionnement de la population, le rétablissement des finances et des ressources abondantes à la couronne (Disc. VIII : *Apendice á la educación popular*. Part. IV, p. 340).

Juan Alejandro CASTILLEJO envisage leur efficacité pour la restauration de l'élevage (*Memorial sobre el amparo de la Real cabaña*. 1667).

Juan de CASTRO les désire pour la conservation et l'augmentation des fabriques et de la marine (*Memoriales para el entero conocimiento de la causa que destruye y acaba la monarquía de España*. 1669).



### CHAPITRE III

#### PHILIPPE IV 1621-1665

Le mouvement d'idées qui s'était développé, depuis 1617, conserva son influence pendant les premières années du règne de Philippe IV. Le Duc d'Olivarès, qui jouit auprès de ce souverain d'un crédit égal à celui du duc de Lerme auprès du roi défunt, apporta, au début de son ministère, dans la gestion des affaires économiques du royaume, un désir très sincère de relèvement, une entière probité, mais aussi les conceptions du régime prohibitif. Il occupa le pouvoir jusqu'en 1643.

La meilleure réforme qu'il opéra fut une réduction des impôts, accompagnée d'économies assez notables dans les dépenses administratives. L'alcabala est remplacé par un *encabezamiento* dont le montant est fixé à 456 cuentos annuellement : l'impôt se trouve ainsi ramené à son chiffre de 1561 (1). Les biens des gouverneurs doivent être inventoriés par justice avant leur entrée en charge et à l'expiration de leurs fonctions. Le nombre des places dans les conseils des communes est réduit d'un tiers ; les réformes atteignent même le personnel de la Cour. Olivarès tente de supprimer le service de *millones* ; celui-ci est, il est vrai, renouvelé, en 1626, mais

(1) HAEBLER, *op. cit.*, p. 139.

supprimé en 1631, et finalement rétabli, l'année suivante ; pour les besoins de la guerre, les Cortès accordent 24 millions pour six années (1).

Dans le domaine industriel et commercial, il fait promulguer, le 10 février 1623, les *capitulos de reforma* qui organisent un rigoureux régime prohibitif. Les lois somptuaires y tiennent une place importante (2).

L'importation des articles de luxe manufacturés à l'étranger est défendue, sous peine de confiscation et d'une amende de 30.000 maravédís, à partager entre le roi, le juge et le dénonciateur (3).

En 1624, la sortie de l'or est interdite sous peine de mort et de confiscation des biens (4).

D'anciennes lois abrogées ou tombées dans l'oubli sont remises en vigueur ; c'est ainsi que l'introduction des produits étrangers n'est autorisée que s'ils sont conformes aux prescriptions imposées par les règlements aux produits espagnols (5), et ils doivent être payés, non en monnaie, mais en produits nationaux (6).

Toutefois, l'effet de ces lois se trouvait en grande partie annulé par la subtilité de la contrebande. Les commissaires des ports n'étaient pas incorruptibles et la vigilance des gardes n'arrivait pas à empêcher l'entrée ou la sortie des choses interdites, vu l'étendue considérable des côtes et des frontières de l'Espagne. On suscitait l'activité des dénonciateurs, en leur offrant, même s'ils étaient complices, le

(1) HAEBLER, *op. cit.*, p. 140.

(2) En 1657, Philippe IV rendit encore une pragmatique sur la réforme de l'habillement, la modération des dépenses, etc.

(3) CAMPOMANES : *Apéndice á la educación popular*, t. V, p. 224.

(4) UZTÁRIZ. Trad. Forbonnais, ch. XLIII, p. 132.

(5) HAEBLER, *op. cit.*, p. 85.

(6) Pragm. du 6 février 1626.

pardon du délit et une partie du profit, mais tous aimaient mieux se trouver en contravention avec les lois, parce qu'il leur paraissait plus sûr et plus avantageux de poursuivre leur industrie (1).

Il était si difficile d'extirper la fraude que Lopez de Reino proposa de fonder quatre maisons de commerce à Séville, Malaga, Lisbonne et la Corogne, avec registres à Cadix, Carthagène, Porto et Santander, et de défendre ensuite qu'aucun Espagnol pût acheter ou vendre à l'étranger sans recourir à ces maisons où les marchandises seraient marquées à juste prix et où l'on percevrait la différence entre la valeur des exportations et des importations (2). Perez de Rocha imagina de créer une commission de six marchands espagnols, ayant seuls faculté d'exporter les marchandises et les produits espagnols et de recevoir ceux qui viendraient du dehors ; et, avec ce procédé si étrange, il espérait surtout aveugler les nombreux canaux qui déversaient dans d'autres pays l'or et l'argent des Indes (3).

Le roi lui-même était le premier à enfreindre les lois du commerce, en accordant à différents hommes d'affaires permission d'introduire des marchandises étrangères, moyennant indemnité en argent ou prélèvement au profit de la couronne. D'autrefois, il concédait des licences de sortie, qui se prêtaient à de grands abus, parce qu'il arrivait que ceux qui les avaient obtenues ne les utilisaient pas, mais les transféraient à des tiers ; opération où se confondait avec profit la

(1) SANCHE DE MONCADA : *Restauración política de España*, disc. I, ch. XIX. Cf. COLMEIRO, II, p. 353 et 354.

(2) LOPEZ DE REINO (Pedro) : *Discursos políticos cristianos para el bien de estos reinos* (1624).

(3) PEREZ DE ROCHA (Antonio) : *Epitome político*.

cupidité des vendeurs et celle des acheteurs (1). De semblables dispenses n'étaient point nouvelles, elles avaient été l'objet de plaintes de la part des procureurs en plusieurs Cortès tenues au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle ; mais au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, leur nombre s'accrut, dégénéralant en système fiscal et en monopole honteux.

Le commerce colonial avait, lui aussi, ses contrebandiers : les négociants espagnols, qui, ne pouvant trouver dans les manufactures de leur pays les marchandises nécessaires à l'approvisionnement des Indes, avaient recours eux-mêmes à l'étranger et prêtaient leurs noms pour éluder la loi interdisant aux autres nations le commerce avec le Nouveau Monde. Les négociants de France, d'Angleterre, de Hollande (2), de Gênes, de Hambourg embarquaient sur les galions leurs propres marchandises, en les passant de bord à bord et sans les faire inscrire sur les registres de la Contratación ; au retour des galions, ils recevaient le prix des marchandises en lingots d'or et d'argent, à la barre de Cadix. Ainsi, les marchandises de l'étranger étaient introduites en Amérique sous pavillon espagnol, et les Espagnols en retiraient quelques avantages, mais dans une mesure restreinte seulement, car les escadres réunies de la flotte et des galions ne portaient alors qu'environ 27.000 tonneaux (3).

(1) Dans une ordonnance royale de l'année 1645, sont nommées différentes personnes favorisées du privilège d'introduire en société des marchandises étrangères pour une valeur de 468.000 ducats, moyennant une prime de 46.800 ducats ; ce qui signifie que le roi prélevait le dixième de la contrebande.

(2) En 1624, le comte d'Olivarès fit saisir plus de 160 vaisseaux hollandais, qui étaient entrés à Cadix et dans les autres ports du royaume, sous pavillon autrichien, et qui allaient introduire par fraude une immense quantité de marchandises. (D. J. ORTIZ Y SANZ : *Compendio de la historia de España*, t. VI, p. 294).

(3) CAMPOMANES : *Educación popular*, I, p. 435 ; II, p. 110.

La France, l'Angleterre et la Hollande parvinrent ensuite à faire ce trafic sans intermédiaire et à vendre directement leurs marchandises aux Américains. Ceux-ci favorisaient ce commerce — le commerce interlope — en leur donnant rendez-vous en certains points des côtes, à des époques où les navires chargés de la surveillance s'en trouvaient éloignés. Aussi bien, l'étendue même des côtes du Mexique et du Pérou rendait-elle impossible une police vraiment rigoureuse.

Les Français maîtres de la Martinique et de la Guadeloupe, les Anglais établis à la Jamaïque, les Hollandais à Curaçao et à Surinam jouissaient, grâce à ces positions privilégiées, de facilités exceptionnelles qu'ils savaient mettre à profit pour donner une extension plus grande à leurs opérations.

Enfin, les Vice-Rois du Mexique et du Pérou, pendant les guerres maritimes, lorsque les relations avec la métropole étaient interrompues, se relâchaient aussi de leur sévérité, et permettaient même le commerce avec les neutres, ce qui donnait libre cours à une active contrebande.

Dans le domaine de l'agriculture, Philippe IV pour diminuer le nombre des oisifs de la Cour et favoriser le retour dans les campagnes, prévoit, dans les *Capitulos de Reformación* que les propriétaires qui auront cédé leurs terres à bail contre rentes, jouiront du privilège que la durée du bail soit doublée, lorsqu'ils résideront dans le voisinage immédiat de ces terres (1).

La taxe du blé est rétablie, en 1628, mais ce retour aux erreurs du passé dure peu ; la taxe est abolie, en 1632 (2).

La question de l'émigration préoccupe également Philippe IV. Il s'efforce, mais inutilement, de faire obstacle au

(1) *Nov. Recopilación*. Loi 8, tit. XXVI, lib. VII.

(2) HAEBLER, *op. cit.*, p. 42.

mouvement qui entraînait les Espagnols et principalement les Biscayens et les Navarrais vers les régions du Nouveau Monde (1). Parallèlement, il rend, en 1623, une ordonnance pour permettre aux cultivateurs et aux artisans étrangers de travailler temporairement dans ses états et de s'y établir, à condition qu'ils soient catholiques et qu'ils consentent à séjourner dans l'intérieur du royaume. Bientôt, pour en attirer un plus grand nombre, il les exempte pendant six ans de l'impôt de l'*alcabala* (2).

Ces tentatives de réformes s'accompagnent d'efforts pour rendre navigables l'Ebre, le Duero et le Guadalquivir, mais les travaux, commencés avec le concours d'ingénieurs flamands, sont bientôt abandonnés (3).

Dès 1635, l'ère des velleités réformatrices est close ; la guerre, devenue générale, engage l'Espagne dans des luttes gigantesques. Pour les soutenir, Philippe IV et son ministre ont recours à l'aggravation des impôts, à l'altération des monnaies, aux emprunts, à la banqueroute.

En 1631, avaient été établis : la *media anata*, en vertu de laquelle toute personne investie d'un emploi, d'une pension ou d'un bénéfice ecclésiastique, devait verser au fisc la moitié du traitement, de la pension ou du bénéfice de la première année ; — l'impôt des *lances*, fixé à 60 doublons, représentant la prestation de 20 lances du temps de guerre et qui était perçu sur les nobles en remplacement du service militaire ; — un droit de transmission du titre de grand de Castille, qui était de 4.000 ducats en ligne directe et de 6.000 ducats en ligne collatérale (4). En 1632, les anciens mono-

(1) CADALSO : *Cartas Marruecas*, Barcelona, 1756, p. 72.

(2) CAMPOMANES, *op. cit.*, t. III, introd. p. XXVII et t. V, p. 321.

(3) WEISS, *op. cit.*, II, p. 143 et 144.

(4) WEISS, *op. cit.*, II, p. 184.

poles avaient été confirmés et il en avait été créé de nouveaux : sel, tabac, poudre, salpêtre, plomb, cartes, soufre, sublimé, mercure, cire, poivre, gomme, eau-de-vie étaient réservés à la vente exclusive du Gouvernement.

En 1637, le papier timbré (*el papel sellado*) est rendu obligatoire pour les contrats, marchés, baux, brevets et actes de procédure ; le prix en est doublé, pendant la guerre contre la France (1).

En 1639, Philippe IV apporte un changement important à la perception de l'*alcabala*. Ce droit, le plus ancien de ceux qui composaient le revenu du roi, avait été établi, en 1341, comme un expédient passager (2). Fixé, à l'origine, à 20 %, sur la valeur de toute marchandise vendue ou échangée, il avait toujours été d'un recouvrement embarrassant, et malgré la multiplicité des lois et des traités sur cette matière, il se présentait sans cesse des doutes sur les conditions de son application. Généralement l'*alcabala* ne se percevait pas en entier. Les villes convenaient avec le gouvernement d'une somme fixe qu'elles payaient, chaque année : l'*encabezamiento*. Sous Isabelle la Catholique, l'*encabezamiento* n'équivalait pas même au vingtième du montant des transactions. De temps en temps, les villes en demandaient la prorogation et elles l'obtenaient par l'intermédiaire des Cortès (3). Philippe II fut le premier souverain qui exigea rigoureusement le dixième (4). Philippe IV, en 1639, ajouta au droit d'*alcabala* le droit de *cientos*, fixé à 1 %, et qui devait être perçu au profit des fermiers royaux. Pour stimuler le zèle de ces derniers, le droit de *cientos* fut porté à 2 %, en 1642 ; puis à 3 %, en

(1) WEISS, *op. cit.*, II, p. 185.

(2) ULLOA, *op. cit.*, t. I, p. 29.

(3) Cf. Cortès de 1558, pét. 5.

(4) Cf. RANKE, *op. cit.*, t. I, p. 337, 338, 381.

1656 ; enfin à 4 %, en 1664. Ainsi les droits réunis d'*alcabala* et de *cientos* s'élevèrent à 14 %. Perçus d'abord sur les matières brutes, puis sur les matières manufacturées, et non seulement à la première vente, mais à toutes les ventes successives, ils ruinèrent le commerce et l'industrie. Les sucreries des provinces de Grenade et d'Andalousie, soumises aux droits d'*alcabala*, de *cientos* et de *millones*, dont l'ensemble représentait une charge totale de 35 à 36 % de la valeur du produit, furent mises dans l'impossibilité de lutter contre le bas prix des sucres étrangers et disparurent sous ce règne (1) ; il en fut de même pour de nombreuses manufactures, de savon, de verre, et de cristaux (2).

En 1642, les charges financières avaient été aggravées par l'impôt dit du *fidèle jaugeur* (*fiel medidor*), perçu dans chaque localité par un mesureur juré, à raison du jaugeage : c'était un droit de quatre maravédís frappant chaque *arrobe* de vin, d'huile et de vinaigre (l'*arrobe* valant vingt-cinq livres) ; — en 1649, par un droit de quatre maravédís par livre de savon employée dans les rares manufactures subsistant en Castille ; — en 1650, par un impôt de deux maravédís par livre de glace vendue dans les villes espagnoles (1). Ces diverses mesures attestent la détresse du Gouvernement.

Depuis longtemps, il ne vivait que des expédients les plus misérables.

En 1627, il est vrai, Philippe IV avait nommé une commission chargée de recueillir et de détruire la monnaie de bronze (*vellon*) pour compte de l'État, en payant les sommes ainsi recueillies, en argent, dans un délai de quatre ans, à ceux qui les verseraient volontairement et il avait interdit d'en frap-

(1) ULLOA, *op. cit.*, t. I, p. 55. UZTÁRIZ, *op. cit.*, t. II, ch. xciv.

(2) ULLOA, *op. cit.*, t. I, p. 51.

(3) WEISS, *op. cit.*, t. II, pp. 190, 191.

per dans l'avenir ou d'en introduire dans le royaume : mesure sage, si la pauvreté du roi ne l'eût empêché de la réaliser (1). L'ordre de détruire la monnaie de cuivre avait été renouvelé, en 1638 ; mais la crainte de la voir tomber à rien, avait provoqué une inquiétude extrême parmi le peuple. « L'unique pensée fut de la mettre en circulation pour payer des dettes que, dans les conjectures les plus favorables, les créanciers avaient perdu tout espoir de recouvrer ; les marchands vendirent prodigieusement, parce que le désir de se défaire de la monnaie de bronze porta la plupart des gens à acheter des choses superflues et à accepter les prix sans discussion. Enfin, le samedi, parut l'ordonnance, et elle ne contenait rien de ce que l'on craignait. Alors les rôles furent intervertis : ceux qui s'étaient séparés de leur monnaie de bronze étaient tristes et ceux qui l'avaient reçue satisfaits » (2).

Mais en 1640 et 1642, des altérations dans la valeur de la monnaie furent décrétées : la valeur des pièces de bronze de 12 maravédis fut abaissée à 6 maravédis, celles de 6 à 1, celles de 8 à 2, celles de 4 à 1 et celles de 2 à 1 *blanca*.

En 1651, toute la monnaie de bronze fut ramenée à la valeur qu'elle avait avant la réduction de 1640, à l'exception de l'ancienne monnaie frappée avant 1597, communément appelée *billon* (*calderilla*), à laquelle aucune modification ne fut apportée.

L'année suivante, Philippe IV réduit la grosse monnaie

(1) C'est à cette époque que Gerardo Basso, né à Milan, avait proposé à Philippe IV, la création d'*erarios públicos* ou « Maisons du Trésor public » et de Monts-de-Piété, comme moyen pour absorber la monnaie de cuivre, dont l'extraordinaire abondance bouleversait le prix de toutes choses ; il prétendait arrêter ainsi le flot de la monnaie de billon, la retirer de la circulation et la frapper à un nouveau coin aux frais de ses possesseurs et du Trésor Royal par moitié. (*Arbitrios y discursos públicos*, Madrid, 1627).

(2) COLMEIRO, *op. cit.*, t. II, p. 491, 492.

de bronze au quart de sa valeur, c'est-à-dire en l'état où elle circulait avant la pragmatique de 1651. En 1654, la monnaie dite de *billon* (*calderilla*) est ramenée à son ancienne valeur, elle fait l'objet d'une nouvelle frappe, *la moitié en est restituée à ses propriétaires, l'autre moitié retenue pour le roi*. En 1658, la valeur de la grosse monnaie de bronze est portée à 4 et à 2 maravédis par pièce et, en 1659, elle est diminuée de moitié.

Ces altérations répétées de la monnaie causaient des perturbations profondes dans le commerce ; la valeur excessive attribuée arbitrairement par la loi à un métal de valeur minimale nuisait aux métaux nobles, l'or et l'argent ; ces derniers se cachaient ; toute la bonne monnaie disparaissait d'Espagne ; seule la mauvaise y demeurait ; il fallait l'accepter par ordre ; aussi l'industrie criminelle de la fausse monnaie trouvait-elle des adeptes, non seulement chez l'étranger, qui gagnait jusqu'à 500 % à l'introduire en fraude, mais jusque dans les familles les plus importantes du royaume ; la menace des peines les plus sévères, émanant d'un prince faux-monnayeur, étaient impuissantes à retenir les coupables dans le respect des lois. La prime de la bonne monnaie sur la mauvaise s'élevait, au fur et à mesure des altérations de cette dernière. Les particuliers perdaient 50, 60 et jusqu'à 74 % dans la conversion de leur monnaie avariée, contre de l'or ou de l'argent, et le roi lui-même dans ses transactions, perdait plus de 60 %.

Très tôt d'ailleurs, Philippe IV avait prétendu remédier à cette maladie en fixant le taux des changes ; mais là comme toujours la taxation fut impuissante à fixer l'échelle mobile des variations économiques ; une pragmatique de 1625 tolère une prime de change de 10 % ; en 1637, la tolérance est portée à 25 % ; en 1651, la prime pour l'obtention de la monnaie d'argent doit être fixée à 50 % ; ces taux n'empêchaient point

le cours désordonné de la monnaie, ils attestent seulement que le signe monétaire n'avait cessé de perdre de sa valeur (1).

Philippe IV avait encore eu recours à d'autres expédients : en 1629, 1632, 1635, il avait décrété un *don forcé* qui avait produit à grand'peine 66 millions (2) ; l'expérience de tous les temps a prouvé que ces contributions forcées ou volontaires n'ont jamais entièrement répondu aux désirs et aux besoins des gouvernants. En 1639, pour armer les galions qui devaient sortir de Séville, il avait dû emprunter au taux de 70 % (3). Le couronnement de cette politique financière fut la banqueroute déclarée en 1664 et la suppression de tous les titres de rente créés depuis 1634.

\* \* \*

Cependant des hommes attentifs au bien de l'État, jaloux de la gloire et de la fortune de leur patrie dans l'autre siècle, n'avaient cessé, au cours de ce long règne, de rechercher avec un zèle digne de louange les causes d'une décadence si rapide et d'en indiquer le remède.

Ils signalent comme vices du système économique :

— la diminution de la population, conséquence de l'expulsion des Maures, du nombre excessif des religieux, des majors et de l'émigration aux Indes (Zevallos (4), Vivero y Velasco, Criales y Arce (5) ;

(1) COLMEIRO, *op. cit.*, p. 492 à 494.

(2) COLMEIRO, *op. cit.*, II, p. 582.

(3) COLMEIRO, *op. cit.*, II, p. 581.

(4) ZEVALLOS (Gerónimo de) : *Arte real para el buen gobierno de los reyes, principes y sus vasallos*, Tolède, 1623. *Discurso y parecer del Licenciado... para tratar de los arbitrios convenientes al bien y aumento de la Imperial ciudad de Toledo*, s. d.

(5) CRIALES Y ARCE (D. Gaspar) : *Lettres à Philippe IV*, Rijoies, 1646.

L'auteur y recherche les causes de la diminution de la population

- le manque de laboureurs (Vivero y Velasco) ;
- les charges fiscales trop lourdes, inégalement réparties, nuisibles à l'industrie et au commerce (Bautista Dávila (1) Zevallos, Vivero y Velasco, Alcázar de Arriaza (2) ;
- les fraudes et abus que facilitait le commerce par flottes et galions (Vivero y Velasco) (3) ;
- les dépenses excessives (Vivero y Velasco) ;

en Espagne et signale comme principales l'expulsion des Maures, la multitude de religieux des deux sexes et surtout les majorats. Il combat longuement cette institution, dont il montre l'influence sur le luxe et sur la disproportion dans la répartition des terres.

(1) DÁVILA (P. Bautista) : *Indice de los intentos y medios políticos que por sus tratados, en las circunstancias pasadas y unidos á las presentes, aplica ahora el P... en orden á la corrección del vellon resellado en fija provincial moneda, mezclada de plata y cobre en valor natural y precio intrínseco* (Ms.).

*Resumen de los medios prácticos para el general alivio de la monarquía* (1651).

L'*Indice* défend la saine doctrine en ce qui regarde la valeur et la modification de la monnaie, mais suit les errements de l'époque pour ce qui touche le commerce et les lois somptuaires.

Dans le *Resumen*, le P. Bautista Dávila, attribue principalement la pauvreté du royaume à la mauvaise administration des revenus de la couronne et aux vexations auxquelles donnait lieu leur perception ; il est le premier économiste espagnol qui ait proposé une capitation générale et progressive à percevoir sur la fortune des particuliers en substitution aux divers impôts qui étaient en usage de son temps.

(2) ALCÁZAR DE ARRIAZA (Jacinto de) : *Medios políticos para el remedio único y universal de España, librados en la ejecución de su práctica*, Madrid, 1646.

L'auteur attribue la décadence de l'Espagne aux vices de son système d'impôts, et propose une assiette et une répartition des contributions, qui rende la charge légère, égale et fixe. Il blâme les abus dans leur recouvrement, déplore les exemptions exagérées du clergé, les aliénations des charges publiques, et critique toutes les entraves, incommodités et vexations que les *registres* portent avec

*Suite page 99.*

(3) VIVERO Y VELASCO (D. Rodrigo de) : *De lo que toca á los Gobiernos de España*. (Ms.).

L'auteur, premier comte del Valle de Orisava, était natif des

*Suite page 99.*

— l'administration vexatoire (Zevallos, Alcázar de Arriaza, Bautista Dávila) ;

— la justice négligente et corrompue (Zevallos, Vivero y Velasco) ;

Les principaux remèdes qu'ils suggèrent sont :

*Note 2, suite page 98.*

eux. Il espère le remède à tous ces maux de l'adoption de sa pensée.

Dans la *Nueva Declaración de un medio universal que para extinguir los tributos impuestos en Castilla se dió el año 1646*, Alcazar de Arriaza propose d'exiger 2 % de tous les gages et salaires, loyers, ventes de chemins, moulins, barques, boulangeries, terres de labour, jardins potagers, vignes et oliveraies, salines, bétail gros et petit, arts et métiers, cette contribution unique venant se subroger aux nombreux impôts qui affligeaient la Castille, et laissant son commerce libre.

*Note 3, suite page 98.*

Indes espagnoles ; il fut nommé, en 1620, gouverneur et capitaine général de la province de Terre-Ferme et Veragua. Il dut écrire ce traité vers 1630. Une grande expérience des affaires donne beaucoup d'autorité à ses renseignements et à ses observations. Il traite des travaux et produits des mines du Pérou et de la Nouvelle-Espagne, des fraudes et abus que facilitait le commerce par flottes et galions, de la nécessité de se préoccuper de la conservation des Indiens. Il se montre opposé à la pratique des *repartimientos* et manifeste le désir que les indigènes soient traités comme des hommes libres ; il se plaint de ce que l'on n'y observe pas les lois et ordonnances royales ; il blâme les agissements des juges et *corregidores* et signale les richesses naturelles et artificielles des anciennes colonies, où en dépit du mauvais gouvernement existaient des fabriques assez avancées. Suivant la voix commune, il proteste contre le commerce des étrangers, et ce qui est pire encore, propose l'introduction de nègres esclaves. Traitant des choses d'Espagne, il dit que les causes de sa pauvreté sont le manque de laboureurs, le nombre excessif des religieux, l'émigration aux Indes, les impôts exorbitants et les dépenses exagérées. L'auteur voudrait que les fils de laboureurs et de marins ne pussent suivre d'autres professions que celles de leurs pères, et surtout qu'il ne leur fût pas permis de grossir le nombre des étudiants, dont il évalue le nombre à 70.000. Il souhaiterait aussi la suppression des voitures, cimetières de la cavalerie espagnole, l'abolition des réunions de ministres si divers et d'opinions si peu concordantes, et enfin que le roi donnât l'exemple de la modération dans les frais de sa maison et qu'il obligeât les grands à quitter la Cour et à aller vivre dans leurs terres, *sus estados*.

- les lois somptuaires (Lison y Biezma (1), Bautista Dávila);
- la modération dans les frais de la maison royale (Vivero y Velasco);
- l'obligation aux grands de quitter la cour et d'aller vivre sur leurs terres (Vivero y Velasco);
- le renforcement des privilèges de la Mesta (Caja de Leruela) (2);

(1) LISON Y BIEZMA (D. Mateo), 1627 : *Discursos y apuntamientos en que se tratan materias importantes del gobierno de la monarquía, y de algunos daños que padece y su remedio*, 1622.

Ses discours reproduisent, en les développant, les arguments d'un mémoire qu'il avait, en qualité de procureur de la Ville de Grenade, déposé aux Cortès de 1621, et qui y avait été très favorablement accueilli. L'auteur relève les erreurs et les vices de l'Administration, diverses causes de la misère publique, et propose quelques remèdes efficaces, mais en s'obstinant à interdire l'entrée des marchandises étrangères et à réclamer l'observation des lois somptuaires, suivant les errements de l'époque.

Presque tous les écrivains politiques du XVII<sup>e</sup> siècle, fréquemment plus moralistes qu'économistes, partagent l'idée qu'il convient de vivre avec modération pour rétablir les antiques vertus et empêcher la dilapidation des fortunes, *parce que l'argent est le nerf de la république* et que, sans lui, tout dépérit; ils estiment que les princes ont pour devoir d'imposer des limites à la prodigalité de leurs sujets, comme les médecins prescrivent la diète à leurs malades.

D'autres, peu nombreux, il est vrai, se séparent nettement de l'opinion commune :

« Dire que l'on a supprimé les dépenses superflues chez les sujets — répliquait Martinez de la Mata — c'est ne pas entendre la manière dont vit la multitude honnêtement et tranquillement, car sans les arts et les sciences, qui paraissent à beaucoup superflus, inopportuns et aucunement nécessaires à la vie, la république serait barbare; en effet, les besoins des uns sont assurés par les dépenses somptuaires des autres; ce qui ne sert qu'à la vanité des uns a servi aux autres d'honnête occupation, et avec ce que les uns dépensent de trop, d'autres obtiennent le nécessaire. Si tous les hommes se mettaient avec avarice à ne dépenser que l'indispensable, l'on verrait disparaître commerce, arts, trafics, rentes et sciences dont tous subsistent, et ils vivraient dans une perpétuelle ignorance et misère. » (Disc. V).

Dans son *Memorial de la ciudad de Granada al Rey sobre el consumo de la moneda de Vellon y otros puntos de hacienda*, 1627, Lyson y Biezma se fait le défenseur des saines doctrines, en ce qui touche la nature et la valeur de la monnaie.

(2) CAJA DE LERUELA (Miguel) : *Discurso sobre la principal causa*

— l'amélioration du système fiscal (Alcázar de Arriaza, Bautista Dávila, Mendo) ;

— la réglementation des douanes dans tout le royaume (Gregorio de Olazarraga (1), Mendo (2) ;

— la correction monétaire (Lison y Biezma, Saavedra Fajardo (3), Alonso de Carranza (4), Mendo) ;

*y reparo de la necesidad común, carestía general y despoblación de estos reinos*, Madrid, 1627. — *Restauración de la abundancia de España, o prestantisimo, único y fácil remedio de su carestia presente*, Naples, 1631.

Cet écrivain attribue la décadence de l'Espagne au déclin de l'élevage et regarde les antiques privilèges de la Mesta comme la pierre philosophale de l'économie publique du royaume. Il s'élève contre l'attachement que les Espagnols professent pour les métaux précieux, tandis qu'ils négligent la meilleure manière d'accroître leur patrimoine par le labour et l'industrie pastorale. Il ne considère les arts, le commerce, l'agriculture, que dans la mesure où ils sont en relation avec l'élevage et il sacrifie tout à cette idée.

(1) OLAZARRAGA (Gregorio de) : *Memorial de discursos políticos y medios para el desempeño de las rentas del Rey N. S., alivio de sus vasallos y aumento de sus fuerzas*. 1654.

Olazarraga donne une grande importance à la réglementation des douanes dans tout le royaume, et bien qu'il se montre très attaché au système prohibitif, il a cependant le mérite de mépriser les lois somptuaires alors en si grande vogue.

(2) MENDO (P. Andrés), 1657. Son *Principe perfecto* traite plutôt de la science du gouvernement que de celle des richesses ; mais lorsque Mendo aborde quelque question d'économie publique, il l'expose avec habileté, comme par exemple dans la question des impôts, dans celles des monnaies, des douanes, etc...

(3) SAAVEDRA FAJARDO (Diego) de : *Idea de un principe político cristiano*.

Dans cette œuvre de grande érudition, souvent traduite et réimprimée, et publiée pour la première fois à Munster (1640), où l'auteur représente l'Espagne au Congrès qui devait préparer le traité de paix de 1648, les questions d'économie politique — impôts, monnaie, population, commerce, etc... — sont traitées avec pénétration et originalité. Saavedra Fajardo n'admettait pour la monnaie, d'autre valeur que celle du métal augmentée du coût de la frappe.

(4) CARRANZA (Alonso de) : *El ajustamiento y proporción de las monedas de oro, plata y cobre, y la reducción de estos metales a su debida estimación, son regalía singular del Rey de España y de las Indias N. S. que lo es del oro y plata del orbe. El licenciado... lo prueba con razones*

— l'interdiction du commerce aux étrangers à l'intérieur et en Amérique (Vivero y Velasco) ;

— et surtout la prohibition d'entrée des marchandises étrangères et d'exportation des matières brutes, afin d'empêcher la sortie de l'or et de l'argent (Antonio de Rojas (1), Zevallos, Lison y Biezma, Alonso de Carranza, Pellicer de Ossau (2), Cortès Dávila (3), Martinez de la Mata (4).

*y autoridades de divinas y humanas letras en este discurso*, Madrid, 1629.

*Rogación al Rey D. Felipe IV y sus supremos Consejos de Justicia y Estado en detestación de los grandes abusos en los trages y adornos nuevamente introducidos en España*, Madrid, 1636.

Carranza est imbu des idées fausses, alors courantes, sur la notion de richesse, et est avant tout préoccupé d'assurer à son pays l'abondance des métaux précieux.

Son *Ajustamiento* écrit pour illustrer et défendre le système préconisé par le capitaine Tomás de Cardona, en vue d'empêcher la sortie de l'or et de l'argent du royaume, est un traité légal de la monnaie, qui contient outre une abondante et saine doctrine sur la nature de celle-ci, des données nombreuses et importantes pour l'histoire économique de l'Espagne.

La *Rogación* est un discours clairement conduit ayant pour objet de réformer les coutumes et de développer la prospérité du royaume, en modérant les dépenses privées, sans recourir à l'application des lois somptuaires.

(1) ROJAS (Antonio de) : *Memorial al conde de Olivares sobre el remedio de los males de la Monarquía*, 1623.

(2) PELLICER DE OSSAU (D. José) : *Comercio impedido por los enemigos de esta monarquía*, Madrid, 1639.

Pellicer de Ossau déclare « inutiles, ridicules et nuisibles » les marchandises que les étrangers introduisent en Espagne ; il démontre que la ruine de son pays est due à la sortie de ses matières premières et à l'importation des produits manufacturés ; aussi lui recommande-t-il de conserver ses laines et d'assurer par lui-même leur transformation en tissus ; il estime que « ni en temps de paix, ni en temps de guerre, l'Espagne n'a besoin des marchandises étrangères et qu'en ouvrant son commerce, elle perd de sa richesse », et il ajoute qu'en matière d'infractions aux prohibitions relatives au commerce international, il convient de se montrer rigoureux, parce qu'une répression timide serait considérée par les coupables comme une manière d'encouragement.

(3) CORTES DÁVILA (Diego) : *Memorial para que se eviten los fraudes que se hacen en la Real Hacienda*, 1642. (Ms.).

(4) MARTINEZ DE LA MATA (Francisco) : *Memoriales... en razón*

L'idée mercantiliste n'avait cessé de dominer tous les esprits. Aussi est-il remarquable qu'un écrivain Alberto STRUZZI (1), d'origine italienne, mais sujet espagnol, se soit rencontré alors pour présenter avec une grande abondance d'arguments la cause de l'économie libérale.

Selon lui, le commerce est libre par loi naturelle des peuples, — la diversité du sol des nations les amène nécessairement à échanger les produits ; — la liberté du trafic assure l'abondance et le bon marché des objets manufacturés ; — les prohibitions sont une cause de pertes ; la contrebande les élude, et prétendre l'entraver équivaut à essayer de clore un champ à l'aide de portes ; — par sa nature même, le commerce comporte la compensation des marchandises qui sortent du royaume ; — l'or et l'argent de l'Espagne ne doivent pas y demeurer parce que, dans ces conditions, il n'y aura plus de négoce, ni d'éléments à la perception des alcabalas ; — si les meilleurs produits manufacturés de l'étranger n'y entrent pas, l'Espagne ne pourra les imiter ; — les fabriques du pays ne suffisant pas à fournir aux Indes, exclure les marchandises étrangères, c'est se priver de la moitié de l'or et de l'argent qui viennent de ces régions ou permettre à d'autres nations de les importer elles-mêmes ; — et il termine par cette simple, mais profonde remarque : « Dire que telles

*del remedio de la despoblación, pobreza y esterilidad de España, y el medio como se ha de desempeñar la Real Hacienda y la de los vasallos.*

L'écrivain participe à l'erreur commune, en ce qui concerne le choix des moyens à adopter pour restaurer la prospérité du pays, mais lorsqu'il explique certains phénomènes de l'économie politique, tels que la production de la richesse, la circulation, la consommation, il le fait avec une vive pénétration et une facilité qui attestent les progrès dès lors réalisés dans cette science.

(1) STRUZZI (Alberto) : *Dialogo sobre el comercio de estos reinos de Castilla* (1624).

marchandises sont prohibées est chose facile, mais l'exécution en est pleine de difficultés».

Sa voix devait rester sans écho. C'est en vain que Fajardo dira encore : « En allant en Amérique à la chasse du signe de la richesse, vous abandonnez la richesse réelle que vous possédez chez vous ». L'or et l'argent n'en demeurèrent pas moins, aux yeux de tous, les deux meilleurs vassaux de la couronne.

## CHAPITRE IV

### CHARLES II 1665-1700

Avec Charles II, disparaît en Espagne cette dynastie des Habsbourg, qui, depuis Charles-Quint, n'avait cessé de s'affaiblir. « Charles-Quint, dit Mignet, avait été général et roi ; Philippe II n'avait été que roi ; Philippe III et Philippe IV n'avaient pas même été rois ; Charles II ne fut pas même homme » (1). L'Espagne avait suivi la même décadence : l'agriculture, l'industrie, le commerce, la marine, les finances touchent maintenant à leur suprême degré d'épuisement.

Charles II, dépourvu de facultés intellectuelles et incapable de gouverner, reste, à sa majorité, sous la tutelle politique de sa mère ; celle-ci se décharge elle-même du poids des affaires sur le P. Nithardt, son confesseur. Puis, c'est le frère naturel du roi, Don Juan d'Autriche, qui obtient une influence prépondérante ; mais ce prince, s'il semble vouloir introduire des réformes, manque de sincérité et n'aboutit à aucun résultat. Son successeur, le Comte d'Oropesa s'efforce, avec un entier désintéressement, de réaliser quelques réformes financières ; bientôt une intrigue de cour provoque sa chute et interrompt son œuvre qui reste inachevée et sans effet.

(1) MIGNET : *Négociations relatives à la succession d'Espagne sous Louis XIV*. Introduction, p. XXXI.

Dès lors, des cabales acquises aux princes étrangers cherchent à gagner la faveur de Charles II, les intérêts de la nation sont foulés aux pieds, la décadence est partout.

Décadence de l'agriculture, causée par le régime de la grande propriété, qui avait lui-même sa source dans la main-morte et dans les majorats ; les troupeaux étaient les maîtres incontestés des plaines de Castille (1). Des provinces entières, telle la Sierra Morena devenue le repaire des brigands, ressemblaient à des déserts ; l'Estramadure n'avait plus que 184 habitants par lieue carrée ; dans le seul royaume d'Aragon, il y avait 149 villages inhabités ; 300 villages ruinés en Castille, 200 dans les environs de Tolède, 1.000 près de Cordoue (2). Quand aux rares petits cultivateurs, leurs terres étaient grevées de droits hypothécaires et leurs récoltes ne suffisaient pas à couvrir les frais de culture, les contributions et les rentes (3).

Décadence de l'industrie, opprimée par une législation fiscale meurtrière, l'abus de la réglementation et un régime corporatif engendrant les plus déplorables abus (4). En 1673, le nombre de métiers à soieries de Séville, qui, aux anciens

(1) WEISS, *op. cit.*, II, pp. 57 et sq.

(2) *Edinburgh Review*, janvier 1869, pp. 3 et 4.

(3) COLMEIRO, II, p.p. 100 et 101.

(4) COLMEIRO (*op. cit.*, II, p. 247) cite, d'après LARRUGA (*Memorias políticas y económicas*, t. II, p. 215), cet exemple des excès auxquels avait conduit l'organisation corporative : Les habitants de Pastrana avaient établi, en 1684, une fabrique de rubans, sur le modèle de celles fonctionnant à l'étranger. En 1690, ceux de Fuente de la Encina ayant fait de même, les premiers y virent une atteinte aux privilèges qui leur réservaient le monopole de la fabrication dans un rayon de 12 lieues. Après avoir soutenu un long et coûteux procès contre leurs rivaux, les habitants de Pastrana prirent les armes, pénétrèrent à Fuente de la Encina, comme dans une place ennemie, emmenèrent de force les ouvriers d'une ville à l'autre, à la manière de prisonniers de guerre, s'emparèrent des métiers et des ustensiles et en brisèrent un grand nombre.

temps de prospérité avait dépassé 16.000, était réduit à 405. Ceux de Grenade, centre de la production de la soie, avaient, en treize ans, de 1670 à 1683, diminué de plus de moitié, passant de 5.000 à 2.000. Un petit nombre seulement de manufactures de lainage, de velours brochés avaient subsisté à Grenade, à Tolède, à Cordoue (1), quelques manufactures de drap grossier spécialement à Ségovie, Cuenca et Sigüenza (2). Il en était de même d'autres industries : celles des chapeaux, du lin, du chanvre, du coton, du papier, des cuirs, du savon, du sucre, etc...

Décadence aussi du commerce et de la marine. Pour fournir à ses besoins et à ceux de ses colonies, l'Espagne devait s'adresser aux marchands de France, de Gênes, d'Angleterre, de Hollande, de Hambourg, aux Portugais, aux Flamands, aux Milanais et aux Napolitains. Environ 160.000 étrangers, établis dans le pays, y exerçaient presque le monopole du commerce, au préjudice des nationaux. Sur 54 millions de denrées et de marchandises demandées par les colonies, ils en fournissaient 50 ; et, en retour, ils recevaient 77 millions de livres des 85 millions qui sortaient tous les ans du Nouveau Monde (3). Le commerce colonial, nous l'avons vu, ne roulait autant dire que sur des fraudes (4).

Tandis que Louis XIV, soucieux de détruire le préjugé qui faisait regarder le négoce et les spéculations commer-

(1) *Mémoire du Comte de REBENAC sur son Ambassade d'Espagne*, du 20 mai 1689, ap. Manuscrits français de la Bibliothèque Nationale, Fonds français, N° 9045, folio 257.

(2) Pietro VENIER, ambassadeur de Venise de 1695 à 1698. *Barozzi e Berchet*, Vol. II, p. 644.

(3) MIGNET : *Négociations relatives à la succession d'Espagne*, introduction, p. 30.

(4) Cette situation est confirmée dans la seconde partie du *Mémoire précité du Comte de Rebenac* du 20 mai 1689, folios 263 à 266.

ciales comme l'apanage des gens de petit état, rendait, en 1669, l'ordonnance célèbre par laquelle il déclarait que « le commerce maritime ne déroge pas à la noblesse », Charles II reléguait les marchands étrangers, qui résidaient à Madrid, dans la Calle d'Atocha, comme si leur contact pouvait avoir quelque chose d'impur (1).

Enfin l'Espagne, qui avait armé 100 vaisseaux pour combattre les Turcs, à la bataille de Lepante, et qui en avait réuni 175, en 1588, contre l'Angleterre, était réduite, sous Charles II, à recourir aux Anglais pour le transport des tabacs de la Havane et pour le courrier des Canaries, et à emprunter à des navigateurs génois des matelots et des vaisseaux pour le service du Nouveau Monde (2).

A l'état lamentable de la production et des échanges, il faut ajouter le désordre indicible des finances ; en vain le Comte d'Oropesa, pendant son passage aux affaires, tenterait-il d'y remédier (3).

Les intérêts de la dette absorbent le tiers du revenu ; le rendement des impôts aliénés et engagés longtemps à l'avance est en régression constante et rapide ; la monnaie falsifiée

(1) *Mémoire de Mr. le Comte de LA VAUGUION sur ce qui s'est passé pendant son ambassade en Espagne en 1682 et 1683.* Manuscrits français de la Bibliothèque Nationale, Fonds français, N° 7120, folio 35, instance 48.

(2) MIGNET : *Négociations relatives à la succession d'Espagne.* Introduction, p. 29, *Ib.*, partie II, section 2, p. 364. Dépêche de l'Archevêque d'Embrun, du 1<sup>er</sup> février 1665.

(3) « Si on examine de près le gouvernement de cette monarchie, — écrit le Comte de Reberac, — on trouvera que le désordre y est excessif ; mais que dans l'état où sont les choses on ne peut presque y apporter de changement sans s'exposer à des inconvénients plus à craindre que le mal même, et il faudrait une révolution entière avant d'établir un ordre parfait dans cet Etat » (*Mémoire* du 20 Mai 1689, ap. Manuscrits français de la Bibliothèque Nationale, Fonds français, N° 9045, folio 224).

perd les trois quarts de sa valeur (1) ; les quelques ressources qui parviennent dans les Caisses du Trésor servent surtout à défrayer le luxe de la cour, qui, officiellement absorbe la dix-huitième partie d'un budget nominal de 27 millions de ducats (2) ; en 1683, les palefreniers désertent les écuries royales parce qu'on leur doit près de trois années de gages et il faut ramasser des crocheteurs dans les rues pour les remplacer (3) ; en 1693, le paiement de toutes les rentes viagères est suspendu, les salaires des ministres et officiers de la couronne sont réduits d'un tiers (4) ; l'État sans crédit, ni dignité, subit chaque jour de nouvelles misères ; le monarque sans ressources règne sur un peuple entièrement ruiné.

\*  
\* \*  
\*

Les écrivains du règne de Charles II, en dehors de Centani et de Dormer, n'apportent aucun élément nouveau à la science économique. CASTRO, GUELDA, CANO, BARBERÁ, SOMOZA Y QUIROJA, BORRUEL, LIRA, GRACIAN SERRANO, ALVAREZ OSORIO Y REDIN, SALAZAR Y CASTRO, BENITO DE LA SOLEDAD, affirment simplement l'esprit mercantiliste qui anime toute la nation.

Pour Juan de CASTRO, le secret du rétablissement de la fortune espagnole réside dans une politique qui empêchera les étrangers d'exporter l'or et l'argent d'Espagne, en

(1) WEISS, *op. cit.*, II, pp. 182 et 192. Pietro VENIER (*Barozzi e Berchet*, Vol. II, p. 640).

(2) Pietro VENIER (*Barozzi e Berchet*, Vol. II, p. 642). — Il est piquant de relever, en présence de cette politique désordonnée, trois lois somptuaires, de 1674, 1684, 1691, reproduisant un certain nombre des dispositions de celle de 1657 (COLMEIRO, t. II, p. 531).

(3) WEISS, *op. cit.*, II, p. 201.

(4) BUCKLE : *History of civilization in England*, t. II, p. 76.

fermant à leur commerce les portes de ses possessions (1).

GUELDA (2) a le mérite peu commun chez les *arbitristas* du XVII<sup>e</sup> siècle de fonder l'amélioration des revenus publics sur l'augmentation progressive de la richesse générale et d'imiter les bons exemples de la France, de l'Italie et de la Hollande en ce qui concerne la navigation intérieure. Il propose d'ouvrir un canal par lequel les navires pourraient remonter avec toute leur cargaison depuis Grao jusqu'aux environs d'Alameda, projet sans doute plus sage que celui de BARBERÁ (3), consistant à construire un môle en cette même ville.

CANO propose de concentrer le commerce en une compagnie générale, de développer les fabriques par le même moyen et de réglementer ces organisations de manière à ne pas permettre la sortie de l'or et de l'argent expédiés des Indes en Espagne (4).

SOMOZA Y QUIROJA (5) soutient une doctrine généralement bonne en ce qui concerne la monnaie. Il part du principe

(1) CASTRO (Juan de): *Memoriales para el entero conocimiento de la causa que destruye y acaba la monarquía de España*. — 1669.

(2) GUELDA (Tomás): *Arbitrio para mayor beneficio y utilidad de las sisas de la ciudad de Valencia*. — Valencia, 1676.

(3) BARBERÁ (Evaristo): *Razones evidentes y claras que se proponen á los hijos de la nuestra ciudad de Valencia, para animarlos á que emprendan la fábrica de un muelle en la playa del Grao*. Valencia 1676.

(4) CANO (Juan): *Reformación moral, política y cristiana*. 1675.

(5) SOMOZA Y QUIROJA (Juan): *Discurso del Capitan... tocante á la estabilidad, medios y dificultades que se consideran en la moneda desta corona de Castilla. Dedicado a S. A. Serenísima el Sr. D. Juan*. Madrid 1677.

*Unico desengaño y perfecto remedio de los menoscabos de la corona de Castilla y general alivio á todos sus vasallos*, 1680.

*Principal remedio de la corona de Castilla*. Madrid, 1680, etc...

Nous nous limitons à ces quelques références: — De son propre aveu, l'auteur a écrit vingt-deux mémoires imprimés ou manuscrits de la même teneur que ceux cités ici.

qu'elle a une valeur intrinsèque, en raison des métaux qui la composent, et qu'il est nécessaire d'établir l'équilibre et l'exacte correspondance du cuivre avec l'or et l'argent. Il dit, en outre, qu'il convient d'uniformiser la valeur de la monnaie courante dans les diverses provinces d'Espagne, et de même la valeur de la monnaie d'Espagne avec celle de toute l'Europe, car c'est là le moyen d'éviter la sortie des métaux précieux : si deux frères ou voisins, dit-il, creusent deux puits sur un même territoire, celui qui avancera le plus profondément amènera, par la force naturelle, l'eau en plus grande quantité à son puits, et laissera à sec celui de son voisin qui aura moins creusé, jusqu'au moment où les deux puits seront au même niveau de profondeur ; il en est de même, dit-il, de l'argent qui vient des Indes et qui, pour être moins apprécié en Castille, chemine, par cette même force naturelle, là où il est le plus estimé et où il a le plus de valeur.

Dans les autres matières d'économie politique, Somoza y Quiroja ne discourt pas avec le même bonheur. De justes censures relativement à la confusion des impôts, au nombre exagéré des ministres, à la multitude des couvents, d'utiles avis quant au développement des nouvelles plantations, à la restauration des fabriques et à la protection des étrangers utiles, s'unissent dans ses écrits à des propositions inefficaces ou impossibles, telles ses prétentions d'interdire l'importation des draps étrangers, de monopoliser tout le commerce des Indes, de taxer le prix des approvisionnements, de la toile, des étoffes de laine et de soie, d'obliger les paysans à des travaux d'irrigation, de défendre l'usage des voitures, etc., etc...

BORRUEL, auteur d'un mémoire visant l'amélioration du commerce, des fabriques et des divers métiers en Aragon (1),

(1) BORRUEL (Pedro) : *Motivos para adelantar el comercio, fábricas y otras artes en el reino de Aragón*. Zaragoza, 1678.

présenté par lui aux Cortès générales tenues en 1678, avait voyagé en France ; il avait pu y constater la vogue dont jouissait la politique de Colbert et par là s'explique son inclination pour les doctrines restrictives. Il distingue le commerce utile et le commerce nuisible, division qui répond à celle du commerce actif et du commerce passif d'autres écrivains. Ses études, jointes à l'expérience qu'il avait acquise, le firent passer pour une autorité en matière économique.

Manuel LIRA fut ambassadeur extraordinaire en Hollande, en 1672. Son ouvrage, intitulé *Représentation adressée au Roi Charles II* (1), ne traite que du commerce avec les Indes Occidentales. Lira, reprenant un projet qui avait été agité en Espagne dès 1628, prétend remédier aux maux du royaume par la création d'une Compagnie Internationale de Commerce, sur le modèle de la Compagnie Hollandaise des Indes Occidentales (2). Toute intention égoïste devrait être écartée de cette entreprise dont le succès ne pourrait être assuré que lorsque l'Angleterre, les Républiques d'Allemagne, la Hollande et toutes les autres nations amies et alliées de l'Espagne auraient été invitées à en faire partie. Des privilèges considérables et irrévocables lui seraient concédés. Enfin,

(1) Cf. réimpression de Sempere y Guarinos dans le tome IV, pp. 1 à 44, de la Biblioteca española económico-política.

(2) Une commission spéciale nommée, à cette époque, avait proposé la création de quatre Compagnies, pour le Nord, le Levant, les Indes Orientales et Occidentales. Cette proposition n'eut pas de suite. Sous le règne de Charles II, Don Luis Cerdeño y Monzon fut chargé d'arrêter les bases d'une Compagnie privilégiée qui devait assurer, à titre privé, le commerce des Indes ; de cette mission il est resté un manuscrit intitulé : « Bases que, sur l'ordre du roi, D. Luis Cerdeño y Monzon a arrêtées en vue de l'érection d'une Compagnie dans les royaumes de Castille, qui soit exclusivement chargée d'assurer le commerce des Indes ». Après Lira, Naranjo y Romero, Zabala, Villadarias, Santa Cruz de Marcenado, Campillo, Ward, Uztáriz ont discuté, au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, la question des Compagnies de Commerce.

considérant le lien étroit qui existe entre le développement du commerce et de la navigation et la prospérité de l'industrie, Lira réclame la diminution des impôts frappant les objets manufacturés. Les avantages de la création de la Compagnie de commerce, dont il souhaite la fondation et l'union avec les Compagnies de commerce étrangères, seraient nombreux :

1° L'Angleterre et la Hollande deviendraient les plus fermes soutiens de la Compagnie, car elles seraient fort intéressées à sa conservation et à sa prospérité ;

2° Toutes les personnes qui s'adonnaient antérieurement aux transports par contrebande, se livreraient désormais au commerce licite, d'où ressources nouvelles pour le Trésor ;

3° L'extension du commerce national, permettrait d'extirper l'oisiveté et l'indolence du peuple ;

4° Les arts et les sciences réaliseraient d'incessants progrès ;

5° L'état de la marine s'améliorerait ;

6° L'Espagne pourrait aisément s'assurer la suprématie des mers et spécialement de la Méditerranée ;

7° Les ressources des particuliers ayant augmenté, le roi pourrait, avec moins de difficulté, exiger des dons gratuits.

GRACIAN SERRANO se montre le plus ardent parmi les défenseurs de la cause prohibitionniste.

Son opuscule intitulé : *Preuve manifeste des maux dont souffre le royaume d'Aragon...* (1), est un vigoureux plaidoyer contre le régime douanier, l'entrée des marchandises

(1) GRACIAN SERRANO Y MANERO (José) : *Manifiesto convencimiento de los daños que padece el reino de Aragón y arbitrios para su remedio, y acertado acuerdo de los cuatro ilustrísimos estamentos de la Junta de brazos del mismo reino. Zaragoza.*

étrangères, la présence des Français et la concurrence de leur commerce.

Adversaire résolu de Dormer, il combat dans l'*Exhortation aux Aragonais* (1) les doctrines libérales des *Discours historiques et politiques* que nous analysons plus loin (2). Partant du principe erroné que la richesse des peuples consiste dans l'abondance de l'or et de l'argent, il ne recule devant aucun moyen, si rigoureux soit-il, pour les fixer dans le pays. Selon lui, l'industrie des nationaux soutient une multitude de personnes et de familles qui s'emploient à ses travaux, et ses bénéfices reviennent à tous, depuis l'éleveur qui produit la soie ou la laine, jusqu'au marchand dont le gain s'établit sur la bonne qualité des tissus. D'où la nécessité de chasser les artisans étrangers établis en Espagne et de prohiber l'entrée des produits manufacturés étrangers, parce qu'ils détruisent la population par manque de travail et dépeuplent le royaume. Les peines les plus graves, les plus grands sacrifices pour favoriser les arts manuels n'épouvantent point Gracian Serrano, et sa colère, ennemie du commerce extérieur, l'aveugle à tel point, qu'il lance ce violent anathème : « Il serait préférable que les Espagnols allassent vêtus de peaux de bêtes, plutôt que de se servir de tissus et de vêtements étrangers » (3).

(1) *Exhortación a los Aragoneses al remedio de sus calamidades*. Zaragoza, 1684.

(2) DORMER (Diego José) : *Discursos históricos políticos*. Zaragoza, 1684. Voir infra. P. 117.

(3) *Exhortación a los Aragoneses*, p. 3 et sq.

Cependant le même Gracian Serrano soutient en un autre endroit (*Manifiesto convencimiento...*, page 3) une thèse absolument inconciliable avec celle-ci : « Parmi tous les ports que possède le roi de France, dit-il, le plus riche et le plus opulent est celui de Marseille, parce qu'il a ses entrées et ses sorties libres. En Italie, en Hollande et en Angleterre, il y a quelques ports qui jouissent de cette franchise de droits

ALVAREZ OSORIO Y REDIN (1) attribue les maux de la monarchie au poids excessif des impôts, aux fraudes commises par les ministres et percepteurs des revenus du royaume, à l'oisiveté forcée des habitants, à la multitude des revendeurs et usuriers, aux altérations de la monnaie et surtout au défaut de sens politique ou à la mauvaise administration.

Pour y remédier, il propose de développer le labourage, d'améliorer les champs par l'irrigation, de multiplier les fabriques et ateliers et principalement de former une compagnie universelle d'Espagnols pour faire tout le trafic des Indes.

A côté de quelques moyens utiles, il y en a d'insuffisants, d'autres impossibles, d'autres enfin préjudiciables. Il est à peine besoin d'ajouter qu'Alvarez Osorio fonde son système

et qui obtiennent ainsi cette même opulence et prospérité... Une richesse et une abondance semblables seraient le partage de l'Aragon, si les marchandises pouvaient y entrer et en sortir librement, parce qu'alors toute cette province serait comme une foire et un magasin constamment ouverts à tous et tous les royaumes avoisinants, sachant trouver dans le nôtre franchise de droits, y enverraient les produits qu'ils ont en abondance, et ceux-ci détenus chez nous y attendraient leur expédition ou leur sortie pour d'autres royaumes... ».

(1) ALVAREZ OSORIO Y REDIN (D. Miguel): *Memoriales de... a saber* :

1º *Defensa, unión y restauración de esta monarquía, con abundantes medios suaves y ciertos para único remedio de esta corona y definiciones eficaces del comercio universal de frutos y fábricas de todos los reinos y señoríos de S. M.*

2º *Extensión política y económica, y la mejor piedra de toque y crisol de verdades para descubrir los tesoros que necesita esta católica monarquía.*

3º *Medios ciertos y conclusiones generales que satisfacen á todas las dudas que se pueden ofrecer contra los memoriales de D. Miguel Alvarez Osorio y Redin.*

4º *Compañía universal de fábricas y comercios y breve resumen de los medios mas ciertos y practicables para único remedio de esta corona.*

5º *Discurso universal de las causas que ofenden esta monarquía, y remedios eficaces para todos.*

6º *Celador general para el bien común de todos. 1686.*

sur l'accaparement des métaux précieux, de manière qu'ils n'aillent pas féconder la terre étrangère.

Luis SALAZAR Y CASTRO (1), enferme toute sa doctrine dans cette maxime qu'il ne faut pas permettre aux étrangers de saigner la nation, en lui prenant son or et son argent en échange de marchandises.

Le P. BENITO DE LA SOLEDAD, dans ses *Manifiestos*, qui semblent avoir été écrits en 1694, présente de judicieuses observations sur les abus de l'administration publique et d'utiles avis sur l'état de la monarchie, à cette époque. Il s'élève contre les mauvais traitements infligés aux Indiens, censure avec sévérité la traite des nègres, signale comme l'une des causes du mauvais gouvernement la trop grande place faite aux lettrés dans les affaires par le moyen des Conseils et défend avec chaleur les immunités et la juridiction de l'Église.

Il reproduit ou développe ces mêmes idées, dans un ouvrage publié à Vienne en 1703, intitulé : *Mémoire historique et politique chrétienne présentant les idées et maximes du Très Chrétien Louis XIV pour libérer l'Espagne des maux qu'elle éprouve, par l'intermédiaire de son légitime Roi Charles II*, qui est avant tout une ardente apologie de l'Archiduc et une vigoureuse défense de son droit de succession à la couronne d'Espagne.

La recherche de la maîtrise de l'or, par les voies de la prohibition, est le lien commun de ces auteurs. Nous n'avons à leur opposer, dans des lignes différentes, que deux noms, ceux de CENTANI et de DORMER :

Francisco CENTANI, le second des politiques espagnols

(1) SALAZAR Y CASTRO (D. Luis) : *Discurso político sobre la flaqueza de la monarquía española en el reinado del Sr. D. Carlos II y valimiento del conde de Oropesa*, año de 1687.

que nous connaissions, qui ait cherché à donner une direction distincte aux idées économiques, en se rapprochant de l'école appelée, depuis, *physiocratique* par les économistes français (1). Dans le mémoire présenté par lui au Roi et intitulé *Tierras* (2), il proclame que la terre est la richesse véritable et naturelle et fonde sur cette théorie son projet pour la réduction de toutes les contributions existantes en une contribution unique, directe et territoriale ;

DORMER, le seul écrivain de l'époque qui ait résisté à la troupe aveugle des marchands et des fabricants dont les clameurs trouvèrent un bon accueil à l'assemblée des Quatre Bras du Royaume, formée suivant accord des Cortès de Saragosse, en 1678, pour délibérer sur l'opportunité de maintenir ou de révoquer le statut de prohibition (3). Il eut le courage et la clairvoyance de démontrer que l'interdiction des importations entraverait les exportations, puisque les navires marchands devaient pouvoir compter sur un fret d'aller comme sur un fret de retour ; — que l'unique résultat à en attendre serait le renchérissement des articles étrangers dont l'Espagne ne voulait, ou ne pouvait se passer, et cela au détriment de la masse et au profit des intermédiaires qui se chargeraient de les lui procurer ; — que les Espagnols feraient

(1) Il a été précédé dans cette voie par Juan MARQUEZ : Cf. *Supra*, p. 81.

(2) CENTANI (Francisco) : *Tierras, medios universales propuestos desde el año 1665 hasta el de 1671 para que con planta, números, peso y medida, tenga la Real Hacienda dotación fija para asistir á la causa pública. Remedio y alivio general para los pobres, cortando fraudes de que han hecho patrimonio los que los dominan*, 1671.

(3) DORMER (Diego José) : *Discursos históricos políticos sobre lo que se ofrece tratar en la Junta de los ilustrísimos cuatro brazos del reino de Aragón, de los Eclesiásticos, Nobles, Caballeros é Hidalgos y de las Universidades que Rey N. S. D. Carlos II ha mandado congregar esta año de 1684 en la ciudad de Zaragoza conforme lo dispuesto por S. M. en las Cortes de 1678. Zaragoza, 1684.*

mieux de prendre exemple sur leurs concurrents étrangers ; ceux-ci ne ménageaient pas leurs peines, tandis que les Espagnols prétendaient ne travailler que peu d'heures par jour et recueillir les mêmes gains que leurs rivaux dont l'activité était incessante (1).

Mais la majorité restait subjuguée par les dogmes du mercantilisme.

« Dans les tractations, quand elles ne sont pas de marchandises contre marchandises, — disaient, de leur côté, les drapiers de la ville de Saragosse — mais de marchandises contre monnaies de poids et de valeur intrinsèque, celui qui reçoit et achète perd toujours, parce qu'il reste avec le vêtement que le temps consume, et l'autre avec l'argent et l'or qui ne périssent point ». (2).

\*  
\* \*

L'or et l'argent tel était le but vers lequel tendaient tous les efforts de ceux qui se pressaient au chevet de l'Espagne en détresse ; ici, — les *políticos*, sages et prudents, véritables précurseurs de la science économique ; là, — les *proyectistas* ou *arbitristas* — inventeurs de pernicieuses nouveautés ou

(1) Un anonyme disait encore : « Une des choses qui importent le plus aux royaumes et aux républiques c'est la liberté du commerce et l'abondance des marchandises non seulement nationales, mais importées d'autres régions... On ne trouve pas de république si absolument parfaite qu'elle n'ait besoin du secours mutuel et réciproque des autres pour suppléer à ce qui fait défaut à certaines provinces par ce que d'autres possèdent en raison d'une abondance naturelle ou de l'excellence des arts et métiers ». (Cf. COLMEIRO, *op. cit.* T. II, p. 341, note 2).

Francisco de DUEÑAS, écrivain qui paraît appartenir au règne de Philippe IV ou de Charles II, signale aussi l'inopportunité d'interdire l'entrée des marchandises étrangères (*Memorial al Rey Sobre el remedio para que no se saque la moneda de estos reinos de Castilla*).

(2) Cf. COLMEIRO, *op. cit.*, II, p. 337.

de chimères, dont la peste venue de Flandre et d'Italie, vers le milieu du xvi<sup>e</sup> siècle, avait atteint toute sa virulence au xvii<sup>e</sup> et devait décliner au xviii<sup>e</sup>, au fur et à mesure des progrès de la science.

Les *arbitristas* s'opposent aux *políticos*, comme les guérisseurs aux médecins ; mais, à ce rang inférieur, ils ont tenu une telle place dans la vie du pays, qu'il convient de s'arrêter un instant auprès d'eux, pour avoir une idée complète de la physionomie de l'époque. Les uns n'avaient d'autre but que de se pousser à la Cour (1), les autres, écrivant de bonne foi, manquaient absolument du sens des réalités : tous, d'ailleurs, fort présomptueux, prétendaient posséder le remède unique et universel pour restaurer et perpétuer la richesse de l'Espagne et certains se donnaient même comme illuminés d'une inspiration céleste (2).

Nous avons vu Juan de ARRIETA placer le remède universel dans la substitution des bœufs aux mules pour les travaux

(1) C'est à ceux-ci que pensait l'auteur anonyme d'un manuscrit des dernières années du règne de Philippe V : « Des sirènes, dit-il, on en rencontre dans le golfe politique, et nombreuses sont celles qui fréquentent les palais et les cours ; celles qui par douceur de langage et manœuvres habiles vivent parce qu'elles trompent et trompent afin de vivre... Des sirènes, tels sont les *arbitristas*, qui doucement, artificieusement, sans autre loi que celle de leur intérêt, dissimulent des cœurs nuisibles, et tout en offrant la richesse, travaillent à leur propre avancement au prix du malheur d'autrui ». COLMEIRO : *Biblioteca de los Economistas Españoles*, p. 63, N° 46.

Mais il convient aussi de mentionner que l'ignorance populaire ne se faisait pas faute de donner l'épithète presque infamante d'*arbitrista* ou de *projectista* à nombre d'esprits originaux qu'elle était incapable d'apprécier.

(2) Cf. CASTILLA (D. Luis de) : *Discurso sobre el remedio general de las necesidades de estos reinos*. Valladolid, 1604 (Ms).

ALAMOS Y BARRIENTOS (D. Baltasar) : *Discurso al rey del estado que tienen sus reinos y señoríos*.

GARABITO DE AGUILAR Y VILLALOBOS (D. Luis) : *Discursos de estado y guerra*, introd. 1625.

des champs (1) ; — VALLE DE LA CERDA espérer le salut de l'Espagne de la création de monts de piété, pour extirper l'usure, et de l'établissement de Caisses publiques qui viendraient en aide à l'agriculture, à l'industrie et au commerce, au moyen de l'argent oisif apporté à la circulation (2) ; — CAJA DE LE-RUELA fonder la richesse et le bonheur du pays sur le développement de l'élevage et l'augmentation de ses privilèges (3) ; — ALCAZAR DE ARRIAZA imputer tous les maux dont souffrait l'Espagne aux vices de son système fiscal et prétendre ramener l'âge d'or en substituant aux nombreux impôts qui pesaient sur elle une contribution unique (4) ; — ALVAREZ OSORIO Y REDIN estimer que l'État sera régénéré par la création d'une compagnie universelle de fabriques et de commerce (5).

Voici Juan de BUSTAMENTE qui guérit le mal de la dépopulation en imposant une aumône dont le produit sera réparti sous forme de prix, par voie de tirage au sort, entre les céli-

(1) Voir, *supra*, p. 61.

L'idée de Juan de Arrieta devait être reprise, d'abord dans le livre plein d'erreurs de MAURUEZA BARREDA Y MENDEZ : *Abundancia de comestibles que á moderados precios tendra España con la extinción de las mulas y restablecimiento del ganado boyal y caballo en la labranza y condiciones de frutos. Discurso que servirá de adición al tratado de agricultura intitulado : Despertador de Juan de Arrieta* (Madrid, 1790) ; puis, dans la Dissertation de Francisco Luis LAPORTA : *Disertación que describe las alteraciones de la española agricultura desde los días de Tubal hasta hoy. Demuestra las causas que han influido en su decadencia, refuta la de los falsos políticos, propone los remedios mas seguros para levantarla á su mayor perfección y termina con una clara y sencilla demostración de la utilidad de los bueyes sobre las mulas para labrar los campos. Escrita por el Licenciado...* Valence, 1793.

(2) Voir, *supra*, p. 82.

(3) Voir, *supra*, p. 100.

(4) Voir, *supra*, p. 98.

(5) Voir, *supra*, p. 115.

bataires des deux sexes (1); *un arbitrista* qui propose de demander à chaque habitant une corvée annuelle, de vingt ou vingt-cinq journées de travail, à employer au défrichement des terres restées incultes, au profit de la couronne (2); un autre qui suggère à Philippe IV de faire garder le détroit de Gibraltar par une puissante escadre et de percevoir un péage sur tous les navires qui le franchiront (3); celui-ci opère la réforme monétaire en substituant le fer aux monnaies d'or et d'argent; celui-là suggère l'emploi des fèves de cacao pour le même objet (4).

Lorsque, sous Charles II, l'état des finances publiques est désespéré au point que l'on songe à placer toute l'Administration du royaume entre les mains du clergé (5), un de ces guérisseurs propose que l'on confie, d'une part, la perception du *subside* et de l'*excusado* au chapitre de Séville, en obligeant celui-ci à entretenir avec le produit de ces deux impôts, une formidable escadre sur le pied de guerre — et d'autre part — dans les mêmes conditions, la *croisade* au chapitre

(1) BUSTAMENTE (Juan de) : *Memorial al rey sobre el fomento de la población*, Madrid, 1650.

(2) CASTILLA (D. Luis de) : *Discurso sobre el remedio general de las necesidades de estos reinos*, Valladolid, 1604.

(3) COLMEIRO, *op. cit.*, t. II, p. 591.

(4) COLMEIRO, *op. cit.*, t. II, p. 592.

Le cacao, produit d'un trafic très important, a joué quelque peu, pendant de très longues années après l'arrivée des Espagnols au Mexique, le rôle d'instrument d'échange. On avait même trouvé le moyen de le contrefaire. Les unités de transactions étaient précisées d'après le nombre d'amandes que contenait la totalité ou seulement une fraction d'un chargement et en spécifiant bien qu'il s'agissait d'amandes d'une certaine grosseur. (Cf. André E. SAYOUS : *Les procédés de paiement et la monnaie dans l'Amérique espagnole pendant la première moitié du XVI<sup>e</sup> siècle*. *Revue Économique Internationale*, vol. IV, N° 2, novembre 1927, pp. 280, 290, 291, 299).

(5) COXE : *l'Espagne sous les rois de la Maison de Bourbon*, t. III, p. 532.

de Tolède, à charge pour lui de subvenir aux dépenses de l'armée de terre. Ces deux chapitres auraient fourni à celui de Malaga les sommes d'argent nécessaires à l'entretien des places fortes d'Espagne et d'Afrique (1).

Il se trouve, enfin des *arbitristas* pour offrir au Gouvernement le secret de la pierre philosophale et des ministres qui forment des Comités chargés d'examiner le moyen de faire de l'or et de l'argent, sans que, en dépit de toutes les déceptions, les hommes d'état perdent l'espérance de porter ainsi remède aux embarras de la couronne (2).

Ces divagations peuvent provoquer nos sourires ; et cependant, nous trouverions leurs équivalents autour de nous. Les « sirènes artificieuses » sont de tous les temps et de tous les pays.

Que conclure, sinon que, depuis deux cents ans, l'idée directrice n'a point varié ? Toutes les aspirations ont tendu vers l'accaparement des métaux précieux, — soit à l'aide des procédés du mercantilisme, mais d'un mercantilisme encore rudimentaire, dans sa théorie comme dans ses applications, — soit par les voies de l'empirisme.

(1) COLMEIRO, *op. cit.*, t. II, p. 592.

(2) COLMEIRO, *op. cit.*, t. II, p. 593.

**LIVRE III**

**LES PRINCES  
DE LA MAISON DE BOURBON**



## CHAPITRE PREMIER

### PHILIPPE V 1700-1746

Le XVIII<sup>e</sup> siècle est celui où le mercantilisme achève, en Espagne, le cycle de son évolution. La voix des Cortès, qui s'est graduellement affaiblie, ne parvient plus à se faire entendre ; celle des économistes la domine avec succès, d'abord, pour dénoncer le désordre, les inégalités, les injustices et les abus du système fiscal, défendre la doctrine du commerce actif et passif, l'accaparement des métaux précieux, la protection officielle et la limitation du commerce extérieur, et proposer, enfin, Colbert, comme modèle aux ministres espagnols, — puis, sans délaisser jamais entièrement ces idées directrices, pour incliner l'économie du pays, d'une part, vers les doctrines de l'école physiocratique et, de l'autre, vers les principes libéraux de l'école d'Adam Smith. C'est donc, désormais, sous l'impulsion des économistes et l'action des ministres, dont le pouvoir se fortifie au détriment de celui des conseils, que vont s'élaborer les réformes.

A cet égard, le long règne de Philippe V (1700-1746) est encore une période de transition ; bien des errements du passé subsistent dans la gestion du système fiscal et des finances, — l'état lamentable du trésor, les nécessités de la guerre suffisent à les expliquer ; — mais un ensemble de réformes heu-

reuses prépare le réveil industriel qui s'affirmera sous le règne de Ferdinand VI et de Charles III.

Pour apprécier l'œuvre qui va s'accomplir, nous considérerons successivement : le régime fiscal et financier, — qui est à la base de toutes les difficultés dont souffre l'économie — puis l'agriculture, l'industrie et le commerce, en indiquant, au fur et à mesure, les efforts tentés dans chacune de ces branches du gouvernement, afin de relever la fortune de l'Espagne.



Toute l'activité du pays était paralysée par un régime fiscal ne répondant à aucun plan logique et dont les charges n'avaient cessé de s'aggraver depuis la fin du moyen-âge. A l'époque de Philippe V, elles forment un ensemble hétérogène et confus dans lequel on peut établir trois groupes : a) les *Rentes Provinciales* ; b) les *Rentes Générales* ; c) *Divers autres revenus du Roi*.

#### A. — *Rentes Provinciales*.

Dans ce premier groupe nous distinguerons :

- 1<sup>o</sup> Les *Rentes Provinciales* proprement dites.
- 2<sup>o</sup> Les Impôts particuliers au Royaume de Grenade.
- 3<sup>o</sup> Les Impôts perçus dans les pays de la Couronne d'Aragon.

I. — *Les Rentes Provinciales proprement dites* formaient les principaux revenus du Roi. C'étaient les *alcabalas*, les *centièmes*, les *tierces royales*, les *millions*, le *service ordinaire et extraordinaire*, le *service des milices*, et le *droit du fidèle jaugeur*.

a) *Les Alcabalas* dont l'origine remonte au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle (1), n'étaient plus que de 10 %, sous Philippe V, et l'on continua toujours à les percevoir sur cette base (2).

b) *Les Centièmes* (cientos) créés par Philippe IV (3), portés à 4 %, en 1664, réduits de moitié, en 1686, sous Charles II, — (los quatro medios) — furent perçus de nouveau intégralement, en 1705 (4). Les alcabalas et les centièmes, qui causèrent un préjudice considérable à l'agriculture, à l'industrie et au commerce, ne furent atténuées qu'en 1785.

c) *Les Tierces royales* contribution de deux-neuvièmes perçue sur les dîmes ecclésiastiques (5). L'État jouissait du tiers de ces dîmes ; il laissait 1/3 aux fabriques des paroisses ; sa part se réduisait aux 2/9.

d) *Les Millions* (servicio de millones) créés en 1588 (6), consistaient en taxes sur certaines consommations de première nécessité. De caractère temporaire, à l'origine, ils étaient devenus perpétuels. A l'époque d'Uztáriz, chaque arroba de vin payait un droit fixe de 64 maravédís, l'huile 50 maravédís, le vinaigre 32, etc. (7).

e) *Le Service Ordinaire et Extraordinaire*, ou « nouvelles

(1) Cf. supra., p. 93.

(2) UZTÁRIZ, cap. XIX, p. 39.

(3) Cf. supra., p. 93.

(4) GALLARDO (Fernandez D. Francisco) : *Origen progresos y estado de las rentas de la Corona de España*, Madrid, 1805. Tit. I, p. 183.

(5) Cf. supra., p. 40.

(6) Cf. supra., p. 55.

(7) Il faut ajouter aux millions certains droits perçus sur le blé, l'orge, les lainages, les toiles, la soie, les légumes, le poisson frais et salé, le cacao, le sucre, les épices ; ils formaient une branche spéciale de l'administration des millions sous le nom de *rente du vent* (renta del viento). Les produits des millions et de la rente du vent étaient évalués, en 1798, à 30.305.867 réaux 32 maravédís. (DESDEVISES DU DEZERT : *Les institutions de l'Espagne au XVIII<sup>e</sup> siècle*, ch. V, p. 281).

aides » était une somme fixe de 150.000.000 de maravédís, soit environ 441.176 écus, répartis entre toutes les familles roturières. Cet impôt représentait, en 1745, 4 réaux et 3 quartillos pour chaque feu, équivalant à 23 sols et 3 deniers en monnaie française. Un droit de 15 % (*el quince al millar*) était levé en sus, pour couvrir les frais de perception (1).

f) *Le Service des milices* devait subvenir à la subsistance des régiments provinciaux. Il s'élevait à un ducat pour chaque feu et rapportait environ 318.000 écus. Il fut supprimé en 1724 (2).

g) *Le Droit du Fidèle Jaugeur* (*Fiel medidor*) était perçu, dans chaque localité, par un mesureur juré, à raison du jaugeage ; concédé, en 1642, pour la première fois par les Cortès à Philippe IV, il donnait à peine 34.000 écus de revenu (3).

Tous ces impôts s'appliquaient aux cinq royaumes d'Andalousie et, depuis la conquête, à tous les pays de la couronne de Castille.

II. — *Les Impôts particuliers au Royaume de Grenade* comprenaient : la rente de la grand'mère, la rente du repeuplement, la rente de la soie et la rente du sucre.

a) *La Rente de la Grand'mère* (*Renta de la abuela*) était particulière à Grenade et remontait au temps des Maures ; elle consistait en taxes sur l'huile, les briques, la chaux, le plâtre, et en droits sur le loyer de certaines maisons de la ville. Son produit était insignifiant (4).

(1) UZTÁRIZ, cap. XIX, p. 40. — FORBONNAIS : *Considérations sur les finances d'Espagne*, p. 34. — GALLARDO, *op. cit.*, t. III, p. 9.

(2) UZTÁRIZ, cap. XIX, p. 40.

(3) UZTÁRIZ, cap. XIX, p. 40.

(4) DESDEVISES DU DÉZERT : *Les institutions de l'Espagne au XVIII<sup>e</sup> siècle*, ch. V, p. 284.

b) *La Rente du Repeuplement* (Renta de la Población) remontait au règne de Philippe II. Affermée, au début du XVIII<sup>e</sup> siècle à 27.100.000 maravédís pour cinq ans, elle rapportait au Trésor environ 15.941 écus par an (1).

c) *La Rente de la Soie* était formée d'un ensemble de droits qui remontaient au temps des Maures : le droit de *tartil*, de 8 maravédís par livre ; le droit d'*arbitrio*, perçu au profit de la ville et qui, de 9 maravédís, sous les Rois Catholiques, avait atteint 68 maravédís, à l'époque de Philippe V ; le droit de *torres de la mar*, de 4 maravédís 1/2 et enfin le droit de *gelis*, de 15 maravédís 1/2 (2). Ces impôts particulièrement lourds atteignaient, pour la soie moyenne, environ 46 % de sa valeur.

En 1714, le produit en était de 9.183.493 maravédís, soit 27.010 écus (3).

d) *La Rente du Sucre* frappait le sucre du royaume de Grenade ; elle atteignait 21 % ; en 1714, elle produisait environ 12 millions 1/2 de maravédís, soit 36.764 écus (4). Les droits sur le sucre furent constamment augmentés, sous le règne de Philippe V, pour la plus grande ruine de la culture et de l'industrie de Grenade. De 10, 12 et 14 réaux que payait chaque pain de 2 arrobas (25 kgs.), les droits montèrent à 21 réaux, entre 1738 et 1746. Aussi la récolte diminuait-elle et le Trésor y perdait, ce qui obligea le Gouvernement à réduire les droits, en 1747 (5).

(1) GALLARDO, *op. cit.*, t. II, p. 267. — Cf. *supra.*, p. 55.

(2) UZTÁRIZ, cap. xcvi, p. 236.

(3) UZTÁRIZ, cap. LIX, p. 153. — Sur la rente de la soie, cf. SEMPÉRÉ Y GUARINOS : *Memoria sobre las causas de la decadencia de la seda en el reyno de Granada* (in Biblioteca esp. ec. pol., t. IV, pp. cclxxix s.).

(4) UZTÁRIZ, cap. LIX, p. 153.

(5) SEMPÉRÉ Y GUARINOS, *Bibl. esp. ec. pol.*, t. IV, pp. cxx - cxxii.

L'ensemble des rentes provinciales, y compris les rentes particulières au royaume de Grenade, s'élevait, en 1714, à 7.060.098 écus, et, en 1722, à 7.718.437. Le produit net, après déduction de l'avoir des *juros*, ou créances annuelles gagées sur le produit de ces impôts, était, en 1714, de 6.006.963 écus, et, en 1722, de 6.180.163 écus (1).

III. — *Impôts perçus dans les pays de la Couronne d'Aragon, en remplacement des Rentes Provinciales.* — Dans les pays de la couronne d'Aragon, c'est-à-dire la Catalogne, l'Aragon, les royaumes de Valence et de Majorque, les impôts étaient plus simples, plus légers et plus justes.

Le *Cadastre* (catastro) de Catalogne était un impôt sur les revenus de 10 % sur le produit des terres, de la dîme, des maisons, des moulins, des auberges, etc., et sur les profits des commerçants et des industriels ; de 8,33 % sur le salaire des journaliers de la campagne et des ouvriers des manufactures ; il rapportait en moyenne un peu plus de 1 million 1/2 d'écus par an (2).

Dans le royaume d'Aragon, la contribution unique, qu'Uztáriz appelle encore *impôt extraordinaire*, était personnelle, arbitraire et de répartition. La somme à répartir, de 800.000 écus, en 1718, fut bientôt réduite à 500.000, ce qui représentait, en 1720, après la répartition arbitraire faite par l'intendant et les corrégidors entre les 75.244 feux de la province, environ 18 à 20 % des revenus (3).

L'*Équivalent* (equivalente) du royaume de Valence était

(1) UZTÁRIZ, cap. xv.

(2) En 1721, 1.037.966 écus (UZTÁRIZ, cap. ci, p. 349) ; en 1726, 1.016.602 ; en 1730, 1.026.192 ; en 1734, 1.028.192 (FORBONNAIS, *op. cit.*, pp. 151, 152).

(3) UZTÁRIZ, cap. ci, pp. 352, 354.

de 750.000 écus et *la taille* (talla) de l'Ile Majorque, de 48.000 écus. Ils étaient répartis, comme l'impôt d'Aragon, entre tous les chefs de famille (1).

#### B. — *Rentes Générales.*

Les rentes générales s'appliquaient à tout le royaume, exception faite cependant de la Navarre et des Vascongades, qui étaient des provinces franches.

Leur dénomination, leur classification, leur mode de perception avaient changé selon les époques.

En nous plaçant en l'année 1722, celle pour laquelle Uztáritz donne une vue d'ensemble des revenus du Roi, on peut distinguer, parmi les rentes générales :

1<sup>o</sup> Les Douanes qui étaient en régie (*rentas generales de aduanas y de administración*).

2<sup>o</sup> Les Rentes générales de moindres espèces qui étaient affermées (*rentas generales menores en arrendamiento*).

3<sup>o</sup> Les Rentes exclusives ou monopoles (*rentas estancadas*).

I. — *Les Douanes* comprenaient des droits sur les marchandises à l'entrée et à la sortie du royaume ; c'étaient surtout les dîmes de la mer de Castille (*diezmos de la mar de Castilla*), les *almojarifazgos* des ports d'Andalousie — celui de Séville s'appelait l'*almojarifazgo mayor* — auxquels on peut ajouter des droits spéciaux à Séville, Cadix, Malaga, Murcie. Jusqu'en 1717, il y eut aussi des douanes intérieures et des droits perçus sur certains articles, comme la rente des laines, celle du cacao, du chocolat et du papier blanc.

(1) UZTÁRIZ, cap. ci, pp. 355, 357.

La cédule royale du 21 décembre 1717 supprima les douanes intérieures et les reporta dans les ports de mer et sur les frontières de France et de Portugal ; seules les douanes intérieures d'Andalousie furent maintenues. Les droits de douane étaient en général fixés au taux de 15 % à la sortie comme à l'entrée (1), mais des grâces importantes étaient abusivement accordées par les fermiers sur ces droits : à Cadix, beaucoup de marchandises étrangères ne payaient que 5, 4, 3, et même 2 % (2). Le système d'administration des douanes fut l'objet de fréquents changements au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle. Jusqu'en 1750, elle furent, le plus souvent, affermées ; à certaines époques, on essaya la régie directe par l'État ; ce n'est qu'à partir de 1750 qu'elles restèrent définitivement en régie (3).

L'ensemble de ces droits formait, en 1714, dix-sept rentes affermées à douze personnes différentes, d'une valeur totale de 1.090.493 écus de vellon, non déduite la valeur des aliénations consenties par la couronne, ou avoir des *juros*, et de 908.821 écus, une fois cette déduction faite ; en 1722, cette dernière somme s'était élevée à 2.264.709 écus (4).

II. — *Les Rentes générales de moindres espèces* (rentas generales menores) comprenaient toute une série de droits d'un petit produit ; affermées, elles étaient perçues, à l'intérieur du royaume, sur certains objets ou denrées, comme l'eau-de-vie, le poisson, la soude, le savon, les cartes à jouer.

(1) UZTÁRIZ, cap. XIX, p. 41.

(2) UZTÁRIZ, cap. LXXIX, p. 241.

(3) CANGA ARGÜELLES : *Diccionario de Hacienda, con aplicación á España*, 2<sup>e</sup> éd., Madrid, 1833-1834. V<sup>o</sup> *Rentas generales*.

(4) UZTÁRIZ, cap. LIX, p. 151 ; XIX, p. 44.

III. — *Les Monopoles* s'exerçaient sur le tabac, le sel, le papier timbré, le service des postes, notamment.

Le monopole du tabac (*renta del tabaco*) constituait l'un des plus importants revenus du Roi : 2.400.000 écus de vellon environ, en 1722. Son rendement ne cessa de s'accroître pendant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle (1). Il existait en Castille, depuis 1636 ; en Aragon, depuis 1686 (2) ; les provinces basques ne voulurent jamais le tolérer ; la Navarre l'accepta à son profit, en l'affermant au roi tous les six ans (3).

Le monopole du sel (*renta de la sal*) datait de Philippe II, pour les pays de Castille ; Philippe V l'étendit à ceux d'Aragon. La rente du sel, à elle seule, figurait pour 1.700.000 écus dans l'ensemble des revenus du Roi ; elle fut supprimée, sous Philippe V.

Le monopole du papier timbré (*renta del papel sellado*) fut imaginé en 1637 pour la Castille et imposé à l'Aragon par Philippe V. Il représentait, en 1722, 215.436 écus de veillon (4).

Le service des postes (*renta de las estafetas y postas*), administré par un Surintendant, donnait un produit de 248.406 écus.

Enfin, le Roi avait encore, au temps où écrivait Uztáriz (5), le monopole du vif argent, du plomb, de la poudre, du salpêtre, du soufre, de l'antimoine, du vermillon, de la gomme laque.

(1) CANGA ARGÜELLES, *op. cit.*, V<sup>o</sup> Tabaco.

(2) ASSO : *op. cit.* ch. vi, pp. 506, 507.

(3) DESDEVICES DU DEZERT, *op. cit.*, ch. v, p. 293.

(4) UZTÁRIZ, cap. XIX.

(5) UZTÁRIZ, cap. LXXXVIII, p. 281.

## C. — Principaux autres revenus du Roi.

Au nombre des autres revenus du Roi, nous citerons parmi les principaux : les impôts perçus sur le clergé ; sur la noblesse ; les revenus des Indes ; les *ustensiles* ; certains droits anciens de Catalogne ; d'autres droits du Roi en Navarre et dans les Vascongades.

a) *Impôts perçus sur le clergé.* — Le clergé, en dehors des taxes royales, était soumis à différents impôts qui n'atteignaient que lui ; outre les tierces royales déjà indiquées, il supportait la croisade (*bula de la Santa Cruzada*), le subside (*subsidio ordinario de galeras*), l'*excusado* (*subsidio del excusado*) et quelques autres droits sur ses biens, dont l'ensemble s'élevait à 1.400.000 écus, en 1722 (2).

b) *Impôts perçus sur la noblesse.* — L'impôt des lances (*lanzas*) perçus sur les nobles, en remplacement du service militaire, et la demi-annate (*media anata civil*), retenue de la moitié du premier traitement annuel de tout nouveau fonctionnaire, signalés précédemment (3), avaient été créés, en 1631, et rapportaient, en 1722, le premier 50.000 écus, le second 89.195 (4).

c) *Les Revenus des Indes.* — Ces revenus s'élevaient à environ 4 millions d'écus. La moitié provenait directement des Indes, comme la croisade, le subside, les monopoles, les droits sur les métaux précieux extraits, les droits de monnayage, les *almojarijazgos* (5) d'entrée et de sortie dans les

(1) Cf. *supra.*, p. 40.

(2) Cf. *supra.*, pp. 50 n. 69. — CANGA ARGÜELLES, *op. cit.* Vis *Bula de la Santa Cruzada*, *Subsidio Eclesiastico*, *Excusado*. — COLMEIRO, *op. cit.*, t. II, cap. LXXXVIII, p. 541.

(3) Cf. *supra.*, p. 92.

(4) UZTÁRIZ, cap. XIX, pp. 41, 42, 44.

(5) Créés sous Charles-Quint, en 1552.

ports. L'autre moitié était constituée par des droits fort nombreux sur le commerce, que payaient les marchandises transportées par la flotte de la nouvelle Espagne et les galions de Terre-Ferme et les droits de permission des vaisseaux de registre.

d) *Les Ustensiles* (Ustensilios). — C'étaient des droits que payaient la Catalogne, l'Aragon, le Royaume de Valence et l'Estrémadure ; ils s'élevaient à 750.000 écus (1) et avaient remplacé les fournitures en logement, lumière, paille, etc., dues par les habitants aux troupes royales.

e) *Droits anciens de Catalogne*. — Le plus remarquable était le droit de *bolla*, qui consistait en un impôt de 15 % perçu sur toutes les marchandises au moment de leur usage, et le droit de *palmu de ramos* sur les étoffes de laine, à la sortie du métier.

f) *Droits du Roi en Navarre et dans les Vascongades*. — En matière d'impôts, ces provinces se gouvernaient elles-mêmes ; on les appelait « provinces exemptes ». Le Roi recevait annuellement, sur l'ensemble des revenus de la Navarre, une somme d'environ 100.000 écus, et une faible part seulement de certains impôts du Guipuzcoa, de la Biscaye et de l'Alava.

Le Roi percevait encore le droit sur les troupeaux (*servicio y montazgo de los ganados*) (environ 75.000 écus, en 1722), à l'arrivée et au départ des pâturages d'été et à l'occasion des ventes dans les foires et marchés, et à Madrid, des excises (*sisas*) ou taxes sur les denrées comestibles, qui s'élevaient à 235.296 écus.

Si l'on ajoute à ces différentes charges : les *arbitrios*, droits que certaines villes avaient reçu du roi l'autorisation de per-

(1) UZTÁRIZ, cap. XIX, p. 44.

cevoir à l'entrée et à la sortie des marchandises, et particulièrement des denrées comestibles ; les péages acquittés jusque dans les plus petits villages au profit de la communauté (1), — on comprendra que cet ensemble d'impôts dont beaucoup se superposaient (2), ne pouvaient que paralyser la vie économique. En augmentant le prix des subsistances, ils pesaient lourdement sur le peuple, le réduisaient à la misère et favorisaient ainsi la dépopulation (3). Comme ils grossissaient les prix de revient des produits de l'industrie et du commerce, ils resserraient les consommations, rendaient impossible toute concurrence avec l'étranger dont les marchandises n'acquittaient qu'un seul droit à l'entrée, et ruinaient les manufactures. Le Trésor lui-même pâtissait de ce resserrement de la consommation et de la production, car le rendement des impôts dépendait directement de ces deux facteurs (4).

Les impôts étaient très inégalement répartis entre les différentes régions et entre les différents contribuables. En Aragon, la contribution de chaque habitant pouvait s'évaluer à 5 piastres ; dans le royaume de Valence à 9 piastres ; en Catalogne à 13, et, dans la province de Tolède à 44. La Navarre et les provinces Basques, qui avaient toujours défendu énergiquement leurs *fueros*, ne secouraient le Trésor que de quelques millions (5). Les exemptions accordées aux nobles

(1) ULLOA, *op. cit.*, part. I, cap. VII, N° 50-60. — FORBONNAIS, *op. cit.*, pp. 73, 75.

(2) Alcabalas, centièmes, millions, droits de douane, droits des villes, droits seigneuriaux, péages, frappaient parfois la même marchandise, avant d'être livrée au consommateur.

(3) ULLOA, *op. cit.*, part. I, cap. II, N° 23.

(4) CAMPILLO : *Lo que hay de mas y de menos en España*. Vº Contribuciones.

(5) LARRUGA (D. Eugenio) : *Memorias políticas y económicas sobre los frutos, comercio, fábricas y minas de España*, Madrid, 1785, t. VI, p. 281.

et aux ecclésiastiques aggravaient les inégalités entre individus. Naturellement, la fraude était complètement entrée dans les mœurs ; rien n'était devenu plus naturel que de se dérober au paiement d'impôts lourds et vexatoires.

Les impôts étaient mal perçus ; leur recouvrement, qu'il se fît en régie directe ou par l'intermédiaire des fermiers, donnait lieu à des abus criants ; leur grand nombre nécessitait le concours d'une foule de fonctionnaires, ce qui en rendait la perception très onéreuse.

Mêmes abus dans les douanes, où les fermiers, grâce à l'absence d'un tarif général qui laissait le règlement des droits à leur appréciation, favorisaient sans scrupules la contrebande et la fraude au bénéfice des commerçants étrangers qui les soudoyaient, empêchant ainsi les commerçants espagnols de soutenir toute concurrence sérieuse.



L'ensemble des recettes fiscales ainsi effectuées ne permettait pas, nous l'avons vu, de couvrir les dépenses.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, en dépit de quelques réformes, le déficit continua à être la règle générale et les expédients du passé furent d'un usage encore fréquent. Philippe V, par sa pragmatique du 12 août 1727, réduisit l'intérêt des juros à 3 % et diminua ainsi la dette publique de moitié (1) ; le 24 mars 1739, Iturralde, Ministre des Finances, suspendit tous les paiements de l'État afin de subvenir à l'entretien de l'armée (2) ; enfin, pour faire face aux dépenses extraordinaires de la guerre contre l'Angleterre, déclarée en 1739, le Gou-

(1) COXE, *op. cit.*, t. III, p. 542.

(2) RODRIGUEZ VILLA : *Patiño y Campillo*, Madrid, 1882, p. 111.

vernement s'empara des fonds des particuliers dans les monastères, ainsi que des sommes importantes dont la flotte d'Amérique arriva chargée (1). C'est seulement sous le règne de Ferdinand VI, en 1751, que l'équilibre du budget fut rétabli, grâce aux efforts du Marquis de La Ensenada. Les ministres de Charles III maintinrent la bonne situation acquise, mais le règne de Charles IV fut fatal aux finances et inaugura une nouvelle série de déficits annuels (2).

On a évalué la dette, à l'avènement de Philippe V, entre 126.000 et 160.000 écus ; à la mort de ce Roi, elle atteignait 49.500.000 écus (3). Elle ne fit qu'augmenter sous les règnes suivants, malgré les efforts de Ferdinand VI et de Charles III, qui ordonnèrent à plusieurs reprises qu'une partie du budget annuel fût exclusivement consacrée à l'amortissement du capital de la dette ; elle fut de plus de 400 millions d'écus en 1801.

\* \* \*

Les réformes qu'appelaient le système fiscal et l'état des finances publiques furent accomplies en partie ou tentées sous Philippe V, par Orry, Alberoni, Patiño, Campillo et La Ensenada dont le nom a été conservé avec honneur dans l'histoire de l'économie politique espagnole.

(1) AMADOR DE LOS RÍOS : *Historia de la Villa y Corte de Madrid*, t. IV, cap. v, pp. 138, 139.

Toutefois, Philippe V eut le souci de rétablir les monnaies sur des bases saines. Il fit frapper une bonne monnaie d'or, fixa la valeur de la monnaie d'argent, retira de la circulation celle de billon, en lui substituant des pièces de cuivre pur de valeur intrinsèque proportionnée ; il leur donna cours dans les provinces d'Aragon, de Catalogne, de Valence et de Majorque, de même qu'en Castille. (Cf. COLMEIRO, *op. cit.*, t. II, p. 495).

(2) COLMEIRO, *op. cit.*, t. II, pp. 563, 564.

(3) COXE, *op. cit.*, t. III, p. 544.

ORRY, envoyé par la Cour de France, fut nommé, en 1709, Inspecteur Général de toutes les affaires de la Nation. Bien que l'on eût créé alors un Inspecteur Général des Finances, l'Archevêque de Gironda, déjà Président du Conseil des Finances, Orry garda la haute main sur cette partie du gouvernement, qu'il dirigea en fait tant que dura la faveur à la Cour de la Camarera Mayor, Madame des Ursins (1); la retraite définitive de cette princesse détermina sa propre disgrâce (1715). Il créa les intendants de province et corrigea quelques-uns des vices du système des fermes : par décret du 26 décembre 1713, il centralisa le service de recouvrement des rentes provinciales par la réduction du nombre des fermiers qui, en 1722, n'étaient plus que 16 pour les 22 provinces de Castille, au lieu de 80, en 1713 (2).

On doit à son successeur, le Cardinal ALBERONI, une réorganisation du service douanier (3).

D. Josef PATIÑO, en qualité de Secrétaire d'État et de Surintendant général des Finances, présida aux destinées de la monarchie pendant dix années (1726-1736); il réussit à augmenter les revenus de l'État, à supprimer certains monopoles privés; il lutta contre le lucre des fermiers et chercha à alléger le commerce des lourdes charges qui lui étaient imposées (4).

CAMPILLO et LA ENSENADA formés à l'école de Patiño, ont marqué leur passage au pouvoir par de grandes réformes.

CAMPILLO voulait une rénovation complète du système des impôts, la suppression intégrale des fermiers, — mais il

(1) Cf. Mme SAINT-RENÉ TAILLANDIER : *La princesse des Ursins*, pp. 230, 231.

(2) UZTÁRIZ, *op. cit.*, cap. LVII, pp. 144, 147; cap. CV, pp. 377, et 389.

(3) Cf. ROUSSET DE MISSY : *Histoire du Cardinal Alberoni*, 1719.

(4) Cf. RODRIGUEZ VILLA : *Patiño y Campillo*, 1882.

avait à peine entrepris sa tâche que la mort vint le surprendre (1740-1743). A titre d'essai, il supprima, en 1741, les fermes des rentes provinciales dans six des provinces de Castille, et, à partir de 1742, ces rentes furent administrées pour le compte de l'État par le surintendant général des Finances avec le concours des intendants et des subdélégués (1).

Le Marquis de LA ENSENADA, le dernier des Ministres de Philippe V, conserva le pouvoir pendant la plus grande partie du règne de Ferdinand VI et dirigea ainsi, pendant onze ans, les affaires de l'État (1743-1754) (2). Il supprima complètement les fermes des rentes provinciales (1749), entreprit de substituer à ces rentes une contribution unique, mais n'y parvint pas (3).

En ce qui concerne les rentes générales, les réformes qu'on y apporta se firent dans le même sens que celles des rentes provinciales. On réduisit le nombre des fermes et on pensa même à leur suppression complète ; on tenta, en outre, d'unifier les tarifs et de supprimer les douanes intérieures ; malheureusement certains des décrets qui promulguaient ces réformes restèrent lettre morte.

ALBERONI, en 1717, et PATIÑO, en 1727, essayèrent sans grand succès, d'établir des règles fixes sur le montant des droits et sur les formalités de leur recouvrement. En 1773,

(1) GALLARDO, *op. cit.*, t. I, pp.102-104. — COXE, *op. cit.*, t. III, p. 217.

(2) Cf. G. DESDEVIZES DU DEZERT : « Les Institutions de l'Espagne au XVIII<sup>e</sup> siècle », extrait de la *Revue Hispanique*, t. LXX, 1927, ch. I, pp. 38 à 40.

(3) Charles III devait reprendre ce projet, en 1770 ; il décréta même l'établissement de la contribution unique et ne réussit pas mieux. Ce n'est qu'au XIX<sup>e</sup> siècle que la Castille vit disparaître ses rentes provinciales. (Cf. COLMEIRO, *op. cit.*, cap. LXXXVIII, t. II, pp. 570-576).

seulement, Floridablanca réussit à établir un tarif général et uniforme (1).

En 1720, les trois règlements qui réorganisaient le commerce d'Amérique modéraient les droits de douane acquittés par les produits de la métropole à destination des colonies et par ceux des colonies apportés en Espagne (2).

Jusqu'à Philippe V, on avait essayé tour à tour, pour les douanes, la ferme et la régie ; c'est en 1750 seulement que la régie fut définitivement instituée (3).

\*  
\* \*

En regard de cet exposé qui montre de quel poids le régime des impôts grevait l'activité du pays et quels efforts furent faits pour en alléger la charge et asseoir les finances sur des bases plus saines, l'on souhaiterait de pouvoir citer un ensemble de mesures aussi importantes en faveur de l'agriculture. Celle-ci avait bénéficié de l'appui des Rois Catholiques, mais les princes autrichiens l'avaient négligée.

Philippe V ne lui accorda aucun encouragement direct.

Dans les textes législatifs de son règne, on ne trouve que quelques dispositions qui y soient relatives. La grande instruction royale du 4 juillet 1718, dans son article 58, enjoignait aux intendants de veiller à l'approvisionnement en grains des provinces et de permettre la sortie des céréales seulement dans celles où il y en aurait en excédent, afin d'éviter l'abaissement des prix que provoquerait l'abondance et qui découragerait les agriculteurs. Cette disposition s'ap-

(1) PATIÑO : *Memoria*. — CANGA ARGÜELLES : *Din.*, V<sup>o</sup> Rentas generales.

(2) UZTÁRIZ, cap. XLV, pp.104-108.

(3) CANGA ARGÜELLES, *op. cit.* V<sup>o</sup> Rentas generales.

pliquait aux autres produits de la terre ; les intendants devaient fournir, tous les quinze jours, au Conseil un état des récoltes et des prévisions, ainsi que du prix des produits (1).

Sans doute, Zabala y Auñon consacre une partie de son mémoire au Roi à l'étude des causes de dépérissement de l'agriculture et plaide en faveur de la liberté du commerce des grains (2). Campillo fait en quelques lignes une description de l'état misérable de l'agriculture et demande que l'on remette en vigueur ses anciens privilèges (3).

Mais il faut attendre le milieu du siècle pour voir le gouvernement accorder quelques exemptions et primes aux cultivateurs, et le règne de Charles III pour assister à la création des Sociétés Économiques. Encore celles-ci ne purent-elles, en raison de l'insuffisance de leurs ressources, prêter aux agriculteurs qu'un secours peu efficace et se bornèrent-elles le plus souvent à formuler des vœux.

Au début du règne, la seule institution qui existât en faveur des agriculteurs fonctionnait mal : c'était celle des *pósitos* ou magasins de blé, destinés à prévenir les disettes, et qui, entre autres rôles, avaient celui de fournir des avances de semences aux agriculteurs dans les années stériles ; les répartitions de grains se faisaient sans justice aucune (4).

L'agriculture aurait eu besoin, cependant, de l'appui et des encouragements du gouvernement.

En 1794, près de cent ans après l'avènement de Philippe V, JOVELLANOS, dans un célèbre rapport sur le projet de loi agraire

(1) UZTÁRIZ, cap. XLVIII, p. 116. — *Mem. sobre la necesidad de una exacta descripción física y económica de España*, pp. 11-17, in Sempere y Guarinos, *Bibli. esp. econ. pol.*, t. I.

(2) ZABALA Y AUÑON : *Representación*, part. II. — Cf. COLMEIRO, *op. cit.*, t. II, cap. LXXXII, pp. 281, 283.

(3) CAMPILLO : *Lo que hay de mas y de menos en España* (1741).

(4) ZABALA Y AUÑON : *Representación*, part. II, punto I, § IV-V.

dont il est l'auteur et qu'il présenta au Conseil de Castille, au nom de la Société Économique de Madrid, devait encore mettre en lumière les obstacles qui s'opposaient au développement de l'agriculture. Il les range sous trois groupes distincts : obstacles politiques, obstacles moraux et obstacles physiques.

I. — *Les obstacles politiques*, c'étaient les terres vagues, les terres des Municipalités, les terres non clôturées, la Mesta, les biens de mainmorte, la difficulté de circulation des produits, les impôts :

a) *Les terres vagues* (1), qualifiées par la législation de *baldios* étaient autant de terres perdues pour la culture ; elle servaient de pâturages aux troupeaux de moutons ; et les souverains en aliénèrent à plusieurs reprises des portions plus ou moins étendues, bien plus pour se procurer des ressources immédiates que dans le but de favoriser l'agriculture. Mais ils rencontrèrent toujours de vives résistances de la part des propriétaires des troupeaux de la Mesta, qui voyaient dans la conservation de ces terres une garantie de leurs privilèges, et aussi de la part des procureurs des villes aux Cortès, qui s'opposaient à leur aliénation, sous prétexte qu'elles constituaient le patrimoine des pauvres.

b) *Les terres des Municipalités* (2), *tierras concejiles*, appartenaient en propre aux Municipalités ; elles se trouvaient dans la même situation.

Jovellanos se déclarait partisan, sans restriction aucune, de l'aliénation en bloc de toutes les *tierras baldias y concejiles*, sous forme de vente ou de baux emphytéotiques.

(1) JOVELLANOS (D. Gaspar Melchor de) : *Informe en el expediente de la ley agraria*, Madrid, 1794, N° 38 et sq.

(2) JOVELLANOS, *op. cit.*, N° 55 sq.

c) ) *Les terres non clôturées* (1) remontaient à une époque reculée où les guerres enlevant toute sécurité à l'agriculture, les propriétaires avaient plus d'intérêt à admettre les troupeaux transhumants sur leurs terres qu'à les cultiver. La coutume ainsi établie fut sanctionnée par les lois et l'on est en droit de supposer que la Mesta eut une grande influence dans l'établissement de cette législation.

d) *La Mesta*, nous l'avons démontré (2), avait des intérêts opposés à ceux de l'agriculture.

e) *Les biens de mainmorte* (3) étaient constitués par les propriétés ecclésiastiques et les majorats civils, ceux-ci très répandus en Castille, depuis le xvi<sup>e</sup> siècle, et en Navarre et dans les Vascongades, depuis le xviii<sup>e</sup> ; soustraits au commerce, ils diminuaient le rendement de la terre. Selon Jovellanos, l'intérêt général exigeait que l'on permît aux possesseurs des biens de mainmorte de les donner en emphytéose, seul moyen sûr et équitable de diviser les grandes propriétés, de les mettre en culture et d'obtenir que les terres fussent travaillées chaque année.

f) *La difficulté de circulation des produits* (4) résultait d'un ensemble d'entraves, telles que la taxation des denrées, la réglementation de leur commerce, en particulier de celui des céréales, et aussi des prohibitions d'exportation, qui étaient la règle générale et qui nuisaient au développement de l'agriculture.

Jovellanos, comme Zabala l'avait fait avant lui (5), se

(1) JOVELLANOS, *op. cit.*, N° 61-76.

(2) Cf. *supra*, pp. 35, 67. — Cf. JOVELLANOS, *op. cit.*, N° 125 sq.

(3) JOVELLANOS, *op. cit.*, N° 147 sq.

(4) JOVELLANOS, *op. cit.*, N° 223 sq.

(5) Sur la liberté du commerce des grains, v. ZABALA Y AUÑON : *Representación*, part. II, punto I, §§ II-III.

prononce en faveur de la liberté commerciale, dont il expose les principaux avantages : abondance et bon marché des produits, facilité des débouchés, aisance qui en découle pour les cultivateurs et l'ensemble de la population.

g) *Les impôts* (1), portant surtout sur la consommation des denrées de première nécessité, accablaient l'agriculture qui les produit et les classes pauvres, particulièrement celle des agriculteurs, la plus pauvre de la nation (2).

II. — *Les obstacles moraux* (3) sont ceux qui relèvent de l'opinion. Or l'opinion publique, en Espagne, n'est point favorable à l'agriculture. En appelant l'attention du gouvernement sur les autres sources de la richesse publique, elle a amené celui-ci à considérer l'agriculture comme un objet secondaire de ses préoccupations ; de là, les lois qui ont abouti, d'une part, à favoriser l'extension des terres vacantes, des biens d'église, des majorats, et, d'autre part, à protéger l'industrie et le commerce ; l'on a ainsi « ruiné les fondations pour construire l'édifice ». De plus, l'opinion publique a convaincu les « agents de l'agriculture », propriétaires et cultivateurs, que leur art, vu les minces bénéfices qu'il procure, ne valait pas la peine d'être perfectionné ; il en est résulté qu'ils l'ont négligé complètement.

III. — En dernier lieu, l'auteur de l'*Informe* signale les *obstacles physiques* qui viennent de la nature elle-même et ne peuvent être surmontés que par l'effort solidaire de tous :

(1) JOVELLANOS, *op. cit.*, N° 302 sq.

(2) Zabala démontrait qu'étant donné le système des rentes provinciales, c'étaient les plus pauvres qui payaient le plus. (*Representación*, part. I, punto I, § II, qui a pour titre : *Uno de los perjuicios de la naturaleza de las Rentas Provinciales, es ser los mas pobres, los mas contribuyentes.*)

(3) JOVELLANOS, *op. cit.*, N° 320 sq.

le défaut d'irrigation des terres (1) ; l'insuffisance des voies de communication par terre et par eau, faute de cours d'eau navigables et de canaux (2) ; l'insuffisance des ports de commerce (3).

On voit, par ce qui précède, tout ce qui manquait à l'agriculture pour atteindre en Espagne l'importance qui lui revenait dans la vie économique du pays.

\*  
\* \* \*

L'industrie a trouvé, par contre, en Philippe V et ses deux fils, Ferdinand VI et Charles III des protecteurs attentifs, tout acquis, dans ce domaine, à la politique française.

La situation de l'industrie était lamentable, à l'avènement de Philippe d'Anjou. Pour en préparer le relèvement, le nouveau souverain *l'encourage*, en créant des manufactures royales, en accordant des privilèges et des franchises aux manufactures privées et en attirant des maîtres et des ouvriers étrangers ; il *la protège*, en interdisant et en empêchant autant que possible l'entrée des produits étrangers, par des droits prohibitifs ou simplement protecteurs ; enfin, il *la réglemente*, et la maintient ainsi à un degré de perfection capable de lui procurer des débouchés à l'étranger (4).

*Encouragements.* — Les manufactures royales avaient pour rôle principal de servir de modèle aux industries privées, en répandant dans tout le royaume des articles de qualité

(1) JOVELLANOS, *op. cit.*, N° 369 sq.

(2) JOVELLANOS, *op. cit.*, N° 375 sq.

(3) JOVELLANOS, *op. cit.*, N° 400 sq.

(4) Cf. MOUNIER (André) : *Les faits et les doctrines économiques en Espagne sous Philippe V. Geronimo de Uztáriz (1670-1732)*. Th. Bordeaux, 1919, pp. 101-135.

supérieure, fabriqués, le plus souvent, sur le modèle de l'étranger. C'est dans cet esprit que furent créées les manufactures royales de drap de Guadalajara (1718), de tapisseries, à Madrid (1720), de glaces de San Ildefonso, à la Granja (1728)(1).

Les fabriques de création et d'administration royale étaient d'ailleurs en petit nombre. L'encouragement à l'industrie se donnait surtout par la protection que le Roi accordait aux manufactures privées, soit en concédant à des fabricants des privilèges de fabrication pour un temps déterminé, — dix ans, vingt ans, renouvelables à l'expiration du terme, — soit par l'octroi de franchises aux fabricants : exemption d'un certain nombre d'impôts sur les matières premières, les outils, les métiers, dispense du paiement des droits d'alcalala et des centièmes ; faculté de se procurer, en quantité limitée et en franchise de tous droits d'entrée, d'achat ou de consommation, certaines denrées alimentaires. Ces franchises, d'abord accordées à titre individuel, furent progressivement étendues à toute une corporation, à toute une ville. C'est par la généralisation de ces franchises et de ces exemptions d'impôts qu'on en arrive, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, à libérer l'industrie de ses nombreuses entraves. Ce système d'extension progressive devait atteindre son complet développement, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Enfin, le Roi encourageait encore l'industrie en accordant aux fabricants des distinctions honorifiques, des pensions, des avances en argent pour frais d'établissement, des subventions annuelles, le titre de *fábrica real* à certaines de leurs manufactures, avec le droit de placer au-dessus de la

(1) Ces manufactures donnaient de beaux produits, mais leurs résultats financiers étaient désastreux. La manufacture de Guadalajara coûtait au Trésor, en 1798, 5.805.748 réaux. (Cf. CANGA ARGÜELLES : *Dic. de Hac.*, V<sup>o</sup> Fábricas reales).

principale porte l'écusson aux armes royales. Il s'efforçait aussi d'attirer les ouvriers étrangers en leur concédant différentes faveurs (pensions, exemptions d'impôts, naturalisation après un court séjour, honneurs), afin que l'industrie espagnole pût bénéficier des meilleurs procédés techniques de fabrication, et il envoyait à l'étranger les jeunes ouvriers espagnols capables de se perfectionner dans leur art (1).

Pour achever d'utiliser toutes les forces productives de la nation, ce système comportait accessoirement l'assistance par le travail obligatoire. A l'exemple de ce qui était déjà pratiqué, à la même époque, à Gênes, Lyon, Amsterdam, l'article 42 de l'instruction royale de 1718, qui ordonnait la construction de maisons de force, prévoyait aussi l'emploi à des travaux de manufactures, des vagabonds et des oisifs que l'on y recueillait.

*Prohibitions et droits protecteurs.* — Les prohibitions et droits protecteurs étaient conformes à l'idéal de la politique économique de l'époque :

Empêcher les produits étrangers d'entrer en Espagne, en vue de permettre le développement de l'industrie espagnole et même de faciliter l'exportation des produits nationaux, afin qu'ils puissent soutenir la concurrence à l'étranger ;

Retenir les matières premières qui alimentent l'industrie nationale et faciliter l'introduction des matières premières

(1) Instruction royale du 4 juillet 1718, art. 43. — UZTÁRIZ, cap. XLVIII, p. 114.

Dès 1713, Philippe V offrait les droits de naturalité aux étrangers établis comme marchands en Espagne. (*Archives nationales de France, fonds provenant des archives de la Marine B7 450*). — En 1718, Albéroni les exemptait des impôts de consommation. Ripérda promettait son appui à quiconque établirait en Espagne des fabriques de fil, de toiles et de papier. (Coxe, *op. cit.*, t. III, p. 557). La Ensenada favorisait l'immigration des ouvriers irlandais. (Ant. Rodríguez Villa, *D. Cenon de Somodevilla, marqués de la Ensenada*, p. 143).

étrangères, surtout de celles que le sol espagnol ne produit pas, afin d'alimenter abondamment l'industrie ;

Interdire, en outre, l'usage, à l'intérieur du royaume, d'un certain nombre de produits étrangers, et en particulier d'objets de luxe.

Les principales décisions prises par Philippe V, présentant un caractère prohibitif, sont les suivantes :

Décret de 1703, créant, à Madrid, un magasin royal destiné à l'achat et à la vente des draps et de toutes les fournitures nécessaires à l'habillement des troupes (1) ;

Décrets des 23 octobre 1717 et 20 juin 1718, prohibant l'entrée et l'usage des tissus d'Asie et de Chine (2) ;

Ordonnance du 20 octobre 1719, prescrivant que les troupes royales soient vêtues exclusivement de draps espagnols et que toutes les fournitures de drap militaire soient de fabrication espagnole ;

Décret du 27 octobre 1720, interdisant aux navires du commerce des Philippines l'importation, par Acapulco, des tissus de soie de Chine et des Indes Orientales (3) ;

Pragmatique, dite *somptuaire*, du 15 novembre 1723, interdisant l'importation de galons, broderies, brocards d'or et d'argent, dentelles blanches et noires (art. 3) ; ne permettant d'utiliser d'autres étoffes de soie que celles fabriquées en Espagne ou en pays alliés ; ordonnant à tous les fonctionnaires supérieurs et aux magistrats, de se vêtir de noir (art. 5). A la suite de la publication de cette pragma-

(1) LARRUGA : *Hist. de la R. y G. Junta de Co.*, t. III, part. I, fol. 81. — UZTÁRIZ, cap. I, pp. 122-124.

(2) LARRUGA, *op. cit.*, t. III, part. I, fol. 80, 218 ; t. VIII, N° XXXIII. — UZTÁRIZ, cap. XLIV, LXXXII, p. 251.

(3) UZTÁRIZ, cap. XLIV, p. 103.

tique, le Roi, les princes et les infants, donnant l'exemple, se vêtirent uniquement de tissus d'Espagne (1) ;

Décret du 10 novembre 1726, ordonnant à tous les Espagnols de ne faire usage d'autres vêtements de soie et de drap que ceux fabriqués en Espagne (2) ;

Cédula royale du 14 juin 1728, prohibant l'importation des tissus de coton d'Asie, d'Afrique et d'Europe, ainsi que des toiles peintes, mais déclarant libre l'entrée du coton brut de l'Ile de Malte (3).

La sortie des matières premières était généralement prohibée. On continuait à appliquer les anciennes ordonnances de Charles II, interdisant l'exportation du fer et de l'acier brut, des soies et des laines moyennes et communes (4).

Toutes ces prohibitions provoquaient inévitablement des fraudes et les nombreuses licences octroyées par le Gouvernement en atténuaient encore l'efficacité.

*Réglementation.* — La réglementation minutieuse de l'industrie vise les procédés de fabrication, l'emploi de certaines matières premières et la fabrication de certains types, qui doivent s'imposer par leur qualité même au choix des consommateurs.

Depuis les Rois Catholiques, une série d'ordonnances corporatives (*ordenanzas gremiales*) avaient réglementé les arts mécaniques, fixé la qualité des matières employées, celle des produits, ainsi que leurs dimensions (5). Beaucoup de

(1) LARRUGA, *op. cit.*, t. III, part. I, fol. 82-83, 89-92. — UZTÁRIZ, cap. LXI, pp. 156, 159. — Les interdictions de la pragmatique somptuaire de 1723 furent reproduites dans celle de 1729.

(2) LARRUGA, *op. cit.*, t. III, part. I, fol. 74 ; t. VIII, N° 11.

(3) LARRUGA, *op. cit.*, t. III, part. I, fol. 323 ; t. VIII, N° LXX.

(4) Règlements du 23 juin 1699. — UZTÁRIZ, cap. LXXXVIII, p. 280.

(5) PEREZ : *Pragmáticas de los Reyes Católicos*, cité par COLMEIRO, *op. cit.*, t. II, pp. 237, 238. — UZTÁRIZ, cap. LXXXIII, pp. 256, 257.

leurs dispositions, tombées en désuétude, furent remises en vigueur et adaptées aux besoins et aux procédés de fabrication nouveaux. C'est ainsi qu'une pragmatique de 1600, remise en vigueur en 1746, interdisait aux tordeurs et aux filandières, de mettre dans la soie « du miel, du savon, du sel, de l'alun ou de l'huile » et de mélanger la soie grossière à la soie fine, sous peine d'une amende de 6.000 maravédís la première fois, du double la seconde, et du bannissement pendant cinq ans, à plus de 5 lieues du lieu de résidence, à la troisième infraction (1).

Le règlement général des manufactures de soie, contenu dans une pragmatique de 1674, fut complété par la cédula royale du 20 janvier 1737 (2).

L'impulsion ainsi donnée fut en général favorable au développement de l'industrie.

*Les Manufactures d'étoffes de soie* du royaume de Valence firent de notables progrès. La suppression de certains droits sur les denrées alimentaires, en diminuant le prix de la vie, permit l'abaissement des salaires et plaça l'industrie dans une situation plus avantageuse que celle des provinces voisines. L'abolition de différents droits de douane à l'entrée et à la sortie, en procurant aux manufactures des débouchés faciles, augmenta leur production (3). Les résultats obtenus furent

(1) LARRUGA, *op. cit.*, t. III, part. I, fol. 201-202.

(2) LARRUGA, *op. cit.*, t. III, part. I, fol. 217-218 ; t. VIII Nos xxx, xxxii.

(3) Les droits supprimés furent les suivants : taxes municipales sur le pain et sur la viande, en 1717 et 1718 ; droits de douane de 16 % entre la Castille et le royaume de Valence, en 1717 ; enfin, par édit du 26 octobre 1718, trois droits s'élevant chacun à 5 % : *le general de la Corte* sur tout ce qui était vendu dans les boutiques, *le general de las mercaderías* sur la sortie par terre et par mer de toutes les mar-

rapides et excellents : en 1718, année de la réforme financière, le royaume de Valence possédait moins de 800 métiers ; en 1725, on en comptait déjà plus de 2.000 (1). A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la province de Valence pouvait montrer 3.300 métiers à étoffes et 1.700 petits métiers à bas, mouchoirs, filets, rubans et galons ; Séville, 2.318 métiers en activité fabriquant des bas, des soieries légères, des gazes et des rubans.

Il y avait encore des manufactures de soie à Cordoue, Jaen, Grenade, Malaga, Talavera, Murcie, Tolède, qui ne retrouvèrent cependant jamais leur prospérité antérieure (2).

*Les Manufactures d'étoffes de laine* communes et moyennes se développèrent principalement à Madrid, Tolède, Ségovie, Cuenca, Avila, Palencia, Zamora, Valladolid, Burgos et Barcelone (3), de même que dans les principales villes de l'Andalousie et des royaumes de Murcie et de Valence.

La Castille, qui possédait les plus belles laines, comptait

chandises, et le *tarija y doble tarija* en sus, sur la sortie de certaines espèces particulières). — UZTÁRIZ, cap. LV, pp. 137-141. — ULLOA : *Restabl.*, part. I, cap. XVII, Nos 134, 138).

(1) ULLOA, *op. cit.*, part. I, cap. XVI, N° 133 ; cap. XVIII, N° 139.

(2) Tolède, victime de sa situation géographique — elle devait faire venir à grands frais la soie que Séville et Valence trouvaient à leurs portes — lutta contre la mauvaise fortune pendant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle. Réduite à 100 métiers, en 1708, elle en avait 300, en 1712, et 70 seulement, en 1715. Soutenue par les privilèges et les faveurs, elle était remontée, en 1738, à 543 métiers, dont 264 seulement travaillaient. En 1752, elle possédait 610 métiers. En 1793, le chiffre était retombé à 193, et Tolède ne fabriquait plus guère que des soieries de rebut, dont le roi autorisait l'exportation en Amérique.

Dans l'ensemble, les soieries manufacturées atteignirent, en 1799, une valeur de 34.193.910 réaux, représentant environ le tiers de la valeur de la soie brute récoltée dans le royaume. (DESDEVISES DU DEZERT, *op. cit.*, ch. II, pp. 118, 119).

(3) Barcelone comptait, dès 1779, neuf fabriques de draps de toute qualité, employant 3.000 ouvriers. (PI Y ARIMON : *Barcelona antigua y moderna*, t. II, p. 96).

trois écoles de filage de la laine, les fabriques royales de draps fins de Guadalajara et de Brihuega (1).

*Les manufactures de toiles de lin, de chanvre et de coton* étaient infiniment moins importantes que les précédentes.

Le lin et le chanvre se prêtaient d'ailleurs à l'industrie domestique ; ils étaient travaillés dans un grand nombre de petits ateliers, disséminés par les provinces d'Espagne. Plusieurs fabriques, furent établies en Galicie, dont celles de D. Adrian de Roc, à la Corogne, qui tissaient les toiles fines et le linge de table pour la Maison du Roi, et celles de cordages et de voiles à Sada (2).

Madrid, Tolède, Alcala, Brihuega, Talavera, Ségovie, Cordoue, Séville et Grenade donnaient des toiles fines.

La plupart des accessoires en chanvre pour la marine étaient fabriqués en Biscaye et en Guipuzcoa.

*Les Procédés de teinture des tissus* qui étaient très en retard sur ceux de l'étranger, furent améliorés avec le concours de spécialistes appelés du dehors ; une fabrique-modèle pour le perfectionnement des couleurs fut créée aux frais du roi, à Madrid, en 1719, et sa direction confiée à deux Français, D. Juan Farges et D. Pedro Ollier ; à partir de 1744, le Gouvernement encouragea la culture de la garance qui se faisait principalement dans la province de Valladolid ; dès lors, les teinturiers espagnols purent se fournir de garance nationale (3).

(1) L'Espagne fabriquait, en 1799, 3.543.655 varas de tissus de laine, représentant une valeur de 228.360.468 réaux. Cette production était loin de suffire à la consommation. (DESDEVICES DU DEZERT, *op. cit.*, ch. II, p. 115).

(2) LARRUGA, *op. cit.*, t. III, part. I, fol. 316. — UZTÁRIZ, *op. cit.*, cap. LXXII, p. 216.

(3) LARRUGA, *op. cit.*, t. III, part. I, fol. 371-377.

*L'industrie du papier* fut encouragée et fit des progrès. L'Espagne ne fabriquait pas assez de papier pour sa consommation ; elle s'approvisionnait à Gênes où il était de meilleure qualité et meilleur marché ; l'importation de 1720 atteignit 105.796 rames (1).

Les moulins à papier de la forêt de l'Escorial furent rétablis à partir de 1717. Il en existait aussi, en 1724, à Ségovie, au Poular, à Cuenca et au Nouveau Bastán. Vers la même époque, fut établie, au monastère de Saint-Laurent, une imprimerie royale pour les « bréviaires, missels, livres de chant, heures latines et autres livres d'Église », dont l'impression était demeurée un privilège de Balthazar Moret d'Anvers et de ses successeurs, et la vente un bénéfice exclusif du couvent de l'Escorial (2).

Quant aux livres profanes, importés jusque là de l'étranger, ils s'imprimèrent de plus en plus dans le royaume. Les imprimeurs avaient perfectionné leurs procédés de travail et se fournissaient auprès des moulins à papier nouvellement créés. En 1738, la Junte du Commerce désignait à l'attention du Roi le mérite de l'un de ses sujets, D. Pedro Cornet, à qui seul on devait la création de plus de 200 moulins. A la fin du siècle, il n'y avait pas de province qui n'eût au moins une ou deux fabriques de papier (3).

*L'industrie du cuir, celle des chapeaux*, réalisèrent des progrès, — cette dernière notamment à Valence, Madrid et Barcelone (4).

Par contre, *l'industrie sucrière*, paralysée par les taxes

(1) UZTÁRIZ, cap. LXXXV, p. 263.

(2) UZTÁRIZ, cap. LXXXVI, pp. 268-271.

(3) LARRUGA, *op. cit.*, t. III, part. I, fol. 93, 340-344.

(4) LARRUGA, *op. cit.*, t. III, part. I, fol. 93, 346-352.

spéciales (1) qui accablaient la culture de la canne et le raffinage du sucre, et par la concurrence des Canaries, de l'Inde, des Antilles et du Brésil, que favorisaient l'excellente disposition de leurs terres pour cette culture et le bon marché de la main-d'œuvre, périclita d'année en année : de 1722 à 1729, il fut récolté 557.572 pilons de sucre dans le royaume de Grenade ; quelques années plus tard, pour une période égale, de 1738 à 1746, la récolte était tombée à 232.694 pilons ; on avait, dans le même temps, augmenté d'une manière continue les droits sur le sucre (2).

La prohibition des sucres étrangers, imaginée par Philippe V pour rétablir une source de richesse si avantageuse, fut sans effet (3).

C'est sur la côte du royaume de Grenade, région de la production sucrière, à Motril, Adra, Pataura, Lobres, Salobrena et Almuñecar, qu'avaient subsisté quelques sucreries (*ingenios de azucar*) (4), mais il était facile de prévoir qu'avec ou sans protection, le sucre était destiné à devenir un produit colonial.

*La fabrication du savon* fournit un autre exemple d'une industrie presque anéantie par le régime fiscal. Malgré l'abondance de la soude dans les royaumes de Valence, Murcie et Grenade, la production nationale du savon était fort restreinte et les étrangers venaient enlever dans les ports de la côte orientale, à Alicante principalement, la barille, la bourdine et l'*agua azul* qu'ils employaient à Marseille, à Gênes

(1) Voir, *supra*, p. 129.

(2) SEMPERE Y GUARINOS : *Mem. sobre la renta de pobl. del regno de Granada* (*Biblioteca Econ. Pol.*, t. IV, p.p. CXXI-CXXII).

(3) Nov. Recopilación. Loi 16, tit. XII, lib. IX.

(4) UZTÁRIZ, cap. XCIV, p. 310. — LARRUGA, *op. cit.*, t. III, part. I, folios 364-365.

ou à Venise à la fabrication du savon, du verre et des cristaux (1).

Ainsi, cette industrie était loin de donner tout ce qu'aurait pu produire une bonne utilisation de la matière première.

*La Verrerie fine et la Cristallerie* étaient fabriquées à la manufacture royale de San-Ildefonso, près La Granja, fondée en 1728 (2).

Citons enfin, pour compléter ce tableau du mouvement industriel de l'époque, l'*Industrie du Fer*, concentrée dans le nord de la péninsule, avec les fonderies pour l'artillerie de Lierganes et la Cabada (Asturies) ; les forges de Placencia (Guipuzcoa) ; de Biscaye ; la fonderie d'acier de Catalayud ; la fabrique de feuilles de fer-blanc de Ronda ; la fabrique de métiers en fer pour le tissage des bas, établie à Madrid — ces trois dernières créées pendant le règne de Philippe V, etc.

\*  
\* \*

*Le commerce intérieur* ne s'était pas seulement amoindri du fait que les affaires du Nouveau Monde avaient principalement retenu l'attention des Espagnols, il souffrait, en outre, d'un régime contraire à son développement : antiques ordonnances corporatives, nuisibles surtout au commerce de détail, impôts royaux, droits de porte ou de ville, douanes intérieures, droits de péage, perçus dans les plus petits villages, droits

(1) La soude (barille, bourdine ou agua azul) payait 6 réaux par quintal récolté et 5 par quintal amené à l'embarcadere d'où on l'exportait, ce qui représentait 40 % de sa valeur ; ces droits constituaient *la renta de la sosa y barilla*. La soude était un produit de vente exclusive, ainsi que le savon, qui avait longtemps été concédé au fermier du droit des *millions* (Cf. ULLOA, par. I, cap. V, Nos 49-50).

(2) UZTÁRIZ, cap. XCVI, p. 323. — LARRUGA, *op. cit.*, III, part. I, folios 383, 384.

de sortie et d'entrée dans les ports, qui paralysaient le commerce côtier d'une province à l'autre, police des approvisionnements basée sur la taxation ; à ces obstacles s'ajoutaient la lenteur et la difficulté des transports, l'insécurité des voyages, l'absence de routes carrossables et de cours d'eau navigables, le mauvais état des chemins et des ponts ; en 1740, Ulloa se lamentait de ce que la question de la navigabilité du Guadalquivir entre Séville et Cordoue n'était pas encore réalisée (1).

Philippe V commença à libérer le commerce intérieur de quelques-unes de ses entraves : la pragmatique de 1717 sur les douanes fut incomplète et partant insuffisante, elle constitua néanmoins un sérieux progrès.

Une ordonnance royale, promulguée le 4 juillet 1738, demanda aux ingénieurs une description de tous les travaux nécessaires à la réparation et à la construction des chemins, des ponts et des ports, et à l'entretien des rivières navigables. La Ensenada fut le premier ministre qui s'occupa des routes. Jusque-là, elles n'existaient que de nom. Les grandes routes d'Andalousie, de Valence, de Catalogne et de Galicie, qui devaient réunir la capitale aux régions frontières, ne furent cependant entreprises qu'en 1761 (2).

Enfin, Philippe V porta les premiers coups au système de la taxation.

Le commerce des grains se trouvait en principe soumis, en vertu d'une pragmatique de 1699 (3), à une sévère réglementation. Les grains étaient taxés et ne pouvaient être exportés d'une province à une autre, qu'en vertu de permis-

(1) ULLOA, *op. cit.*, part. I, cap. XII, Nos 95-100.

(2) JOVELLANOS : Informe, § 375 s.

(3) Nov. recopilación. Loi 10, tit. XIX, lib. VII.

sions spéciales qui variaient suivant l'état des récoltes des différentes provinces et leurs besoins respectifs. En outre, l'exportation et l'importation pour le royaume étaient pareillement prohibées. Charles II, en promulguant cette pragmatique s'était d'ailleurs conformé à la politique de ses prédécesseurs.

En juin 1708, un décret royal accorda au royaume de Séville la vente des grains non taxés et autorisa l'importation des blés étrangers, ce qui permit d'avoir du pain à un prix modéré, malgré le mauvais état de la récolte : à Séville, le prix du blé s'était abaissé de 120 à 60 réaux, la fanègue, et celui de l'orge de 70 à 30 réaux. En 1723, année stérile, une pareille infraction aux vieilles pragmatiques fut autorisée par décret du 16 mars et les résultats furent aussi satisfaisants (1).

La voie était désormais tracée. Les vives critiques de Campomanes, Floridablanca et Jovellanos contre la politique annonaire traditionnelle devaient amener ultérieurement la liberté du commerce des grains.

\*  
\* \*

*Le commerce extérieur* était passé presque entièrement aux mains des étrangers. Uniquement préoccupés d'exploiter les mines d'Amérique, les Espagnols avaient négligé les véritables sources de la richesse : la production industrielle et le commerce de la métropole.

L'abandon des manufactures avait attiré vers l'étranger les matières premières non utilisées, et de l'étranger, les pro-

(1) ZABALA Y AUÑON, *op. cit.*, part. II, punto I, § 11. — UZTÁRIZ, cap. XCII, p. 302.

duits ouvrés que le pays fabriquait de moins en moins ; le commerce extérieur s'était ainsi développé au détriment de l'Espagne ; il était devenu passif.

En échange de laine en flocons, de soie brute, de lin peigné, de chanvre, de soude, de barille, de légumes, de vins, d'eau-de-vie, d'huile, de raisins secs, de fruits et de produits des Indes, y compris l'or et l'argent en barres et en lingots, qui passaient par ses mains, l'Espagne recevait de l'étranger des tissus d'or et d'argent, de soie, de laine, de coton, de lin, de chanvre, de poil de chameau et de vigogne, les plus fins comme les draps d'Angleterre, les tapisseries des Flandres, les toiles de Hollande ou les soieries de Lyon, et aussi les plus communs ; des articles de cuivre, d'acier et de fer ; des toiles à voiles, des cordages, des bois et tous autres matériaux servant à la construction des navires ; des chapeaux, des perruques ; un certain nombre de denrées alimentaires, etc. (1).

La politique et les réformes commerciales eurent pour but de développer le commerce extérieur actif. Aux prohibitions et droits protecteurs déjà indiqués (2), se juxtaposèrent d'autres mesures telles que la création de la *Compagnie de Commerce privilégiée d'Aragon* et des ordonnances propres à améliorer la marine marchande et à favoriser le pavillon espagnol.

(1) UZTÁRIZ, *op. cit.*, cap. LXXXI, LXXXIV, LXXXVII, LXXXVIII, XCII, XCIV.

CAMPILLO : *Lo que hay de mas y de menos en España* (1741), V<sup>ls</sup>, Comercio, Fábricas.

La plus grande portion des laines supérieures allait en Angleterre. Les marchands espagnols transportaient les laines, les acheminaient sur les ports, les embarquaient sur des navires étrangers et les dirigeaient à Londres ou à Amsterdam, en prenant pour eux les risques de mer. Les laines une fois à destination, ils les vendaient et en recouvraient le montant, non pas en argent, mais en toiles et en objets de fantaisie, en prenant une fois de plus à leur charge les risques maritimes et le coût du fret (COLMEIRO, *op. cit.*, t. II, ch. LXXVII, p. 360).

(2) Cf. *supra*, p. 148.

Fondée en 1746, avec l'autorisation et la protection royales, sur l'initiative de quelques personnes soucieuses de relever l'industrie du royaume d'Aragon, anéantie par les calamités de la guerre de Succession, la Compagnie justifia par ses errements les critiques développées d'une manière générale par Uztáriz à l'égard des compagnies privilégiées de commerce dont il était l'adversaire résolu (1), et ne connut qu'une vie précaire ; en 1774, elle cessa de payer à ses créanciers leurs intérêts et, en 1784, elle prit fin (2).

\* \* \*

La marine était en décadence. Depuis le désastre de l'*Invincible Armada*, elle ne s'était que très partiellement relevée d'une ruine complète. Or la puissance de l'armée de mer — condition toujours indispensable de la puissance maritime commerciale — était, à cette époque, d'autant plus nécessaire à la protection du commerce maritime, que celui-ci était exposé aux déprédations des pirates et des corsaires, et aux préjudices de la contrebande étrangère.

Les Ministres de Philippe V restaurèrent, dans une assez large mesure, la marine de guerre nécessaire à la sécurité du commerce extérieur. Alberoni put organiser l'expédition de Sicile (1717), il fit construire plusieurs vaisseaux et améliora l'état des ports. Patiño créa un arsenal à Cadix et plusieurs écoles, dont la plus célèbre fut celle des gardes-marins (1727); il institua, en 1736, l'inscription maritime, que La Ensenada devait faire effectivement fonctionner. En 1735, l'Espagne possédait 24 vaisseaux de 60 à 114 canons, 9 frégates et 16 autres bâtiments. Les dépenses de la marine, qui étaient

(1) UZTÁRIZ, ch. XXXIX et sq.

(2) ASSO, *op. cit.*, ch. II, pp. 230-233.

de 2 millions d'écus, en 1724 (1), atteignirent 4.400.000 écus, en 1741 (2).

La marine marchande reçut sa protection dans la forme traditionnelle. Sur un avis de la Junte du Commerce du 30 novembre 1705, le Roi décida que l'exportation des produits espagnols serait réservée aux navires nationaux, et que seraient réputés espagnols tous navires construits en territoire de souveraineté royale ou chez l'ennemi, mais acquis par des Espagnols, — soit par contrat avant la guerre, soit par prise de guerre, — ou encore ceux construits en France, ou acquis de sujets français. De plus, tous ces navires, quelle que fût leur origine, devaient être commandés par un capitaine espagnol et pourvus d'un équipage espagnol à concurrence des deux tiers (3) ; — décision toute platonique, car l'Espagne manquait de navires et de marins.

L'une des ordonnances royales de 1720 établissait que seuls, en principe, les navires espagnols pourraient relier la métropole aux colonies et que, dans les cas exceptionnels où des navires étrangers seraient autorisés à faire ce service, ils payeraient des droits beaucoup plus élevés (4).

\*  
\* \*

*Les Indes Occidentales*, furent pour l'Espagne, au moins au début, le pays de l'or. Acquérir des métaux précieux, et, dans ce but, imposer aux populations de l'Amérique les marchandises espagnoles, telle fut la règle de son commerce colo-

(1) UZTÁRIZ, ch. LXXI, p. 204.

(2) COXE, *op. cit.*, t. III, p. 585.

(3) LARRUGA, *op. cit.*, t. III, part. I, pp. 61-64.

(4) UZTÁRIZ, ch. XLVI.

nial. Elle négligea de développer l'agriculture et l'industrie d'outre-mer et tous ses efforts tendirent même à en enrayer l'essor.

Le commerce des Indes se faisait encore, à l'avènement de Philippe V, dans ses principes essentiels, comme au temps de Charles-Quint (1). Séville avait toujours le monopole du commerce avec l'Amérique. Le 8 mai 1717, Patiño retira à la Chambre de Commerce des Indes (*Casa de Contratación de Indias*) la direction des expéditions maritimes. Le 12 mai, il la transféra à Cadix (2). Ainsi se terminèrent les controverses qui, dès 1550, s'étaient élevées entre Cadix et Séville pour déterminer lequel de ces deux ports devait être le point de départ du transit pour les Indes. Depuis 1680, le commerce s'était déclaré en faveur de Cadix, soit pour éviter les difficultés et les dangers du passage de la barre de Sanlúcar, soit parce que son mouillage était meilleur pour des navires d'un plus fort tonnage. L'intérêt public, celui des affaires et du roi, appelaient cette réforme qui mit fin à l'antique prospérité de Séville (3). Mais, faute d'une puissante marine et d'une industrie prospère, le commerce direct des Espagnols avec leurs colonies était forcément très réduit ; un vingtième à peine des produits d'Europe importés en Amérique était espagnol (4).

Le commerce interlope était en pleine extension. Les

(1) Cf. *supra*, p. 47.

(2) RODRIGUEZ VILLA : *Patiño*, p. 185, p. 66.

(3) COLMEIRO, t. II, ch. LXXVIII, p. 402.

(4) CAMPILLO : *Nuevo sistema de gobierno económico para la América* (1789), part. I, cap. I, p. 6.

La valeur des objets fournis annuellement par les étrangers à l'Amérique espagnole était de 15 à 20 millions de piastres (ZABALA Y AUÑON : *Representación*, part. II, punto II, § 1).

Anglais mettaient à profit les facilités exceptionnelles que leur avaient assurées certaines dispositions du traité d'Utrecht (1713). Ce traité avait concédé à une Compagnie Anglaise l'*asiento de negros*, lequel comportait la fourniture annuelle de 4.000 nègres aux colonies espagnoles, et, en outre, le droit d'envoyer tous les ans à la foire de Porto-Bello un vaisseau de 500 tonneaux, le navire de permission (*navio de permiso*), chargé de certaines marchandises d'Europe. Sous le couvert de cette situation privilégiée, ils organisèrent une audacieuse et lucrative contrebande. La création de l'escadre de Barlovento, destinée à la réprimer, amena d'ailleurs des difficultés au sujet de l'exercice du droit de visite sur les navires étrangers et fit éclater, en 1739, la guerre entre l'Espagne et l'Angleterre.

D'Amérique, les étrangers exportaient les produits naturels dont la plupart étaient inconnus en Europe (1) : perles de la côte de Terre-Ferme, émeraudes de Santa Fé de Bogota, laines de vigogne des environs de Potosi, quinquina de la province de Quito, et plusieurs autres plantes médicinales ; cochenille de Nouvelle-Espagne, indigo du Guatémala ; bois de campêche de Yucatan, cacao de Maracaibo et de Guayaquil, sucre de Cuba et de Saint-Domingue, vanille de Ducapello, tabac de la Havane et de Saint-Domingue, cuirs du Mexique, de Saint-Domingue, de la Havane et de Buenos-Aires.

Mais les articles les plus importants du commerce du

(1) HUET : *Mémoires sur le commerce des Hollandais dans tous les États et Empires du Monde*. Amsterdam, 1718. Ch. x, pp. 102-103.

ROBERTSON : *Histoire de l'Amérique*, t. IV, liv. VIII.

CAROLEU : *América, historia de su colonización e independencia*. Barcelona, 1894-1895. T. I, p. 350 ; t. II, pp. 42, 43, 62, 63, 202, 203 ; t. III, p. 73.

Nouveau Monde étaient l'or et l'argent. Humboldt en évalue la valeur à 5.445 millions de piastres (1), pour la période de 1492 à 1803. Sous le règne de Philippe V, une moyenne de 22 millions et demi de piastres aurait été annuellement importée (2).

L'Espagne, cependant, ne retenait qu'une faible quantité de ces métaux précieux ; elle était comme *le canal par où s'écoulait dans toute l'Europe le produit de ses mines et de ses richesses des Indes* (3) ; les 9/10<sup>e</sup> de ceux-ci allaient à l'étranger (4) animer l'industrie et le commerce en voie de développement, alors que la population espagnole manquait de capitaux.

Philippe V, s'il ne put libérer le commerce d'Amérique de l'emprise étrangère, comprit, du moins, que pour atteindre ce but, il importait bien plus de le débarrasser de ses propres entraves et d'en faciliter l'accès aux Espagnols, que de prétendre le soumettre à une réglementation pratiquement inefficace et de le surcharger de droits qui, sans enrichir le Trésor, tendaient, en fait, à rendre plus lucratif et plus actif le commerce de contrebande.

C'est sous son règne que disparut la navigation par flottes et galions. Le jaugeage de la flotte qui était, sous Charles II,

(1) DE HUMBOLDT : *Essai politique sur le Royaume de la Nouvelle Espagne*, liv. IV, ch. xi, t. IV, p. 257.

Les évaluations d'Uztáriz donnent 5 milliards de 1492 à 1724 (cap. III) ; celles de Zabala y Auñón : 6.060 millions de 1492 à 1732 (*op. cit.*, part. III, punto II, § 1). — Cf. de Humboldt, *op. cit.*, *ibid.*, p.p. 227-229.

(2) DE HUMBOLDT, *op. cit.*, liv. IV, ch. xi, t. IV, p. 259.

(3) CAMPOMANES : *Discurso sobre de educación popular*, § XIX, p. 410.

(4) CAMPILLO, *op. cit.*, part. I, cap. I, p. 10.

de 12.500 tonneaux, descendit à 5 ou 6.000, en 1720 (1). La dernière flotte partit de Cadix, en novembre 1735, les derniers galions ou demi-galions, en février 1737 (2). Par contre, la navigation par navires isolés ou de registres se développa, mais elle resta longtemps limitée à certaines époques fixes et au seul port de Cadix pour l'Espagne et soumise, quant aux permissions à obtenir, à l'accomplissement de formalités compliquées, et au paiement de droits très lourds (3).

Ferdinand VI et Charles III devaient suivre la même voie, le premier, en établissant, en 1748, la navigation par le Cap Horn, le second, en habilitant, 13 ports de la péninsule et 20 d'Amérique au libre commerce entre la métropole et les et les colonies (4).

En même temps, Philippe V abaissa les droits que payaient les marchandises espagnoles, qui allaient aux Indes Occidentales ou qui en venaient, et il essaya de simplifier les formalités de douane, dans le but de placer le commerce licite dans une situation moins défavorable par rapport à celui de contrebande.

Les décrets des 6 décembre 1718 et 23 septembre 1720 réglèrent le commerce entre les Canaries et l'Amérique ; le premier avait pour but d'empêcher l'introduction en fraude des marchandises étrangères dans l'Amérique espagnole ; le deuxième élargissait le commerce d'Acapulco, en permettant à deux navires de 500 tonneaux chacun, au lieu d'un

(1) CAMPOMANES, *op. cit.*, § XIX, p. 435. — UZTÁRIZ, cap. XLVII.

(2) ULLOA, *op. cit.*, trad. fr., 2<sup>e</sup> partie, p.p. 95-96, note du trad. ; cf. COXE, *op. cit.*, t. III, p. 242.

(3) COXE, *op. cit.*, t. III, p.p. 573-574.

(4) CAMPOMANES, *op. cit.*, § XIX, p.p. 434 et 445. — CANDA ARGÜELLES : *Dic. de hacienda, Vº Comercio libre de España con las Américas*.

seul, d'aller tous les ans à Manille, mais il maintenait la prohibition des tissus d'Asie (1).

Des règlements royaux des 5 et 20 avril et 23 juin 1720 (2) fixèrent des départs plus fréquents aux flottes, aux galions et aux navires de registre et réduisirent les droits sur les denrées espagnoles au taux de 8 à 10 %, les diminuant ainsi des trois quarts ou de moitié, selon les cas (3).

Des instructions données, le 28 mai 1720 (4), aux intendants de province, les invitèrent à encourager les négociants et fabricants espagnols à expédier leurs produits à Cadix pour les faire charger sur la flotte et les galions, et à faciliter aux marchands nationaux le transport rapide et sans formalités de leurs marchandises, qui devaient être embarquées par préférence à toutes autres.

Plusieurs essais de compagnies privilégiées furent tentés, afin de développer le Commerce Colonial.

La *Compagnie du Honduras*, formée en 1714, et celle de l'*Inde Orientale*, créée à Cadix, sur l'initiative de Patiño, n'eurent qu'une vie éphémère et déchurent très rapidement (5).

La *Royale Compagnie Guipuzcoane de Caracas*, fondée par cédula royale du 25 septembre 1728, également sur les conseils de Patiño, eut un meilleur sort (6). Elle obtint le privilège d'envoyer directement des ports de Guipuzcoa à ceux

(1) UZTÁRIZ, ch. XLIV, p.p. 101, 103. — LARRUGA, *op. cit.*, t. III, part. I, p. 80.

(2) UZTÁRIZ, ch. XLV, p.p. 104-108.

(3) Antérieurement, les droits étaient de 25 à 40 %, d'après Uztariz (ch. XLV), de 20 %, d'après Campomanes (*op. cit.*, § XIX, p. 246).

(4) UZTÁRIZ, cap. XLVII.

(5) UZTÁRIZ, cap. XXXIX, p. 90. — COXE, *op. cit.*, t. III, p. 243.

(6) Cf. *Real Compañía guipuzcoana de Caracas, noticias historiales prácticas de los sucesos y adelantamientos de esta Compañía, desde su fundación, año de 1728, hasta el de 1761 por todos los ramos que comprende su negociación. Se incluye en este libro los anteriores*

de Caracas deux navires de registre, armés en guerre, et chargés de denrées et de produits du royaume à échanger contre l'or, l'argent, le cacao, le sucre et les autres productions américaines. Ces navires faisaient escale à La Guayra et à Puerto Cabello et devaient obligatoirement toucher à Cadix, au retour, pour déclarer leur cargaison et acquitter les droits du séminaire de San Telmo. Après avoir approvisionné la province de Vénézuëla, ils pouvaient envoyer ce qui leur restait de leur changement à Cumana, Trinité, Guatana, à l'île Marguerite, et devaient exercer la police des mers, fleuves et côtes de leur juridiction pour empêcher le trafic illicite des étrangers, en poursuivant leurs embarcations et en s'en emparant ; les deux tiers de la prise leur étaient abandonnés.

Campomanes évalue entre 2.500 et 3.000 tonneaux, à l'aller, et autant au retour, le tonnage transporté par la Compagnie lorsqu'elle eut ajouté à son activité, en 1752, le commerce de la Province de Maracaïbo (1). Elle possédait, à cette époque, 12 grands navires de commerce d'un tonnage total de 4.472 tonneaux et 19 garde-côtes avec l'équipage et l'artillerie correspondants et 2.500 marins à sa solde. En 1772, elle accusait un bénéfice de 22.056.159 réaux ; mais elle subit de graves pertes du fait de la guerre d'Indépendance ; pour les compenser, elle fit la fraude avec les Hollandais de Curaçao,

*impresos que andaban divididos como piezas instructivas y defensivas de la Compañía, producidas por ella en los diversos tiempos que pedian sus particulares asuntos. Dispuesto todo por la dirección de la misma Compañía ». Año de 1765, in-4°.*

(1) De 1731 à 1749, la Compagnie transporta en moyenne 48.291 fanègues de cacao par an. De 1769 à 1774, elle rapporta chaque année 44.789 fanègues de cacao et 4.468.640 réaux provenant de la vente du cacao de Caracas sur le marché de la Vera-Cruz (G. DESDEVISES DU DEZERT : *La Richesse et la Civilisation espagnoles au XVIII<sup>e</sup> siècle.* — Extrait de la *Revue Hispanique*, tome LXXIII. — New-York, Paris, 1928, ch. III, p. 205.

et le 15 février 1781, Charles III lui retira le titre de Compagnie Royale. Le 10 mars 1783, il la supprima (1).

Ces compagnies ne pouvaient atteindre qu'une prospérité factice, comme toute prospérité fondée sur le monopole ; l'étendue de leurs entreprises, les frais considérables de gestion, la difficulté et, dans certains cas, l'impossibilité du contrôle des opérations, l'insuffisance technique ou l'absence de probité de leurs agents, nécessairement munis de pouvoirs sans limites, étaient autant de causes de faiblesse et devaient les vouer, avec le temps, à une égale infortune.



Dans cette activité régénératrice, les écrivains ont eu une part importante ; mais leur mérite est très inégal. Les uns ne présentent que des monographies ; les autres des œuvres proprement politiques ou de droit public, ne traitant qu'accessoirement de questions économiques ; quelques-uns seulement abordent l'ensemble du problème économique intéressant leur pays ; parmi ceux-ci, Uztáriz, dont nous analyserons l'œuvre, occupe une place éminente ; tous, du reste, ont un caractère commun, l'attachement le plus ferme à la politique mercantiliste (2).

Leur bibliographie peut être présentée comme suit :

(1) CAMPOMANES : *Apendice a la educación popular*, part. I, p. 158 et sq. — ROBERTSON : *Histoire de l'Amérique*, t. IV, pp. 230-232. — CANGA ARGÜELLES : *Dicc. de Hacienda*, art. *Compañías de Comercio*. — G. DESDEVICES DU DEZERT, *op. cit.*, ch. III, p. 203 et sq.

(2) Nous leur rattachons les ministres et hauts fonctionnaires des finances qui, sans avoir considéré intégralement, dans leurs écrits, les questions économiques, ont exercé sur elles en raison de leurs fonctions, une influence directe.

1. — *Auteurs de monographies.*a) *Sur les finances, les monnaies, les impôts :*

BELLUGA (D. Luis Antonio) : *Representación al Sr. D. Felipe V sobre los males de la monarquía y sus remedios*. 1721 (Ms).

AGUIRRE (D. Joaquin) : *Abusos que se cometen en el manejo y dirección de todas las rentas reales: universales remedios para que logre el erario los beneficios que hoy le faltan, y la monarquía española toda la gloria y esplendor que merece*.

AZNAR (D. Bernardo Francisco) : *Discurso que formó tocante á la Real Hacienda y administración de ella D... del Consejo de S. M. y su Contador general de millones. En él se incluyen entre otros tratados, todas las rentas que S. M. goza en las dos Castillas, Galicia y Asturias, y declara tambien cuales rentas se pueden suprimir ó moderar por ser muy perjudicial su práctica y continuación, y cuáles puedan continuar en su ser y sin novedad alguna.* — S. d. (Ce livre publié sans date, ni lieu d'impression, apparaît par le contexte comme ayant été écrit vers 1724).

CAMPOFLORIDO (Marqués de) : *Respuesta al Consejo de Castilla sobre el estado de la Hacienda en 1723* (Ms).

ESCUDER (D. Juan Francisco) : *Advertencias y prevençiones para la mas cabal formación del catastro y cobro de la real contribución de Zaragoza* (Ms) 1725-1730.

TORRENUEVA (Marqués de) : *Memoria presentada al Sr. D. Felipe V por una Junta de ministros, siendo Secretario del despacho de Hacienda el Marqués de Torrenueva*. 1737.

DANTINY (D. Marcelo) : *Dialogos familiares entre un irlandés católico y un escocés protestante*. (Ms) (1).

(1) Cet opuscule, dont le contexte établit qu'il fut écrit en 1746, présente l'état des finances et du commerce de l'Espagne au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle. Aucun livre ne met plus vigoureusement en relief

AGUADO (D. Alejandro) : *Política española para el mas proporcionado remedio de nuestra monarquía*. 1a parte, Madrid, 1746. 2a parte, 1750 (1).

Enfin, quatre anonymes dont les ouvrages ont pour titre :  
*Origen de rentas reales*. S. d.

*Informe sobre el gobierno conveniente en la Real Hacienda*. 1716 (Ms).

*Representación universal del estado de la Real Hacienda, gobierno económico, comercio y marina de las Indias: de los desórdenes, daños é inconvenientes que al presente hay, con sus remedios*. 1725 (Ms).

*Discurso que inclýe varios medios con que presume se puede aumentar la Real Hacienda*, por D. B. J. A. — Madrid, 1740 (Ms.).

les vices de la législation et de l'administration économiques de l'Espagne. L'auteur, dont la personnalité s'efface sous un pseudonyme, paraît avoir servi dans le Département des Tabacs et rempli des charges importantes dans la péninsule et outremer. Il combat les rentes provinciales, propose de leur substituer une contribution sur la farine et saisit ce prétexte pour entrer en controverse avec le livre du Fr. Juan MARTINEZ, intitulé *Discursos Políticos*, publié en 1664, qui est contraire à cette idée et ne nous est d'ailleurs connu que par cette intervention de Dantiny. Il propose Colbert comme modèle, démontre que les rentes provinciales rendent impossible le libre exercice de l'industrie et du commerce intérieur, et, par voie de conséquence, le rétablissement des fabriques. Il examine les excès et abus des douanes, les dommages subis par le pays, du fait de certains traités de paix et de commerce, de l'inégalité des droits, de l'arbitraire des évaluations, des abus des ministres et fermiers généraux, de la négligence et de l'impéritie du Gouvernement. Il indique comme remède la formation de compagnies de commerce, mais renvoie pour l'explication de sa pensée à un autre ouvrage qui ne nous est point parvenu.

(1) AGUADO présente surtout, dans sa *Política Española*, une critique de la gestion de la fortune publique, à son époque, spécialement en ce qui touche la multitude désordonnée des impôts, si nuisible à l'agriculture, au commerce et à l'industrie. Il se rattache à la lig'ée des mercantilistes, quant aux procédés propres à fixer l'or et l'argent en Espagne.

b) *Sur les changes de Medina del Campo, sur les colonies, etc.*

GRANELL (Pedro Teodoro): *Sentir de la junta que el Excmo. Marqués de Villagarcia, Virey y Capitán General de la ciudad y reino de Valencia, mandó formar de orden de S. M. sobre si son licitos los cambios de Medina del Campo del modo que hoy corren en Valencia; y en caso de no serlo, qué contratos podían practicarse en este reino en lugar de los cambios. Valencia, 1705.*

ANÓNIMO: *Manifiesto de los daños que causaria el asiento con S. M. celebrado por Agustin Ramirez Ortuño, para abastecer privativamente de caldos y varios artículos á la Nueva España (Ms).*

SANTA CRUZ DE MARCENADO (Marqués de): *Rapsodia económico-política-monárquica. — Comercio suelto y en compañías general y particular, en Méjico, Perú, Filípinas y Moscovia: Población, fábricas, pesquería, plantios, colonias en Africa: Empleo de pobres y vagabundos y otras ventajas que son fáciles á la España con los medios aquí propuestos, extractados ó comentados por el..., Comandante general de Ceuta y Teniente General de los ejércitos de S. M. Madrid, 1732 (1).*

(1) SANTA CRUZ DE MARCENADO fonde sa politique commerciale principalement sur celle d'Uztáriz et l'exagère même en certains points, comme lorsqu'il demande la peine capitale et la confiscation des biens pour réprimer la contrebande. Il désire que les compagnies de commerce soient temporaires et propose qu'au bout d'un certain temps le bénéfice de la liberté de trafic soit accordé. Il propose quelques réformes dans les impôts, réclame la répartition proportionnelle, condamne les abus de l'affermage des revenus du royaume, plaide pour l'uniformité des poids, mesures et monnaies, la construction de chemins, routes et ponts, la suppression des douanes intérieures, la modération des droits sur les marchandises étrangères, la protection à toutes industries qui pourraient être introduites en Espagne, etc...

c) *Sur la navigation et le commerce :*

PEZ (D. Andrés de): *Informe al Rey sobre navegación*. 1723 (Ms).

VILLADARIAS (Marqués de): *Proyecto que para una compañía general de las Indias españolas formó el Teniente General*. Madrid, 1731.

— *Apuntamientos en cuanto á la manera de formar sociedades para recogimiento y enseñanza de pobres y para el aumento de fábricas de España*.

ABREU BERTODANO (D. José Antonio de): *Collección de tratados de paz, alianza, neutralidad, garantía, protección, tregua, mediación, accesión, reglamento, comercio, navegación, etc. hechos por los Pueblos, Reyes y Príncipes de España con los Pueblos, Reyes, Príncipes, Repúblicas y demas potencias de Europa y otras partes del mundo, por...* Marqués de la Regalía. Madrid, 1740-1751.

d) *Sur les poids et mesures :*

GARCÍA CABALLERO (D. José): *Breve cotejo y balance de las pesas y medidas de varias naciones, reinos y provincias, comparadas y reducidas á las que corren en estos reinos de Castilla*. Madrid, 1731.

BORDAZAR DE ARTAZÚ (Antonio): *Proporción de pesos y medidas con principios prácticos de aritmética y geometría para su uso*. Valencia, 1736.

— *Proposición que se hace al Rey N. S. para el establecimiento de las medidas y pesos comunes, a fin de que sean universales é inalterables en los dominios de S. M. y en los tiempos venideros*. Valencia. 1741.

e) *Sur les terres vacantes :*

ANÓNIMO : *Representación de los reinos de Castilla, León y Aragón para la enajenación de los baldíos y realengos, y respuesta fiscal á este asunto. 1739.*

f) *Sur les grains :*

ANÓNIMO. — *Copia de representación hecha en el año de 1700 sobre providencia de granos para el abasto del reino, especialmente de la corte.*

g) *Sur le paupérisme :*

ANÓNIMO. — *Representación y manifiesto de su justicia ordenada en caridad que hacen los pobres de esta corte á S. M. y primeros en obediencia del real decreto del año 1746, para aumento espiritual y temporal de esta monarquía.*

h) *Sur les pelleteries de Saragosse :*

ANÓNIMO. — *Consulta hecha á la ciudad de Zaragoza sobre que se debe impedir á los manguiteros el adobar las pieles en una casa que tienen en medio del arrabal de esta ciudad, por el daño que causa á la salud el hedor y corrupción. Zaragoza, 1702.*

i) *Sur la culture du riz à S. Mateo :*

ANÓNIMO. — *Tratado sobre si el sementero de arroz, hecho en los campos del lugar de S. Mateo, es perjudicial á la salud 1716 (Ms.).*

j) *Sur les travaux à exécuter dans la rivière Huerva :*

ANÓNIMO. — *Proyecto que explica los motivos, conveniencia y medios para la construcción de un dique en el rio Huerva para beneficio de sus riegos.* Zaragoza, 1719.

k) *Sur les manufactures de laine de Gelsa :*

GENZOR LOPEZ DE PEREA (D. José). — *Ordenaciones que han de guardar los maestros y artífices de toda suerte de paños, bayetas, sargetas, estameñas, cordellates, mantas y mas géneros de lanas que se trabajan en la villa de Gelsa.* Zaragoza, 1728.

2º *Ecrivains proprement politiques ou de droit public, ne traitant qu'accessoirement de questions économiques.*

PORTOCARRERO Y GUZMAN (D. Pedro). — *Teatro monárquico de España, que contiene las mas puras como católicas máximas de estado, por las cuales asi los príncipes como las repúblicas aumentan y mantienen sus dominios, y las causas que motivan su ruina.* Madrid, 1700.

MOYA TORRES Y VELASCO (D. Francisco Máximo de). — *Manifiesto universal de los mâles envejecidos que España padece, y de las causas de que nacen, y de los remedios que á cada uno en su clase corresponden.* Madrid, 1717.

CASES Y XALÓ (D. Joaquin). — *Digesto político y aforismos de España. Impugnación al proyecto de D. Miguel Zabala. Arte nuevo de gobernar, y aumento de los mayores progresos de España.* 1740 (1).

(1) Le projet de Zabala auquel fait allusion l'auteur, est la suppression des rentes dites provinciales. XIMENO, dans ses *Escritores del reino de Valencia*, donne une notice sur Cases et ses œuvres; il loue son zèle laborieux, mais signale l'imperfection et le peu de fini de ses écrits.

SANTAYANA BUSTILLO (D. Lorenzo de). — *Gobierno político de los pueblos de España, y el corregidor, alcalde y juez en ellos, por el Dr. ... Zaragoza, 1742.*

### 3<sup>o</sup> *Ecrivains ayant abordé l'ensemble du problème économique.*

NARANJO Y ROMERO (D. Gaspar). — *Antorcha que alumbra para empezar la restauración económica de España por medio de su comercio interior y fábricas de sus naturales, que pone A. L. R. P. del Rey N.S.D. Felipe V el Grande..., natural de la muy noble y muy leal ciudad de Sevilla.* — Año, 1703 (Ms.) (1).

CABRERA (P. Juan de). — *Crisis política, determina el mas florido imperio y la mejor institución de principes y ministros, por el P... de...* Madrid, 1719 (2).

(1) NARANJO Y ROMERO, dans son excellent ouvrage, abondamment pourvu de renseignements et d'observations critiques sur l'état des fabriques et du commerce de l'Espagne aux xvii<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup> siècles, défend une doctrine en plein accord avec celle de Colbert. Il professe la maxime que « ce qui produit les richesses, ce sont les arts qui convertissent en or les matières premières ». Pour restaurer l'industrie espagnole, il propose la fidèle observation du système réglementaire, une police rigoureuse contre l'introduction des marchandises étrangères et la création de grandes compagnies de commerce ; il interdit l'exportation des matières premières, afin que tous les bénéfices d'élaboration et de transformation restent en Espagne ; il prohibe également l'usage de vêtements importés de l'étranger, et recommande surtout de conserver dans le royaume l'or et l'argent des Indes.

(2) Le P. Juan de CABRERA présente dans sa *Crisis Política*, un véritable traité de droit public. Toutefois il consacre à la politique économique une partie de son ouvrage : le chapitre II de la troisième partie, intitulé : « *De l'opulence et de la puissance des royaumes et en quoi elles consistent.* » Il traite avec compétence les questions intéressant le commerce, la monnaie, les impôts, etc., et montre son attachement pour les taxes, règlements, corporations, lois somptuaires et prohibitions ; mais il discerne les défauts de l'économie politique de son temps et s'il n'a pas la force de combattre en tous points les erreurs communément reçues, du moins tempère-t-il les conséquences des principes qu'il préconise, dans l'application qu'il en fait à la politique du Gouvernement.

UZTÁRIZ (D. Gerónimo de). — *Teórica y práctica de Comercio y de Marina...* 1a ed. Madrid, 1724 (1).

— *Representando lo que se le ofrece, obedeciendo la Orden de S. Ill<sup>ma</sup> sobre haver reconocido la Real Fábrica de Paños de la Ciudad de Guadalajara*, Madrid, 1727 (Ms.)

— *Resumen de las piezas de paño que existen en la fábrica de Guadalajara y en el Almacén de Madrid hasta 15 de Dic. de 1727, según parece de las dos relaciones adjuntas*. Madrid, 1727.

PATÍÑO (D. José). — *Memoria presentada al Sr. D. Felipe V, en 1726* (2).

ZABALA Y AUÑON (D. Miguel de). — *Representación al Rey N. S. D. Felipe V*. Madrid, 1732 (3).

ULLOA (D. Bernardo de). — *Restablecimiento de las fábricas y comercio español : errores que se padecen en las causas de su decadencia, cuáles son los legítimos obstáculos que le destruyen, y los medios eficaces de que florezca. Parte primera :*

(1) Nous analysons plus loin ce livre fondamental du mercantilisme espagnol. (Cf. infra., p. 180).

(2) Cf. CANGA ARGÜELLES : *Diccionario, de Hacienda* t. II, p. 121.

De D. José PATÍÑO (1666-1736), nous n'avons que le mince rapport adressé à Philippe V, en 1726, et dans lequel il soumettait le projet de budget de 1727. Il fut Intendant militaire de Catalogne, et contribua, dans ce poste, à l'établissement de l'impôt du cadastre ; Président de la *Casa de Contratación* de Cadix ; Secrétaire du *Despacho Universal* des Indes, de la Marine et des Finances (1726-1736). Célèbre comme premier ministre, par ses importantes réformes, il a mérité l'épithète de « Colbert espagnol ». (Cf. infra, p. 19).

(3) Dans ce mémoire, *Zabala y Auñon*, haut fonctionnaire des finances, traite trois questions : la critique des rentes provinciales dont il suggère le remplacement par un impôt unique, les causes du déperissement de l'agriculture et leurs remèdes, enfin la restauration du commerce par la création de compagnies à monopoles.

*Que trata qué sea comercio, cuáles sus partes y diferencias : cuál el que goza España y el que necesita mantener con las naciones para el restablecimiento de las fábricas y tráfico terrestre, con un extracto del libro de D. Gerónimo Uztáriz, Teórica y práctica de Comercio y Marina. Segundo parte : que trata del comercio y tráfico marítimo que tiene España con las naciones y en la América : causales de su decadencia y medios con que se debe aumentar y extender para beneficio de estos reinos y aumento de las fuerzas marítimas de ellos y su población. Su autor..., Gentilhombre de boca de S. M. Alcalde Mayor del Cabildo de la ciudad de Sevilla, y al presente su Procurador Mayor en esta corte. Dedicado al Rey N. S. Madrid, 1740 (1).*

CAMPILLO Y COSSIO (D. Josef). — *Lo que hay de mas y de menos en España para que sea lo que debe ser, y no lo que es. Obra del Sr. Don Josef del Campillo y Cossio, repartida por las letras del Abecedario. Madrid 1741-1742 (Ms.).*

(1) Livre d'un grand intérêt pour connaître l'état de l'industrie et du commerce au XVIII<sup>e</sup> siècle. Dans la première partie, l'auteur expose discrètement les divers obstacles qui s'opposaient au développement de la prospérité publique en Espagne ; dans la seconde, il examine le système colonial. Bernardo de Ulloa a présenté lui-même son ouvrage comme un complément de la *Théorie et Pratique du Commerce et de la Marine*, d'Uztáriz, dont il a entièrement adopté les idées et auquel il a fait de fréquents emprunts. Les exemplaires de la première édition, parue en 1724, de l'ouvrage d'Uztáriz, avaient été si peu nombreux et si recherchés à l'étranger qu'ils étaient devenus très rares. C'est ce qui incita Ulloa à en donner un résumé dans son *Rétablissement des Manufactures et du Commerce d'Espagne*, édité en 1740 (Cf. *Restablecimiento*, pp. 135 et sq.). Il reconnaissait d'ailleurs Uztáriz pour son maître et appliquait ses principes à des questions traitées par lui avec moins d'étendue ; aussi peut-il être considéré comme ayant complété sur certains points la *Théorie et Pratique du Commerce et de la Marine*, et c'est encore la raison pour laquelle les noms des deux auteurs, habituellement réunis, symbolisent en quelque sorte le Mercantilisme en Espagne (Cf. WIRMINGHAUS (A.) : *Zwei spanische Merkantilisten (Gerónimo de Uztáriz und Bernardo de Ulloa). Ein Beitrag zur Geschichte der Nationalökonomie*, Iéna, 1886. Brochure in-8° de 88 p.). L'ouvrage d'Ulloa a été traduit en français par Plumart de Dangeul, en 1753.

— *España despierta. Críticas é instructibas reflexiones correspondientes á varios e importantísimos asuntos para la mejor organización y regimen de la Monarquía española. Obra del Sr. Don Josef del Campillo y Cossio, que sirve de indispensable adictamento ó segunda parte á la que compusó: Lo que hay de mas, y de menos en España, y para donde está.* Madrid, 1742 (Ms) (1).

— *Nuevo sistema de gobierno económico para la América, con los males y daños que la causa el que hoy tiene, de los que participa copiosamente la España, y remedios universales*

(1) CAMPILLO (1697-1743) fut Intendant Général d'Andalousie, Intendant de l'armée d'Aragon et d'Italie, Gouverneur du Conseil des Finances, Lieutenant de l'Amirauté, Secrétaire d'Etat et du *Despacho universal* de la Guerre, de la Marine, des Indes et des Finances (1740-1743). Élevé à l'école de Patiño, il a laissé de son passage au pouvoir le souvenir d'un ministre à l'esprit résolu, ouvert à toutes les réformes. De ses trois écrits, l'un — *le Nuevo sistema de gobierno económico* — imprimé longtemps après sa mort, est consacré aux colonies espagnoles ; les deux autres qui se complètent mutuellement, passent en revue différents points de la vie économique de la métropole et de ses colonies.

Le manuscrit intitulé *Lo que hay de mas y de menos en España* (Ce qu'il y a de plus et de moins en Espagne) est formé d'une série d'articles classés par ordre alphabétique. Sous l'article « Abandon », il déplore la paresse de beaucoup d'Espagnols ; sous celui de « Commerce », il censure le dédain dans lequel on le laisse et qui tourne à l'avantage des étrangers ; sous l'article « Contributions », il censure le désordre des finances royales et se déclare contre l'établissement de la contribution unique ; sous celui de « Fabriques » il condamne l'exportation des matières brutes, qui, revenant en Espagne après avoir été travaillées, sont une cause de sortie de l'argent du royaume, condamnent les Espagnols à vivre dans une oisiveté forcée et les placent sous la dépendance des nations étrangères ; l'article « Hospices » propose la fondation de ces maisons pour extirper les vices qu'entraîne la pauvreté ; celui des « Indes » démontre qu'elles sont une possession mal assurée et peu profitable à l'Espagne ; celui de « Population » évalue à 14.000 par an le nombre des nationaux qui s'en vont outremer au détriment de la mère patrie, etc.

(Sur Campillo, Cf. RODRIGUEZ VILLA : *Patiño y Campillo*, Madrid, 1882 ; et CASTILLO Y SORIANO : *Carta-prólogo*, dans l'édition du manuscrit de Campillo : *Lo que hay de mas y de menos*).

*para que la primera tenga ventajas considerables, y la segunda mayores intereses: por el Señor Don Josef del Campillo y Cossio. Madrid. 1743. Ms. (Imprimé sous le même titre à Madrid, Benito Cano, 1789).*

ARGUMOSA GÁNDARA (D. Teodoro Ventura de) : *Erudición política: despertador sobre el comercio, agricultura y manufacturas, con avisos de buena política y aumento del real erario. Madrid. 1743 (1).*

MACANAZ (D. Melchior de) : *Auxilios para bien gobernar una monarquía católica, ó documentos que dicta la experiencia y aprueba la razón para que el monarca merezca justamente el nombre de grande: obra que escribió y remitió desde París al Rey N. Sr. D. Felipe V... Madrid, 1789.*

— *Representación al Sr. Rey D. Felipe expresando los notorios males que causa la despoblación de España y otros daños sumamente atendibles y dignos de reparo.*

— *Noticias particulares para la historia política de España, etc... (2).*

— *Avisos políticos, máximas prudentes y remedios uni-*

(1) L'*Erudición política* est un traité d'économie politique : agriculture, fabriques et commerce, machines, luxe et lois somptuaires, changes, balance commerciale, assurances, banques, impôts, crédit public, arithmétique politique ou statistique, y sont l'objet d'un examen méthodique. L'auteur, qui avait voyagé en France, en Angleterre, en Hollande et en Allemagne, et observé l'état florissant de ces nations, s'est efforcé de tirer profit de cette expérience pour l'avantage de son pays. Il recommande l'uniformité des poids et mesures, la construction de routes et de canaux d'irrigation et de navigation, l'établissement de compagnies privilégiées, à l'imitation des autres nations européennes, bien qu'il en reconnaisse les vices et les dangers. Il est partisan de la taxation des grains et considère l'esclavage comme nécessaire au développement des colonies.

(2) MACANAZ, ministre de Philippe V, était peu versé dans la science économique, et ses écrits n'ont d'autre intérêt que de faire connaître le tour des idées et les maximes de gouvernement de cette époque. Il y montre son inclination pour le colbertisme, son culte de l'or et de l'argent et sa haine du commerce passif.

*versales que dicta la experiencia y remite al Sr. D. Fernando el VI en el principio de su reinado, para que su práctica restablezca la decadencia de la monarquía española de los innumerables males que padece.*

\*  
\* \*

### UZTÁRIZ 1670-1732

Au premier rang des écrivains qui ont traité l'ensemble des questions économiques nationales, et les dépassant de beaucoup, se détache Don Gerónimo de UZTÁRIZ Y DE HERMIAGA (1670-1732). Secrétaire du Département des Finances, en 1727, Secrétaire du Conseil et de la Chambre des Indes pour la partie de la Nouvelle-Espagne, en 1729, puis Ministre de la Junte du Commerce et de la Monnaie, à partir de 1730, il put, dans ces fonctions, mettre à profit ses connaissances et appliquer ses idées en politique économique.

Celles-ci sont exposées dans sa *Théorie et pratique du Commerce et de la Marine*, ouvrage capital pour la connaissance des tendances de l'école mercantiliste espagnole, à l'apogée de leur évolution (1). Il y présente, au point de vue

(1) Don Gerónimo de UZTÁRIZ Y DE HERMIAGA fit paraître, en 1724, sa *Théorie et Pratique du Commerce et de la Marine*. Cette première édition, imprimée à un petit nombre d'exemplaires, fut saisie et détruite.

En 1742, la Cour de Madrid chargea le marquis d'Uztáriz, son fils, de répandre l'œuvre de son père par la publication d'une seconde édition, dont voici le titre complet :

*Teórica y práctica de Comercio y de Marina, en diferentes discursos, y calificados exemplares, que, con específicas providencias, se procuran adaptar á la monarquía española, para su prompta restauración, beneficio universal, y mayor fortaleza contra los émulos de la Real Corona y enemigos de la Fé Católica, mediante la soberana protección del*

théorique, un essai de conception générale et d'unification de la politique économique ; au point de vue pratique, la critique la mieux documentée de l'ensemble de l'économie espagnole et un système de projets de réformes opportunes, constituant, pour l'époque, l'idéal de la politique économique.

Uztáriz constatant l'état de léthargie dans lequel se trouve l'Espagne, estime qu'elle n'en peut sortir qu'à la condition d'*acquérir un commerce grand et utile* ; c'est l'axiome fondamental « que conçoit tout homme raisonnable », c'est celui sur lequel reposent tous les principes, toute la politique et celui qu'admettent toutes les nations.

Comment faut-il entendre cette *utilité* du commerce. Le commerce, dit-il, d'abord consiste principalement dans l'achat,

*Rey nuestro Señor Don Phelipe V, por Don Gerónimo de Uztáriz, Cavallero del Orden de Santiago, del Consejo de su Majestad, y de la Real Junta de Comercio, y de Moneda, y Secretario de su Majestad en el Consejo y Camara de Indias, Segunda impresión, corregida, y enmendada por el autor. Madrid, Antonio Sanz, 1742).*

(Théorie et pratique du commerce et de la marine, en divers discours et exemples choisis, que par des mesures particulières on tâche d'adapter à la monarchie espagnole, pour sa prompte restauration, le profit de tous et sa plus grande force contre les rivaux de la Couronne Royale et les ennemis de la Foi Catholique, grâce à la Souveraine Protection du Roi notre Seigneur Don Philippe V, par Don Gerónimo de Uztáriz, Chevalier de l'Ordre de Santiago, du Conseil de Sa Majesté et de la Junte Royale du Commerce et de la Monnaie, et Secrétaire de Sa Majesté dans le Conseil et la Chambre des Indes. Seconde édition, corrigée et améliorée par l'auteur. Madrid, Antonio Sanz, 1742).

La troisième édition qui date de 1757 est une réimpression de la seconde.

Il a paru une traduction anglaise par John Kippax, à Londres (1751) puis à Dublin (1752).

Forbonnais a donné du livre d'Uztáriz une traduction libre : *La théorie et pratique du commerce*, en 1753, à Paris et à Hambourg ; et l'abbé Gonsalvo Adorno Hynojosa, en 1793, la traduction italienne de la seconde édition.

A moins d'indication contraire, nous citons, d'après la deuxième édition (1742).

(Cf. André MOUNIER : *Les faits et la doctrine économiques en Espagne sous Philippe V. Gerónimo de Uztáriz (1670-1732)*. Th. Bordeaux, 1919).

la vente et l'échange, par mer ou par terre, à l'intérieur, comme à l'extérieur du royaume, de produits manufacturés, de produits naturels et en général de tout ce qui est nécessaire aux besoins de l'existence. En ce sens, l'Espagne a toujours eu un commerce et cependant c'est celui-ci qui l'a ruinée ; c'est qu'il faut distinguer deux genres de commerce : le commerce *utile* et le commerce *nuisible*.

Le commerce *utile*, qui seul enrichit l'État, et procure l'abondance de la monnaie, consiste à vendre aux étrangers plus qu'on ne leur achète ; ainsi la différence entre les ventes et les achats se soldera par une entrée de numéraire, qui enrichira d'autant plus la nation que la valeur de l'importation sera plus élevée.

Le commerce *nuisible* est celui qui aboutit à un résultat inverse ; l'Espagne l'a toujours pratiqué ; il consiste à acheter aux étrangers plus de marchandises et de produits qu'on ne leur en vend ; la conséquence nécessaire et inévitable c'est que la différence entre les achats et les ventes, doit être compensée par une exportation d'or et d'argent (1).

Or, pour Uztáriz, la richesse nationale se trouve dans l'abondance des métaux précieux. Si l'Espagne pouvait « retenir les trésors des Indes », elle « obtiendrait l'abondance, la population, la puissance et tous les autres biens dont elle manque actuellement » (2), elle serait « puissante et respectée » (3), car « l'argent est la munition la plus sûre pour la victoire ; avec elle on trouve toutes les autres » (4).

(1) Ch. II, p.p. 3-4.

(2) Ch. x, p. 18.

(3) Ch. xv, p. 30.

(4) Ch. xxxvii, p. 85.

La même idée est exprimée par : CABRERA : *Crisis política*, trat. III, cap. II, § II, p. 114 ; — ULLOA : *Restablecimiento*, part. I, cap. I, N° 2 ;

Par ailleurs, il reconnaît que la prohibition légale de l'exportation de l'or et de l'argent, même sous les sanctions les plus sévères, est un moyen inefficace (1). Il faut donc, pour acquérir l'argent ou tout au moins le retenir, que l'Espagne ait un commerce *utile*, c'est-à-dire qu'elle vende beaucoup, ce qui lui est possible, en raison de l'«abondance et de l'excellente qualité» de ses produits agricoles, et aussi de ses matières premières, qui lui permettent de fabriquer; et il faut qu'elle vende plus qu'elle n'achète, ou tout au moins autant, afin de n'avoir pas à payer un solde en argent. Toute l'activité de la nation doit tendre vers ce but; c'est sur ce principe que reposent «tout le secret du trafic, sa bonne organisation: et son utilité» (2).

— CAMPILLO : *España despierta*, V<sup>o</sup> « Fábricas » ; — ZABALA Y AUÑON *Representación*, pat. III, punto 1, in princ. ; MACANAZ : *Auxilios para bien gobernar*, Aux. V, p. 244.

(1) Ch. xvii.

(2) Ch. iv, p.p. 7-8.

ULLOA, en des termes différents, présente une doctrine identique. Il distingue : le *Commerce Actif*, celui que fait une nation lorsqu'elle exporte des produits de la terre et de l'industrie et qu'elle importe ce dont elle a besoin ou des métaux précieux ; — le *Commerce Passif*, qui consiste pour une nation à introduire chez elle des marchandises étrangères en échange de métaux précieux, sans pouvoir récupérer ces derniers par l'exportation de produits nationaux ; c'est ce commerce qui ruine l'Espagne ; — le *Commerce Réciproque*, par lequel deux nations échangent leurs produits dans une proportion telle qu'il n'en résulte aucun solde à payer par l'une d'elles à l'autre en métaux précieux (*op. cit.*, part. I, cap. I).

La préoccupation d'attirer la monnaie par un excédent des exportations sur les importations se retrouve chez d'autres auteurs :

L. P. CABRERA pense qu'un Gouvernement soucieux du bien de l'État doit empêcher l'introduction des marchandises étrangères de grande valeur « parce qu'elles enlèvent beaucoup d'argent » (*Crisis política*, trat. III, cap. II, § vi, p. 158).

D'après MACANAZ, l'une des conséquences d'un commerce florissant est « qu'il ne sort aucun argent du royaume » ; « chaque million qui sort d'un pays pour entrer dans un autre donne à celui-ci un degré de supériorité sur celui-là, à moins que ce même million ne soit perçu d'un autre côté » (*Auxilios para bien gobernar*, aux. V, p. 244).

La politique d'Uztáriz, dans le but apparent d'enrichir la nation par l'abondance du numéraire, vise en réalité à augmenter la production nationale et à éviter que la consommation reste tributaire de l'étranger. Or, pour produire beaucoup, il faut une population nombreuse et active, composée surtout d'individus s'adonnant à certaines professions, comme l'industrie et l'agriculture, dont les produits alimentent le commerce. Il y a donc solidarité dans les diverses branches de la production.

Telle est la base de ce système économique ; il sera réalisé par une politique industrielle, maritime, commerciale et coloniale appropriée.

*Politique industrielle.* — L'industrie doit satisfaire à la consommation nationale pour empêcher l'importation des marchandises étrangères, et vendre le plus possible à l'étranger, afin d'augmenter les importations de capitaux. Elle ne peut atteindre ce but, sans une protection directe de la part de l'État.

Cette politique de protection s'exerce de manière à procurer au fabricant en abondance et à bon marché les matières premières et la main-d'œuvre ; elle comporte en faveur des maîtres et ouvriers : l'octroi de franchises pour l'entrée d'une certaine quantité de denrées nécessaires à la consommation ; l'exemption ou la modération d'impôts pouvant les atteindre ; la suppression, en Castille, des *alcabalas* et des *centièmes* sur les matières premières et la première vente des produits des manufactures ; et, en Catalogne, du droit de *bolla* ; la réglementation technique de la fabrication, afin d'assurer la bonne qualité du produit au prix le plus avantageux et de lutter contre la concurrence étrangère.

Le rétablissement des manufactures ainsi obtenu, toute

une série de conséquences heureuses en découlerait : augmentation considérable du commerce d'exportation et diminution de l'importation des marchandises étrangères, car l'industrie nationale commencerait par satisfaire aussi complètement que possible la consommation nationale ; un excédent d'exportations en résulterait ; le commerce d'Espagne deviendrait *utile* ; malgré l'allègement des impôts, indispensable pour permettre aux manufactures de prospérer, le trésor verrait augmenter ses revenus, car la grande quantité de produits peu taxés rapporterait plus au fisc qu'une faible quantité lourdement imposée ; enfin le rétablissement des manufactures, en secouant l'inertie du peuple, en amenant au travail tant de gens qui mènent une vie misérable ou inutile ou qui s'abandonnent au désœuvrement, sans profit pour la communauté, assurerait un remède essentiel à la dépopulation (1). L'accroissement de la population, qui augmente le rendement de l'industrie, dépend donc lui-même de la prospérité de celle-ci, et il y a, entre le travail des manufactures et la population, relations réciproques de cause à effet (2).

*Politique maritime.* — Si les manufactures sont l'indispensable soutien d'un commerce prospère, une marine puissante — et par là, il faut entendre une marine de guerre — n'est pas moins utile au développement du commerce (3). Dans le plan de réformes qu'il présente, Uztáriz montre la possibilité pour l'Espagne d'augmenter ses forces navales et d'entretenir une escadre de 50 vaisseaux de ligne, 20 frégates, 8 galères et 6 galiotes. Ces bâtiments seraient divisés en une

(1) Cap. CI.

(2) La même opinion est soutenue par ULLOA, *Restablecimiento de las fábricas e comercio español*, part. I, cap. II, Nos 22-23 ; XXII, 169.

(3) Cap. LXV.

marine d'Europe et une marine des Indes ; les premiers assureraient la protection des côtes, du commerce et de la pêche, et purgeraient de pirates les eaux nationales ; les seconds se partageraient en deux groupes, l'un renforçant l'escadre de Barlovento, chargée de la chasse au commerce interlope, l'autre assurant le convoi des flottes et des galions (1). D. Gerónimo, liant intimement le sort de la marine à celui de l'industrie nationale, expose aussi que l'Espagne possède tous les matériaux nécessaires à la construction, à l'armement et à l'équipement des navires ; enfin, pour constituer une nombreuse population de marins, il pressent l'inscription maritime, que devait créer Patiño et faire fonctionner La Ensenada (2).

*Politique commerciale.* — Pour enrichir la nation, la politique commerciale doit favoriser les exportations et restreindre les importations, assurer ainsi à l'intérieur comme à l'extérieur des débouchés aux produits espagnols, et constituer, en même temps, une protection indirecte à l'industrie nationale, dont le rétablissement est indispensable à celui du commerce. Une telle politique de protectionnisme commercial doit être réalisée par une réglementation judicieuse des droits de douane ; elle est inséparable de celle du protectionnisme industriel.

En ce qui concerne le *commerce intérieur*, Uztáriz se montre partisan de la liberté la plus complète.

Pour le *commerce extérieur*, il recommande de régler avec prudence les droits d'entrée et de sortie ; ceux-ci doivent

(1) Cap. LXXI.

(2) Cap. LXXIV, LXXXVII. — Cf. ULLOA, *op. cit.*, part. II, cap. I, N° 6.

être établis sur des principes différents, selon qu'il s'agit de *produits ouvrés*, de *matières premières* ou de *denrées comestibles*, et selon encore qu'il s'agit de produits étrangers ou de produits nationaux.

a) *Produits ouvrés*. — Uztáriz préconise d'élever les droits d'entrée sur tous les produits ouvrés étrangers le plus possible, c'est-à-dire autant que le permettront les traités entre nations, et dans cet ordre d'idées, il se montre partisan des lois somptuaires, en ce qu'elles permettent d'éviter les achats à l'étranger (1).

Il modère les droits de sortie sur les produits ouvrés nationaux : tissus de laine, soie, chanvre, lin, poil de chameau, de chèvre et de vigogne, ouvrages en acier, fer, cuivre, laiton, bronze, etc. (2). Mais il excepte de cette règle d'abord les objets d'or ou d'argent massifs, — ce qui s'explique par l'importance primordiale attachée à ces métaux, transformables en monnaie, — puis les armes et munitions de guerre dont l'exportation ne sera permise, en temps de guerre, que dans la mesure où la fabrication dépassera les besoins de l'armée ; en temps de paix, l'exportation ne pourra que développer cette industrie nécessaire à la guerre (3).

b) *Matières premières*. — Ici, le principe d'acheter peu et de vendre beaucoup est renversé, car la vente d'une certaine quantité de produits ouvrés procure beaucoup plus d'argent que celle des matières premières qui ont été incorporées dans leur fabrication ; il faut donc retenir les matières premières nationales pour les transformer en articles d'exportation.

(1) Cap. LXI.

(2) Cap. XC.

(3) Cap. XXXVII.

tation, à l'intérieur du pays, et, pour cela, percevoir en entier les droits de sortie des matières premières.

A l'égard des matières premières étrangères, la règle inverse ne sera pas absolue, car l'Espagne a intérêt à manifacter le plus possible de matières premières ; il ne faudra donc modérer les droits d'entrée des matières premières que sur celles qui sont très utiles et dont on manque et chaque fois qu'elle le pourra, l'Espagne remplacera les matières premières étrangères par les matières premières nationales (1).

c) *Denrées comestibles*. — En cette matière, Uztáriz ne donne aucune règle générale ; la politique à suivre doit être déterminée selon les circonstances, qui peuvent varier plusieurs fois dans le courant d'une même année ; c'est ainsi que l'intérêt de la nation pourra exiger que l'on permette l'importation, lorsque les produits nationaux sont insuffisants, ce qui arrive pour les grains (2). Mais il est partisan d'un protectionnisme agricole toutes les fois où cela est possible : il faudra donc interdire l'importation ou la rendre difficile par de forts droits, en particulier lorsqu'il s'agit de denrées peu utiles ou qu'on estime nuisibles à la santé, comme

(1) Cap. XCI.

Des principes identiques sont présentés par ULLOA, *op. cit.*, part. I, cap. VIII.

(2) Cap. XCII, XCIII.

Alors qu'UZTÁRIZ s'occupe fort peu de l'agriculture, ZABALA Y AUÑON y consacre une importante partie de sa *Requête au Roi*. Devançant JOVELLANOS, il se déclare adversaire résolu de la prohibition de l'exportation des grains ; car, dans les années stériles, la prohibition ne peut faire le pain abondant et bon marché, et dans les années abondantes, elle rend impossible la vente à un prix rémunérateur pour le cultivateur et ne peut que le décourager. ZABALA conseille une meilleure organisation des *pósitos* ou greniers publics, l'aliénation des terrains vacants (*baldios*), avec obligation pour les ayants cause de les mettre en culture dans un délai maximum (Part. II, punto I, § § III, IV, V ; punto II, § § III, VII).

la vanille, le poivre et toutes sortes d'épices (1), ou de celles qui peuvent être remplacées par des denrées nationales, comme le sucre, dont l'industrie doit être restaurée par une diminution des droits qui la frappent (2) ; inversement, on facilitera par l'abaissement des droits de sortie l'exportation de denrées nationales abondantes comme les vins, ou nuisibles comme les eaux-de-vie.

Certains produits utiles à la fois à l'agriculture et à l'armée : chevaux, juments, poulains, mules et ânes, recevront une réglementation spéciale, analogue à celle des armes et des munitions ; cette réglementation prévoyait en temps de paix l'exportation, seul moyen, selon Uztáriz, de posséder des haras.

La politique du commerce utile se complète par la protection au *commerce actif*, c'est-à-dire *au commerce fait par les Espagnols eux-mêmes*. Uztáriz pense que toutes les lois qui protègent la navigation marchande nationale par l'abaissement des droits de tonnage sont excellentes ; le rétablissement de la marine royale, des vaisseaux garde-côtes et de la pêche sont, en outre, les meilleurs moyens de développer le commerce actif (3).

Il propose enfin, dans le même but, l'établissement dans les principales villes commerçantes d'Europe de *facteurs du commerce* qui permettraient aux négociants espagnols de vendre et d'acheter à l'étranger ; choisis par les villes espagnoles en relation avec l'étranger parmi les citoyens compétents dans les affaires du commerce, ils pourraient, en outre

(1) Cap. LXXXIV.

(2) Cap. XCIV.

(3) Cap. CVI, CVII.

fournir au Gouvernement tous les renseignements commerciaux et faire pour son compte les achats nécessaires aux manufactures de guerre (1).

*Le commerce colonial.* — C'est seulement à propos du rétablissement des manufactures et incidemment du commerce et de la navigation qu'Uztáriz parle des colonies, car il comptait aborder ce sujet dans un supplément qu'il n'a jamais publié.

Selon l'opinion qui prévalait alors (2), il considérait les colonies comme devant être l'un des principaux débouchés de l'industrie espagnole (3), et il approuvait toutes les restrictions au libre commerce que comportait l'exclusivisme, en

(1) Cap. CVII.

« Les étrangers, dit-il, nous importent leurs denrées et exportent les nôtres dans leurs vaisseaux ; leurs achats et leurs ventes se font par des commissionnaires, des facteurs ou des associés de leur nation ; ainsi, ils gagnent en entier le fret, les commissions et autres dépenses qui vont presque aussi loin que la valeur intrinsèque du premier achat » (Cap. CVI, p. 391).

Uztáriz veut donc que les intermédiaires entre le producteur et le consommateur, transporteurs, commissionnaires, agents de toute sorte soient des espagnols, afin que l'Espagne ne se trouve pas débitrice des autres nations du chef du fret, des commissions et des frais accessoires du commerce extérieur ; il fait justement observer que la Hollande, dont le sol était pauvre, les manufactures insuffisantes à balancer par leurs ventes à l'étranger la valeur des importations nécessaires à ses besoins et qui ne possédait point de mines d'or, d'argent, ni d'aucun métal susceptible de faciliter les échanges, avait su néanmoins s'enrichir, en faisant de ses ports les entrepôts d'une grande partie des produits du monde entier, et de ses commerçants les voituriers de la mer et les commissionnaires, défiant toute concurrence, des négociants étrangers, en raison notamment du prix modique de leur fret (Cap. XXXI, XXXII, XXXIII). Uztáriz témoigne ainsi d'une conception exacte des faits qui sont susceptibles de provoquer un déplacement des métaux précieux d'un pays à un autre ; il ne considère pas seulement les éléments propres à la balance du commerce, mais aussi ceux qui interviennent dans la balance générale des comptes.

(2) Cf. CABRERA, *trat.* III, cap. II, § 5 ; ZABALA Y AUÑON, *part.* III, punto II, § 1 ; CAMPILLO : *Gobierno Económico*, *part.* I, cap. I ; ULLOA, *part.* II, cap. IV, VI, XIV.

(3) Cap. XLV.

faveur de la métropole, du système colonial. Sans prendre parti pour ou contre la navigation par flottes et galions ou par vaisseaux de registre, il pensait que l'intérêt principal du commerce d'Amérique était qu'il fût fait par des Espagnols et non par des étrangers.

*Les Compagnies de Commerce.* — Uztáriz a traité avec une certaine ampleur la question des compagnies de commerce et il se montre nettement opposé au commerce par le moyen de compagnies à monopole. Accorder la souveraineté aux compagnies, dans les régions où elles commerçaient, lui semblait une atteinte portée à la souveraineté du roi, et il se déclarait suffisamment instruit par l'expérience de plusieurs organisations étrangères sur les résultats qu'on en pouvait attendre : les essais malheureux de l'Espagne, dans ce domaine, lui donnèrent raison.

Cependant, il croyait ces compagnies utiles dans le cas où le souverain n'ayant pas de possessions dans des régions très éloignées, ses sujets voulaient y faire le commerce ; on sait que c'est précisément, dans ces conditions, que les Compagnies de commerce de l'ancien régime ont rendu de réels services (1).

\*  
\* \*

Nous avons ramené à ses principes essentiels ce système homogène, tout imprégné de colbertisme, auquel l'originalité

(1) ZABALA Y AUÑON, au contraire, est un fervent partisan des Compagnies de commerce, dont il estime les avantages très supérieurs à ceux des simples sociétés. Il désire l'accaparement du commerce de la péninsule par des compagnies et propose la même organisation pour celui de l'Amérique ; en développant ainsi le commerce colonial, on verrait par voie de conséquence : la marine augmentée, la navigation développée, l'industrie rétablie (Part. III, punto I, § III ; punto II, § 2).

fait sans doute défaut, mais qui a eu le mérite de répondre, avec une opportunité incontestable, aux besoins économiques de l'Espagne et aux aspirations politiques de la royauté, à cette époque.

Uztáriz a démontré qu'à l'idée d'enrichissement de la nation par le drainage des métaux précieux, il convient de rattacher celle du développement des forces productrices de la nation (1) ; que les différentes branches de la production sont solidaires ; que la balance des exportations et des importations peut n'être pas toute la balance des créances et des dettes.

La protection industrielle, l'essai d'augmentation de la marine, sous Philippe V, — la suppression des *alcabalas* et des *centièmes* sur les premières ventes de certains articles, sous Ferdinand VI, — la suppression du droit de *bolla*, des antiques douanes d'Andalousie, l'établissement d'un tarif général des douanes, sous Charles III, — peuvent être citées parmi les plus importantes réformes directement inspirées par son œuvre vraiment nationale, qui le place au nombre des meilleurs serviteurs de son pays.

(1) « La puissance ne se mesure pas, dit de son côté Ulloa, par la domination sur des pays vastes et étendus, qui produisent les riches minerais d'argent et d'or, puisque les métaux s'en vont là où le travail et l'habileté les appellent ; l'aimant qui les attire, ce sont les manufactures, qui, des provinces les plus éloignées, les amènent comme en vasselage au souverain soucieux de les protéger... et par là l'on voit d'évidence que les monnaies servent moins que le commerce » (*Restablecimiento de las fábricas*. Part. I, cap. I).

## CHAPITRE II

### FERDINAND VI 1746-1759

Ferdinand VI poursuivit avec l'aide du Marquis de La Ensenada la politique économique de Philippe V (1). A un ardent amour de la paix, il joignait un sévère esprit d'ordre et d'économie.

Il institua l'administration par régie des rentes provinciales dans tout le royaume, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1750 ; leur perception, placée sous la direction des municipalités, fut assurée ainsi avec économie. Compomanes estime que les frais de recouvrement furent réduits par ce système à 6 % (2).

Il affranchit, en 1756, des droits d'*alcabala* et de *cientos*, dans les premières ventes en fabrique (*al pie de fábrica*) une trentaine d'articles de grand luxe ou de première nécessité (3). Cette mesure reçut de nouvelles extensions, sous

(1) Cf. COXE, *op. cit.*, t. IV, p.p. 280-312. — *Rapport présenté à S. M. Ferdinand VI par son Ministre le Marquis de la Ensenada sur les moyens de faire prospérer la monarchie espagnole*. 1751.

(2) CAMPOMANES : *Apendice a la educación popular*, t. I, p. 326.

(3) Tissus de soie, or et argent, soieries larges, mouchoirs et bas de soie, draps, sempiternes, écarlates, escots, serges, camelots, droguets, bouracans et molletons, chapeaux de castor, demi-castor, vigogne et lapin, faïencerie fine genre Alcora, Séville, Talavera ou Ségovie, verres fins, tissus larges de lin et de coton, peints ou estampés, maroquins, cuirs à la façon de Pozuelo de Aravaca, papiers, cardes, tondeuses à drap, métiers à bas, et, en général, toutes machines destinées à faire progresser l'industrie. Nov. Rec. VIII, XXV, I, 18 juin 1756.

Charles III (1) ; bientôt aucune usine ne se fonda plus sans obtenir l'exemption des alcabalas sur les premières ventes (2).

Les améliorations obtenues dans la perception de l'impôt, l'atténuation des *alcabalas* et des *cientos*, étaient appelées à faciliter les progrès de l'industrie et du commerce (3). Diverses ordonnances furent rendues dans l'intérêt de leur prospérité ; elles portèrent notamment exemption partielle des impôts de consommation en faveur des fabricants et de leurs employés ; exemption des charges municipales, du recrutement, de la milice et du logement des gens de guerre, en faveur des fabricants de Tolède, Séville, Grenade, Saragosse et la Zarga (4) ; diminution des droits d'exportation sur les tissus de soie ; interdiction d'importation des étoffes étrangères tissées de fil d'or ou d'argent ; franchise de droits sur le blé, le froment et le maïs, transportés par mer d'un port du royaume dans un autre ; autorisation d'exportation en franchise des grains, vins et eaux-de-vie chargés sur des bâtiments espagnols ; ces mêmes produits embarqués sur des navires étrangers étaient soumis aux droits royaux (5).

(1) Nov. Rec. VIII, XXV, p. 4, 10 mai 1777, et p. 11, 15 février 1781

(2) Cf. DESDEVISES DU DÉZERT : *La richesse et la civilisation espagnoles au XVIII<sup>e</sup> siècle*, ch. II, p. 100.

(3) A cette époque, l'industrie du coton prit naissance à Barcelone ; elle y acquit une grande extension, surtout à partir du moment où l'utilisation du coton des Indes Occidentales fut autorisée dans la fabrication des indiennes (1752) ; elle n'était d'ailleurs point soumise aux règlements corporatifs. Dès 1782, elle occupait, en Catalogne, 80.000 ouvriers ; l'exportation des indiennes catalanes en Amérique atteignait 200 millions de réaux. C'est à l'industrie cotonnière qu'il faut attribuer l'origine de la prospérité moderne de la Catalogne (Cf. LARRUGA, *op. cit.*, t. III, part. I, fol. 323 ; t. VIII, N° LXXI. — GASSO : *España con industria fuerte y rica*, p. 37).

(4) GALLARDO : *Rentas de la Corona*, II, p. 386, 30 mars 1753. Le privilège particulier accordé à ces villes fut étendu, plus tard, à certaines industries (Cf. Nov. Rec., VIII, XXV, II, 8 mai 1781.

(5) COXE, *op. cit.*, t. IV, pp. 333, 334.

La tradition mercantiliste du règne antérieur persistait ; mais elle ne pouvait être toujours appliquée dans son entière rigueur.

« Le mercantilisme, observe Colmeiro (1), consistant dans l'ajustement des portes ouvertes et des portes fermées, ou, si l'on peut s'exprimer ainsi, dans l'art de tendre les filets du commerce pour que les métaux précieux y restent pris, il est clair qu'il ne peut s'exercer avec utilité que là où il y a des tarifs ordonnés, une fidélité scrupuleuse dans les douanes et une répression efficace de la contrebande ».

Or, ces conditions, malgré d'utiles réformes et des progrès appréciables, n'étaient pas encore réalisées.

Le commerce frauduleux, en particulier, s'exerçait si audacieusement que Mora y Jaraba, auteur de divers discours sur la politique extérieure et intérieure, qu'il déposa entre les mains de Carvajal, Ministre de Ferdinand VI, proposait de recourir à des mesures extrêmes pour l'extirper. S'il désapprouvait la suggestion du Dr. Sancho de Moncada, de livrer les contrebandiers au bras rigoureux de l'Inquisition, il ne conseillait pas pour cela la modération des tarifs ou l'adoucissement des peines. Il voulait établir, dans les ports et autres lieux convenables, un tribunal composé de trois juges chez lesquels on ne rechercherait pas tant la science que la pratique des affaires, un caractère rigide et zélé pour le bien de l'Espagne. Le tribunal serait appelé à prendre connaissance d'office des délits de contrebande ; sa procédure serait sommaire et secrète comme celle de l'Inquisition, afin que le risque de divulgation ne pût retenir la langue du délateur et des témoins et que la découverte des

(1) COLMEIRO, *op. cit.*, t. II, pp. 366 et sq.

fraudes et leur châtement fussent rendus plus faciles. La peine capitale, la confiscation des biens et l'infamie jusqu'à la deuxième génération étaient les sanctions proposées et sans atténuation possible ; pour condamner l'accusé, il suffirait de la preuve privilégiée (1).

Sous Charles III, Muñoz devait, avec plus de raison, proposer de diminuer les droits à un point tel qu'ils ne puissent plus constituer un aiguillon suffisant pour un gain illicite (2), et Jovellanos devait également recommander un régime de liberté économique (3).

Cette recherche persistante des moyens les mieux appropriés à combattre la fraude et à la détruire fournit la preuve la plus évidente que la combinaison de droits de douane excessifs et de prohibitions d'importation et d'exportation toujours éludées fut impuissante à remplir entièrement son rôle de protection du commerce et de l'industrie espagnols.

Le système des compagnies de commerce privilégiées fut étendu.

La *Compagnie d'Estremadure*, créée, en 1747, sur le modèle de la Compagnie de Commerce Privilégiée d'Aragon, au capital d'un million de piastres, porté par augmentations successives jusqu'à trois millions, avait pour objet d'établir des fabriques d'étoffes de soie unies, ou brochées d'or et d'argent, des tissus de laine, de toiles de lin et de chanvre, et de développer l'exportation à l'étranger et dans le domaine d'outre-mer ; elle ne put subsister qu'à l'aide des privilèges

(1) MORA Y JARABA (D. Pablo): *Celosas consideraciones sobre la política interior y exterior de España*. Part. II, disc. I.

(2) MUÑOZ : *Discurso sobre la economía política*. Madrid, 1769.

(3) JOVELLANOS : *Dictamen de la Real Junta de comercio en el expediente seguido sobre renovar ó revocar la prohibición de la introducción y uso de las muselinas*. 1784.

et exemptions de droits et d'impôts dont elle bénéficiait, et se trouva en complète décadence, vers 1785.

La *Compagnie de Commerce et Fabriques de Tolède* établie, en 1748, sur le même plan, était en état de faillite, dès 1755, et ne put prolonger son existence jusqu'en 1788, que grâce à une extension de ses privilèges (1).

Celle de Barcelone, créée le 4 mai 1751, pour le négoce avec Puerto Rico, Cumana et Margarita, fonda, au Vénézuëla, la Nueva Barcelona et fut ruinée par l'établissement du commerce libre avec les Indes (2).

La *Compagnie de Saint-Domingue* ou de Catalogne, fondée en 1757, dans le but d'établir une ligne de navigation directe avec les colonies, ne devait connaître, comme ses devancières, qu'une prospérité passagère (3).

Quelques règlements visèrent la conservation et la sécurité des chemins. Charles III devait les reprendre, les augmenter et faire commencer les routes d'Andalousie, de Catalogne, de Galicie et de Valence, continuées par son successeur, Charles IV, dans la mesure où le lui permit l'époque troublée où il vécut (4).

Ferdinand VI entreprit également les travaux du canal de Campos, en Castille, que Charles III poursuivit avec persévérance (5).

Nous avons signalé (6) que le Marquis de la Ensenada avait rétabli l'équilibre budgétaire (1751).

La marine militaire fut reconstituée ; elle compta 44 vaisseaux de ligne, 19 frégates.

(1) COLMEIRO, *op. cit.*, t. II, p.p. 458, 459.

(2) G. DESDEVIDES DU DEZERT, *op. cit.*, ch. III, p. 207.

(3) CAMPOMANES, *op. cit.*, p. 167.

(4) COLMEIRO, *op. cit.*, t. II, p. 290.

(5) COLMEIRO, *op. cit.*, t. II, p. 292.

(6) Cf. *supra*, p. 138.



Les économistes présentent des œuvres en harmonie avec cette politique ; certains des écrits de plusieurs d'entre eux appartiennent au règne de Charles III.

WARD d'origine irlandaise, mais sujet espagnol, après avoir voyagé dans les différents états de l'Europe, où Ferdinand VI l'avait chargé d'une enquête sur les méthodes susceptibles de recevoir leur application dans sa patrie adoptive, et d'en assurer l'avancement, consigne le fruit de ses observations et de ses études dans deux ouvrages. Le premier *Œuvre pie (Obra pía)* (1), publié à deux reprises, en 1750 et 1757, est un modèle de police en ce qui regarde les pauvres ; l'auteur sépare les faux pauvres des vrais et les occupe tous, soit dans les hospices, soit dans les places où ils se trouvent, à des travaux utiles, sous la direction d'un comité de charité, sorte de confrérie générale de personnes riches et dévouées, qui devait étendre son patronage par tout le royaume ; — le second, *Projet économique (Proyecto económico)* (2), écrit en 1762, sous le règne de Charles III, expose les causes de la décadence de l'agriculture, de l'industrie et du commerce espagnols et les moyens propres à restaurer leur ancienne prospérité. Ward s'y élève contre le système colonial vicieux, mais par son attachement aux lois de prohibition et de réglementation témoigne de sa prédilection pour le système de Colbert.

(1) WARD (D. Bernardo) : *Obra pía ; medio de remediar la miseria de la gente pobre de España.*

(2) *Proyecto económico en que se proponen varias providencias dirigidas á promover los intereses de España con los medios y fondos necesarios para su plantificación.*

ROMERO DEL ALAMO a, par endroits, beaucoup de l'*arbitrista*; il se montre ardent apologiste de tous les privilèges de la Mesta, dans son *Pasteur Montagnard (El Pastor Serrano)*, — censeur vigoureux de certains abus, dans ses *Paradoxes*, — observateur clairvoyant dans sa *Representación*, qui contient quelques vues prudentes et judicieuses à propos du mode d'application de la *contribución unique* (1).

BRAVO DE LAGUNAS Y CASTILLA dans son *Voto consultivo*, où il s'affirme plus jurisconsulte qu'économiste, exalte la richesse agricole par dessus toutes les autres et part du principe que *le blé est la base de tous les commerces*. Une telle affirmation devrait le conduire à réclamer des franchises en faveur du trafic des grains et, cependant, la doctrine de l'auteur est également opposée à l'importation et à l'exportation des céréales; il s'oppose à la première, pour le profit de l'agriculture, la sécurité de l'État et permettre la conservation de l'or et de l'argent dans le pays; à la seconde, dans le cas où il y a lieu de procéder à des approvisionnements, en accordant aux gouverneurs le droit d'interdire les sorties (2).

(1) ROMERO DEL ALAMO (D. Manuel Antonio): *El pastor serrano, celoso por su ganado mesteño*. 1747 (Ms.).

*Paradojos ó medios políticos para mantener un ejército de 100.000 hombres y aumentar la armada en 200 ó mas naves sin costa del Real erario, ni considerable detrimento de los contribuyentes*. — 1762 (Ms.).

*Representación sumisa para manifestar el rumbo que han tomado los pueblos en el repartimiento de única contribución contra la equidad de la Real Instrucción, y medios suaves para cortar el proceder de estos en un equitativo repartimiento*. — 1771 (Ms.).

(2) BRAVO DE LAGUNAS Y CASTILLA (D. Pedro José): *Voto consultivo que ofrece al Excmo. Sr. C. Pedro José Manso de Velasco Conde de Superunda, Caballero del orden de Santiago, Gentil-hombre de la Cámara de S. M., Teniente General de los reinos del Perú, el doctor... jubilado en la cátedra de prima de leyes de la Real Universidad de S. Marcos, Ministro honorario del Supremo Consejo de las Indias, oidor de Lima*. La première édition est de 1756; la seconde est datée de Lima, 1761.

GRAEF écrit des *Discursos Mercuriales* (1), dont plusieurs, notamment le Discours sur le Commerce en général, — et ceux sur la culture du lin en Galicie, — la sécheresse naturelle de l'Espagne et le moyen d'y remédier, — la pêche et la salaison du hareng en Hollande, peuvent être consultés avec fruit.

BURRIEL, dans sa *Réponse à D. Carlos Simon Pontero sur un projet pour assurer la navigabilité du Tage*, fait ressortir les conséquences favorables à attendre de la réalisation de travaux publics de cet ordre pour la prospérité du royaume (2).

LOZANO présente d'excellentes observations sur l'influence des contributions indirectes à l'égard de la cherté des aliments et des matières premières et, par suite, de tous les produits de l'industrie (3).

NIFO mérite bien de l'économie politique, sinon comme écrivain original, du moins comme propagandiste infati-

(1) GRAEF (D. Juan Enrique) : *Discursos mercuriales. Memoria sobre la agricultura, marina, comercio, artes liberales y mecánicas*. Madrid, 1755.

(2) BURRIEL (P.-M. Andrés Marcos) : *Respuesta a D. Carlos Simon Pontero, del Consejo de S. M., sobre un proyecto para la navegación del Tajo, por el P. Mro...* (1755).

*Informe de la imperial ciudad de Toledo al Real y Supremo Consejo de Castilla, sobre igualación de pesos y medidas en todos los reinos y señorios de S. M. según las leyes*, Madrid, 1780. Dans cette œuvre de grande érudition, l'auteur traite la question de l'unification des poids et mesures, en se plaçant au point de vue historique et légal, mais s'abstient d'observations de caractère économique. (Cf. SEMPERE : *Biblioteca española*, t. I, p. 233).

(3) LOZANO (D. Bernardo) : *Reflexión sobre las rentas gravadas en los comestibles bajo el nombre de millones* (1755).

gable des connaissances utiles au développement de toute richesse publique et privée (1).

(1) Nifo (D. Francisco Mariano) : *Diario curioso, erudito y comercial, público y económico. Obra periódica, por D. Manuel Ruiz de Uribe*, Madrid, 1758.

*Diario curioso erudito, económico y comercial. Obra periódica*, Madrid, 1786.

*La Estafeta de Londres en varias cartas sobre et proceder de la Inglaterra en artes, ciencias, comercio, industria, marina, etc.*, Madrid, 1763. *ibid.*, 1779.

*Correo general histórico, literario y económico de la Europa (en continuación de la Estafeta de Londres), ó Memorias sobre la agricultura, literatura, artes y comercio de Francia, Holanda, Alemania é Inglaterra, particularmente de España.*



## CHAPITRE III

### CHARLES III 1759-1788

Le mouvement réformateur a été plus rapide sous Charles III que sous ses deux prédécesseurs. Ce prince instruit, comprenant l'utilité de la science, n'épargna rien pour éclairer son peuple ; il avait un sentiment très vif de la justice, des goûts d'ordre, de simplicité, de décence et de correction ; l'équilibre parfait des facultés était le trait dominant de son caractère. Il a poursuivi, pendant trente ans, avec l'assistance de ministres intelligents et dévoués au bien public, dont les plus remarquables furent Aranda, Floridablanca et Campomanes, la réalisation des mêmes idées et ces simples qualités en ont fait presque un grand roi (1). L'on peut dire que l'apogée de la renaissance économique fut atteinte sous son règne. Sa politique s'inspire encore de mercantilisme, mais elle n'exclut pas les idées libérales qui prennent naissance en France, à l'heure même où il accède au pouvoir, et c'est ainsi que l'Espagne, après avoir fait siennes les doctrines de Colbert, donnera une place qui ne cessera de s'agrandir non seulement aux principes du *laissez faire, laissez passer*, mais aussi à ceux de l'école physiocratique.

(1) DESDEVEISES DU DEZERT (G.) : « Les institutions de l'Espagne au XVIII<sup>e</sup> siècle », extrait de la *Revue Hispanique*, t. LXX, New-York-Paris, 1927, ch. I, p. 41 et sq.



Dans l'intérêt de l'agriculture, Charles III commença à restreindre les privilèges de la Mesta ; il défendit de payer sur les fonds municipaux les amendes imposées par les juges de cette association (1), régleta leur juridiction (2), réduisit de quatre à deux le nombre des juges d'appel (*alcaldes entregadores*) (3). Charles IV devait supprimer définitivement la juridiction de la Mesta, pour l'attribuer aux magistrats ordinaires (4).

Les propriétaires de vignes et d'olivettes furent autorisés à se clore (5). Diverses lois ordonnèrent le lotissement des terres communales et le tirage au sort des lots entre les habitants, à raison de 8 fanégades de terre par joug de bœuf (6).

La provision royale du 20 décembre 1768 défend de dépouiller les fermiers, sans justes motifs, de la terre qu'ils tiennent à bail. Les résolutions des 6 décembre 1785 et 8 septembre 1794 prévoient que le propriétaire ne pourra évincer le fermier qu'à la condition de résider dans la paroisse, de garnir la terre d'un mobilier suffisant pour l'exploiter et de la cultiver lui-même.

Ces mesures législatives ne pouvaient à elles seules modifier des habitudes séculaires, briser définitivement la résistance des gens de la Mesta (*mesteños*) ; elles attestent, du moins, l'heureuse transformation des idées qui se produit au sein du Gouvernement sous l'effort persistant des économistes.

(1) *Nov. Recopilación*, VII, XVI, 43, 1763-1804.

Pour permettre de suivre l'ensemble de la politique adoptée dans une branche déterminée de l'économie, nous citons parfois des décisions appartenant au règne suivant.

(2) *Nov. Recopilación*, VII, XXVII, 8, 1780.

(3) *Id.*, VII, XXVII, 9, 1782.

(4) *Id.*, VII, XXVII, 11, 1795.

(5) *Id.*, VII, XXVII, 8, 1780.

(6) *Id.*, VII, XXV, 17, 1770 ; 18, 1771 ; 18, 1793.

Une vive impulsion fut donnée aux travaux d'irrigation : de cette époque date l'achèvement du canal d'Alcira, commencé par Jayme II.

Floridablanca fait continuer le canal d'Aragon, creuser le canal d'Amposta à la mer et ceux du Manzanares, de Guadarrama, d'Urgel, d'Albalate, de Campos en Castille, et de Campos de Baza en Grenade (1).

Une ferme modèle est établie à Aranjuez.

Cependant le commerce des grains reste abandonné à l'arbitraire le plus complet. En 1754, les grains circulent librement à l'intérieur du royaume. En 1764, le commerce intérieur est prohibé. En 1765, rétablissement de la liberté ; l'exportation sera même permise quand le prix du blé ne dépassera pas 22 à 35 réaux la fanègue, suivant les provinces. En 1769, l'exportation est interdite, sous les peines les plus sévères. En 1783, la pragmatique de 1765 est remise en vigueur. En 1787, défense d'exportation par mer (2). En 1788, défense aux négociants de faire appel par affiches aux vendeurs de grains et de promettre d'acheter à un prix fixe (3). En 1790, toute liberté est supprimée, même à l'intérieur du royaume (4).

\* \* \*

Le développement de l'industrie est recherché dans une série de mesures libérales qui la dégagent peu à peu des minuties du colbertisme.

En 1777, Charles III permet la vente des tissus de laine.

(1) Ces travaux furent plus d'une fois mal conçus et mal exécutés. Le canal d'Aragon ne put être terminé, celui de Guadarrama fut mis hors de service par la ruine d'un de ses réservoirs d'alimentation.

(Cf. DESDEVICES DU DEZERT : *La richesse et la civilisation espagnoles au XVIII<sup>e</sup> siècle*, ch. I, p. 7).

(2) *Nov. Recopilación*, VII, XIX, 15.

(3) *Id.*, VII, XIX, 17.

(4) *Id.*, VII, XIX, 20.

et soie qui n'auraient pas la marque, les dimensions ou le poids fixé par les ordonnances de 1590, 1593, 1675 et 1684 (1). En 1778, il autorise la fabrication des tissus de soie ayant en largeur un doigt de moins que ne le voulait l'ordonnance (2). En 1784, il abroge les anciennes lois qui réglementaient la fabrication des toiles de lin et de chanvre (3).

Le régime corporatif lui-même est battu en brèche. Les apprentis sont autorisés à passer leur examen de maîtrise dans la ville où ils veulent s'établir ; en cas d'échec, ils ont le droit d'en appeler au corrégidor (4) ; les femmes et les filles peuvent s'instruire dans tous les travaux propres à leur sexe, « nonobstant toutes ordonnances contraires des corporations » (5) ; le bâtard n'est plus exclu des corps de métiers (6) ; les tisseurs ont le droit d'ouvrir un nombre illimité d'ateliers (7). Charles IV leur permettra d'inventer de nouvelles étoffes, d'imiter les tissus étrangers et de les diversifier à leur fantaisie (8) ; il autorisera les veuves d'artisans, même remariées à des hommes d'une autre corporation, à conserver l'atelier et la boutique de leur premier mari (9) ; les ouvriers d'une habileté reconnue pourront exercer leur métier sans passer d'examen (10) ; il sera permis au tanneur d'être aussi cordonnier (11) ; le cumul des métiers sera autorisé après examen (12).

(1) *Nov. Recopilación*, VIII, XXIV, 5.

(2) *Id.*, VII, XXIV, 5, 8 mars 1778.

(3) *Id.*, VIII, XXIV, 7, 14 décembre 1784.

(4) *Id.*, VIII, XXIII, 7, 24 mars 1777.

(5) *Id.*, VIII, XXIII, 14, 16 novembre 1778.

(6) *Id.*, VIII, XXIII, 9, 27 mars 1784.

(7) *Id.*, VIII, XXIV, 9, 10 mai 1787.

(8) *Id.*, VIII, XXIV, 10, 11 octobre 1789.

(9) *Id.*, VIII, XXIII, 13, 19 mai 1790.

(10) *Real orden* du 26 mai 1790.

(11) *Nov. Recopilación*, VIII, XXIII, 10, 13 août 1791.

(12) *Id.*, VIII, XXIII, 11, 4 décembre 1797.

Cependant, les statuts des corporations ne sont ni moins prolixes, ni moins routiniers que les anciens. Les ordonnances des fabricants

La tradition antérieure se retrouve cependant, dans les lois somptuaires de 1769, 1770, 1779, 1785 (1), comme dans les prohibitions touchant l'exportation des matières premières et l'importation des produits manufacturés, tandis que d'autres dispositions législatives permettent l'entrée en franchise de matières premières nécessaires à l'industrie.

L'exportation des matières premières espagnoles est interdite ; elles doivent demeurer dans le pays, pour servir à sa

de bas de soie (1770) fixent le poids légal des bas, des gants et des bonnets ; celles des tailleurs de Saragosse, réformées en 1774, comptent 76 articles (G. DESDEVICES DU DEZERT : *La richesse et la civilisation espagnoles au XVIII<sup>e</sup> siècle*, ch. II, p. 70).

L'intensité de la vie corporative est attestée par la prospérité des Cinq Corporations Majeures de Madrid (*los Cinco Gremios Mayores*), qui groupent en confédération, suivant une ordonnance royale du 23 mars 1686, modifiée et complétée en 1726, 1741 et 1783, les joailliers, les marchands d'étoffes de soie, d'or et d'argent, les drapiers, les toiliers, les épiciers et droguistes ; elles comptent 375 membres, en 1777, et représentent un capital de 210 millions de réaux (*Id., ibid.*, ch. III, pp. 175, 176).

Les corporations, comme l'a noté justement Colmeiro, ont sans doute privé l'industrie de liberté, mais elles l'ont purgée des fraudes qui auraient mis en péril son existence ; elles ont opprimé les artisans avec des règlements importuns, obtenu des privilèges exorbitants ; mais elles ont supplé au défaut de tout enseignement professionnel et protégé les arts et métiers en élevant la classe des artisans, en centralisant les maigres ressources éparses et en répartissant les honneurs de la communauté.

La hiérarchie des apprentis, des officiers et des maîtres, l'enseigne de chaque corporation, le saint patron de la confrérie, les assemblées périodiques, la faculté de nommer leurs chefs et les autres droits et charges de la communauté, dégénérèrent, avec le temps, en abus et causèrent de lourdes entraves au progrès des arts mécaniques ; mais, dans le principe, fortifièrent les liens de l'intérêt commun, enracinèrent la discipline dans l'âme des citoyens, les intéressèrent à la conservation de l'ordre public, répandirent en eux l'amour de leur profession et éveillèrent le sentiment de la charité entre leurs membres. (COLMEIRO, t. I, ch. xxvi, p. 326).

(1) COLMEIRO, t. II, p. 531. La théorie économique sur le luxe prend cependant corps vers cette époque, nous l'exposons plus loin. (Cf. infra, pp. 214 et sq.).

consommation ou pour être transformées par l'industrie nationale. Il est défendu d'exporter les peaux de lièvre et de lapin (1), les chiffons (2), la garance (3), le sparte (4). L'exportation de la soie, prohibée en 1669 (5), est autorisée, en 1760, mais seulement pendant six mois chaque année (6). Les droits sur les laines fines et mi-fines sont augmentés, en 1783 (7).

L'interdiction absolue d'importation porte sur les indiennes et toiles imprimées (8), les bonnets, gants, chaussettes et tous objets de bonneterie en lin, chanvre, laine ou coton (9), les livres reliés (10), les mitaines, les boutons de chemise et de gilet, les galons de fil ou coton, les poignets brodés pour chemises, les galons de fil et soie, les rubans de fil, les dentelles, les chenilles, les bourses, les résilles, les dessus de lit en filet, et les bas tricotés (11).

D'autre part, suivant les avis de Campomanes, inspirés eux-mêmes des législations douanières de la France et de l'Angleterre, l'entrée en franchise est accordée aux matières premières de provenance étrangère ; lins, chanvres bruts, métiers et outils pour la filature et le tissage (12), chiffons,

(1) *Indice de los documentos y papeles del archivo general de la provincia de Guipuzcoa*, sec. II, neg. 21, leg. 61, 1750.

(2) *Nov. Recopilación*, IX, XVI, 14, 14 mai 1756.

(3) *Id.*, IX, XVI, 15, 25 novembre 1768 et 16, 11 nov. 1785.

(4) *Id.*, IX, XVI, 17, 17 juin 1783.

(5) *Id.*, IX, XVI, 2, 23 juin 1699.

(6) *Id.*, IX, XVI, 4, 15 mai 1760, et 5, 15 février 1772.

(7) *Id.*, IX, XVI, 8, 18 juillet 1785.

(8) *Id.*, IX, XII, 19, 1768.

(9) *Id.*, IX, XII, 30, 1778.

(10) *Id.*, supplément, IX, XII, 28, 1778.

(11) *Id.*, IX, XII, 31, 21 décembre 1779 et 24 juin 1783.

(12) *Id.*, VIII, XXV, 3, 12 février, 6 avril 1775.

cuirs verts (1), soufre et salpêtre nécessaires à la fabrication de l'eau forte (2), ivoire, écaille, pierre ponce, tripoli et émeri employés par les ébénistes (3).



Un ensemble de dispositions intéressant les douanes, la législation commerciale, l'amélioration et le développement des routes, la refonte des monnaies, l'organisation du crédit, tendent à favoriser le développement du commerce.

Le tarif douanier de 1720 frappait de droits élevés, à la sortie, les fers, les eaux-de-vie, les vins et les huiles, c'est-à-dire tous les produits d'Espagne, taxait les marchandises, d'après leur volume, ce qui faisait peser les taxes les plus lourdes sur les marchandises les moins précieuses, et frappait des mêmes droits les manufactures nationales et étrangères. Les ordonnances de 1778 et de 1784, s'inspirant de principes plus justes, évaluent les marchandises, suivant leur nature, au poids, à la pièce, à la douzaine ; le droit général est fixé à 3 % sur les marchandises nationales et à 7 % sur les marchandises étrangères (4).

La législation commerciale avait été considérée pendant longtemps, comme une branche de la politique et laissée au Conseil de Castille (5).

Par décrets du 19 janvier 1679, du 25 janvier et du 4 mars 1683, Charles II avait créé la *Junte de Commerce* « avec juri-

(1) *Nov. Recopilación*, VIII, XXV, 9, 26 octobre 1780.

(2) *Id.*, VIII, XXV, 14, 7 octobre 1784.

(3) *Id.*, VIII, XXV, 15, 25 juin 1787.

(4) DESDEVISES DU DEZERT (G.) : *La richesse et la civilisation espagnoles au XVIII<sup>e</sup> siècle*, ch. III, p. 152.

(5) DESDEVISES DU DEZERT (G.) : *Les institutions de l'Espagne au XVIII<sup>e</sup> siècle*, ch. II, pp. 94, 95.

diction privative et inhibition absolue de tous autres tribunaux pour connaître de toute question relative à l'augmentation du commerce (1) » ; le 15 novembre 1730, Philippe V avait institué la *Junta des Monnaies*, et l'avait agrégée à la Junta de Commerce par ordonnance du 9 décembre de la même année ; le 3 avril 1747, Ferdinand VI avait réuni les affaires des mines à la Junta générale du Commerce et de la Monnaie ; le 21 décembre 1748, il lui avait encore donné les affaires relatives aux étrangers.

Charles III, par une loi du 13 juin 1770, débarrasse la Junta des procès entre marchands et lui donne le double caractère d'un Comité de perfectionnement de l'industrie et du commerce, et d'un Tribunal administratif destiné à assurer le respect des règlements et des ordonnances.

Le jugement des causes commerciales relève des Consuls. Les juges consulaires, élus par leurs pairs, sont choisis parmi les propriétaires fonciers, les fabricants, les commerçants en gros et même les marchands en détail. Le roi leur attribue le caractère de magistrats royaux et enjoint aux plaideurs de leur témoigner le même respect qu'aux autres juges (2).

La Junta des Postes, créée le 20 mars 1776, resta distincte de la Junta de Commerce ; elle fut, sous Charles IV, en 1794, érigée en tribunal suprême pour tous ceux qui jouissaient du *fuero de correos* ; elle eut dans ses attributions la police des chemins, canaux et auberges d'Espagne et des Indes (2).

A ces mesures, il convient de rattacher l'ordonnance du 18 mars 1783, rendue à la suite d'un exposé de la Société

(1) LARRUGA : *Memorias*, XXVI, p. 152.

(2) *Nov. Recopilación*, IX, II, 8, 15 août 1766.

(3) DESDEUSES DU DEZERT (G.) : *La richesse et la civilisation espagnoles au XVIII<sup>e</sup> siècle*, ch. III, pp. 144, 145, 146.

Économique de Madrid, et déclarant compatibles avec la noblesse les professions de tanneur, forgeron, tailleur, cor-donnier, ébéniste, etc. (1).

Charles III consacre les revenus des gabelles à l'amélioration des routes. Une ordonnance du 10 juin 1761 décrète la construction simultanée de la route de Madrid à Barcelone (104 lieues d'Espagne, ou 572 kilomètres), — de Madrid à Valence (63 lieues et demie, ou 349 km.), — de Madrid à Cadix (109 lieues, ou 599 km.), — de Madrid à la Corogne (106 lieues, ou 583 km.). Mais les travaux ne furent activement poussés, qu'après la nomination de Floridablanca à la Surintendance Générale des Chemins, en 1777. Onze ans plus tard, on avait réparé 200 lieues de routes anciennes, construit 195 lieues de routes neuves, bâti 322 ponts, 49 maisons de refuge pour les ouvriers, établi un service de diligences de Madrid à Cadix, par Séville, Cordoue et Ecija (2).

La refonte générale des monnaies est ordonnée par les pragmatiques royales du 5 et du 29 mai 1772 ; elle évitera les contestations sans cesse renaissantes au sujet de la valeur des monnaies anciennes (3). La monnaie d'argent et de billon particulière aux îles Canaries est supprimée (4) et la circulation des pièces en usage dans la province de Valence, hors

(1) COXE, *op. cit.*, t. VI, p. 107.

Cette disposition souleva de telles protestations de la part des ordres militaires et de la noblesse, que, dès 1803, une nouvelle loi dut expliquer que ladite ordonnance « n'entendait nullement mettre les métiers mécaniques sur le même rang que les charges principales de l'État, mais qu'elle signifiait seulement que ces métiers n'étaient pas avilissants par eux-mêmes. » (Cf. ANGEL MARVAUD : *L'Espagne au XX<sup>e</sup> siècle*, p. 217).

(2) DESDEVICES DU DEZERT : *La richesse et la civilisation espagnoles au XVIII<sup>e</sup> siècle*, ch. III, pp. 166, 167.

(3) FERRER DEL RIO : *Historia de Carlos III*, t. III, p. 227.

(4) *Nov. Recopilación*, IX, XVII, 17, 20 mars, 20 avril 1776.

de cette province, interdite (1). On s'approche ainsi de l'uniformité réclamée par les écrivains politiques ; mais, malgré cette réforme, le système monétaire était encore incommode et suranné. Charles III ne sut pas non plus se défendre de fixer arbitrairement la valeur des monnaies, lorsqu'en 1779, il augmenta de 1/16 la valeur légale de toutes les pièces d'or, sans rien changer à leur poids, ni à leur titre (2).

Pour faciliter la circulation des capitaux et seconder les opérations financières de l'État, la Banque de Saint-Charles est créée sur les plans du français, François Cabarrus, par décret du 2 juin 1782. Le nouvel établissement devait répondre à un triple besoin : 1<sup>o</sup> escompter, concurremment avec les banques particulières, toutes les lettres de change et tous les mandats de trésorerie présentés à ses bureaux ; 2<sup>o</sup> prendre à sa charge, pour vingt ans au moins, les fournitures de vivres et d'habillement de la marine et des troupes d'Espagne et des Indes ; 3<sup>o</sup> exécuter toutes les opérations de change avec l'étranger. Il échoua, au bout de peu d'années, par suite de sa mauvaise administration, de la conduite égoïste de son directeur, des exigences du fisc et des guerres du temps de Charles IV (3).



La partie la plus originale et la plus féconde des réformes de Charles III se trouve dans les mesures économiques de caractère libéral par lesquelles il transforme les relations entre l'Espagne et le Nouveau Monde : suppression de la

(1) *Nov. Recopilación*, IX, XVII, 16, 29 juillet 1777.

(2) *Id.*, IX, XVII, 15 juillet 1779.

(3) DESDEVICES DU DEZERT (G.) : *Les institutions de l'Espagne au XVIII<sup>e</sup> siècle*, ch. v, pp. 336 et sq.

pratique des *repartimientos* (1), autorisation donnée au Pérou, à la Nouvelle Grenade, au Guatemala et au Mexique de commercer entre eux, enfin déclaration de la liberté du commerce entre l'Espagne et les Indes, rendue par décret du 12 octobre 1778 : 13 ports d'Espagne (2) sont autorisés à commercer avec 20 ports des Indes (3), — mesure capitale, bientôt justifiée par les résultats les plus encourageants : Barcelone, Alicante, Malaga, Cadix, la Corogne, Santander expédient aux Indes, dès 1778, 321 navires portant 28.636.616 réaux de marchandises espagnoles et 48.578.340 réaux de marchandises étrangères ; dix ans plus tard, les manufactures royales envoient en Amérique 158.222.236 réaux de produits, l'industrie étrangère 142.494.288 réaux et l'Amérique renvoie à l'Europe 804.693.732 réaux de denrées. En 1790, Cadix expédie 63 navires aux Indes, et 91, en 1791. En 1792, le mouvement du port de Malaga représente une valeur de 27 millions 825.841 réaux. En 1802, après la paix d'Amiens, le port de Cadix devait recevoir 1.626.770.940 réaux de produits américains, chiffre égal à l'exportation totale de l'Angleterre, en 1790 (4).

(1) Les Alcades obligeaient les indigènes à acheter pour eux et leur famille une certaine quantité de marchandises estimées à un prix élevé et que ceux-ci devaient, dans le délai d'une année, régler en produits du pays, sur la base d'une évaluation fixée arbitrairement par l'autorité espagnole à un taux très bas. (Cf. COLMEIRO, t. II, ch. LXXVIII, p. 400).

(2) Barcelone, los Alfaques, Palma, Alicante, Carthagène, Almeria, Malaga, Cadix, Tenerife, la Corogne, Gijon et Santander. Saint-Sébastien fut ajouté à la liste, en 1788.

(3) Arica, Batabano, Buenos-Aires, Callao, Campêche, Chagres, Concepción, Golfo de Santo-Tomas, Guayaquil, Hacha, La Havane, San Juan de Puerto-Rico, Santa Marta, Margarita, Maracaybo, Monte Cristi, Montevideo, Omoa, Porto-Bello et Valparaiso. (CANGA ARGÜELLES : *Dic. de Hacienda, Vº Comercio libre de España con las Americas*).

(4) DESDEVISES DU DEZERT : *La richesse et la civilisation espagnoles au XVIII<sup>e</sup> siècle*, ch. III, pp. 188, 189.

Il manquait à l'Espagne la consécration du système mercantile, et bien que tardivement, elle l'obtint. Le ministre des finances D. Pedro Lerena imagine, en 1786, la création d'un *Office de la Balance du Commerce*, que son successeur D. Diego Gardoqui mena à bonne fin, sous Charles IV, le titre primitif ayant été changé en celui de *Secrétariat de la Balance*. Vint ensuite D. Miguel Cayetano Soler, qui réforma l'institution, en lui donnant le nom de *Departamento del Fomento* et en le divisant en deux sections : l'une de statistique de la population et de la richesse du royaume, et l'autre de l'état du commerce intérieur et extérieur (1).



Les principes mercantilistes n'en ont pas moins déjà subi, dans la pratique, des atténuations sensibles ; il en va de même dans l'ordre théorique.

L'élaboration de la théorie économique sur le luxe, qui ne s'effectue que tardivement, au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, nous en fournit un exemple (2). On trouve alors des auteurs qui définissent le luxe et en expliquent l'influence sur la richesse ou la pauvreté des peuples. Il y a le luxe de magnificence, de commodité et de caprice, disent les uns, le luxe de fait et d'opinion, disent les autres. Le luxe consiste dans une certaine somptuosité extraordinaire proportionnée aux richesses et à la sécurité du gouvernement, et il est une conséquence de la culture de toute nation avancée. La plupart des *politiques* présentent cet usage des richesses comme une entrave aux mariages et à l'accroissement de la population; le plus

(1) Cf. COLMEIRO, t. II, pp. 536, 538.

(2) COLMEIRO, t. II, p. 373.

petit nombre le considère favorable à la multiplication des naissances, en ce qu'il anime la circulation, vivifie l'industrie, met les citoyens en état de participer à la somme générale des biens et propage les moyens de subsistance. Le luxe est profitable à la société.

L'usage des choses que la pratique communément reçue rend nécessaire dans chaque classe de la société, et qui procède de l'inégalité des fortunes, procure une occupation aux hommes qui vivent de leur travail, alimente le commerce et améliore les revenus de l'État; mais la vanité de posséder des choses rares, qui n'ajoutent rien aux joies de la vie et donnent seulement satisfaction à l'orgueil des hommes puissants, vient en diminution de la richesse et des mœurs (1).

Comme ni les *politiques*, ni les moralistes n'avaient des idées claires sur le luxe, non seulement ils n'arrivèrent pas à s'entendre, mais ils se perdirent dans une vive controverse d'autant plus difficile à arrêter que leur pensée s'égarait dans ce travail compliqué. Les adversaires du luxe (2) employaient

(1) MUÑOZ (D. Antonio) : *Discurso sobre la economía política*, Madrid, 1769, pp. 100 et sq.

NORMANTE Y CARCAVIELLA (Doctor D. Lorenzo) : *Espíritu del Sr. Melon en su Ensayo político sobre el comercio, parte I, prueba IV y parte II, prueba V*, Saragosse, 1786.

PEÑALOSA Y ZUÑIGA FERNANDEZ DE VELASCO (D. Clemente) : *La monarquía*, Madrid, 1793.

OLIVER Y NADAL (D. Antonio) : *Memoria en que se manifiesta que el lujo de magnificencia es muy útil y provechoso á la sociedad*. (Ms.), Madrid, 1797.

(2) CABRERA (P. Juan de) : *Crisis política*, Madrid, 1719.

ANZANO (D. Tomás) : *Reflexiones económico-políticas sobre las causas de la alteración de precios que ha padecido Aragón*, Saragosse, 1768, reflex. VII, y *Discursos sobre los medios que pueden facilitar la restauración de Aragón*, Saragosse, 1768.

DANVILA Y VILLARRASSA (D. Bernardo Joaquin) : *Lecciones de economía civil*, Madrid, 1779.

ROJO DE FLORES (D. Felipe) : *Invectiva contra el lujo, su profanidad y excesos*, Madrid, 1794.

pour le combattre les armes qui avaient déjà servi au XVIII<sup>e</sup> s., et les amis de la tolérance cherchaient dans les livres nationaux et dans ceux de l'étranger des raisons et des arguments pour appuyer les doctrines de l'école moderne. ALVAREZ GARCIA intervint dans la controverse en définissant le luxe : « *toute dépense superflue supérieure à la condition et aux possibilités de chaque individu, et étrangère aux usages que la pratique admet dans sa classe* » (1). Et en effet, la question se simplifie ou disparaît, quand on pose comme principe cette vérité que le luxe est relatif.

La dispute des *politiques*, à propos du luxe, devait naturellement s'élever de la science à l'art du gouvernement ; les *politiques* considéraient, d'ailleurs, les lois somptuaires de points de vue très différents. Parmi les défenseurs convaincus de leur utilité, et qui étaient assez nombreux, nous voyons UZTÁRIZ lui-même, qui abandonne, à cette occasion, ses principes protectionnistes (2). Dans le camp opposé, ARGUMOSA, qui raille avec beaucoup d'habileté la folle entreprise de taxer les dépenses des particuliers ; NORMANTE, qui tient les lois somptuaires pour opposées au véritable esprit économique et qui les juge inutiles et vaines ; ROMA Y ROSELL, si attaché à toute saine doctrine, CAMPOMANES, JOVELLANOS ET SEMPERE, que l'on rencontre toujours sur la voie des prudentes réformes. « Les lois somptuaires (dit le premier) si elles empêchent le travail de nos propres fabriques, viennent indirectement

PALOMO Y TORRE (D. Domingo Ramon) : *Avisos políticos-morales*, Madrid, 1795.

(1) ALVAREZ GARCIA (D. Manuel) : *Opúsculo sobre varios puntos de política* (Ms.). Cité par CANGA ARGÜELLES : *Diccionario de Hacienda*, t. II, p. 67.

(2) USTÁRIZ, *op. cit.*, cap. XLI, LXXXII.

tement supprimer les artisans qui y sont occupés et les réduisent à l'état de mendiants » (1).

En fait, les lois somptuaires avaient perdu graduellement de leur prestige dans l'esprit du gouvernement, et c'est ainsi que Philippe V et Charles III y recoururent à peine et Charles IV moins encore (2).



L'économie politique compte, sous le règne de Charles III, un très grand nombre d'écrivains. Si la tradition mercantiliste a toujours ses défenseurs, cependant de nouvelles idées économiques se font jour ; la théorie des physiocrates français, celle des industrialistes anglais et des disciples d'Adam Smith pénètrent en Espagne, où elles trouvent d'ardents apologistes et des propagandistes infatigables.

L'intérêt porté aux questions économiques s'affirme, en outre, par la qualité des monographies qui enrichissent alors

(1) ARGUMOSA GANDARA (D. Teodoro Ventura de) : *Erudición política*, Madrid, 1743.

NORMANTE Y CARCAVIELLA (Doctor D. Lorenzo) : *Espíritu del Sr. Melon en su Ensayo político sobre el comercio*, Saragosse, 1786.

ROMA Y ROSELL (D. Francisco) : *Las señales de la felicidad de España y medios de hacerlas eficaces*, Madrid, 1768.

CAMPOMANES (Conde de) : *Discurso sobre la educación popular de los artesanos y su fomento*, Madrid, 1775. — § XVIII y Apéndice á la educación popular, Madrid, 1775, t. I, p. 447.

JOVELLANOS : *Dictamen de la Real Junta de Comercio en el expediente seguido sobre renovar ó revocar la prohibición de la introducción y uso de las muselinas*, 1784.

SEMPERE Y GUARINOS (D. Juan) : *Historia del lujo y de las leyes suntuarias de España*, Madrid 1788.

(2) Lois somptuaires de 1718, 1723, 1729, sous Philippe V ; de 1769, 1770, 1779, 1785, sous Charles III ; de 1790 et 1804, sous Charles IV.

la littérature et dont certaines ont été élaborées sous l'influence des *Sociétés Economiques des Amis du Pays* (1).

Deux grandes figures s'imposent dès l'abord ; celles de Floridablanca et de Campomanes, hommes d'état et écrivains.

José MOÑINO, Comte de FLORIDABLANCA, plus remarquable par le bon sens et l'application que par l'étendue de son esprit, professe le système de Colbert ; il a laissé de son œuvre politique à l'intérieur et à l'extérieur un tableau complet et d'un haut intérêt, dans le compte-rendu présenté par lui à Charles III (2). Toutes les grandes réformes de ce règne sont en majeure partie son œuvre.

CAMPOMANES, s'il n'est pas exempt d'erreurs, a largement contribué, par le nombre et la valeur de ses ouvrages, à la diffusion de la science, dans son pays, et représente avec autorité les tendances de l'ancienne école vers une nouvelle

(1) En 1765, le Comte de PEÑA FLORIDA et quelques gentilhommes biscayens fondèrent, à Vergara, la première *Société Economique des Amis du Pays*. D'autres patriotes les imitèrent, et vingt ans plus tard, l'Espagne comptait plus de soixante sociétés de cette espèce, qui ouvraient des cours et des laboratoires, traduisaient les meilleurs ouvrages étrangers, publiaient des livres nouveaux, prodiguaient des encouragements à l'agriculture et à l'industrie, instituaient des concours, distribuaient des récompenses. Cf. DESDEVISES DU DEZERT, *La richesse et la civilisation espagnoles au XVIII<sup>e</sup> siècle*, p. 269). « On doit à leurs rapports, dit Cabarrus, d'avoir fermé la porte à beaucoup d'erreurs ; sans elles les grandes questions de la loi agraire, des majorats, des monts-de-piété, de la liberté des arts et tant d'autres, n'auraient pas été discutées ; l'art d'écrire avec méthode, de prêter la force de l'éloquence aux sujets les plus arides, en un mot de s'expliquer avec exactitude et propriété, est redevable de ses progrès à cette institution. » *Elogio del Conde de Gausa*, ap. XXXI.

(2) FLORIDABLANCA (Comte de) : *Representación hecha al Sr. Rey D. Carlos III, que contiene todas las operaciones ministeriales que desempeño desde que fué elevado á aquella dignidad en Febrero de 1777, y otras muchas y diversas comisiones que S. M. le encargó y se verificaron con feliz suceso en beneficio de la patria y del estado.* — Madrid, 1829 (Le compte-rendu de l'administration du Comte de Floridablanca a été publié en français par Muriel, traducteur de l'ouvrage de William

conception de l'économie politique (1). Il accepte, tout en les critiquant, les corporations, l'apprentissage, les cartes d'examen et autres conditions du système réglementaire ; mais il s'oppose à tout ce qui, dans ces limites, peut nuire à la liberté de fabrication et à la vente des produits manufacturés. Il aime le principe de liberté, bien qu'il agisse à son encontre par l'importance excessive qu'il accorde aux lois interdisant l'introduction des articles étrangers, afin d'éviter la sortie de l'or et de l'argent, et montre un certain attachement à l'esprit réglementaire, dans le désir d'accroître la puissance des fabriques du royaume. Il plaide pour l'abolition des

COXE intitulé : *L'Espagne sous les rois de la Maison de Bourbon*, t. VI, pp. 257 et sq.).

On doit encore à Floridablanca les écrits suivants :

*Respuesta fiscal sobre acopio de trigo para el consumo de Madrid*, par D. José Moñino, 1769 (Ms).

*Respuesta fiscal en el expediente de la provincia de Extremadura, contra los ganaderos trashumantes*. Madrid, 1770.

*Representación al Sr. D. Carlos IV.* — 1789.

(1) Nommé, dès 1755, assesseur de l'Administration des postes, puis membre honoraire du Conseil des Finances, CAMPOMANES devint, en 1762, fiscal du Conseil de Castille, dont il fut nommé Vice-Président, en 1789. Sa santé l'obligea à se démettre de ses fonctions en 1791. Il a publié :

*Antigüedad marítima de la república de Cartago, con el periplo de su general Hannon, traducido del griego é ilustrado por...* — Madrid, 1756.

*Resumen del expediente que trata de la policia relativa a los gitanos, para ocuparles en los ejercicios de la vida civil del resto de la nación.* — 1763.

*Respuesta fiscal sobre abolir la tasa y establecer el comercio de granos.* — Madrid, 1764.

*Tratado de la regalia de amortización.* — Madrid, 1765.

*Memorial ajustado sobre los abastos de Madrid.* — 1768.

*Respuesta fiscal en el expediente consultivo sobre los privilegios del Concejo de la Mesta.* — Madrid, 1771.

*Discurso sobre la educación popular de los artesanos y su fomento.* — Madrid, 1775.

*Apéndice á la educación popular.* — Madrid, 1775-1777. 4 vol.

maximums et l'établissement du commerce des grains sur la base de la libre circulation des céréales (1).

C'est encore l'esprit réglementaire plus ou moins atténué qui prévaut chez Adame, Anzano, Roma y Rosell, Arriquibar, Gandara, Arteta de Monteseuro, Vidal y Cabases, Villalba, Bruna.

ADAME (2) n'est point partisan des fabriques royales qu'il tient pour coûteuses au trésor, inutiles à l'avancement de l'industrie et nuisibles à la prospérité générale, mais il s'appuie sur les corporations, les taxes et les prohibitions. Il a le mérite d'avoir proposé la création d'un ministère et d'un conseil appelés à connaître de tout ce qui concerne l'agriculture, l'industrie et le commerce, c'est-à-dire toutes les branches de l'activité économique du pays ;

ANZANO (3) suit l'opinion courante à l'égard des taxes,

(1) Ses *Lettres politico-économiques* découvertes et publiées vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, offrent un tableau aussi exact que pittoresque de tous les abus dont souffrait l'Espagne (Cf. D. Antonio RODRIGUEZ VILLA : *Cartas político-económicas escritas por el conde de Campomanes*. — Madrid, 1878).

(2) ADAME (D. Nicolás Joaquín de) : *Nuevo Reglamento para el adelantamiento de las fábricas, tanto de seda como de lana, que escribió para hacerlo presente á la Majestad del Señor D. Carlos III en el año de 1759*, D... (Cf. VALLADARES : *Semanario erudito*, t. XI, 81).

(3) ANZANO (D. Tomás) : *Reflexiones económico-políticas sobre las causas de la alteración de precios que ha padecido Aragón en estos últimos años de lo general de los abastos y demas cosas necesarias al mantenimiento del hombre*. — Zaragoza, 1768.

*Discursos sobre los medios que pueden facilitar la restauración de Aragón*. — Zaragoza, 1768.

*Elementos preliminares para formar un sistema de gobierno de hospicio general*. — Madrid, 1778.

*Ensayo sobre la policía general de los granos, sobre sus precios y sobre los efectos de la agricultura ; obra anónima, traducida del francés al castellano. Observaciones sobre ella y análisis del comercio del trigo, ejecutado todo de orden del Supremo Consejo de Castilla*. — Madrid, 1795.

du luxe, des règlements pour le commerce des grains, de la police pour l'approvisionnement de la population ;

ROMA Y ROSELL (1), ARRIQUIBAR (2), sans porter à ses conséquences extrêmes la doctrine mercantiliste, y inclinent nettement ;

GANDARA (3) la défend dans le sens le plus étroit ;

ARTETA DE MONTESEGURO (4) utilise aussi ses méthodes, lorsqu'il propose comme moyens susceptibles de rétablir la prospérité des arts mécaniques : la prohibition d'entrée des marchandises étrangères, qui paralyse la sortie de la monnaie ; la réglementation de l'enseignement et de la police des artisans, dans laquelle il donne une importance extrême aux corporations et aux ordonnances corporatives ; les récompenses honorifiques en faveur des maîtres et patrons les plus distingués ;

(1) ROMA Y ROSELL (D. Francisco) : *Las señales de la felicidad de España y medios de hacerlas eficaces por el Dr...* — Madrid, 1768.

(2) ARRIQUIBAR (D. Nicolás de) : *Recreación política. Reflexiones sobre el amigo de los hombres en su tratado de población con respecto á nuestros intereses, obra póstuma de D..., natural y del comercio de la villa de Bilbao, é individuo con los títulos de Mérito y Benemérito de la Real Sociedad Vascongada, presentada por su autor á la misma sociedad en las Juntas generales que celebró en la villa de Vergara por el mes de Noviembre de 1770.* — Vitoria, 1779.

(3) GANDARA (D. Miguel Antonio de la) : *Apuntes sobre el bien y el mal de España, escritos de orden del Rey por D. M. A. de la G.* — Valencia, 1811.

(4) ARTETA DE MONTESEGURO (Dr. D. Antonio) : *Disertación sobre el aprecio y estimación que se debe hacer de las artes prácticas y de los que las ejercen con honradez, inteligencia y aplicación.* — Zaragoza, 1781.

*Discurso instructivo sobre las ventajas que puede conseguir la industria de Aragón con la nueva ampliación de puertos concedida por S. M. para el comercio de América, en que se proponen los géneros y frutos de este reino mas útiles á este fin, y los medios de extraerlos y negociarlos con mayor economía y beneficio.* — Madrid, 1783 (Ce mémoire valut à Arteta de Monteseuro, en 1780, un prix de la Société Royale des Amis du Pays de Saragosse, dont il était membre et secrétaire, dans la section des manufactures).

VIDAL Y CABASES (1) suit, dans ses *Reflexions Économiques* les traces d'Uztáriz et d'Ulloa et s'appuie sur l'autorité de Perez de Herrera, Gonzalez de Cellorigo, Valle de la Cerda, Caja de Leruela, Moncada et autres politiques des *xvi<sup>e</sup>* et *xvii<sup>e</sup>* siècles.

VILLALBA (2) prend également pour guides Uztáriz et Ulloa et, en outre, Campomanes, dans les commentaires dont il accompagne sa traduction de l'italien en espagnol des *Leçons de Commerce* d'Antonio Genovesi.

BRUNA, auteur des *Réflexions sur les Arts Mécaniques* (3), insérées par Campomanes dans son *Appendice à l'éducation populaire*, met en valeur l'excellence des dits arts ; il y combat l'erreur vulgaire qui les faisait mésestimer et il établit que l'objet des lois destinées à en assurer le développement doit se limiter à les débarrasser de leurs entraves ; il faut donc libérer les fabriques des droits qui pèsent sur elles, droits sur les matières premières qu'elles emploient, droits sur leurs ventes et leurs exportations.

Les théories nouvelles ont pour interprètes ALCALÁ GALLIANO, FORONDA, OLAVIDE, MUÑOZ, SISTERNES Y FELIÚ, PEREIRA, JOVELLANOS, HEROS FERNANDEZ, DANVILA Y VILLARRASA.

(1) VIDAL Y CABASES (D. Francisco): *Reflexiones económicas sobre ciertos arbitrios de propagar la agricultura, artes, fábricas y comercio, dirigidas a los encargados y amantes del bien público*. Por el Doctor..., Presbítero y Beneficiado de la S. I. Catedral de la ciudad de Tortosa, sócio de mérito de la Real Sociedad Matritense. — Madrid, 1781.

(2) VILLALBA (D. Victoriano de): *Lecciones de comercio, ó bien de economía civil del Abate Antonio Genovesi, catedrático de Nápoles*, traducidas del italiano. — Madrid, 1785.

(3) BRUNA (D. Francisco): *Reflexiones sobre las artes mecánicas*, por el Sr. D..., Decano de la Real Audiencia de Sevilla.

ALCALÁ GALIANO (1) développe avec habileté ses idées sur la richesse publique, en suivant pas à pas le livre de Smith. Cependant, il se sépare de son modèle, en ce qui concerne le commerce extérieur, et il est le second des économistes espagnols qui ait recommandé l'impôt progressif déjà préconisé par le P. Bautista Dávila ;

FORONDA (2) a le mérite d'avoir contribué, en son temps, à vulgariser les idées économiques, tout en combattant certaines préoccupations profondément enracinées dans l'esprit espagnol et nuisibles au développement de la richesse du pays.

Partant des principes de liberté, de propriété, et de sécurité, il s'efforce de montrer les inconvénients des corporations d'artisans, des entraves au commerce des céréales, des lois sur l'intérêt de l'argent, des privilèges exclusifs et de certains impôts ruineux pour l'industrie. Ses *Mélanges* contiennent un discours sur l'honneur de la profession de commerçant, un autre sur l'utilité de la Compagnie des Philippines, et diverses Lettres sur la Banque de Saint-Charles. Dans ses

(1) ALCALÁ GALIANO (D. Vicente) : *Memoria sobre la industria en general y sobre los medios de promoverla en esta provincia*. — Segovia, 1781.

*Memoria sobre la economía política*. — 1783.

*Memoria sobre los nuevos impuestos*. — 1783.

*Perjuicios del antiguo sistema de rentas provinciales, y ventajas del que se establece por los nuevos reglamentos*, par D. Vicente Alcalá Galiano y D. Vicente Matecon de Arce. — 1787.

*Memoria sobre la necesidad y justicia de los tributos, fondos de donde deben sacarse y medios de recaudarlos*. — 1788.

(Ces divers écrits se trouvent dans les *Actas y memorias de la Real Sociedad Económica de Amigos del País de la Provincia de Segovia*. — 1785-1793).

(2) FORONDA (D. Valentin de) : *Miscelanea ó colección de varios discursos*. — Madrid, 1787.

*Cartas sobre los asuntos mas exquisitos de la economía política y sobre las leyes criminales*. — Madrid, 1794.

*Cartas sobre la policía*. — Madrid, 1801.

*Lettres sur la police*, au milieu d'utiles avertissements pour le bon gouvernement des peuples, il combat les monopoles, les taxes, ainsi que les lois et coutumes opposées à la *liberté commerciale*, « étoile polaire que l'on ne doit jamais perdre de vue » ; il recommande l'utilisation des cours d'eau, la construction de routes, la fondation de bourses pour les opérations en marchandises, etc..., comme moyens efficaces de protéger et de développer l'agriculture, l'industrie et le commerce ;

OLAVIDE (1), dans son *Rapport au Conseil sur la loi agraire*, présente des idées saines, bien qu'il tombe parfois dans les erreurs qu'il condamne et prétend corriger, puisque, tout en préconisant le principe de la liberté comme nécessaire pour la restauration de l'agriculture, il propose cependant un certain degré d'intervention officielle dans l'affermage des terres, qui assujettirait les contrats particuliers à un véritable système réglementaire ;

ANTONIO MUÑOZ (2) discourt avec bonheur sur divers sujets d'économie politique, en signalant les vicissitudes qu'elle a traversées en Espagne. L'importance excessive qu'il donne à l'agriculture atteste qu'il n'était pas indifférent aux doctrines de l'école physiocratique ;

Ce sont également les notions de liberté et de propriété qui sont à l'honneur, comme moyens de rétablissement de l'agriculture, d'une part, dans l'ouvrage de SISTERNES Y FELIU (3) intitulé *Idée de la loi agraire espagnole*, encore que l'auteur, tout en proposant divers moyens pour rendre à la

(1) OLAVIDE (D. Pablo de) : *Informe al Consejo sobre la ley agraria*. — 1768 (Ms).

(2) MUÑOZ (D. Antonio) (Pseudonyme de D. Enrique RAMOS) : *Discurso sobre la economía política*. — Madrid, 1769.

(3) SISTERNES Y FELIÚ (D. Manuel) : *Idea de la ley agraria española*. — Valencia, 1786.

culture les *terres vagues*, les amodier, les irriguer et les améliorer par de bonnes méthodes sacrifie parfois au système réglementaire, — et d'autre part, dans les *Réflexions sur la loi agraire* de Luis Marcelino PEREIRA (1). Cet auteur préconise la division des terres royales et municipales, la permission de clôturer et borner les héritages, l'interdiction de les constituer en mainmorte, la faculté illimitée de fixer les conditions des contrats concernant les fonds de terre, l'abolition perpétuelle de la taxe et du droit de *tanteo* sur les fermages, la suppression absolue des privilèges de la marine sur les forêts et bois de propriété privée, laissant ainsi à l'intérêt individuel le soin de multiplier les plantations et au commerce celui d'approvisionner les arsenaux des bois qui leur sont nécessaires ;

JOVELLANOS (2), semblable en cela aux meilleurs économistes du dernier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle, tout en protestant de son attachement pour la liberté économique, défend des doctrines et soutient des opinions contraires à ce principe.

En théorie, il apparaît comme un adepte convaincu de

(1) PEREIRA (D. Luis Marcelino) : *Reflexiones sobre la ley agraria de que se está tratando en el Consejo*. — Madrid, 1788 (Il s'agit d'une lettre écrite à D. Manuel Sisternes y Feliú, Membre du Conseil et de la Chambre Royale).

(2) JOVELLANOS (D. Gaspar Melchor de) : *Dictámen de la junta formada de órden de S. M. para el exámen y aprobación del proyecto de un banco nacional*. — 1782.

*Dictámen de la Real Junta de comercio en el expediente seguido sobre renovar ó revocar la prohibición de la introducción y uso de las muselinas*. — 1784.

*Consulta de la Junta formada para la resolución de un expediente sobre la necesidad de fomentar nuestra marina mercantil*. — 1784.

*Informe á la Junta general de comercio sobre la libertad de las artes*. — 1785.

*Informe de la Sociedad Económica de esta corte al Real y Supremo Consejo de Castilla en el expediente de la ley agraria, extendido por su individuo de número, el Sr..., á nombre de la Junta encargada de su formación y con arreglo á sus opiniones*. — Madrid, 1794.

l'école de Smith et des autres réformateurs de son école ; mais, dans la pratique, il hésite entre les idées anciennes et les idées modernes, tout en montrant plus d'inclination pour la prohibition que pour la liberté.

Ses qualités d'économiste se révèlent surtout dans sa critique des corporations d'arts et métiers, et c'est à lui que l'on doit, en grande partie, l'abolition des entraves à l'industrie.

La *Loi agraire*, que nous avons analysée, et où il examine les obstacles qui s'opposent aux progrès de l'agriculture, à son époque, est son œuvre la plus connue et celle qui a le plus fait pour sa réputation (1) ;

HEROS FERNANDEZ (2), bien qu'il plaide en faveur de la prohibition, parce qu'il en attend le développement de l'industrie nationale, n'a plus à un degré aussi accentué le culte superstitieux de ses prédécesseurs pour l'or et l'argent. Par là, se manifeste l'évolution de l'ancienne école mercantiliste vers le protectionnisme national ;

Enfin, DANVILA Y VILLARRASA (3) expose avec beaucoup de clarté et de précision, dans ses *Leçons d'Économie*

(1) Cf. *supra*, p.p. 142 et sq.

(2) HEROS FERNANDEZ (S. Juan Antonio) : *Discurso sobre el comercio, las utilidades, beneficios y opulencias que produce, los dignos objetos que ofrece para el bien de la patria, el que ejercian los cinco gremios mayores de Madrid, participando todo el reino de sus ventajas, y que es compatible el comercio con la primera nobleza, por...*, Diputado director de los mismos cinco gremios. — Madrid, 1775 (Cf. VALLADARES : *Semanario erudito*, t. XXVI, p. 145).

(3) DANVILA Y VILLARRASA (D. Bernardo Joaquin) : *Lecciones de economia civil ó del comercio*, escritas para el uso de los caballeros del Real Seminario de nobles por... Abogado de los Reales Consejos, Catedrático de Filosofia moral y derecho público de dicho Real Seminario y Académico de la Historia. — Madrid, 1779 (Cf. SEMPERE : *Biblioteca española*, t. II, p. 239. — FUSTER : *Biblioteca Valenciana*, t. II, p. 109).

*civile*, les doctrines fondamentales de l'économie politique, en s'inspirant des idées de Condillac, d'Adam Smith et d'autres auteurs étrangers, mais il n'est pas exempt d'erreurs, en ce qui touche le luxe, les corporations, les classes non productrices et surtout le commerce extérieur.

Auprès de ces écrivains, il convient encore de citer ceux dont les études plus ou moins étendues découvrent à l'historien des éléments précieux pour la connaissance de l'économie, à cette époque :

LOINAZ (1), auteur d'une *Instruction pour la substitution aux rentes provinciales d'une contribution unique*, où l'on trouve, à défaut de vue originale et d'argumentation solide des renseignements intéressants sur la population et la richesse de l'Espagne, au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle ;

MUZQUIZ (2), Ministre des Finances bien informé, dont les rapports à Charles III peuvent être consultés avec fruit ;

LEZAUN (3), à qui l'on doit trois opuscules relatifs, le

(1) LOINAZ (D. Martin de) : *Instrucción que, para la subrogación de las rentas provinciales en una sola contribución, dió... al Excmo. Sr. Marqués de la Ensenada.* — Madrid, 1749.

(2) MUZQUIZ (D. Miguel de) : *Memoria presentada al Sr Don Carlos III, en 1769.*

*Memoria ó consulta hecha al Sr. D. Carlos III, por una junta de ministros en 1781.*

*Memoria presentada al Sr. D. Carlos III en 1788.*

(3) LEZAUN (D. Tomás Fermin de) : *Recuerdos políticos de diferentes antiguas rentas y tributos reales del reino de Aragón, y forma de su reparto* (Ms).

*Origen de las monedas, sus inventores, metales y otras cosas de que se han formado en distintos tiempos: su perfección, su curso en España desde los siglos mas antiguos, con noticias particulares de Aragón tocante á estos asuntos* (Ms).

*Tratado de las monedas jaquesas de Sobrarve y Aragón, de su origen, curso, alteraciones y providencias para su perpetuidad, tanto de las de cobre ligado con plata, como de las de plata y de oro, con el valor que han tenido en distintos tiempos* (Ms).

premier aux finances, les deux autres au système monétaire, depuis les temps les plus reculés (1) ;

CORNIDE (2), dont le *Mémoire relatif à la pêche de la sardine sur les côtes de Galicie* renseigne sur la population, l'agriculture, l'industrie, le commerce et la navigation de cette province ;

CAPMANY Y MONTPALAU (3), qui est au premier rang des historiens de l'économie politique espagnole : Son *Discurso*, publié sous le pseudonyme de D. Ramon Miguel Palacio, est un plaidoyer en faveur des corporations pour le plus grand avantage de l'industrie et de l'État ;

Les *Memorias*, ouvrage classique, où l'auteur s'est donné pour but d'étudier l'origine et les progrès de l'industrie,

(1) Suivant LATASSA : *Biblioteca nueva*, t. V, pp. 278, 279, ces trois opuscules furent écrits entre 1770 et 1778.

(2) CORNIDE (D. José) : *Memoria sobre la pesca de la sardina en las costas de Galicia*. — Madrid, 1774.

(3) CAPMANY Y MONTPALAU (D. Antonio de) : *Discurso económico-político en defensa del trabajo mecánico de los menestrales y de la influencia de sus gremios en las costumbres populares, conservación de las artes y honor de los artesanos*, por D. Ramon Miguel Palacio, Madrid, 1778.

*Memorias históricas sobre la marina, comercio y artes de la antigua ciudad de Barcelona, publicadas por disposición y a expensas de la Real Junta y Consulado de comercio de la misma ciudad y dispuestas por... individuo de la Real Academia de la Historia y de la de Buenas Letras de Sevilla*, Madrid, 1779.

*Ordenanzas de las armadas navales de la Corona de Aragon, aprobadas por el Rey D. Pedro IV, año de 1354. Van acompañadas de varios edictos y reglamentos promulgados por el mismo Rey sobre el apresto y alistamiento de armamentos reales y de particulares, sobre las facultades del Almirante y otros puntos relativos á la navegación mercantil en tiempo de guerra*, Madrid, 1787.

*Código de las costumbres marítimas de Barcelona, hasta aquí vulgarmente llamado Libro del Consulado, nuevamente traducido al castellano con el texto lemosin restituído á su original integridad y pureza, é ilustrado con varios apéndices, glosarios y observaciones históricas* Madrid, 1791.

*Cuestiones críticas sobre varios puntos de historia económica, política y militar*, Madrid, 1807.

du commerce et de la navigation, non seulement de la ville de Barcelone, mais de la Catalogne et même de tous les états et seigneuries de l'antique royaume d'Aragon, contient une importante documentation extraite des chroniques et archives diplomatiques du moyen âge;

Le *Código Marítimo* et les *Ordenanzas Navales* donnent une idée exacte et juste de l'état d'avancement de la législation commerciale et maritime;

Les *Cuestiones críticas* mettent au point certaines des données exagérées des « politiques » des xvi<sup>e</sup> et xvii<sup>e</sup> siècles relatives à l'ancienne population et à la richesse du pays, non sans pécher parfois par l'excès contraire;

CABARRÚS (1), bien moins économiste que bon administrateur, partisan des Compagnies de Commerce, et dont le meilleur titre de gloire est d'avoir provoqué l'institution de la Banque de Saint-Charles, tronc primitif de la Banque d'Espagne;

CONTESTI (1), adepte de l'école mercantiliste, dans ses trois

(1) CABARRÚS (Conde de) : *Memoria que D. Francisco Cabarrús presentó a S. M. para la formación de un banco nacional, por mano del Excmo. Sr. Conde de Floridablanca, su primer Secretario de Estado*, Madrid, 1782.

*Memorial al Rey sobre rentas y crédito público*, 1783.

*Memoria sobre los montes pios, leída en la Real Sociedad económica de Madrid en 13 de Marzo de 1784.* (Ms.).

*Cartas políticas y económicas dirigidas al Conde de Lerena*, 1786-1790.

*Papel que el Conde de Cabarrús dió en la Junta General de la Compañía de Caracas*, 1794.

*Cartas sobre los obstáculos que la naturaleza, la opinión y las leyes oponen a la felicidad pública, dirigidas al Sr. D. Gaspar de Jovellanos, y precedidas de obra al Principe de la Paz*, 1795.

*Memoria sobre la extracción de los posos, leída en Junta de la Dirección del Banco Nacional de S. Carlos.* (Ms.).

(1) CONTESTI (D. Bernardo) : *Memoria sobre los medios de abastecer la isla (de Mallorca) de granos de su propia cosecha, excusando la salida de inmensas sumas que cuesta su provisión*, Palma, 1784.

mémoires concernant l'agriculture, l'industrie et le commerce de l'île de Majorque, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle ;

CUBELLES Y ALEGRE (1), qui apporte, en divers opuscules, une contribution utile à la connaissance de la législation industrielle et de l'état des arts et manufactures de l'Espagne, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle ;

MALO DE LUQUE (2), auteur d'une *Histoire politique des établissements d'outremer des Nations Européennes* bien documentée ;

LARRUGA (3), dont les *Mémoires politiques et économiques* offrent un ensemble de chiffres, de notices historiques et de mesures gouvernementales très important, et qui, mieux

*Memoria de las manufacturas de seda de la isla de Mallorca*, Palma, 1784.

*Memoria sobre el libre comercio de los higos pasos*, Palma, 1784.

En 1787, D. Juan LLEBRES Y MOPORTER présente également un « Mémoire sur l'état de l'île de Majorque et les améliorations dont elle est susceptible dans les branches de l'agriculture, de l'industrie et du commerce ». (*Memoria instructiva sobre el estado actual de la isla de Mallorca, y adelantamientos de que es susceptible en los ramos de agricultura, industria y comercio*), Madrid.

(1) CUBELLES Y ALEGRE (D. Joaquín Vicente) : *Memoria para los asuntos de premios en el ramo de agricultura y de artes de la Real Sociedad Aragonesa*. (Ms.).

*Puntos generales para la legislación gremial en dicha Real Sociedad*. (Ms.).

*Puntos pertenecientes á los oficiales de las artes*. (Ms.).

*Discurso á la referida Real Sociedad sobre la infeliz situación y constitución en que se hallan los maestros, oficiales y demas trabajadores del arte de la seda en Zaragoza el año de 1784 hasta el de 1785*. (Ms.).

(2) MALO DE LUQUE (D. Eduardo) : *Historia política de los establecimientos ultramarinos de las naciones europeas*, Madrid, 1784.

(3) LARRUGA (D. Eugenio) : *Memorias políticas y económicas sobre los frutos, comercio, fábricas y minas de España*, Madrid, 1785.

*Historia de la Real y General Junta de Comercio, Moneda y Minas, y Dependencias de Estrangeros, y Colección integra de los Reales Decretos, Pragmáticas, Resoluciones, Ordenes, y Reglamentos que por puntos generales, se han expedido para el gobierno de los Comercios, y Manufacturas del Reyno. Compuesta en Virtud de Reales resoluciones ó consultas de la misma Junta*, Madrid, 1789.

qu'aucun autre livre, montrent la politique économique suivie en Espagne, depuis le règne de Philippe II jusqu'à celui de Charles III, et surtout la funeste influence du système réglementaire sur l'industrie nationale;

ELIES Y RUBERT (1), avec une œuvre d'érudition, le *Discours sur l'origine, l'antiquité et les progrès des greniers publics des peuples*;

DE LERENA (2), à qui revient l'honneur d'avoir imaginé, en 1786, la *Oficina de Balanza de Comercio*, que Gardoqui, son successeur au ministère, devait créer. Nous avons de lui deux Mémoires, l'un sur *l'Etat des finances royales, en 1787*, l'autre sur *la Nature des revenus publics de l'Espagne, en 1790*, où apparaissent ses qualités d'administrateur. Avec une scrupuleuse attention, il s'attache à introduire une stricte économie dans les dépenses, une gestion fidèle et intelligente des deniers publics, une juste proportion dans leur emploi, la régularité dans les services, l'exécution ponctuelle et exacte de tous les engagements du trésor, afin de consolider le crédit de l'État.

En ce point de la longue étape parcourue, faut-il s'étonner qu'aujourd'hui encore, le souvenir de Charles III hante l'esprit des Espagnols soucieux de la renaissance de leur pays? L'Espagne semble définitivement engagée dans la voie du progrès. Charles IV va, par sa faiblesse, compromettre l'œuvre si patiemment accomplie.

(1) ELIES Y RUBERT (D. Antonio) : *Discurso sobre el origen, antigüedad y progreso de los pósitos o graneros públicos de los pueblos, por el Doctor... de la Real Academia de Buenas Letras de Barcelona y de la de Jurisprudencia teórico-práctica de la misma ciudad*, Cervera, 1787.

(2) LERENA (D. Pedro de) : *Memoria del estado de la Real Hacienda en 1787*.

*Memoria sobre la naturaleza de las rentas públicas de España, número de empleados y sueldos que gozan*, 1790.



## CHAPITRE IV

### CHARLES IV 1788-1808

Le règne de Charles IV n'est, en réalité, que celui de la reine et de Godoy, le Prince de la Paix. Un gouvernement sans prestige et sans autorité suit une politique étrangère incohérente, qui fait de l'Espagne tour à tour l'ennemie de la France et de l'Angleterre, rend possible l'entreprise napoléonienne et compromet pour longtemps et gravement les intérêts matériels et moraux du pays.

Du point de vue qui nous occupe, il n'y a rien à ajouter, pour cette période, marquée par d'inextricables difficultés financières, aux indications fournies par anticipation, à l'occasion des réformes de Philippe V, de Ferdinand VI et de Charles III.

Gardoqui, Varela, Saavedra, Soler, qui occupent successivement le ministère des finances, en ces heures critiques, sont absorbés par la tâche ingrate de satisfaire aux besoins exorbitants de la guerre. Les rapports ou mémoires qu'ils adressent successivement au roi nous renseignent sur leurs préoccupations et sur leurs idées économiques.

Parmi les moyens suggérés par GARDOQUI, les uns sont dignes de louanges, parce qu'ils tendent à une réforme utile et nécessaire, les autres ne peuvent être que critiqués parce qu'imaginaires ou préjudiciables. Au nombre des premiers,

nous pouvons citer l'extension des rentes provinciales à l'état ecclésiastique, la suppression des exemptions particulières d'impôts, la vente des biens de fondations et œuvres pies, etc., et, parmi les secondes, l'interdiction d'exporter l'argent du royaume, les dons patriotiques, l'imposition de l'*alcabala* aux denrées et marchandises étrangères, substituant aux droits de douane 14% sur toutes les ventes et reventes, l'émission de nouveaux *vales*, etc... Gardoqui crée le *fonds d'amortissement* pour soutenir le crédit vacillant des *vales* royaux (1).

Dans le mémoire qu'il adresse au roi, en 1797, VARELA recommande l'extinction progressive des *vales* et, avec moins de bonheur, la prohibition de sortie de l'argent. Examinant les différentes mesures alors proposées, il écarte, comme impossible ou funeste, la négociation d'un nouvel emprunt, l'aggravation des impôts et la création de papier-monnaie. Pour combler le déficit, il propose d'établir la *media anata* de tous les emplois, honneurs civils et militaires, et bénéfices ecclésiastiques ; un droit d'expédition sur tous brevets ou titres signés par le roi ; une contribution sur les héritages depuis le second degré ; une autre sur les objets de luxe ; une autre sur les locations ; une autre sur les personnes des deux sexes embrassant l'état religieux ; une avance à consentir par les commerçants de Cadix, Séville et Malaga, en échange du privilège exclusif de commercer pendant six ou huit années avec les Vice-royautés de Mexico et de Lima ; la vente de certains biens du patrimoine royal ; l'admission en Espagne

(1) GARDOQUI (D. Diego) : *Memoria al Sr. D. Carlos IV sobre el estado de la Real Hacienda*, 1793.

*Memoria a S. M. el Sr. D. Carlos IV sobre lo mismo*, 1794.

*Memoria al Sr. D. Carlos IV sobre el propio asunto*, 1796.

Cf. CANGA ARGÜELLES : *Diccionario de Hacienda*, t. II, pp. 165, 169, 171 et 172.

du peuple juif, « qui, selon l'opinion générale, possède les meilleurs richesses de l'Europe et de l'Asie », — témoignant, par certaines de ses suggestions, que la race des *arbitristas* n'était pas éteinte (1).

La même remarque s'applique à son successeur, SAAVEDRA. Celui-ci conseille la formation d'une *junta de medios*, sorte de comité d'experts, qui examinerait le rapport qu'il soumet au roi, en 1778, et ceux présentés par ses prédécesseurs.

Il propose un prêt patriotique, en Espagne et aux Indes, sans intérêt, remboursable en vingt-cinq ans, à compter de la paix ; la prompte remise des revenus d'Amérique ; la concession de quelques titres de noblesse à des personnes honorables, moyennant un « service » de 40.000 réaux, la concession de nominations, à faire d'ailleurs avec une extrême réserve, dans les Ordres militaires, au prix de 3.000 pesos, en Espagne et 4.000, en Amérique. Il n'est pas besoin d'insister sur le désarroi que décèlent ces suggestions (2).

SOLER, ayant à lutter avec les mêmes difficultés, expose, dans un premier mémoire, l'inutilité de recourir aux emprunts nationaux ou étrangers et l'inefficacité des dons patriotiques ; il propose la création de nouveaux *vales* royaux, en fixant arbitrairement leur perte à 6 % ; l'extension de l'emploi du papier timbré aux lettres de change et autres actes publics ; une contribution somptuaire ; une loterie de rentes viagères ; un prélèvement de 20 % sur les fonds ou le blé des *pósitos* ; des mesures propres à faciliter le désamortissement civil et ecclé-

(1) VARELA (D. Pedro) : *Memoria al Sr. C. Darlos IV en 1797*. (Cf. CANGA ARGÜELLES : *Diccionario de Hacienda*, t. II, p. 176).

(1) SAAVEDRA (D. Francisco) : *Memoria al Sr. D. Carlos IV en 1798*. (Cf. CANGA ARGÜELLES : *Diccionario de Hacienda*, t. II, p. 183).

siastique ; son rapport de 1799 sur l'état des finances contient quelques renseignements sur les ministères qui l'avaient précédé.

Son second *Mémoire* (1802) montre la grande importance qu'il donnait aux traités de commerce, sa confiance dans le système des représailles mercantiles et son attachement excessif à la distinction entre le commerce actif et passif (1).

Chez les écrivains, la pensée économique, tout en restant dominée par le mercantilisme, poursuit son évolution sous la double influence de l'école physiocratique et de l'école libérale.

SEMPERE Y GUARINOS appartient à l'école de Campomanes et, comme lui, contribue à la diffusion de la science économique en Espagne (2).

Les doctrines de Colbert, en tout ce qui touche la balance commerciale, se retrouvent chez MATANEGUI ; mais, en dehors de cette préoccupation qu'il partage avec la plupart des écrivains de son temps, cet auteur examine avec perspicacité la situation économique de son pays et propose pour le relèvement simultané de l'agriculture, de l'industrie et du commerce : l'application des meilleures méthodes de labour,

(1) SOLER (D. Miguel Cayetano) : *Memoria sobre el estado actual de la Real Hacienda, y sobre recursos para las urgencias*, 1799.

*Exposición que hace al Rey el ministro de la Real Hacienda en 1799.*

*Memoria presentada al Rey sobre las variaciones que debian hacerse en los aranceles de España, como represalia de las vejaciones que sufría en Francia nuestro comercio á consecuencia de la libertad en que esta nos dejaba*, 1802.

(Cf. CANGA ARGÜELLES : *Diccionario de Hacienda*, t. I, pp. 116 et 134 ; t. II, pp. 184, 186 et 333).

(2) SEMPERE Y GUARINOS (D. Juan) : *Historia del lujo y de las leyes suntuarias de España*, Madrid, 1788. L'auteur y démontre la vanité et l'inefficacité des lois somptuaires.

*Biblioteca española económico-política*, Madrid, t. I, 1801 ; t. II et III, 1804 ; t. IV, 1821.

*Historia de los vinculos y mayorazgos*, Madrid, 1805.

l'introduction des machines, la construction de chemins de fer et de canaux et la réforme du système d'impôts (1).

ROJO DE FLORES témoigne d'une confiance démesurée dans les lois somptuaires (2).

PALOMO Y TORRE publie ses *Avisos politico-morales*, véritable catéchisme d'agriculture, au milieu duquel il insère une véhémence censure du luxe et blâme l'introduction des marchandises étrangères, allant jusqu'à traiter d'ennemis de la patrie ceux qui facilitent leur consommation (3).

PEREZ QUINTERO s'affirme propagandiste des doctrines de Campomanes et de Jovellanos. Ses *Pensées politiques et économiques* méritent d'être louées en ce qu'elles recommandent l'enseignement de l'agriculture, insistent sur la nécessité de faire disparaître les entraves résultant pour elle de l'interdiction de clôturer les terres des particuliers, et du grand nombre de terres vagues (*baldios*) (4).

Enfin, ORTIZ, publie, en 1794, la traduction en langue espagnole de l'œuvre d'Adam Smith, et, en 1796, un « Essai économique sur le système du papier-monnaie et sur le crédit public », où il suit en tous points les idées du célèbre professeur de Glasgow (5).

(1) MATANEGUI (Abate) : *Cartas críticas del... por las que se conocen los errores que cometen los hombres con más frecuencia*, Madrid, 1793.

(2) ROJO DE FLORES (D. Felipe) : *Invectiva contra el lujo*, Madrid, 1794.

(3) PALOMO Y TORRE (D. Domingo Ramon) : *Avisos político-morales de un cura parroco de Galicia, amigo de la patria, á sus feligreses sobre puntos de agricultura y otros relativos al bien común*, Madrid, 1795.

(4) PEREZ QUINTERO (D. Miguel Ignacio) : *Pensamientos políticos y económicos dirigidos á promover en España la agricultura y demas ramos de industria, á extinguir la ociosidad y dar ocupación útil y honesta á todos los brazos*, Madrid, 1798.

(5) ORTIZ (D. José Alonso) : *Ensayo económico sobre el sistema de la moneda-papel y sobre el crédito público. Se escribia contra algunas preocupaciones vulgares*, Madrid, 1796.

D'autre part, le PRINCE DE LA PAIX témoigne de l'intérêt pris par le Gouvernement et par les Sociétés Économiques au développement de la richesse agricole du pays, en faisant traduire l'*Essai sur la législation et le commerce des grains* de Necker, le *Dictionnaire d'agriculture* de Rozier, les *Éléments naturels et chimiques d'agriculture* du Comte de Gillemberg ; il crée un Journal hebdomadaire d'agriculture (1).

La notice adressée au gouvernement par CARRILLO DE MENDOZA pour demander l'établissement de la taxe des grains, mérite d'être retenue, non pas en raison du but que se propose l'auteur, mais pour l'intérêt des calculs relatifs au produit brut des récoltes, au coût des travaux agricoles et aux bénéfices nets du laboureur qu'il présente à l'appui de sa pensée (2).

Antonio de S. MARTIN Y BURGOA offre dans son *Labrador vascongado* (Madrid, 1791) un manuel pratique d'économie rurale.

PEÑALOSA Y ZUÑIGA FERNANDEZ DE VELASCO prétend imiter, et imite avec peu de bonheur l'*Esprit des Lois*, dans son traité politique *La monarchie*, mais il y exalte l'agriculture comme source de la prospérité et des richesses qui jouissent d'un prix réel, sans dépendre de l'opinion (3).

PISON, auteur d'un mémoire qui fut récompensé par la Société Royale Économique de Madrid, expose avec clarté les défauts de l'exploitation du domaine agricole de l'Espagne, les remèdes qui doivent y être appliqués et

(1) DESDEVISES DU DEZERT : *La richesse et la civilisation espagnoles au XVIII<sup>e</sup> siècle*, ch. 1, p. 34.

(2) CARRILLO DE MENDOZA (D. Antonio) : *Papel dirigido al Gobierno sobre el establecimiento de la tasa de los granos*, 1790.

(3) PEÑALOSA Y ZUÑIGA FERNANDEZ DE VELASCO (D. Clemente) : *La monarquía*, Madrid, 1793.

recommande un régime de liberté dans le commerce intérieur du blé et du pain (1).

Enfin, CALOMARDE recherche le développement de l'agriculture dans un régime de liberté du commerce intérieur du blé (2).

L'orientation des idées est donc sensiblement modifiée ; les temps du mercantilisme pur peuvent être considérés comme révolus.

(1) PISON (D. Ramon de) : *Memoria sobre arreglar la legislación para conseguir el comodo precio de los granos, sin perjudicar la libertad de los propietarios ; compuesta por..., abogado de los Reales Consejos y vecino de Santo Domingo de la Calzada*, Madrid, 1795.

(2) CALOMARDE (D. Tadeo Francisco de) : *Discurso económico-político leído en la Real Sociedad aragonesa y aprobado por la misma en el que se demuestra la cantidad de trigo y demas granos frumenticios que en cada año de ese último quinquenio se ha cogido en el reino de Aragón ; la población general de esta provincia, su consumo y medios de extraer el sobrante y de introducir lo necesario, poniendose al fin las reglas más principales para fomentar su agricultura*, Madrid, 1800.



## CHAPITRE V

### CARACTÈRES GÉNÉRAUX DE L'ÉCONOMIE ESPAGNOLE AU COURS DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE, ET AU DÉBUT DU XX<sup>e</sup>

Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, des convulsions terribles agitent l'Espagne : campagne sans merci entre constitutionnels et royalistes, au lendemain de la guerre de l'Indépendance ; perte des colonies américaines ; guerres carlistes, mettant aux prises le principe théocratique et le pouvoir civil ; duel à mort entre les modérés et les progressistes, qui s'achève par le triomphe de ces derniers, en 1869 ; combat acharné entre les fédéralistes et les nationalistes, qui débute le jour de la glorieuse Révolution de septembre, pour ne finir qu'au débarquement d'Amédée, à Carthagène ; incessantes manœuvres des libéraux, guerroyant pour les droits politiques et individuels issus de la Révolution, jusqu'à leur consécration dans les lois sur le suffrage universel.

Elles sont une occasion d'associer les idées libre-échangistes aux grands principes de liberté politique qui fermentent dans les esprits, surtout dans le monde des Universités.

A cet égard, le Cours d'Économie politique de D. Alvaro FLORES ESTRADA, publié en 1828, a une influence considé-

nable. Madrid devient le centre d'un mouvement qui finit par s'imposer à l'attention des pouvoirs publics. En 1859, l'*Association pour la réforme des tarifs douaniers* est fondée. Sous ses auspices, sont données, aux cours des années 1862-1863, une série de conférences libre-échangistes par des hommes éminents, qui ont tous joué, dans la suite, un rôle considérable sur la scène politique espagnole : G. RODRIGUEZ, L. FIGUEROA, José ECHEGARAY, Emilio CASTELAR, Sigismundo MORET, etc.

Leurs idées triomphent passagèrement dans les lois douanières de 1862 et 1869. Mais, dès 1877, l'Espagne reviendra au protectionnisme, et elle passera de la protection douanière modérée au protectionnisme outrancier, suivant un rythme dominé par deux ordres de faits : le courant analogue qui prévaudra dans le monde presque entier, l'alternance au pouvoir des deux partis dynastiques : les libéraux, qui se vantent d'avoir continué, en les mitigeant, les traditions libre-échangistes de la Révolution de septembre, — les conservateurs, qui se posent en défenseurs des revendications protectionnistes (1).

Plus récemment, l'évolution politique espagnole n'a pas modifié le sens de ce nationalisme économique exagéré, qui a dominé partout la politique douanière d'après-guerre et qui s'est traduit par des traités à courte durée, des tarifs de combat, des prohibitions constituant de sérieuses entraves à la prospérité renaissante de l'Europe.

(1) Cf. ANGEL MARVAUD : *l'Espagne au XX<sup>e</sup> siècle*, liv. II, ch. III.

## CONCLUSIONS

L'étude que nous terminons fournit une preuve de cette antique vérité que la pratique a partout précédé la théorie.

En Espagne, comme chez tous les peuples modernes, le mercantilisme s'est formé progressivement, par les voies de l'empirisme, durant la période qui s'étend depuis la disparition de l'organisation de l'industrie et du commerce du moyen-âge jusqu'à la prédominance de l'école du *Laissez-faire*.

Il trouve ses points d'appui dans certains principes qui ont été appliqués, antérieurement à cette période, par l'autorité municipale ou royale : sévère police des approvisionnements, basée sur les prohibitions d'exportation des *cosas vedadas* ; droits de douane ayant, à leur début, un caractère fiscal ; lois somptuaires ; réglementation des métiers et du commerce ; organisation corporative ; protection à la marine marchande.

Les éléments essentiels du mercantilisme sont là en germe ; ils n'ont pas été appliqués suivant un plan préalablement établi et ils ne se sont fondus, que par une lente évolution, dans un ensemble coordonné.

La législation des *cosas vedadas*, après avoir recherché seulement le maintien de l'approvisionnement normal des marchés, ou la constitution de réserves devant permettre soit d'éviter les famines et les disettes, soit de préparer ou de soutenir la guerre, vient se confondre progressivement

avec la politique mercantiliste rigoureuse, en ce qui touche notamment l'interdiction de sortie des métaux précieux et de tous avoirs monnayés.

Les droits de douane, tels qu'ils sont connus, au moyen âge, n'ont point pour objet la protection de l'industrie ; ils résultent du droit de souveraineté sur la terre et visent simplement à l'avantage du fisc ; c'est avec le temps qu'ils se transforment en une arme de représailles commerciales.

Les lois somptuaires, d'abord édictées soit dans un but moralisateur, soit dans l'intérêt de l'ordre social, tendent, ensuite, à remédier à la rareté de certains articles du commerce et à éviter l'introduction de marchandises et de produits manufacturés étrangers devant nécessiter des sorties d'or et, en conséquence, appauvrir le pays.

La tutelle gouvernementale espagnole, en matière d'arts et métiers et de commerce, est causée, dans les premiers temps, par l'état rudimentaire de ces branches de l'activité économique ; il convient de protéger l'acheteur contre les malfaçons de certains artisans, ou la mauvaise foi de commerçants trop avides, mieux encore contre les monopoles et accords de certains groupes organisés — les corporations — dont l'activité, déviant de sa destination première, s'exerce parfois à l'encontre de l'intérêt général ; il ne s'agit que d'une police des fabricants et des marchands. Peu à peu, les ordonnances royales concernant les corporations entrent dans la technique des opérations du producteur, abordent tous les détails de son travail et ouvrent la voie à la réglementation industrielle à but mercantiliste.

Quant à la protection à la marine marchande, elle est, dès le <sup>xiii</sup>e siècle, l'une des bases de la politique du pays.

A son origine, le mercantilisme espagnol procède de l'idée que les métaux précieux, et principalement la monnaie,

forment la partie constitutive essentielle de la richesse nationale, et que l'État s'enrichit, de même qu'un particulier, du fait qu'il en acquiert et retient une quantité plus grande.

Au terme de son évolution, il nous présente un type d'organisation industrielle et commerciale, dans lequel l'autorité souveraine, par voie d'encouragements ou de restrictions imposées, non seulement dirige, mais s'assujettit les intérêts privés ou collectifs, en vue d'atteindre des buts à la fois politiques et économiques : la force et l'indépendance de la nation.

Il semble inévitable que les nations passent par un stade de mercantilisme ; mais l'évolution, la forme et l'influence de ce système économique dépendent, chez chacune d'elles, d'une infinité de circonstances et d'éléments : le degré de consolidation politique, le pouvoir de l'autorité centrale, l'état de ses relations avec les corps constitués, l'importance de ses aspirations politiques, le caractère propre de la nation et la force du sentiment national, la richesse du pays, les conditions de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, la nature et l'étendue du commerce étranger, etc... Leur jeu complexe, leurs effets, ne se montrent nulle part avec un relief aussi accusé qu'en Espagne, pendant les trois périodes dont nous avons esquissé le tableau. Bien plus, des éléments d'un caractère exceptionnel interviennent ici pour donner au mercantilisme espagnol sa physionomie propre.

La découverte du Nouveau Monde, la conquête du Mexique et du Pérou, en ouvrant à ce pays des perspectives de richesses illimitées, à l'instant où l'autorité royale a été affermie, l'ennemi séculaire abattu, la dignité nationale exaltée par les victoires d'un héroïsme sans limites, y ont fortifié et développé au plus haut degré la soif des conquêtes, le

mépris du négoce, l'erreur commune sur la valeur économique des métaux précieux ; parallèlement, la centralisation des pouvoirs a permis d'asservir l'intérêt individuel à la politique de protection et de développement national.

Par dessus tout, l'or des Indes, l'or que le mercantilisme, à ses débuts, regarde comme la richesse par excellence, en apportant la certitude d'une puissance politique et économique inégalables, et en suscitant aussi les convoitises de l'étranger, contribue à la dissociation des forces du pays avec une effrayante rapidité. C'est lui qui aveugle la fantaisie toute-puissante de Charles-Quint et de Philippe II, qui avive dans le cœur des Espagnols l'attrait d'une vie d'aventures, d'une richesse acquise sans efforts. Il devient l'unique objet de leur poursuite. Pour lui, l'émigration se développe outre mesure. A cause de lui, ceux qui ne peuvent partir, surexcités, troublés, inquiets, estimant rebutante la besogne quotidienne et régulière, abandonnent l'outil et la charrue. La misère s'avance... Mais le travail fait horreur. La mendicité paraît moins odieuse, le brigandage moins abject. On préfère braver la faim. Des nobles, des hidalgos, surtout, multipliés à l'envi par les lois sur les majorats, sont au premier rang de cette armée de désœuvrés de l'orgueil, qui infeste alors l'Espagne, et se croit tout permis, sauf le travail.

Cependant les entreprises militaires ont épuisé le trésor public, et nécessité la création d'impôts, qui font gémir toute la nation. Le Gouvernement, au lieu de mettre de l'ordre dans les revenus de la couronne, de modérer les dépenses et d'adopter de sages mesures de prévoyance pour laisser circuler librement les sources de la richesse et de la prospérité de l'état, s'enferme dans une politique de stérile monopole, altère les monnaies, suspend les paiements, négocie des emprunts ruineux, multiplie les agents du Fisc, dédaigne

les conseils des *politiques* et prête une oreille attentive aux projets extravagants des *arbitristas*.

Ainsi assiste-t-on, moins d'un siècle après la fondation des colonies espagnoles en Amérique, au spectacle en apparence paradoxal d'une nation riche des plus belles mines du monde et en proie aux souffrances de la pire détresse économique.

L'agriculture languit, par suite de l'expulsion des Maures, de la dépopulation du royaume, du droit de mainmorte attribué aux terres du clergé, des majorats de la noblesse, des privilèges de la Mesta ; l'industrie souffre du renchérissement de la main-d'œuvre, des procédés routiniers, de la réglementation technique étroite qu'exigent les statuts corporatifs, et du poids des impôts ; le commerce dépérit sous les effets combinés du manque d'organisation du crédit, des procédés artificiels employés pour ranimer les transactions (interdictions d'importation, d'exportation), de la contrebande encouragée elle-même par la ruine des manufactures, du préjugé contre les marchands, du défaut de voies de communication, du brigandage et des pirateries.

Cette décadence émeut la nation. Théologiens, juriconsultes, *politiques*, *arbitristas*, rivalisent de zèle pour son salut, multiplient suppliques et mémoires, dénoncent les abus, proclament un même péril, — la sortie de l'or et de l'argent, — proposent les remèdes.

Parmi les écrivains espagnols dont l'imposant labeur a enrichi la littérature économique de nombreuses et intéressantes monographies, au cours du *xvi<sup>e</sup>* et du *xvii<sup>e</sup>* siècles, les dissidents de la pensée mercantiliste sont rares : Juan Marquez, Centani, précurseurs des physiocrates, Struzzi, Dormer, pionniers de l'économie libérale, apparaissent comme des exceptions.

Ils trouvent des imitateurs plus nombreux au *xviii<sup>e</sup>* siècle.

Le mouvement économique qui a emporté l'Espagne vers le mercantilisme pur s'achève alors ; l'œuvre d'Uztáriz en fixe les traits, qui bientôt vont s'altérer, mais trop peu pour faire oublier ce qu'il fut au point culminant de sa course.

Nous n'avons pas exposé, en effet, une doctrine morte ; elle est encore, malgré les apparences et les affirmations contraires, en dépit de gênants souvenirs, de fautes incontestables, d'erreurs, de variations embarrassantes, bien vivante chez les nations modernes, au moins dans certaines de ses caractéristiques essentielles, et nous ne voulons pour preuve de la part de vérité qu'elle contient que cette persistance même à s'imposer à l'esprit de ceux qui ont la responsabilité de la vie économique des nations.

Bien que la théorie de la balance du commerce soit abandonnée, la politique visant la régularisation de l'industrie et du commerce, en vue des intérêts nationaux distincts de ceux du consommateur, prévaut encore en Europe et dans les colonies. On ne peut pas dire, par conséquent, que le système mercantiliste ait disparu. Mais le nom en sonne fâcheusement et il n'est pas un chef d'État qui en voudrait ouvertement couvrir sa politique.

Quoi qu'il en soit, l'opportunité historique du mercantilisme, tel que l'a conçu à son époque et pour son époque, son meilleur apologiste espagnol, Uztáriz, ne nous paraît pas contestable ; il suffit de mettre en parallèle l'économie de l'Espagne, au temps de Charles II, et à l'heure de son plein épanouissement, sous Charles III, pour percevoir la valeur d'un système qui, sous l'impulsion de ministres éclairés, a permis aux princes de la dynastie de Bourbon de reconstituer, sur des bases que le temps n'a point détruites, l'édifice économique d'un grand pays.

Vu :  
*Le Président de la thèse,*  
Aug. DESCHAMPS.

Vu :  
*Le Doyen,*  
H. BERTHÉLEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :  
*Le Recteur de l'Académie de Paris,*  
C. CHARLÉTY.



## INDEX DES NOMS PROPRES

*Les chiffres imprimés en caractères gras indiquent les pages  
où sont exposées plus spécialement les idées ou les doctrines des auteurs.*

---

### A

- Abreu Bertodano (D. José Antonio de), **172**.  
Adame (D. Nicolas Joaquin de), **220**.  
Aguado (D. Alejandro), **170**.  
Aguirre (D. Joaquin), 169.  
Alamos y Barrientos (D. Baltasar), 78 n, 119.  
Alberoni, 138, 140.  
Alcalá (Luis de), 57.  
Alcalá Galiano (D. Vicente), **223**.  
Alcázar de Arriaza (Jacinto de), 98, **99**, 101, 120.  
Alvarez Osorio y Redin (D. Miguel), **115**, 120.  
Anzano (D. Tomas), **220**.  
Aranda, 203.  
Argumosa Gandara (D. Teodoro Ventura de), **179**.  
Arrieta (Juan de), 69 n., 61, 120 n.  
Arriquibar (D. Nicolas de), **221**.  
Arteta de Monteseuro (Dr. D. Antonio), **221**.  
Aznar (D. Bernardo Francisco), 169.

### B

- Barberá (Evaristo), 110.  
Basso (Gerardo), 84, 95.  
Belluga (D. Luis Antonio), 169.  
Bordazar de Artazú (Antonio), 172.  
Borrueal (Pedro), **111**.  
Bravo de Lagunas y Castilla (D. Pedro José), **199**.  
Bruna (D. Francisco), **222**.  
Burriel (P. M. Andrés Marcos), 200.  
Bustamente (D. Juan de), 120.

## C

- Cabarrús (Conde de), 212, 218 n., **229**.  
 Cabrera (P. Juan de), **175**, 182, 183, 190.  
 Caja de Leruela (Miguel), **100** n., 120, 222.  
 Calomarde (D. Tadeo Francisco de), **239**.  
 Campanella, 64.  
 Campillo y Cossio (D. Josef), 112 n., 138, 139, 142, 159, **177**, 183, 190.  
 Campoflorido (Marqués de), 169.  
 Campomanes (Conde de), 158, 204, 208, **218**, 222.  
 Cano (Fr. Juan), **110**.  
 Capmany y Montpalau (D. Antonio de), 9 n., **228**.  
 Carranza (Alonso de), 101 n., 102.  
 Carrillo de Mendoza (D. Antonio), 238.  
 Carvajal, 195.  
 Cases y Xoló (D. Joaquin), **174**.  
 Castelar (Emilio), 242.  
 Castilla (D. Luis de), 119, 121 n.  
 Castillejo (D. Juan Alejandro), 84.  
 Castro (Fr. Juan de), 84, **109**.  
 Centani (Francisco), **116**, 247.  
 Cerdeño y Monzon (D. Luis), 112 n.  
 Cicilia (D. José), 35 n.  
 Colbert, 112, 125, 170, 175, 176, 179, 191, 198, 218, 236.  
 Condillac, 227.  
 Contesti (D. Bernardo), **229**.  
 Cornide (D. José), 18 n., **228**.  
 Cortès Dávila (Diego), 102.  
 Covarrubias y Leiva (D. Diego de), 59.  
 Criales y Arce (D. Gaspar), **97** n.  
 Crucé (Emeric), 7 n.  
 Cubelles y Alegre (D. Joaquin Vincente), **230**.

## D

- Dantiny (D. Marcelo), **169**.  
 Danvila y Villarrasa (D. Bernardo Joaquin), **226**.  
 Dávila (P. Bautista), **98** n., 99, 100, 101.  
 Dormer (Diego José), 114, **117**, 247.  
 Dueñas (Francisco de), 118.

## E

Echegaray (José), 242.  
Elies y Rubert (D. Antonio), 231.  
Ensenada (Marqués de la), 138, 139, 140, 157, 193.  
Escuder (D. Juan Francisco), 169.  
Estepa (Marqués de), 84.

## F

Fajardo, 104.  
Fernandez Navarrete (Pedro), 66 n., 67 n., 81, 84.  
Figuerola (L.), 242.  
Floridablanca (Conde de), 35 n., 141, 158, 218, 203, 205, 211.  
Flores Estrada (D. Alvaro), 241.  
Foronda (D. Valentin de), 223.  
Fugger d'Augsbourg, 68 n.

## G

Gandara (D. Miguel Antonio de la), 221.  
Garabito de Aguilar y Villalobos (D. Luis), 119 n.  
Garcia Caballero (D. José), 172.  
Gardoqui (D. Diego), 214, 233.  
Gausa (Conde del), 218 n.  
Genovesi (Antonio), 222.  
Genzor Lopez de Perea (D. José), 174.  
Giginta (Miguel de), 58.  
Gillemborg (Comte de), 238.  
Godoy, 233, 238.  
Gonzalez de Cellorigo (Martin), 61 n., 67 n., 81, 222.  
Gracian Serrano y Manero (José), 113.  
Graef (D. Juan Enrique), 200.  
Granell (Pedro Teodoro), 171.  
Guelda (Tomas), 110.  
Guzman (Pedro de), 81.

## H

Heros Fernandez (D. Juan Antonio), 226.

## I

Inocencio Gentilletto, 59.

## J

Jovellanos (D. Gaspar Melchor de), 35 n., 142, 158, 188, 196, 225

## L

- Laporta (D. Francisco Luis), 120 n.  
 Larruga (D. Eugenio), 230.  
 Lerena (D. Pedro de), 214, 231.  
 Lerme (Duc de), 73, 74 n.  
 Lezaun (D. Tomas Fermin de), 227.  
 Lira (D. Manuel de), 112.  
 Lison y Biezma (D. Mateo), 82, 100, 101, 102.  
 Loinaz (D. Martin de), 227.  
 Lopez de Reino (Pedro), 89.  
 Lozano (D. Bernardo), 200.  
 Lucchesini, 59.

## M

- Macanaz (D. Melchior de), 179, 183.  
 Machiavel, 59.  
 Malcorra y Aranza, 4 n.  
 Maldonado (Fr. Pedro), 67 n.  
 Malo de Luque (D. Eduardo), 230.  
 Mariana (P. J.), 72, n.  
 Marquez (Fr. Juan), 73 n., 81, 117, 247.  
 Martinez de la Mata (Francisco), 84, 102 n.  
 Matanegui (Abate), 236..  
 Maurueza Barreda y Mendez (D. Miguel), 120 n.  
 Medina (Fr. Juan de), 58.  
 Mendo (P. Andrés), 101 n.  
 Mercado (Fr. Tomas de), 57.  
 Mexia (Luis), 59 n.  
 Moncada (Sancho de), 66 n., 70 n., 75 n., 78, 89, 195, 222.  
 Moñino (José), voir Floridablanca.  
 Mora y Jaraba (D. Pablo), 195.  
 Moret (Sigismundo), 242.  
 Moya Torres y Velasco (D. Francisco Maximo de), 174.  
 Muñoz (D. Antonio), 196, 224.  
 Muti, 59.  
 Muzquiz (D. Miguel de), 227.

## N

- Naranjo y Romero (D. Gaspar), 112 n., 175.  
 Necker, 238.  
 Nifo (D. Francisco Mariano), 200.  
 Normante y Carcaviella (D. Lorenzo), 217.

**O**

- Olavide (D. Pablo de), 224.  
Olazarraga (Gregorio de), 101.  
Olivares (Damian de), 80.  
Olmeda, 72.  
Orry, 138, 139.  
Ortiz (D. José Alonso), 7, 237.  
Ortiz (Luis), 60 n.  
Oudegherste (Pedro de), 60 n., 82.

**P**

- Palomo y Torre (D. Domingo Ramon), 237.  
Patiño, 138, 139, 166, 176.  
Pellicer de Ossau (D. José), 66 n., 102 n.  
Peña Florida (Comte de), 218.  
Peñalosa, 47 n.  
Peñalosa y Zuñiga Fernandez de Velasco (D. Clemente), 238.  
Pereira (D. Luis Marcelino), 225.  
Perez de Herrera (Cristobal), 58, 78, 222.  
Perez de Rocha (Antonio), 89.  
Perez Quintero (D. Miguel Ignacio), 35 n., 237.  
Pez (D. Andrés de), 172.  
Pison (D. Ramon de), 238.  
Pons (Gaspar), 61 n.  
Portocarrero y Guzman (D. Pedro), 174.  
Possevino, 59.

**R**

- Reginaldo Polo, 59.  
Rivadeneira (P. Pedro), 59.  
Rodriguez (G.), 242.  
Rojas (Antonio de), 102.  
Rojo de Flores (D. Felipe), 215, 237.  
Roma y Rosell (D. Francisco), 221.  
Romero del Alamo (D. Manuel Antonio), 199.  
Rozier, 238.

**S**

- Saavedra (D. Francisco), 235.  
Saavedra Fajardo (D. Diego de), 66 n., 71, 101 n.  
Salazar y Castro (D. Luis), 116.  
San Martin y Burgoa (Antonio de), 238.

Santa Cruz de Marcenado (Marqués de), 112 n., **171**.  
Santayana Bustillo (D. Lorenzo de), 175.  
Saravia de la Calle Veronense, 57 n.  
Sempere y Guarinos (D. Juan), **236**.  
Sisternes y Feliú (D. Manuel), **224**.  
Smith (Adam), 7, 226, 227, 237.  
Soledad (Fr. Benito de la), **116**.  
Soler (D. Miguel Cayetano), 114, **235**.  
Somoza y Quiroga (D. Juan), **110**.  
Soto (Fr. Domingo de), 58.  
Struzzi (Alberto), **103**, 247.

**T**

Torrenueva (Marqués de), 169.

**U**

Ulloa (D. Bernardo de), **176**, 185, 186, 188, 190, 192, 222.  
Uztáriz (D. Geronimo de), 7, 112 n., 176, **180**, 222, 248.

**V**

Valencia (Pedro de), 67 n.  
Valladares, 220 n., 226 n.  
Valle de la Cerda (Luis), **82**, 120, 222.  
Varela (D. Pedro), 234.  
Vidal y Cabases (D. Francisco), **222**.  
Villa (D. Antonio Rodriguez), 220 n.  
Villadarias (Marqués de), 112 n., 172.  
Villalba (D. Victorino de), **222**.  
Villalon (Cristobal de), 57.  
Villuga (Pedro Juan), 59.  
Vivero y Velasco (D. Rodrigo de), 97, **98**, 99, 100, 102.

**W**

Ward (D. Bernardo), 112 n., **198**.

**Z**

Zabala y Auñon (D. Miguel de), 112 n., 142, 145, 176, 183, 188, 191 n.  
Zavallos (Geronimo de), 84, 97, 98, 99, 102.  
Zuñiga (Juan de), **84**.

## INDEX DES MATIÈRES

*Les chiffres imprimés en caractères gras  
indiquent les pages où le sujet est le plus développé.*

---

### A

Agriculture, 36, 67, 92, 106, 141, 204.  
Alcabala, 40 n., 50 n., 69, 87, 92, **93**, 127, 192, 193, 234.  
Aliénation des impôts, 41.  
Almojarifazgos, 50 n., 69, 131.  
Arbitrios, 135.  
Arbitristas (v. proyectistas), 61, **118**, 235.  
Arts et métiers, 19.  
Asiento de negros, 163.  
Association pour la réforme des tarifs douaniers, 242.

### B

Baldios (terres vagues), 143, 225, 237.  
Banque de Barcelone, 66 n.  
Banque des Dépôts de Valence, 66 n.  
Banque d'Espagne, 229.  
Banque de Saint-Charles, 212, 223.  
Blanca, 95.  
Bolla (droit de), 135, 192.

### C

Cabaña real, 34 n.  
Cadastre (catastro), 130.  
Calderilla, 95, 96.  
Canaux, 205.  
Capitulos de reformación, 88, 91.  
Casa de Contratación de Indias, **38**, 90, 162.  
Centièmes (cientos), 94, 127, 192, 193.  
Charta Universitatis, 20.  
Chemins et routes, 197, 210.  
Colonies, 47, 77, 90.  
Commerce actif, 125, 183, 236.  
Commerce des grains, 157, 199, 205, 220.  
Commerce des Indes, 47, 50, 90, 141, 161, 213.

Commerce extérieur, 158.  
 Commerce interlope, 91, 163, 186.  
 Commerce nuisible, 112, 182.  
 Commerce passif, 125, 183, 236.  
 Commerce utile, 112, 182.  
 Commerce réciproque, 183.  
 Compagnie de Barcelone, 197.  
 Compagnie de commerce et fabriques de Tolède, 197.  
 Compagnie de commerce privilégiée d'Aragon, 159, 196.  
 Compagnie d'Estramadure, 196.  
 Compagnie de Honduras, 166.  
 Compagnie de Saint-Domingue ou de Catalogne, 197.  
 Compagnie des Philippines, 223.  
 Compagnie royale Guipuzcoane de Caracas, 166.  
 Comuneros (révolte des), 64.  
 Consulats, 210.  
 Contrebande, 89, 164, 195.  
 Corporations, 11, 22, 35, 150, 206 n., 244.  
 Cortès, 26, 40, 49, 50 n., 51, 52, 65, 68 n., 71, 90, 125.  
 Cosas vedadas, 15, 26, 54, 243.  
 Croisade (bula de la Santa Cruzada), 134.

## D

Departamento del Fomento, 214.  
 Diezmos del mar, 69, 131.  
 Diezmos de los puertos secos, 50 n., 69.  
 Dons forcés, dons patriotiques, 74, 97, 234, 235.  
 Douanes (aduanas), 11, 49 n., 53, 131, 141, 192, 209, 244.  
 Droit de gelis, 129.  
 Droit du fidèle jaugeur (fiel medidor), 94, 128.  
 Droits du roi en Navarre et dans les Vascongades, 135.

## E

Emprunts forcés, 41.  
 Encabezamiento, 93.  
 Equivalente, 130.  
 Erarios públicos (maisons du trésor public), 60 n., 82.  
 Etrangers, 29, 39, 92, 190.  
 Excises (sisas), 135.

## F

Fábrica real, 147.  
Facteurs de commerce, 189.  
Finances, 74, 94, 108, 138, 197, 233.  
Flotte et galions, 47 n., 90, 98, 165.  
Fonds d'amortissement, 234.  
Fuero de correos, 210.

## H

Hidalgos, 65 n.  
Hidalguia, 20, 65 n.

Industrie et commerce, 34, 67, 76, 88, 106, 146, 156, 205.  
Impôts particuliers au royaume de Grenade, 128.  
Impôts perçus dans les pays de la Couronne d'Aragon, 130.  
Impôts perçus sur la Noblesse, 134.  
Impôts perçus sur le Clergé, 134.  
Inscription maritime, 186.  
Irrigation (travaux d'), 205.

## J

Juges consulaires, 210.  
Juifs, 64, 74, 235.  
Junta de medios, 235.  
Junte de commerce, 209.  
Junte des monnaies, 210.  
Junte des postes, 210.  
Juros, 41 n., 73, 132.

## L

Lances (impôt des), 92, 134.  
Lettres de change, 30.  
Lettres de grâce, 16.  
Leudas (droits de péage), 11.  
Leyes de Partida, 14.  
Leyes de Toro, 65 n.  
Liberté commerciale, 196, 224.  
Ligue hanséatique, 3.  
Loi agraire, 142, 265.  
Lois somptuaires, — Luxe, 18, 26, 33, 52, 53, 74, 100, 109, 149, 187,  
207, 214, 237, 244.  
Loterie, 235.

## M

Mainmorte, 247.  
 Majorats, 65 n., 67, 247.  
 Manufactures, 151.  
 Manufactures royales, 147.  
 Maranos, 68.  
 Maravédis, 49, 95.  
 Marine, 8, 17, 33, 107, 160, 197.  
 Maures, 66, 74, 75, 247.  
 Media anata, 92, 134, 234.  
 Mesta, 34 n., 67, 76, 144, 204, 247.  
 Millions (millones), 69, 74, 87, 94, 127.  
 Monnaies, 72, 92, 94, 211.  
 Monopoles de la Couronne, 56 n., 92, 131.  
 Montazgo, 50 n., 135.

## N

Navio de Permiso, 163.  
 Nueva Barcelona, 197.

## O

Office de la balance du commerce, 214.  
 Or et argent (importations), 164.

## P

Palmo de ramos (droit de), 135.  
 Papel sellado, 93, 133, 235.  
 Pecheros, 65 n.  
 Police des chemins, canaux et auberges d'Espagne et des Indes, 210.  
 Politique industrielle d'Uztáriz, 184.  
 Politique coloniale d'Uztáriz, 190.  
 Politique commerciale d'Uztáriz, 186.  
 Politique maritime d'Uztáriz, 185.  
 Políticos, 61, 119.  
 Pósitos (magasins de blé), 142, 235.  
 Prêts patriotiques, 235.  
 Prix, 49.  
 Prohibitions d'exportation, 15, 26, 48, 54, 88, 208, 243.  
 Prohibitions d'importation, 12, 25, 76, 88, 149, 208.  
 Provinces exemptes, 135.  
 Projectistas (v. arbitristas), 61, 119, 235.

## R

- Registros, 48 n.  
Réglementation, 35, 56, 177, 219.  
Renta de las estafetas y Postas (Service des Postes), 133.  
Rentas generales de aduanas y de administración, (v. douanes).  
Rente de la grand'mère (renta de la abuela), 128.  
Rente de la soie, 129.  
Rente des laines, 50 n.  
Rente du papier timbré (renta del papel sellado), (v. Papel sellado).  
Rente du repeuplement (renta de la población), 50 n., 129.  
Rente du sel, 133.  
Rente du sucre, 129.  
Rente du tabac, 133.  
Rente du vent (renta del viento), 127 n.  
Rentes exclusives ou monopoles (rentas estancadas), 56 n., 92, 131.  
Rentes générales, 131.  
Rentes générales de moindres espèces affermées (rentas generales menores en arrendamiento), 132.  
Rentes provinciales, 126.  
Repartimientos, 99, 213.  
Républiques italiennes, 3.  
Revenus des Indes, 134.  
Royale compagnie Guipuzcoane de Caracas, 166

## S

- Sainte Hermandad, 37.  
Secretariat de la balance, 214.  
Service des milices, 128.  
Service des millions (servicio de millones), (v. millions).  
Service ordinaire et extraordinaire, 50 n., 128.  
Servicio y montazgo de los ganados (droit sur les troupeaux), 50 n., 135  
Sociétés Economiques des Amis du Pays, 142, 211, 218, 238.  
Subsidio del excusado, 50 n., 69, 134.  
Subsidio ordinario de galeras, 50 n., 69, 134.

## T

- Taille (talla), 131.  
Tanteo, 225.  
Tierces royales, 127.  
Tierras baldías (terres vagues), 143, 225, 237.  
Tierras concejiles (terres des municipalités), 143.  
Torres de la mar, 129.

## U

Ustensiles (ustensilios), 135.

Vales, 234, 235, 276.

Vellon, 94.

---

## TABLE ANALYTIQUE

|                         | Pages  |
|-------------------------|--------|
| BIBLIOGRAPHIE . . . . . | I-VIII |
| INTRODUCTION. . . . .   | 3      |

### LIVRE PREMIER

#### LE MOYEN AGE — LES ROIS CATHOLIQUES

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE PREMIER. — LE MOYEN AGE. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | 11 |
| <p>Physionomie de l'économie au moyen âge, p. 11. —<br/>           Douanes, p. 11. — Prohibitions d'importation, p. 12. —<br/>           Prohibitions d'exportation : les «<i>cosas vedadas</i>», p. 15. —<br/>           Fondement de ces prohibitions, p. 16. — Marine mar-<br/>           chande, p. 17. — Lois somptuaires, p. 18. — Les arts<br/>           et métiers, p. 19. — La vie corporative, p. 22.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |    |
| CHAPITRE II. — LES ROIS CATHOLIQUES. FERDINAND 1469-1516<br>ET ISABELLE 1469-1504 . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | 25 |
| <p>Les Rois catholiques, p. 25. — Le pouvoir absolu, p. 25.<br/>           — Prohibitions d'importation et d'exportation, p. 25. —<br/>           Prohibitions d'exportation de l'or et de l'argent, p. 26. —<br/>           Marine, p. 31. — Lois somptuaires, p. 33. — Politique<br/>           industrielle et commerciale, p. 34 — L'agriculture,<br/>           p. 36. — Le commerce des Indes : la «<i>Casa de Contra-<br/>           tación</i>» de Séville, p. 38. — Le concours des étrangers<br/>           et le mouvement xénophobe, p. 39. — Principales<br/>           ressources budgétaires, p. 40. — Principaux traits de<br/>           l'organisation économique de l'Espagne, à la mort de<br/>           Ferdinand (1516), p. 42.</p> |    |

## LIVRE II

## LES PRINCES DE LA MAISON DE HABSBOURG

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Pages |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| <b>CHAPITRE PREMIER. — CHARLES-QUINT, 1516-1555 ET PHILIPPE II, 1556-1598.</b> . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 45    |
| Charles-Quint et Philippe II : leurs tendances en matière économique, p. 45. — Le trafic des Indes, p. 47. — Ses conséquences pour la Castille, en particulier, et pour l'Espagne en général, p. 48. — Charles-Quint et le monopole de Séville, p. 50. — La politique réglementaire, p. 51. — Lois somptuaires, p. 52. — Régime douanier, p. 53. — Prohibitions, p. 54. — Contradictions de la politique économique royale, p. 55. — Contradictions dans les plaintes et proclamations des Cortès, p. 56. — Les écrivains, p. 57. — Situation économique de l'Espagne, dans les dernières années du règne de Philippe II, p. 61 : population, p. 64 ; agriculture, p. 67 ; industrie, p. 67 ; commerce, p. 68 ; finances, p. 69. |       |
| <b>CHAPITRE II. — PHILIPPE III, 1598-1621</b> . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 71    |
| L'autorité suprême abandonnée aux mains des ministres et des favoris, p. 71. — Philippe III et le duc de Lerme, p. 71. — Politique d'expédients, p. 71. — Expulsion des Maures, p. 75. — Grands conseils de 1617 à 1620 : emprise des idées mercantilistes, p. 76. — La politique coloniale, p. 77. — Les écrivains, p. 77.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |       |
| <b>CHAPITRE III. — PHILIPPE IV, 1621-1665</b> . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 87    |
| Philippe IV et le duc d'Olivarès, p. 87. — Les réformes, p. 87. — Les « <i>capítulos de reformación</i> », p. 88. — La contrebande, p. 88. — Les licences, p. 89. — Le commerce colonial, p. 90. — Mesures nécessitées par la guerre : aggravation des impôts, p. 92 ; altération des monnaies, p. 94 ; emprunts, p. 97 ; banqueroute, p. 97. — Les écrivains, p. 97.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |       |
| <b>CHAPITRE IV. — CHARLES II, 1665-1700.</b> . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 105   |
| Le dernier prince de la dynastie des Habsbourg, p. 105. — Épuisement de l'Espagne, p. 105. — Décadence de l'agriculture, de l'industrie, du commerce et de la marine, p. 106. — Le désordre des finances, p. 108. — La misère publique, p. 109. — Les écrivains, p. 109. — Les « <i>políticos</i> » et les « <i>arbitristas</i> », p. 118.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |       |

## LIVRE III

## LES PRINCES DE LA MAISON DE BOURBON

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Pages |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| CHAPITRE PREMIER. — PHILIPPE V, 1700-1746. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 125   |
| L'économie espagnole au XVIII <sup>e</sup> siècle, p. 125. — Régime fiscal et financier, p. 126. — Réformes, p. 137. — Agriculture, p. 141. — Industrie, p. 146. — Encouragements, p. 146. — Prohibitions et droits protecteurs, p. 148. — Réglementation, p. 150. — Résultats favorables de cette politique, p. 151. — Commerce, p. 156. — Le commerce intérieur, p. 156. — Le commerce extérieur, p. 158. — Réformes, p. 159. — La marine, p. 160. — Le commerce des Indes occidentales, p. 162. — Le commerce interlope, p. 163. — Réformes, p. 164. — Les compagnies privilégiées, p. 166. — Les écrivains, p. 168. — L'œuvre d'Uztáriz, p. 180. |       |
| CHAPITRE II. — FERDINAND VI, 1746-1759 . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 193   |
| Continuation de la politique économique inaugurée sous Philippe V, p. 193. — Les réformes, p. 193. — Les écrivains, p. 198.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |       |
| CHAPITRE III. — CHARLES III, 1759-1788 . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 203   |
| L'apogée de la renaissance économique, p. 203. — Mesures en faveur de l'agriculture, p. 204 ; de l'industrie, p. 205 ; du commerce, p. 209. — Politique libérale à l'égard des colonies, p. 212. — Atténuation des principes mercantilistes dans l'ordre théorique, p. 214. — Les écrivains, p. 217.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |       |
| CHAPITRE IV. — CHARLES IV, 1788-1808 . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | 233   |
| Politique étrangère incohérente, p. 233. — Difficultés financières, p. 233. — Évolution de la pensée économique ; les écrivains, p. 236.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |       |
| CHAPITRE V. — CARACTÈRES GÉNÉRAUX DE L'ÉCONOMIE ESPAGNOLE AU COURS DU XIX <sup>e</sup> SIÈCLE ET AU DÉBUT DU XX <sup>e</sup> . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | 241   |
| CONCLUSIONS . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | 243   |
| INDEX DES NOMS PROPRES . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 251   |
| INDEX DES MATIÈRES . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 257   |
| TABLE ANALYTIQUE . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 263   |



ACHEVÉ D'IMPRIMER LE VINGT-  
QUATRE OCTOBRE MIL NEUF  
CENT VINGT NEUF SUR LES  
PRESSES DE L'IMPRIMERIE  
UNION 13, RUE MÉCHAIN, PARIS





